

**Huit journalistes
péruviens assassinés
dans une zone
de guérilla**

LIRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dr ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 26 F ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,60 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 75 p. ; Italie, 220 L. ; Liban, 550 P. ; Luxembourg, 27 F. ; Pays-Bas, 2,50 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 f. ; Portugal, 80 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 8

5, RUE DES ITALIENS
75437 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDPA 65072 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

**Le « chemin
de crête »
franco-marocain**

Si Tunis a, sans tarder, réagi favorablement à la proposition lancée samedi 29 janvier à Marrakech par M. Mitterrand de réunir à Paris une « conférence de la Méditerranée occidentale », au cours de laquelle seraient notamment examinées les relations de la Communauté européenne avec les pays du Maghreb, Alger gardait encore, ce lundi, le silence à ce propos, comme d'ailleurs sur tous les autres aspects de la visite présidentielle au Maroc.

Certaines réactions internationales sont, d'ores et déjà, optimistes. Le « Daily Telegraph » de Londres va jusqu'à rendre hommage au « tour de force » que constitue à ses yeux la diplomatie « pragmatique » de Paris en Afrique du Nord, où il n'est pas facile d'être en bons termes à la fois avec le Maroc et l'Algérie.

Encore faudrait-il qu'Alger s'accommode de la « rééquilibrage » de la position française auquel M. Mitterrand vient de procéder durant son séjour dans le Royaume chérifien.

Tant de voyages « triomphaux » de dirigeants français chez les deux principales puissances maghrébines ayant été suivis, au cours des années écoulées, de déceptions dans les rapports de Paris tantôt avec Rabat, tantôt avec Alger, qu'il convient, pour tout ce qui concerne cette région, d'être d'une particulière circonspection.

En revanche, il y a sans doute lieu d'être moins prudent pour les perspectives de la coopération bilatérale qui ont occupé également une bonne partie des longs entretiens que le souverain algérien vient d'avoir avec le président français. Comme celui-ci l'a souligné, « les relations de la France avec le Maroc ne sont pas à la merci des événements (...). Nous sommes restés sur le chemin de crête ».

Les rapports déjà très diversifiés entre les deux pays, particulièrement dans les domaines culturel, économique et militaire, devraient s'étendre encore, par exemple dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche, voire dans celui de l'industrialisation industrielle de l'énergie nucléaire.

M. Mitterrand a affirmé n'être pas opposé « au principe » d'une mise à la disposition du Maroc de techniques françaises d'extraction de l'uranium des phosphates, produit dont le Maroc est très riche.

Manifestement impressionné par le lancement, dans le Haut-Atlas, des grands travaux du barrage d'Ait-Chouarit auxquels participe une entreprise française, le chef de l'Etat a insisté sur la « capacité de la technique (française) de changer le sort des hommes à partir de ce bassin de la Méditerranée, qui dominerait ainsi l'exemple de ce qui peut être accompli ».

Quelles que soient les réactions « méditerranéennes » à la vision de l'avenir exposée par M. Mitterrand au Maroc, son voyage traduit une « remontée » française dans ce pays dont on considèrerait il y a quelques mois encore à Paris qu'il s'ouvrait de plus en plus aux influences multiformes d'outre-Atlantique, et au détriment de ses liens privilégiés avec la France.

**Les violences ont repris
dans la région de Beyrouth**

Les quartiers chrétiens bombardés

Alors que la situation se dégrade à nouveau dans la région de Beyrouth, où l'aggravation du conflit du Chouf a entraîné un bombardement des quartiers chrétiens, les négociations libanaises, israéliennes et américaines, devaient tenir ce lundi 31 janvier leur onzième séance à Khaldé, sans qu'un progrès significatif soit attendu dans les discussions, commencées il y a un mois.

Le point de désaccord le plus apparent demeure, la question des « arrangements de sécurité » qui seront appliqués au Sud-Liban après le retrait des troupes israéliennes. A ce propos, le premier ministre libanais, M. Messieh Begis a réaffirmé samedi sa « volonté inébranlable » d'obtenir avec le Liban « des arrangements de sécurité réels, sur le terrain, et pas seulement sur le papier ».

D'autre part, un bilan de la défense civile libanaise précise que quarante-cinq personnes au moins ont trouvé la mort dans l'attentat à la voiture piégée qui a détruit vendredi, à Chitara, dans la plaine de la Bekaa, un quartier général palestinien.

De notre correspondant

Beyrouth. — La capitale libanaise ne serait-elle plus ce havre de sécurité qu'elle était devenue depuis octobre dernier, dans un pays toujours à feu et à sang ? Sa pacification « définitive », force multinationale comprenant des « marines » américains à l'appui, n'aura-t-elle duré qu'à peine plus de 100 jours ?

Ce lundi 31 janvier au matin, dans une ville qui continue de fonctionner normalement, l'inquiétude pour l'avenir immédiat rendit au sein d'une population qui avait cherché et réussi à oublier la guerre. Durant le week-end, en effet, la ville a renoué avec les différentes formes de violence qu'elle avait repoussées.

Deux attentats aux explosifs, vendredi (5 blessés), avaient donné le signal d'alarme. C'étaient les premiers depuis la paix retrouvée en octobre, du moins les premiers actes de terrorisme pur.

Accident de parcours ou signe avant-coureur ? Beyrouth retenait son souffle. La réponse est venue durant le week-end. Une patrouille française de la force multinationale a été attaquée à la grenade à la lisière de Beyrouth-Ouest. L'attentat a fait un blessé, le parachutiste pascal Garby (20 ans, originaire de Paris).

LUCIEN GEORGE
(Lire la suite page 3.)

● **Les élections municipales :**

Lire page 7 le début de nos enquêtes. Aujourd'hui : **Les « primaires » dans l'opposition.**

● **La réforme des collèges :**

Lire page 2 l'article de Catherine Arditi et les réactions de nos lecteurs.

**M. Mauroy dénonce
les « contre-vérités » de M. Chirac
sur la gestion du gouvernement**

M. Pierre Mauroy a affirmé, lundi 31 janvier, à Laon, que M. Jacques Chirac émet des « contre-vérités » sur les résultats de la gestion du gouvernement. « Je préfère mon bilan au sien », a-t-il déclaré, en faisant notamment référence à la progression du chômage pendant la période — de 1974 à 1976 — où M. Chirac était premier ministre.

La veille, le président du R.P.R. avait qualifié de « régression sociale » les effets de la politique économique du gouvernement. Invité du « Club de la presse » d'Europe 1, il avait également tenté d'atténuer la portée des mots d'ordre — la « désinflation » notamment — lancés lors du congrès extraordinaire de sa formation, le 23 janvier.

Réveiller la gauche

M. Jacques Chirac est utile, parce qu'il est dangereux. C'est ce raisonnement paradoxal qui rend à la gauche un peu de l'optimisme perdu à cinq semaines du premier tour des élections municipales.

Le président du R.P.R. est dangereux parce qu'il s'efforce de présenter aux Français une solution de rechange émise par un programme économique en apparence cohérent. Il le fait avec le ton de la conviction et la combativité qu'on lui connaît. Il fait beaucoup de bruit et, du même coup, prend le risque d'éveiller ceux des électeurs de gauche qui s'étaient assoupis. Il est utile.

Communistes et socialistes ressentent depuis plusieurs semaines la nécessité de mobiliser ceux de leurs électeurs qui s'étaient réfugiés, comme le dit M. Georges Sarre, député socialiste de Paris, dans « l'engourdissement, l'attentisme filiforme qui laisse le champ libre à la droite ». La peur est un bon argument de mobilisation. Les espérances de M. Valéry Giscard d'Estaing, qui anticipe un retour de l'opposition au pouvoir, sont de nature à faire peur à ceux qui l'en ont chassé en mai 1981. Les projets économiques de M. Chirac peuvent remplir le même office. A charge pour la majorité de les exploiter au mieux de ses intérêts.

M. Pierre Mauroy s'y est employé, lundi 31 janvier, à Laon. M. Paul Quilès, concurrent de M. Chirac, aussi, le même jour. Au nom de quelle compétence l'ancien premier ministre de M. Valéry Giscard d'Estaing se permet-il de dénoncer l'« incompétence » de la gauche et l'« incohérence » de son action ? « Je préfère mon bilan au sien », a souligné M. Pierre Mauroy.

JEAN-YVES LHOMEAU
(Lire la suite page 9.)

LES IRLANDAIS DE VINCENNES, CINQ MOIS APRÈS

**Les fausses manœuvres
des gendarmes du président**

Procédure bâclée, récits confus, témoignages contradictoires, preuves suspectes... Cinq mois après l'arrestation à Vincennes le 28 août 1982 de trois Irlandais par le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (G.I.G.N.), le dossier judiciaire les concernant, toujours à l'instruction, est l'objet d'une rumeur insistante : non seulement il ne s'agit pas de « super-terroristes » internationaux, au contraire de ce que laisse entendre alors un communiqué de l'Elysée, mais de plus, pour justifier ces arrestations intempestives, « on » aurait fait du zèle.

En clair : « on » aurait fabriqué des preuves matérielles — explosifs notamment — de façon à démontrer

les liens des trois inculpés avec un attentat en préparation. L'accusation est grave. D'autant plus qu'elle s'en prend aux « super-gendarmes » du G.I.G.N. dont le chef, M. Christian Froustau, conseiller technique à l'Elysée, est un collaborateur direct de M. Mitterrand.

L'enquête que nous publions démontre que la rumeur s'appuie sur des faits troublants. Reste à savoir si cette « embrouille » cache la légèreté de militaires, plus au fait d'actions de commando que de procédures judiciaires, ou une opération trouble, destinée à faire du résultat, coûte que coûte, dans la lutte antiterroriste.

par EDWY PLENEL

Le voici donc, habillé en civil comme les gendarmes qui l'accompagnaient, tenant ferme son homme, un revolver braqué dans les reins.

Une opération sans bavures. Stephen King, le grand gaillard rétif, est pris le premier. Suit, à dix minutes d'intervalle, dans l'escalier toujours, Michael Plunkett. Deux sont conduits à l'appartement de l'immeuble qu'habitait ce dernier, vivant à Paris depuis trois ans sous un faux nom, Mac Cabe. A 20 heures, viendra le tour de Mary Reid, compagne de Michael Plunkett, et de son enfant de dix ans.

L'affaire est vite ficelée. La prise : trois militants irlandais qui revendiquent leur appartenance à l'Irish Republican Socialist Party (I.R.S.P.), organisation légale mais liée à un groupe clandestin, l'Irish National Liberation Army (I.N.L.A.), qui revendique l'assassinat, en 1979, à Londres, du député Airey Neave, très proche collaborateur de M^{re} Thatcher. Les preuves, saïées sur place : plusieurs faux papiers, des documents politiques abondants, une liste de chiffres qui pourraient désigner des quantités d'armes ayant transité par l'appartement et surtout, trois pistolets — deux CZ tchèques, un Herstal belge — 3,5 mètres de mèche lente, deux détonateurs, 500 grammes de plastique.

Bref, dira-t-on, un tableau de chasse susceptible de relativiser les inévitables conflits de prérogatives entre gendarmes et policiers. Certes, le G.I.G.N. a travaillé en solitaire, laissant le tour nouveau secrétaire d'Etat chargé de la sécurité publi-

que dans l'ignorance, mais qu'importe !

(Lire la suite page 10.)

« IDA », DE GERTRUDE STEIN A L'ATHÉNÉE

**La ronde
avec les mots**

Gertrude Stein, cette saison, est venue à la scène : au Festival d'automne, avec le spectacle de Richard Forman l'assaut ou la fête électrique (le Monde du 15 octobre 1982), puis dans la petite salle au Théâtre du Rond-Point, où Simone Benmouna a mis en scène avec Lucinda Childs un montage de textes sous le titre Camera oscura (le Monde du 27 janvier), tandis que l'Athénée avait inscrit à son programme Ida, dans une adaptation et une réalisation de Viviane Theophildès, un enchantement lumineux.

« Il y avait un bébé qui venait de naître et s'appelait Ida. Sa mère l'avait retenu de ses mains pour empêcher l'acte du lit, mais le moment venu Ida était venue. Et avec Ida était venue sa jumelle, et c'est comme ça qu'elle était là Ida... » Et c'est ainsi que commence le roman de Gertrude Stein (les éditions du Seuil, dans le traduction de Daniel Mauroy) sur lequel Viviane Theophildès, à l'Athénée, pose de tendres et succulentes images.

Porter un roman sur scène est une entreprise hasardeuse qui risque d'aller vers l'adaptation dialoguée, mal adaptée au rythme de la scène. Ou vers la lecture-spectacle, plus lecture que spectacle, au mieux numéro d'acteur. Quant au théâtre-récit, la Catherine d'Antoine

Vitez, d'après les Cloches de Bâle d'Aragon, reste une réussite exceptionnelle, unique. Un roman de Gertrude Stein offre, en plus, un autre genre de défi : il n'y a pas d'histoire, tout tient à l'écriture apparemment sans apprêt. Les « personnages » sont construits comme une superposition de dessins presque semblables qui s'effaillent, jouent à cache-cache avec l'œil, jouent à saute-mouton avec les mots. Des mots les uns après les autres qui se répètent, se reflètent, changent de route au coin d'un virgule, d'univers au détour d'un point. Par eux-mêmes, ils ne racontent rien.

COLETTE GODARD.

(Lire la suite page 13.)

Catherine RIHOIT

La Favorite

« Un merveilleux roman d'amour, à la fois drôle, déchirant, insolent, passionné et mélancolique »

Jean-Pierre Enard / V.S.D.

« Un livre que l'on garde après lecture »

Françoise Xenakis / Le Matin

GALLIMARD *nrf*

PROCHE-ORIENT

Egypte

Limogeage d'un journaliste ancien confident de Sadate

Correspondance

Le Caire. — M. Ibrahim Saada, rédacteur en chef de *Mayo*, organe du parti national-démocrate, au pouvoir en Egypte, a été limogé. Comme pour avoir été l'un des proches de Sadate, M. Saada, qui reste, pour le moment, l'un des rédacteurs en chef de l'hebdomadaire *Akhbar-El-Yom*, aurait été démis de ses fonctions à la suite d'un conflit avec M. Soufi Abou Taleb, président de la Chambre. Selon les deux hebdomadaires d'opposition *El-Ahali* et *El-Chaab*, M. Saada s'était plaint à plusieurs reprises des « instructions contradictoires » qu'il recevait des instances dirigeantes du parti majoritaire.

qui, soudainement tiré de l'ombre, accédait à un poste politique important, qu'aucun mérite ne justifiait. *El-Chaab* affirme que Soufi Abou Taleb s'étant reconnu dans ce portrait a alors exigé le départ d'Ibrahim Saada. Le premier ministre, M. Mohieddine, et le ministre de l'information lui ont donné satisfaction. Ibrahim Saada, connu pour ses opinions antifrancophones manifestées à l'époque de Sadate par de violents articles contre l'hétéroclite française en Egypte ou la presse parisienne, s'était fait connaître au début des années 70 par plusieurs reportages hostiles aux Soviétiques à une époque où cela était exceptionnel en Egypte. Devenu rédacteur en chef d'*Akhbar-El-Yom*, le président Sadate fait appel à lui pour diriger la rédaction de *Mayo* à sa création en janvier 1981. La mort tragique du Râs devait enlever beaucoup d'intérêt au nouvel hebdomadaire, son rédacteur en chef n'ayant pas de relations « privilégiées », bien au contraire, avec le président Moubarak.

MOUNA EL BANNA.

Liban

Les quartiers chrétiens bombardés

(Suite de la première page.)

Il témoigne d'une volonté destablissatrice car, sur le terrain, aucune faction ne s'oppose à la présence de la force multinationale et, en tout cas, pas à son contingent français. Dimanche, ce fut le coup de massue : les quartiers Est (chrétiens) de Beyrouth ont été violemment bombardés durant la nuit. L'attaque a fait un mort, un religieux lazariste français de soixante et onze ans, le père Samoun, et des dégâts matériels importants. Les forces libanaises accusent les miliciens druzes, du « parti socialiste populaire » et l'armée syrienne, qui stationnent tous en montagne d'où elle domine le secteur chrétien, d'avoir bombardé la ville. Le P.S.P. rejette sur ses ennemis la responsabilité de l'escalade, affirmant n'avoir fait qu'user de son droit de « légitime défense » après que les localités druzes avaient été violemment pilonnées.

Des indices alarmant

La guerre druze-chrétienne d'Aley et du Chouf, après un relatif répit, avait repris en force au cours des derniers jours. Elle a fait une centaine de morts depuis qu'elle a commencé, au cours de l'été, prenant le relais du conflit qui « était » à Beyrouth. Le dernier « end (huit morts) » avait été particulièrement mouvementé. Le fait que les troubles se soient étendus à la capitale y a jeté le désarroi, bien que ses habitants, décidés à ne pas se laisser démonter, continuent à espérer que cette flambée de violence sera sans suite. Pourtant d'autres indices alarmants s'offrent à eux, le principal étant l'interventionnisme français qui pratique Israël dans les affaires libanaises, particulièrement à Beyrouth. M. Sharon est une fois de plus, l'artisan : le fait de se rendre à Beyrouth, de le révéler, de préciser y avoir rencontré le président Ge-

mayel, ses déclarations sur l'utilité de stations de pré-alerte syriennes en contrepartie des stations israéliennes, tout fait penser à un « événement » du Liban, fort peu apprécié. Le président du Front libanais — organisation pourtant favorable à Israël — M. Camille Chamoun a exprimé en termes fort vifs sa désapprobation : « S'il restait un doute, n'est-il dit, sur la duplicité du gouvernement israélien (...) M. Sharon — qui se prend pour un génie du cabinet Begin — vient de la dissiper (...) donner la preuve irréfutable qu'Israël ne recherche que son intérêt exclusif, au détriment des intérêts du Liban, de l'intégrité de son territoire et de sa souveraineté ».

L'interventionnisme israélien se manifeste également par les incursions de plus en plus fréquentes de ses forces dans la banlieue de Beyrouth, ce qui suscite d'ailleurs des attentats contre ses patrouilles. Dimanche, à Hachet, un soldat israélien a été tué et quatre autres ont été blessés. Les Israéliens ont procédé à un « ratissage » violent des alentours, faisant trois tués, dont le frère d'un colonel de l'armée libanaise. De nouveaux « marines » américains sont accusés de n'avoir pas su empêcher l'infiltration des assaillants.

LUCIEN GEORGE.

M. Shimon Pérès, président du parti travailliste israélien, en visite privée en France, devait être reçu ce lundi 31 janvier, en fin de matinée, par M. Mitterrand. M. Pérès avait indiqué avant son départ d'Israël qu'il évoquerait avec le président français la prochaine réunion de l'Internationale socialiste en Australie et qu'il lui demanderait « d'intervenir de tout son poids pour que l'O.L.P. ne soit pas admise à l'Internationale socialiste ».

AFRIQUE

L'EXODE DU NIGÉRIA

Le Ghana semble incapable de faire face au flot des expulsés qui regagnent leur pays

De notre envoyé spécial

Aflao (frontière entre le Togo et le Ghana). — A les voir lever le poing, chanter le retour au pays, on avait du mal, dimanche 30 janvier, à croire que ces hommes avaient vécu un calvaire depuis huit ou dix jours, qu'ils avaient pratiquement tout perdu, qu'ils avaient à peine mangé, sans parler des conditions de promiscuité de leur exode et des coups que bon nombre d'entre eux avaient dû recevoir. On imaginait seulement quelles seraient leur amertume et leur colère lorsqu'ils comprendraient que, derrière cette pancarte « Welcome to Ghana » dressée comme un arc de triomphe après le poste de douane togolais, on n'avait rien prévu pour leur accueil. Et on redoutait plutôt leur arrivée. Dans leur pays à moitié ruiné, les Ghanéens expulsés du Nigéria seront plus que jamais les mal-venus.

Cette peur qui les tenaillait, depuis qu'ils avaient appris leur ordre d'expulsion avait pratiquement explosé la veille, à 50 kilomètres en amont de la route de l'exode, à la frontière entre le Bénin et le Togo. Quand le second a finalement ouvert ses portes au flot des expulsés, des milliers de gens, debout, massés contre les barrières, à la limite de la douane togolaise, baluchon, cantine et bannière sur la tête, formaient un toit de centaines de mètres, se sont mis à avancer, les derniers rangs bousculant les premiers, que douaniers, soldats et policiers togolais avaient grand mal à contenir à coups de baguette ou de ceinturon.

Ghanéens que d'autres véhicules suivaient. Rien n'y faisait. « Ne tapez pas ! Ne tapez pas ! Faites seulement peur », hurlait l'un des responsables togolais de la sécurité. La masse avançait toujours, de 10 mètres en 10 mètres. Un capitaine de l'armée togolaise bâton en main, le visage ruisselant de sueur, montait carrément à l'assaut pour resserrer de la main un enfant à la main. « Il y aura des morts », nous dit-il. Miraculeusement il n'y en eut point. Au bout de quelques heures un semblant d'ordre fut rétabli. Quand la frontière se referma, samedi soir, pour la nuit, le pire avait été évité.

Un geste courageux

Pour ces dispersés qui, douze jours après leur ordre d'expulsion, continuaient de se présenter sur des kilomètres de file à la frontière entre le Bénin et le Nigéria, qui s'entassaient sur une jetée du port de Cotonou, que l'on retrouvait sur toutes les routes du Bénin, la première bonne nouvelle était tombée samedi matin. La veille, le président du Togo, le général Eyadéma, avait reçu le ministre ghanéen de l'intérieur à Lomé. Après une séance orageuse, il l'avait fait conduire à la frontière entre le Togo et le Bénin pour qu'il prenne la mesure des dizaines de milliers de Ghanéens entassés entre les deux postes de douane et du côté béninois de la

posant défilé. Des dizaines d'énormes camions, affectés habituellement au trafic entre le port de Lomé et la Haute-Volta, avaient été réquisitionnés à cet effet par le gouvernement togolais. L'opération semblait menée dans le plus grand ordre, en dépit de quelques infiltrations de pilleurs dans Lomé.

Sept kilomètres de files d'attente

Mais c'est sur la frontière du Ghana, au poste d'Aflao, juste à la sortie de Lomé, que les choses se passaient moins bien. Là, le ministre togolais de l'intérieur et le commandant Assi, chef de la gendarmerie, réglaient eux-mêmes le mouvement. Sur le coup de midi, les Ghanéens ont commencé à retenir les camions venus déposer leurs ressortissants au-delà du poste frontalier. « Ils refusent de descendre de camion : ils veulent qu'on les conduise à Accra. Aucun accueil n'a été prévu de l'autre côté », se lamentait le commandant Assi, ajoutant : « Nous avons même découvert deux réfugiés dans le coffre d'une voiture qui étaient revenus chez nous pour acheter du pain. Nous leur en avons donné ».

En fait, tout semble se passer, depuis samedi, comme si le Ghana, ayant ouvert contre son gré sa frontière, était incapable de faire face au flot des expulsés qui regagnent leur pays, épuisés et à bout de nerfs, pour comprendre qu'on ne veut pas d'eux et qu'ils sont condamnés, de nouveau, à se débrouiller seuls. Du côté togolais, dans leurs camions en files d'attente, ils chantent encore. Une fois la barrière franchie, ils se retrouvent sans moyen de transport, sans nourriture, sans abri. Sauf les privilégiés qui ont loué au Nigéria, à prix d'or, des véhicules qui doivent les déposer à Accra.

L'annonce de l'ouverture de la frontière terrestre ghanéenne, deux jours avant l'expiration du délai ac-

cordé par Lagos à la grande masse des Ghanéens expulsés — ceux qui sont sans qualification et les familles — a, bien entendu, vidé le port de Cotonou, ainsi que les autres centres d'accueil de la capitale béninoise. La nouvelle a probablement drainé vers le Bénin, puis le Togo, des dizaines de milliers de malheureux qui attendaient, notamment au port et à l'aéroport de Lagos, de bien improbables bateaux et avions. L'afflux, dans l'ordre de cette fois, était évident, dimanche, à la frontière entre le Bénin et le Togo. La file d'attente s'y étalait, du côté béninois, sur pas moins de 7 kilomètres, et les véhicules continuaient d'arriver du Nigéria.

Sont-ils vraiment, en tout, un ou deux millions à être concernés par les mesures d'expulsion du Nigéria ? A vrai dire, personne n'en sait trop rien. Mais même s'ils n'étaient qu'un demi-million, l'affaire serait loin d'être réglée. Il faudra encore du temps pour décongestionner les frontières. En outre, trop d'intérêts, parfois rapaces, ont été éveillés pour qu'une sérieuse marche en arrière soit encore concevable.

A la frontière du Nigéria, un expulsé ghanéen a été contraint de céder sa Peugeot 404 familiale contre 15 000 F.C.F.A. Soit 300 F ou rien. Avant d'arriver au Bénin, des milliers de gens ont été dépouillés de leurs biens dans l'indifférence générale. D'un autre côté, au Bénin comme au Togo, l'exode a pris la dimension de catastrophe nationale. Le port de Cotonou est pratiquement paralysé depuis les quatre jours fériés décrétés à l'occasion de la visite de M. Mitterrand. Le trafic entre Lomé et le Sahel est interrompu, faute de camions, depuis samedi. Enfin, qu'advient-il de ce Ghana déjà au bord du gouffre ? Lagos n'a même pas eu à passer aux actes : il aura suffi de menacer pour que les immigrés africains évacuent le pays géant de l'Afrique noire sans demander leur reste.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Algérie

Plusieurs extrémistes islamistes ont été arrêtés

De notre correspondant

Alger. — Les déploiements de police observés depuis plusieurs semaines dans certaines zones périphériques de la capitale semblent efficaces. L'agence Algérie Presse Service vient d'annoncer « la mise hors d'état de nuire d'un dangereux malfaiteur », un des hommes recherchés depuis le 18 décembre dernier. Ce jour-là, les forces de l'ordre avaient arrêté un groupe d'une trentaine de « malfaiteurs qui, sous le couvert d'interprétations sectaires et déviations de nos valeurs islamiques, cherchent à porter atteinte aux options fondamentales du pays », écrivait *El Moudjahid* (le Monde du 25 décembre).

Ce groupe est accusé d'avoir fabriqué, avec des explosifs volés dans une carrière, « des bombes prêtes à l'emploi ». Quatre de ses membres avaient échappé à la police. Le premier a été arrêté le 17 janvier dans le quartier d'El-Mouradia, à Alger. Le second a connu le même sort le 24 à Bab-el-Oued. Le troisième, « repéré dans la région de Bir Elromane, grâce à la vigilance de la population », le 26, a, comme les deux premiers, fait usage d'armes à feu, blessant un gendarme, mais, au lieu d'être neutralisé, il a été mortellement blessé. « Les recherches se poursuivent pour arrêter le dernier des quatre malfaiteurs fugitifs », indique l'A.P.S.

Si elles se félicitent des succès obtenus, les autorités ne se réjouissent manifestement pas qu'il y ait eu « mort d'homme » la semaine dernière. Ce climat de violence néfaste en soi est aggravé par les rumeurs qui circulent à propos d'autres fusillades dans les endroits où ont eu lieu les chasses à l'homme, chiens policiers à l'appui. Tout en levant une partie du voile, le pouvoir cherche à éviter ce qui pourrait échauffer davantage certains esprits. Ainsi, par exemple, le 31 décembre, les gérants des hôtels et restaurants de l'Algérie avaient reçu pour instructions de ne pas organiser de réveillon, une célébration trop bruyante de la Saint-Sylvestre étant de nature à engendrer une action des intégristes.

De même, le gouvernement paraît hésiter sur la conduite à tenir en ce qui concerne le procès des vingt-trois fondamentalistes, en majorité des enseignants âgés, accusés d'appartenir à une organisation subver-

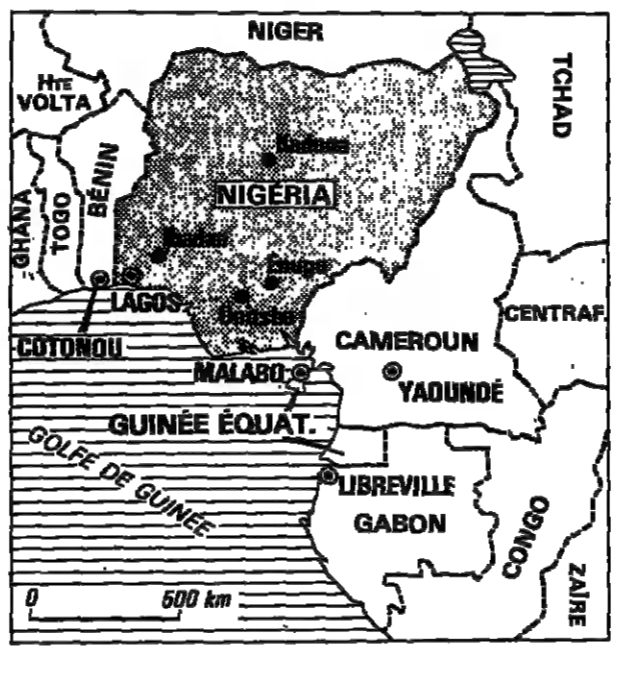
sive (le Monde du 15 décembre). Entre la volonté d'éviter une condamnation à la sauvegarde et celle de ne pas ramer les sympathisants des accusés, la voie du juste milieu est difficile à trouver. La date de l'ouverture des débats, en présence des avocats ayant assisté les inculpés pendant l'instruction, ne sera vraisemblablement fixée que peu de temps à l'avance. La juridiction compétente est la Cour de sûreté de l'Etat, composée en majorité de magistrats et aussi de quelques militaires. Ses membres actuels ont été désignés par décret le 11 décembre dernier.

Il n'est pas possible de savoir si la procédure concernant les vingt-trois premiers prévenus sera jointe à celle relative aux « artificiers ». Parant à titre personnel, un dirigeant nous a dit que « à son avis », M. Abassi Madani, principal accusé du premier groupe, était la « tête », le second groupe étant la « main ». Interrogé sur l'origine des armes, notre interlocuteur affirme qu'il s'agit de grenades et de pistolets mitrailleurs MAT-69 trouvés dans d'anciennes « caches de l'O.A.S. ».

Les responsables algériens restent très prudents en ce qui concerne d'éventuelles complicités de l'étranger avec les activistes islamiques. Toutefois, il y a eu seulement quelques jours, ils avaient fait une démarche auprès des autorités françaises pour attirer leur attention sur les agissements de l'ancien président Ben Bella. Depuis les « ennus » de l'exilé à Paris, Alger ne veut pas pousser plus loin l'avantage. Un porte-parole du ministère des affaires étrangères se refuse à tout commentaire. L'affaire se passe en France et ne regarde que celle-ci, estime-t-on ici.

La presse nationale n'a pas soufflé mot de l'arrestation du garde du corps de M. Ben Bella, fidèle en cela à une ligne de conduite consistant à ne jamais imprimer le nom de l'ancien chef de l'Etat. Toutefois, la population algérienne, qui écoute assidûment les radios françaises, est parfaitement informée de l'affaire et ne se prive pas de la commenter, ce qui, cette fois, ne saurait fâcher les autorités.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.



La scène était à peine croyable. Des heures durant, on a pu voir les Togolais en uniforme, y compris même des scouts, se précipiter sur cette horde de va-nu-pieds aux traits épuisés pour tenter de les faire asseoir, pour contenir une poussée apparemment incontrôlable, tendant, ici, un bol d'eau, appelant, là, des brancardiers à la rescousse pour sortir de la masse un blessé, le plus sûr, pour se rendre au poste de douane, avait dû se glisser à pied sur 2 kilomètres entre des files de camions et de minibus qui barraient la chaussée à une escorte motorisée. Rien n'aurait mieux pu traduire à ce moment-là la tragédie vécue par le Bénin que la marche de ce chef d'Etat, le regard baissé, entre des grappes humaines qui ne le reconnaissaient même pas. Le geste était courageux, mais, quel que soit son sentiment à l'égard du Nigéria, M. Kérékou s'est bien gardé d'exprimer la moindre animosité, sachant que le petit Bénin ne peut rien contre un si puissant voisin, qui contrôle notamment les deux tiers de son commerce extérieur.

Le président Kérékou, en arrivant en terre togolaise, a déclaré que lui-même et le général Eyadéma iraient ouvrir « de force » la frontière ghanéenne si Accra, qui l'a tenue fermée depuis le 21 septembre, n'obtempérait pas. Le général Eyadéma est alors arrivé. Les deux hommes se sont donné l'accolade. Ils ont fait un tour en hélicoptère pour surveiller la marée humaine. « Emouvant », a dit le président togolais. « Dramatique », a affirmé son homologue béninois avant de replonger, à pied, dans cette masse pour regagner son escorte. La frontière s'est alors ouverte. Au milieu des braves, des hurlements, des pleurs, l'espoir renaissait. Mais pour quoi faire ?

Dimanche soir, plusieurs dizaines de milliers de Ghanéens — peut-être même deux cent mille — avaient été canalisés par les Togolais sur la frontière du Ghana. Ils avaient emprunté ce front de mer où le président Mitterrand avait assisté, voilà exactement deux semaines, à un im-

Zimbabwe

Adoption du socialisme scientifique. — Le deuxième congrès de la ZANU (Union nationale africaine du Zimbabwe), le parti au pouvoir de M. Robert Mugabe, sera chargé d'adopter officiellement l'idéologie du « socialisme scientifique ». C'est ce qu'a déclaré, selon l'édition du mardi du *Herald Harare*, M. Maurice Nyagumbo, secrétaire général à Nyagumbo, secrétaire général à la ZANU, qui est aussi ministre des mines.

James JOYCE Œuvres

"Le plaisir d'y découvrir la genèse d'un génie". Michel Braudeau / L'Express

LA PLEIADE

GALLIMARD

AFRIQUE

LA FIN DU VOYAGE PRÉSIDENTIEL

« Les relations de la France et du Maroc ne sont pas à la merci d'événements »

a estimé M. Mitterrand

De nos envoyés spéciaux

AN-CHOUART. — C'est un grand spectacle parfaitement organisé que le roi Hassan II a offert à M. Mitterrand pour la dernière journée de sa visite au Maroc, samedi 29 janvier. Le souverain avait tenu à ajouter au programme le lancement des travaux du barrage d'An-Chouart à 120 kilomètres à l'est de Marrakech, confié à l'entreprise française Dumetz. Il tenait ainsi à souligner l'importance pour le Maroc, qui a terriblement besoin d'eau et d'énergie, de la politique de barrages qu'il a développée depuis le début de son règne et qui doit porter, dans le cadre du plan quinquennal, la surface irriguée de 700 000 à un million d'hectares, soit le septième des terres arables. Il voulait aussi faire de cette inauguration le symbole de la coopération franco-marocaine.

C'est dans un cirque grandiose de montagnes, dominé par les massifs neigeux du Haut-Atlas, que le président et le monarque ont actionné la commande qui a fait exploser les premières mines. Au moment même, des montagnes avoisinantes, transformées en une sorte de gigantesque bouquet de fleurs par une foule innombrable, se sont défilées d'interminables vivats répétés par l'écho. Puis, la masse des montagnes a dévalé la pente avec agilité pour former une baie au cortège officiel.

Répondant à une brève allocution du roi, M. Mitterrand, visiblement impressionné par la majesté du spectacle, a remercié Hassan II « de son geste délicat et fort » dans lequel, a-t-il dit, « je reconnais votre marque », avant de souligner qu'il « emporterait ces images chargées d'espérance ». Il a également rendu hommage au rôle joué par les entreprises françaises, « dont la technicité est capable de changer le sort des hommes à partir de ce bassin de Méditerranée, qui donnerait ainsi l'exemple de ce qui peut être accompli ».

Ce thème de la Méditerranée, le chef de l'Etat l'avait longuement traité au cours de la conférence de presse qu'il avait tenue le matin à l'hôtel de ville de Marrakech, après avoir rencontré les dirigeants des cinq principaux partis politiques marocains (1). M. Boucetta pour l'istigial, M. Ouan pour le Rassemblement national des indépendants, M. El Jahidi pour le Parti national-démocrate, M. Aberkane pour le Mouvement populaire et M. Bouabid pour l'Union socialiste des forces populaires.

En réponse à une question sur les accords du Maroc devant l'éclaircissement prévu de la Communauté européenne à l'Espagne et au Portugal, M. Mitterrand a précisé l'idée qu'il avait déjà formulée devant le Parlement marocain d'une « conférence de la Méditerranée occidentale » qui se tiendrait à Paris. « J'ai l'intention, a-t-il dit, d'inviter les puissances européennes et les pays méditerranéens occidentaux d'Afrique intéressés par ces relations avec la Communauté... s'ils veulent bien. Cette réunion permettrait de régler une série de problèmes aujourd'hui en jachère et ferait sans aucun doute avancer le débat proprement européen. »

« Nous n'entendons pas, a-t-il ajouté, sortir de notre rôle, nous entendons simplement faciliter les échanges pour que la Communauté ait pleinement conscience des problèmes qui se posent, non seulement à l'intérieur d'elle-même à cause de l'éclaircissement, mais aussi par rapport aux pays qui ont des contrats particuliers avec elle. » Dans l'es-

prit du président, il s'agit de réunir dans une première phase la France, l'Italie, l'Espagne et sans doute le Portugal d'une part, le Maroc, l'Algérie et la Tunisie d'autre part. Mais il serait envisagé aussi d'inviter la Grèce, bien qu'elle relève de la Méditerranée orientale parce que, tout en étant membre de la Communauté, elle a des problèmes semblables à ceux du Maghreb. M. Cheysson, ministre des relations extérieures, doit, les jours prochains, prendre contact avec les pays intéressés.

La « préoccupation » des droits de l'homme

Interrogé sur les relations franco-marocaines et les « turbulences » de l'année 1981, M. Mitterrand a répondu : « La coopération n'a jamais cessé. Les relations ont toujours été très actives... Il est tout à fait exact que sur différents événements, notre appréciation ait été différente. Mais les relations de la France et du Maroc ne sont pas à la merci d'événements ». Il a conclu : « Nous sommes restés, je crois, sur ce chemin de crête. A deux autres reprises toutefois, le chef de l'Etat a rappelé sa position en faveur des droits de l'homme. « Chaque fois que je voyage dans un pays, et sans jamais me poser en donneur de leçons, je n'oublie jamais cette préoccupation ».

En ce qui concerne la coopération bilatérale, la visite a surtout permis de préparer la voie à une collaboration qui se voudrait encore plus diversifiée et originale, notamment dans les domaines de l'agriculture et de la pêche. De même a été envisagée la possibilité d'une coopération voire d'un jumelage, entre des régions comme, par exemple, celles de Rhône-Alpes et du Haut-Atlas.

A la question de savoir si l'aide militaire française au Maroc n'est pas en contradiction avec la neutralité proclamée de la France dans le conflit saharien, M. Mitterrand a répondu : « Nous avons des obligations à l'égard du Maroc. La France y a souscrit. Je n'ai pas l'intention de les changer... Nous avons aussi une vue politique tendant au rétablissement de la paix dans cette partie du Maghreb. Je souhaite qu'il n'y ait pas d'antagonisme grave trop longtemps entre ces deux points de vue. Au sujet du Sahara, le chef de l'Etat a réaffirmé la position de la France en faveur de l'autodétermination, mais a apporté une précision nouvelle : « Il faut, a-t-il dit, un recensement honnête sous le contrôle des organisations qualifiées » pour déterminer qui est Sahraoui et il a cité à ce propos l'O.N.U.

Enfin, au sujet du dialogue Sud-Sud, M. Mitterrand a déclaré : « Je crois que l'on doit aller hardiment vers des accords régionaux, de plus en plus... Beaucoup d'actions de développement pourraient être menées par la négociation entre pays du Sud qui disposent de richesses et de ressources complémentaires ».

La visite s'est terminée par une fantasia aussi somptueuse que celle offerte par le roi à l'occasion du sommet arabe de Fès, en septembre. Pendant le déjeuner, pris dans une sorte d'immense camp du Drap d'or, dressé pour la circonstance près du village de Tanant, cavaliers, danseurs et chanteurs se sont succédés. Avant de prendre officiellement congé de M. Mitterrand, qu'il devait cependant revoir peu après à un dîner privé, le roi a offert à son hôte deux pur-sang, l'un blanc et l'autre bai.

PAUL BALTA
et ROLAND DELCOUR.

(1) N.D.I.R. — Contrairement à ce que nous avions annoncé dans nos éditions datées 30-31 janvier, sur la foi de dépêches d'agence, M. Mitterrand n'a pas reçu le dirigeant communiste Ali Yata.

préparation
CEPA
centre formation profession avoc
janvier à juin
20 août - 20 septembre
CEPES
Enseignement supérieur privé
57, r. Ch.-Laffitte, 92 - Neuilly
722-94-94 - 745-09-19

CHEVEUX A PROBLÈMES
PLUS DE 20 ANS D'EXPÉRIENCE dans nos INSTITUTS EUROCAP permettent d'affirmer la sérieuse avec lequel nous luttons contre :
• pellicules, dépôts graisseux, cheveux secs, cassants ;
• démangeaisons, etc.
Il importe que les cheveux restent sains.
APPELEZ SANS TARDER :
INSTITUT CAPILLAIRE EURO-BRIDGECAP
Bordeaux (48-06-34) - Brét - Grenoble (49-21-41) - Lille (51-24-19) - Limoges (34-15-20) - Lyon (838-06-76) - Marseille (48-09-97) - Montpellier - Mulhouse (48-80-88) - Nancy (332-81-98) - Nantes (48-74-57) - Reims (88-66-74) - Rennes (30-16-88) - Rouen (73-08-22) - Saint-Etienne (38-10-76) - Toulon (93-85-30) - Toulouse (23-29-84).
Pour les cabinets étrangers, nous fabriquons nous-mêmes nos incomparables PROTHÈSES EN CHEVEUX NATURELS, non traités chimiquement ni artificiellement. Montage à la main sans aucun point de colle, sur trame ultra-légère de conception inédite. Entretien toutes marques.
PROTHÈSE BRIDGECAP

EUROPE

R.F.A.

Le cinquantenaire de l'arrivée au pouvoir de Hitler a donné lieu à de nombreuses cérémonies du souvenir et manifestations antinazies

De notre correspondant

Bonn. — Tout anniversaire n'est pas une fête. C'est la fête buse que la République fédérale a marqué le cinquantenaire de l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler. A Berlin-Ouest, dans l'enceinte du Reichstag reconstruit, une cérémonie particulière, retransmise en direct par la deuxième chaîne de télévision, a conduit au-devant de la tribune MM. Richard von Weizsäcker, maire de la ville, et Willy Brandt, président du S.P.D., ainsi que le chancelier Helmut Kohl et l'historien Karl Dietrich Bracher, spécialiste du III^e Reich. Tous quatre ont su trouver les mots qu'il fallait pour traduire le sentiment qui étreint le monde contemporain à la pensée des malheurs que le régime nazi a infligés à l'Europe, et la dette qui en a résulté pour le peuple allemand.

Avant la visite de M. Genscher

LA PRESSE
TCHÉCOSLOVAQUE
SE DÉCHAÎNE
CONTRE LA R.F.A.

Prague (A.F.P.). — La visite officielle que M. Hans Dietrich Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, doit effectuer mardi 1^{er} février à Prague est attendue dans une atmosphère peu engageante. Trois jours avant sa venue, la presse tchécoslovaque s'est en effet déchaînée, de façon peu protocolaire, contre la situation en R.F.A., en prenant prétexte du cinquantenaire anniversaire de l'arrivée au pouvoir de Hitler.

Jugeant suspect le choix du 6 mars comme date des prochaines élections, alors que celles-ci avaient confirmé la prise du pouvoir par Hitler, certains organes tchécoslovaques n'ont pas hésité devant les parallèles les plus audacieux entre la situation actuelle et celle d'alors en Allemagne.

En fait, plus que « l'accroissement des tendances néo-fascistes » en R.F.A., c'est le déclinisme éventuel de l'Union de l'O.T.A.N. à la fin de l'année qui est visé par la presse, sous l'étiquette de « renouveau du militarisme allemand ». Dans l'opinion pré-électorale, ces interventions « musclées » équivalent à une prise de position contre la coalition au pouvoir, dont M. Genscher sera donc considéré comme le porte-parole à Prague.

LE JOURNAL DE GUDRUN HIMMLER

Une fille à papa

De notre correspondant

Bonn. — « Il se passe beaucoup de choses par le monde et en particulier chez nous. » Ces lignes, datées du 29 avril 1945, sont les dernières du journal écrit par la fille de Heinrich Himmler, chef des S.S. et de la Gestapo. Ce journal, dont le magazine Stern publie des extraits, serait revenu récemment à la surface, et son auteur, mariée et mère de trois enfants, vivrait maintenant à Munich. La jeune Gudrun Himmler vouait un culte à son père, qu'elle ne voyait que rarement, la famille résidant près de Munich, tandis que le paladin du III^e Reich était retenu par ses sinistres fonctions à Berlin. En outre, le ménage marchait mal. Himmler avait une liaison avec sa secrétaire, et ne se montrait guère en public avec son épouse.

Qu'est-ce que cela peut nous faire aujourd'hui ? Rien, parce que les notations de Gudrun Himmler, d'après ce que publie le Stern, qui ne cite pas ses sources, sont dépourvues de tout intérêt bien que le magazine tente, pour leur donner du relief, de les mettre en parallèle avec le Journal d'Anne Frank.

A quelques semaines près, la petite martyre juive était la contemporaine de Gudrun Himmler, mais là s'arrête la ressemblance. Non seule-

Dans de nombreuses villes de la République fédérale, des commémorations analogues ont eu lieu. Samedi, à Francfort, à Hambourg, dans la Ruhr, des manifestations du souvenir, sous forme de défilés avec banderoles et pancartes portant des slogans antinazis, se sont déroulées avec, souvent, la participation des autorités. Rien que dans la capitale fédérale, trois expositions différentes sont consacrées à ce trouble crû à la ville de Bonn durant les premiers mois du nazisme. Une autre, à la « Maison protestante », traite du thème délicat de « L'Eglise entre la croix et la croix gammée ». Une troisième, qui prend place au Centre scientifique, a pour sujet « Le PEN-Club en exil » et l'échec des écrivains nazis à faire reconnaître leur prétention à former leur propre section.

Tous les journaux ont publié des articles substantiels sur le 30 janvier 1933 et ses conséquences. Le *General Anzeiger*, de Bonn, a fait parler quelques témoins locaux de ce jour fatidique, mais note que « certains de ceux que nous avons interrogés n'ont pas voulu se confier ». Un étudiant catholique de l'époque se rappelle que « beaucoup des jeunes se joignirent à la manifestation des étudiants, sous l'influence de la famille ou de l'école ». Une juive de quatre-vingt-sept ans se souvient du boycottage de son atelier de photo, et de l'arrestation de son mari, pourtant « aryen ». Un vieux social-démocrate bat sa coulpe : « C'est terrible de penser combien nous avons été lâches à ce moment-là. » Le professeur Litzeler raconte que 24 % « seulement » du corps professoral de l'université de Bonn étaient inscrits au parti nazi contre 69 % des assistants, « économiquement sans défense ».

Déjà de l'histoire ?

La ville de Hambourg a publié, à l'occasion de l'anniversaire, une brochure récapitulant ce qui s'est passé sur place et sur la scène internationale pendant toute l'année 1933. Au plébiscite du 13 novembre sur la politique étrangère, et, notamment, sur le retrait de la Société des nations, la population de cette ville vota à 74 % en faveur du gouvernement. Et à 83,9 % pour la ligne unique du parti nazi au Reichstag. Le bourgmestre Krogmann ne s'en crut pas moins obligé de « s'excuser » auprès du Führer du « mauvais résultat » des élections (la parti nazi avait recueilli 92 % des suffrages — comme parti unique — sur le plan national). La récapitulation s'arrête au 1^{er} décembre sur cette constatation laconique : « L'Allemagne compte encore quatre millions six cent mille chômeurs. »

Suit le catalogue des manifestations prévues dans le sillage du 30 janvier : expositions, projections, conférences, séminaires. Pas moins d'une trentaine pour le seul mois de janvier ; vingt-quatre pour février. On ne peut douter que ce soient autant d'occasions de faire toute la lumière sur le régime nazi et ses crimes. On n'a d'ailleurs pas attendu dimanche pour la faire. Les vitrines des librairies de Bonn et de Bad-Godesberg sont pleines d'ouvrages consacrés à Hitler et à ses hommes. La littérature existant sur le III^e Reich suffirait à remplir une bibliothèque. A-t-elle trouvé les lecteurs qu'elle méritait ? Comment l'Allemand adulte réagit-il à ce déballage pédagogique ?

Il n'y a plus guère que des vieillards pour avoir des souvenirs précis de la République de Weimar et du début du nazisme. Est-ce déjà de l'histoire pour la jeunesse ? Le nazisme s'est jugé lui-même. Sa faillite, qui a, parmi d'autres conséquences, fait éclater l'Allemagne en

deux, rend quasiment dérisoire toute tentative d'explication. Il fallait pourtant débarrasser les décombres. Cela a été fait. On ne peut plus rien ignorer en Allemagne de l'hitlérisme et de ses forfaits. Mais est-ce que cela intéresse les nouvelles générations, grandes à l'ombre du miracle et sous la férule d'Adenauer ?

Il y a ceux qui ont tiré une leçon abrupte, radicale, du passé. Parmi eux, on s'en doute, beaucoup des cent mille candidats à l'objection de conscience, dont le dossier est toujours en instance. Et ceux qui ne veulent pas qu'on les dérange avec ces histoires de Gestapo et de camps de concentration. Entre les deux se situe la bonne moyenne, les nouveaux démocrates pour qui la République de Bonn a déjà une tradition qui se suffit à elle-même. Car, vers d'aujourd'hui, les atrocités d'Hitler, si « modernes » qu'elles aient été les méthodes employées pour les perpétrer, ont quelque chose d'irremédiablement archaïque pour l'Allemagne.

ALAIN CLÉMENT.

A LA TÉLÉVISION OUEST-ALLEMANDE

Le déferlement des chemises brunes et des torches allumées

De notre envoyée spéciale

Hambourg. — On ne peut pas imaginer ce qui déferle ici sur les écrans. C'est un défilé constant de chemises brunes et de croix gammées, de drapeaux claquant au vent, de torches, de bottes martelant les pavés mouillés de Berlin en janvier 1933. Et pendant qu'on y est, de Paris, de Dantzig, de Vienne, de Munich, de Prague, de Stalingrad et de Nuremberg, pendant les années qui ont suivi.

Avec leur manie des anniversaires — ils adorent ça — les Allemands défilent continuellement pour celui de l'arrivée de Hitler au pouvoir ? Mettre la soirée ou le matin le paquet ? La sourdine ? Officielle : on les aurait accusés de vouloir dégrader, étouffer, l'événement le plus tragique de l'histoire de tous les temps. Ils ont choisi de jouer le

jeu. A fond. A la fois étonnés et vassés par la formidable impensé d'« Holocaustes » sur un public beaucoup plus ou moins ignorant qu'on voudrait bien le penser, les responsables des programmes ont relevé le défi.

Depuis quelques semaines déjà, on assiste à une avalanche d'émissions en tout genre — l'en ai compté une bonne quarantaine — destinées à rappeler, à expliquer, à dénoncer les horreurs du nazisme. Se montent, ses conséquences et ses retombées. Tout va y passer : les camps de concentration, les bombardements, les crimes de guerre, l'Europe sous la soucoupe, la littérature au temps de Hitler, et la musique, et le cinéma... Goebbels et la propagande, Speer et l'architecture...

Ce petit gangster hystérique

Et pour commencer, dimanche 30 janvier, grande soirée commémorative à la télé. Face à Méphisto, l'excellent film de Szabo — on l'a vu en France — l'énorme dramatique en deux parties tirée d'un bouquin de Feuchtwanger, l'auteur du Juif Süss, qui se situe précisément à Berlin fin 32-début 33. Elle a été diffusée simultanément en Grande-Bretagne, en Suisse, en Autriche, en Suède. Elle le sera plus tard aux Etats-Unis et en Israël. Contraste à mes yeux assez pénible entre les titres des journaux de l'époque, les images de misère en noir et blanc, les millions de chômeurs, les sans-abris, les vieillards et les enfants déguenillés grotto dans le froid, faisant la queue à la soupe populaire, et les somptueuses résidences, les limousines, les chauffeurs en livrée, l'immense domesticité des héros de cette histoire, les frères Oppermann, des juifs millionnaires. Ils représentaient aux yeux du réalisateur — aujourd'hui installé à Hambourg, il a travaillé autrefois avec

Brocht en Allemagne de l'Est — la grande bourgeoisie d'affaires, complice, c'est l'interprétation marxiste de l'irrésistible ascension de ce petit gangster hystérique que von Papen, chef de file de la droite, croyait pouvoir servir en lui-même une fois qu'il serait chancelier. Complice et, en l'occurrence, victime de la formidable vague d'antisémitisme qui se déferla sur le pays et dévasta, grandeur et misère, cette famille jadis prospère, réduite en quatre heures d'émission au suicide, à la faillite, au chômage et à la fuite.

Ce ne fait pas mal, non ? On ne sent rien. Pas trace ni d'émotion ni d'indignation. Un constat établi par des personnalités en forme de porte-voix appelés à minimiser dans les films en ville les résultats des élections successives qui ont porté le Führer, le plus légalement du monde, à la tête du gouvernement. Personne, alors, ne pouvait croire à ce qui allait arriver. Personne encore n'a pu comprendre comment c'était arrivé. On n'a pas fini de s'interroger.

CLAUDE SARHAUTE.

M^{lle} Simone Veil : le discours de M. Mitterrand devant le Bundestag a constitué « un signal d'alarme nécessaire »

Au cours du « Grand Jury R.T.L.-Le Monde », M^{lle} Simone Veil a notamment déclaré, dimanche 30 janvier, à propos du discours prononcé devant le Bundestag par M. Mitterrand à l'occasion du vingtième anniversaire du traité franco-allemand :

« C'est un discours important — pour la France, mais encore davantage pour la République fédérale d'Allemagne. C'était d'ailleurs un discours qui s'adressait aux Allemands et qui est venu donner un certain coup d'arrêt, en tout cas provisoire, à certaines tendances. Même s'il n'a pas fait plaisir à tout le monde, il a marqué l'opinion. C'est une sorte de signal d'alarme à l'encontre du pacifisme et du neutralisme. »

« Je crois que ce signal d'alarme était tout à fait nécessaire et que, vis-à-vis des Français aussi, il était bon de montrer l'importance de ce mouvement en Allemagne et les ris-

ques que nous courons de ce fait. En outre, je pense que ce discours marque une solidarité vis-à-vis de la situation de la République fédérale d'Allemagne. Cela aussi est important, parce que quand nous disons aux Allemands qu'il faut qu'ils acceptent les Pershing, nous ne sommes crédibles que s'ils savent qu'en même temps, diplomatiquement et éventuellement militairement, nous nous engageons auprès d'eux. »

« Malheureusement, quelque chose ne me satisfait pas complètement : cette politique, pour être crédible jusqu'au bout, doit s'appuyer sur des possibilités stratégiques et militaires réelles. Or, il semble bien que le désengagement budgétaire français dans le domaine de la défense — ni l'Allemagne, ni l'Union soviétique ne l'ignorent — fasse que cet appui que je trouve tout à fait essentiel, n'a pu être pas aussi solide qu'on pourrait le souhaiter. »

Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS

OP 1150

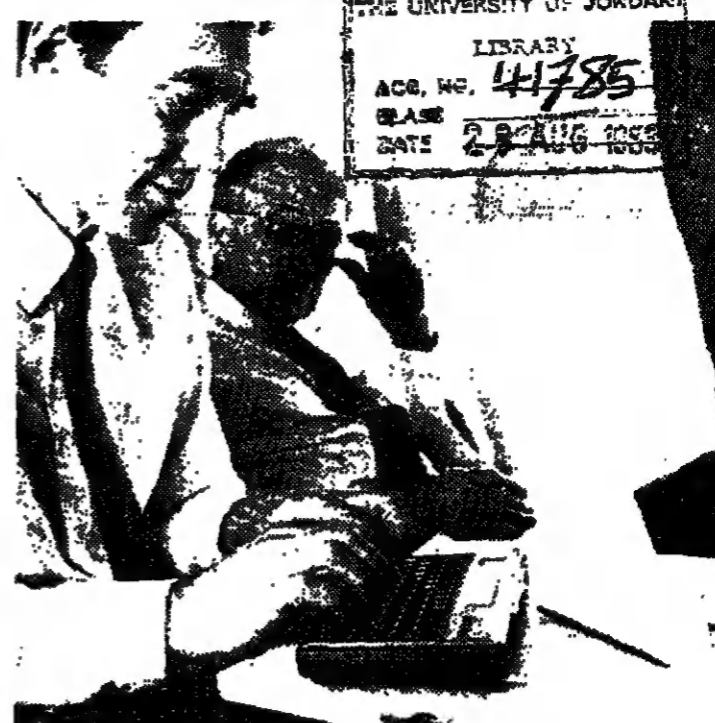
Ordinateurs personnels: choisir le bon outil.



Calculateur professionnel série 10. Existe en version "gestion" et en version "calculs mathématiques et techniques".



Systèmes de calcul personnel de la série 40. Les astronautes de la navette spatiale Columbia en ont utilisé un pour leur navigation. Il existe 5.999 autres programmes.



Ordinateurs portatifs de la série 70. Fonctionnant sur batterie avec une mémoire extensible, ils peuvent faire, partout, tout ce que fait un ordinateur de table.



Ordinateurs de la série 80. Offrent un très grand nombre de possibilités : graphiques, tableaux grand format, gestion de fichiers et communication n'en sont que quelques aspects.



Ordinateurs de bureau de la série 100. Associent la puissance de traitement de mots, nombres ou graphiques, la capacité d'accès aux fichiers d'un ordinateur central, à la simplicité d'un ordinateur personnel.



Ordinateurs techniques personnels de la série 200. Leur architecture 16 bits offre aux ingénieurs et aux techniciens la puissance dont ils ont besoin, plus toutes les possibilités de dessin, calcul et de tests, dans un volume très réduit.

Si tout le monde faisait le même métier, tout le monde pourrait utiliser le même ordinateur personnel. Cependant, chacun souhaite un ordinateur adapté à ses besoins.

C'est pourquoi, nous avons élaboré la plus large gamme d'ordinateurs personnels - du calculateur de poche à l'ordinateur de table super-puissant - pour donner à chacun la possibilité de choisir l'outil qui lui convient.

Nous y ajoutons nos 15 ans d'expérience en informatique, un réseau de 21 bureaux commerciaux en France et un réseau de distributeurs. Parce qu'une partie de notre métier consiste à faciliter le vôtre.

Pour en savoir plus ou pour recevoir notre nouvelle brochure "Choisir le bon outil", envoyez votre carte de visite à Hewlett Packard Service Documentation, 91947 Les Ulis Cedex, ou téléphonez-nous (6) 907.78.25.

Les moyens de l'ambition.



**HEWLETT
PACKARD**

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Le Congrès veut freiner l'accroissement des crédits militaires

De notre correspondant

Washington. — Les années se suivent et ne se ressemblent pas. En janvier 1981, M. Ronald Reagan avait quasiment imposé au Congrès son projet budgétaire : c'était à prendre ou à laisser. Douze mois plus tard, les propositions présidentielles se sont heurtées, au contraire, à une levée de boucliers, et il fallut les modifier. Moins de passion cette fois, dans un sens qui dans l'autre : le budget 1984 — présenté lundi 31 janvier et applicable à partir du 1^{er} octobre prochain — est jugé « réaliste » par de nombreux élus. « Ce n'est pas l'année du tout ou rien », commente M. James Jones, président (démocrate) de la commission budgétaire de la Chambre des représentants. C'est l'année du « donnant-donnant ». Autrement dit, on va pouvoir négocier avec la Maison-Blanche.

La négociation portera sur quatre points :

- 1) Les crédits militaires. — Ils sont jugés excessifs par la plupart des élus, démocrates ou républicains, compte tenu du déficit.
- 2) La réduction des dépenses civiles. — Nul n'en conteste la nécessité, mais les avis divergent beaucoup quant aux coupes à réaliser.
- 3) Les allègements fiscaux. — L'opposition ne veut pas que les contribuables les plus fortunés bénéficient de la baisse de 10 % prévue pour le 1^{er} juillet prochain.

4) Les créations d'emplois. — Alors que M. Reagan ne prévoit rien dans ce domaine, les démocrates, appuyés par certains républicains, réclament 5 à 7 milliards de dollars pour lutter contre le chômage.

La défense nationale risque fort d'occuper la plus grande partie du débat budgétaire, qui va durer plusieurs mois. Est-il raisonnable d'accroître de 9 % (en termes réels) les crédits du Pentagone quand le déficit prévu est si important (189 milliards de dollars) ? N'est-ce pas affaiblir l'Amérique sous prétexte de la renforcer ?

M. Reagan répond que 29 % seulement des dépenses fédérales sont assignées au Pentagone. Rien de commun avec les proportions atteintes pendant la guerre du Vietnam... La défense a été trop négligée ces dernières années, affirme-t-il, alors que les Soviétiques s'armaient à outrance.

Le Pentagone s'étonne, pour sa part, qu'on veuille grignoter son budget. N'a-t-il pas déjà fait un sacrifice considérable en réduisant ses prétentions de 8 milliards de dollars pour 1984 ? Ce chiffre n'impressionne guère le Congrès. Même les dirigeants républicains réclament le double. M. Reagan risque fort de devoir lâcher une vingtaine de milliards.

ROBERT SOLÉ.

Canada

Démission spectaculaire de M. Clark chef du parti conservateur

De notre correspondant

Montréal. — M. Joseph Clark, le chef du parti conservateur, a annoncé, samedi 29 janvier, qu'il démissionnait de son poste faute d'un appui suffisant de la part de ses troupes. Il a indiqué qu'il quitterait également sa fonction de chef de l'opposition à la Chambre des communes — il conserve cependant son siège de député — et surtout qu'il serait candidat pour se succéder à lui-même lorsque le parti conservateur convoquera un congrès pour élire un nouveau chef. A la tête des autres dirigeants conservateurs, M. Clark a déclaré peu après que sa démission ne prendrait effet que lorsqu'un chef intérimaire aura été désigné. Il dirigeait le parti conservateur depuis 1976.

Celui qui, à quarante ans, fut le plus jeune premier ministre de l'histoire du Canada — et l'un des plus éphémères, puisqu'il exerça le pouvoir pendant neuf mois à peine, de mai 1979 à février 1980 — a créé un grand émoi dans les milieux politiques en annonçant sa démission après avoir obtenu l'appui de 67 % des deux mille quatre cents députés conservateurs réunis en congrès à Winnipeg (Manitoba). La popularité de M. Clark s'était effritée au sein de son parti depuis qu'il n'avait pas réussi à gagner les élections de février 1980 qui ont ramené au pouvoir les libéraux de M. Pierre-Elliott Trudeau. M. Clark comptait refaire son image auprès de son parti en adoptant une attitude agressive à la Chambre des communes contre le projet constitutionnel de M. Trudeau et contre sa politique économique qualifiée de « déstabilisante ».

M. Clark réussit indéniablement à marquer des points au cours de débats brouilleux à la Chambre des communes, mais il n'a pas réussi à s'imposer auprès de son parti. Pour une raison historique d'abord : les conservateurs ont toujours été impitoyables à l'égard des perdants.

La deuxième raison de l'échec de M. Clark est idéologique. M. Clark

est plus proche de l'aile modérée du parti conservateur que des néo-conservateurs, qui vont chercher leur inspiration chez M. Thatcher et M. Reagan. Or, ces derniers ont considérablement renforcé leur position au cours des dernières années. Ils veulent réduire le rôle de l'Etat, rendre au secteur privé les sociétés nationales, réduire les impôts, interdire l'avortement, rétablir la peine de mort, arrêter la conversion au système métrique, et ils ne veulent surtout pas entendre parler du Québec et du bilinguisme.

Face à cette offensive, M. Clark avait besoin de 70 % à 75 % des suffrages exprimés à Winnipeg pour mettre un terme à une rébellion qui s'exprimait de plus en plus ouvertement. Quarante-deux conservateurs sur les cent deux élus à la Chambre des communes avaient même signé une lettre exigeant sa démission. « J'ai demandé un mandat pour mener le parti à la victoire », a déclaré M. Clark. « J'ai reçu l'appui d'une majorité substantielle, mais ce n'est pas suffisant pour me permettre d'imposer la discipline nécessaire afin de refaire l'unité du parti ».

A l'exception de M. Clark lui-même, dont on imagine difficilement qu'il puisse être réélu, personne n'est encore officiellement candidat à la succession. Mais plusieurs noms reviennent avec insistance. En particulier ceux d'un homme d'affaires parfaitement bilingue, M. Brian Mulroney, de deux provinces, le Québec et l'Ontario, M. M. Lougheed (Alberta) et William Davis (Ontario) et de l'ancien ministre des finances de M. Clark, M. John Crosbie, tous unilingues. Aucun de ces candidats potentiels ne semble en mesure de sauver un parti qui, selon l'expression d'une journaliste québécoise, vient de « se faire haré-kiri sur la place publique avec beaucoup de mauvais goût ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

Pérou

Huit journalistes péruviens assassinés dans le département d'Ayacucho

Huit journalistes péruviens qui enquêtaient sur les activités du Sentier lumineux, le mouvement insurrectionnel armé d'inspiration maoïste, ont été assassinés, le mercredi 26 janvier, dans un village situé à 80 kilomètres au nord d'Ayacucho. La nouvelle a été confirmée dimanche 30 janvier, à Lima, par M. Belaunde Terry, chef de l'Etat, au cours de sa conférence de presse hebdomadaire. Il a précisé que des paysans du village de Huaychao, prenant les journalistes pour des guérilleros, étaient responsables de ce meurtre collectif qui a soulevé une énorme émotion au Pérou. Les premières informations faisaient état de neuf journalistes assassinés. La neuvième victime serait en fait un guide qui accompagnait les reporters.

Leur groupe, composé de six envoyés spéciaux de quotidiens de Lima et de deux collaborateurs de journaux d'Ayacucho, était parti mercredi en taxi en direction d'Huaychao, dont les habitants avaient repoussé au début de la semaine une incursion de guérilleros du Sentier lumineux, faisant sept morts dans les rangs des assaillants, selon la version officielle. Le taxi les avait déposés à Yancorco, dernier village accessible par la route. Puis ils étaient partis à pied par des pistes de montagne.

Les cadavres ont été retrouvés, méconnaissables, dans des fosses près de Huaychao. Certains étaient criblés de balles. Ce qui donne du crédit à une autre version selon laquelle les journalistes seraient tombés dans une embuscade tendue par des groupes armés. Selon un journaliste interrogé par le télévisé et qui cite des déclarations de paysans du village d'Uchuraccay, les « sînchis », ces forces spéciales anti-guérilla créées en 1964 par M. Belaunde Terry, auraient lancé des attaques aux villages que, d'île voyaient des hommes sans uniforme arriver près de leur bourgade, il s'agissait vraisemblablement de guérilleros. Le journal *El Observador* de Lima, dont un reporter figure parmi les victimes, n'exclut pas l'hypothèse d'une attaque policière. Un correspondant de ce même journal affirme avoir reçu des menaces de mort s'il poursuivait son enquête sur cette affaire, qui met brutalement le problème de la lutte contre le Sentier lumineux au premier plan des préoccupations des Péruviens.

Une centaine de personnalités, des parlementaires et des représentants de la presse de Lima, se sont rendues dimanche à Ayacucho pour enquêter sur ce qu'elles ont qualifié de « plus grand meurtre collectif de journalistes dans le monde ».

Mexique

Cinq personnes ont été tuées dans des camps de réfugiés guatémaltèques par des civils armés

De notre correspondant

M. Paul Hartling, haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, est arrivé dimanche 30 janvier à Mexico, pour une visite officielle, au cours de laquelle il doit s'entretenir du problème des réfugiés guatémaltèques et salvadoriens avec le président Miguel de la Madrid. On estime que quarante mille Guatémaltèques sont réfugiés au Mexique et les incidents provoqués par l'armée guatémaltèque à la frontière sont de plus en plus fréquents.

Mexico. — Le gouvernement mexicain a confirmé le samedi 29 janvier qu'une centaine de Guatémaltèques en civil mais commandés par deux officiers en uniforme ont, par deux fois, les 25 et 26 janvier, attaqué des camps de réfugiés en territoire mexicain. A San Diego, les 25, ils ont tué deux personnes. Le lendemain, ils ont assassiné trois personnes à La Hamaca, un peu plus au sud. Les deux camps comptent environ six cents réfugiés chacun et sont situés à moins de 10 kilomètres de la frontière, facilement identifiable.

Ces incidents ne sont pas les premiers. En septembre 1982, un réfugié guatémaltèque et un paysan mexicain, qui avait voulu lui porter secours, avaient été enlevés au Mexique puis assassinés au Guatemala. En novembre, quatre autres réfugiés ont été enlevés. Les tirs d'armes automatiques le long de la frontière et le survol du territoire mexicain par des avions ou des hélicoptères guatémaltèques sont presque quotidiens.

L'affaire est, cette fois, beaucoup plus grave. Selon les témoignages, c'est le même groupe d'hommes armés qui est intervenu dans les deux camps. Les agresseurs appartenaient à la milice paysanne organisée par l'armée guatémaltèque pour combattre la guérilla. Après leur départ, on a retrouvé sur le terrain de nombreuses douilles de Gali, le fusil israélien dont sont dotés les troupes du général Rios Mont.

Les autorités mexicaines ont réagi plus vivement que d'habitude. Elles avaient jusqu'alors observé la plus grande discrétion face aux violations du territoire pour ne pas tomber dans le piège de la militarisation de la frontière désertée par le régime guatémaltèque. Le ministre de l'Intérieur a ordonné une enquête, et l'on parle dans les milieux officiels de « protéger les réfugiés sans militariser la zone ». Il s'agit de déplacer de quelques kilomètres, vers l'intérieur, les camps de réfugiés et d'assurer une présence militaire aux abords des camps. — A.F.P.

El Salvador

• L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE a voté une réduction des pouvoirs de son président, le major Roberto D'Aubuisson, qui est aussi le dirigeant de l'Alliance républicaine nationale (Arenas, extrême droite). Jusqu'à présent, seul le président pouvait convoquer une séance de l'Assemblée. A la suite de ce vote, chacun des neuf membres du directoire de l'Assemblée a la possibilité de le faire. — A.F.P.

ASIE

Afghanistan

EN MISSION AUPRÈS DE POPULATIONS CIVILES

Un médecin français a été arrêté par les forces soviéto-afghanes

La capture d'un médecin français, le docteur Philippe Auroy, vingt-neuf ans, par les forces soviéto-afghanes, dans la province du Logar, au sud de Kaboul, a été confirmée, lundi 31 janvier, à Peshawar, au Pakistan, par son interprète. Il a précisé que le médecin, membre de l'organisation humanitaire Aide médicale internationale, avait été enlevé, vers le 24 janvier, par un commando hélicoptère et vraisemblablement transféré à Kaboul. Un porte-parole de l'Unité islamique des moudjaheddine d'Afghanistan, l'Alliance modérée de la résistance, a indiqué que des maquisards avaient été interceptés en même temps que le docteur et auraient été aussitôt abattus.

Radio-Kaboul, captée à Islamabad, avait annoncé, samedi soir, l'arrestation d'un ressortissant français entré en Afghanistan avec « des éléments contre-révolutionnaires » appartenant à un parti basé à Peshawar. De son côté, le chargé d'affaires français à Kaboul, M. Roland Vauroux, a confirmé cette arrestation mais affirmé qu'il ne possédait pas, dimanche 30 janvier, « de détails précis » à ce sujet.

Selon la résistance, citée par l'A.F.P. à Islamabad, Des opérations se déroulent dans le Logar depuis le 16 janvier, où plusieurs convois militaires appuyés par l'aviation pilonnent les positions de la résistance. Selon les témoignages de médecins français qui ont travaillé en Afghanistan, les forces gouvernementales ont souvent cherché par le passé, et notamment dans la province du Pachtou, à capturer ou à tuer des membres de missions médicales étrangères, presque essentiellement françaises.

On ignorait encore, lundi matin 31 janvier, le sort du jeune médecin. L'ambassade de France à Kaboul devrait tenter de lui rendre visite. Selon divers observateurs au Pakistan, il n'est pas impossible que les autorités afghanes décident de « faire l'exemple », en le condamnant à une peine d'emprisonnement afin de dissuader ses confrères de poursuivre leurs missions humanitaires. Mais l'attitude soviétique sera observée avec attention, à deux semaines de la visite du ministre des relations extérieures, M. Claude Cheysson, à Moscou.

En 1980, un journaliste et un photographe français avaient été arrêtés près de Kandahar, dans le sud-ouest de l'Afghanistan, et avaient été libérés plusieurs mois après. Un journaliste norvégien a été tué, au cours de l'été 1982, alors qu'il se trouvait avec des maquisards.

Interne en pédiatrie de l'université de Rouen, le docteur Auroy était arrivé à l'automne en Afghanistan. Il est le premier médecin à être ainsi arrêté. L'Aide médicale internationale est une organisation de médecins et de paramédicaux volontaires, comptant une soixantaine de bénévoles en Afghanistan, au Kurdistan, au Laos et en Colombie. Elle rappelle qu'elle intervient depuis trois ans en Afghanistan « dans un but strictement humanitaire, à la demande de la population », et que cette intervention « se poursuivra quoi qu'il arrive », car elle estime que, pour les médecins, cette « mission humanitaire est de droit ». Plusieurs autres organisations ont des missions remplissant le même rôle en Afghanistan.

Inde

Le remaniement du gouvernement est d'une ampleur limitée

New-Delhi (A.F.P.). — Le premier ministre a procédé, samedi 29 janvier, au remaniement du gouvernement annoncé (*Le Monde* du 29 janvier). Celui-ci est cependant d'une ampleur limitée et affecte principalement des postes techniques. Trois ministres et neuf secrétaires d'Etat ont été nommés dans la nouvelle formation ; un ministre et quatre secrétaires d'Etat ont été écartés. Deux personnalités font leur entrée dans le cabinet. M. Vijaya Bhaskara Reddy, ancien chef du gouvernement de l'Andhra Pradesh, est nommé ministre sans portefeuille. Député à la Chambre basse, âgé de soixante-trois ans, il est l'un des rares personnalités du Parti du Congrès à avoir survécu à la débâcle électorale du Parti, le 5 janvier, dans cet Etat.

M. Vishwanath Pratap Singh, nommé ministre du commerce, est ancien premier ministre de l'Uttar Pradesh, bastion traditionnel du Congrès dans le nord de l'Inde. Il a été ministre du gouvernement central il y a six ans.

M. Bhura Singh, qui était, jusqu'à présent, ministre d'Etat chargé des sports, devient ministre chargé de plusieurs portefeuilles : affaires parlementaires et sports, mais aussi travail et habitat. Il avait dirigé la préparation des neuvièmes Jeux asiatiques, qui se sont tenus à New-Delhi en novembre. Il a animé la récente campagne électorale du Congrès en Andhra Pradesh. Malgré la défaite essuyée par le parti, il est considéré comme un des hommes nouveaux et dynamiques, dont

M. Gandhi a décidé de s'entourer pour faire face aux échéances électorales à New-Delhi et en Assam, le mois prochain.

Parallèlement à ce remaniement, M. Gandhi a entrepris une purge du Parti du Congrès, dont elle est la présidente. Quatre des cinq secrétaires nationaux du parti ont été écartés. M. C. M. Stephen, ancien ministre, a été nommé secrétaire général du parti, et M. K. Tripathi, président. Des élections internes doivent maintenant se dérouler au cours des six prochains mois pour le renouvellement des cadres à tous les échelons.



TENNIS

• Entraînement
• Tournoi
• 6 courts
• 100 places
• 100 places

Tél. 345.22.20

PROTENNIS

21, Bd Poincaré - 75012 PARIS
Protennis joue avec conviction

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS

3 mois 5 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

334 F 519 F 715 F 916 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VIRE NORMALE

584 F 1 839 F 1 495 F 1 569 F

ÉTRANGER

(par mandat)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

364 F 660 F 835 F 1 070 F

2 - SUISSE-TUNISIE

436 F 744 F 1 052 F 1 369 F

Par voie aérienne
Taux sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

JE SUIS MONTÉ DANS LES CAMIONS SECRETS DU KGB.

Le KGB sillonne l'Europe dans des semi-remorques d'apparence anodine. Comment fonctionne ce mystérieux réseau de camions travestis ? Actuel a roulé pour vous... Et ce mois-ci, un supplément : 80 pages sur tous les circuits de la nuit à Paris...

ACTUEL

Au CREA - FRANCE

18, rue de l'Arcade
75008 PARIS
Tél. : 285-42-53

COURS

D'ARABE LITTÉRAIRE MODERNE

Tous niveaux

- Stage intensif de 15 heures
- Stage intensif de 300 heures agréé par le ministère de l'Éducation nationale, pour valider le baccalauréat et le diplôme d'études supérieures (DES)
- 10 semaines, à compter du 11 avril 1983
- Stage intensif de 4 ou 8 semaines

et du 5 au 30 septembre 1983.

01120150

POLITIQUE

AU CONSEIL NATIONAL DU P.R.

M. François Léotard veut rendre à son parti le goût du succès

Quatre mois après son élection à la tête du P.R., M. François Léotard a présenté devant le conseil national de son parti, réuni samedi 29 janvier à Paris, un premier bilan de son action et tracé les grandes lignes de sa « stratégie » pour les élections législatives.

« Nous ne voulons pas être une sorte de petite droite haineuse et frileuse. Nous voulons être la majorité de l'alternance libérale qui succédera aux socialistes », affirme le secrétaire général du P.R. Une telle ambition suppose des moyens. Lors de son élection, M. Léotard en avait défini quelques-uns sous la forme de « vingt actions pour gagner ». Depuis, il s'est employé, avec l'équipe qui l'entoure, à mettre en œuvre ce programme.

Avant tout, il a cherché à consolider les structures du parti au niveau national, régional et départemental. Au siège parisien, dont les locaux sont bientôt agrandis, il a renforcé son état-major en engageant de nouveaux permanents, notamment quelques hauts fonctionnaires. A la tête de chaque région, il veut placer un « cadre de haut niveau » pour le relayer dans ses tâches de gestion du parti. Il a visité une soixantaine de départements pour mieux connaître les secrétaires fédéraux et leur préciser leur rôle : nommés, révoqués, « tenus en main » par le secrétaire général, ils doivent être « des hommes », « des représentants personnels ». M. Léotard n'a pas hésité, quand il l'estimé nécessaire, à dissoudre certaines fédérations, notamment celles de l'Essonne, du Gers et du Jura.

A ces hommes, il a voulu donner des moyens. A Paris a été mis sur pied un système informatique de gestion de fichiers. Dans les régions, M^{me} Alice Saurier-Séité, déléguée nationale du P.R., a organisé des stages de formation et s'efforce de mettre en place une véritable université républicaine. M. Alain

La veille, en organisant pour le lancement de la campagne municipale une grande « fête de la liberté », il s'était efforcé, selon sa propre expression, de « redonner au P.R. le goût du succès » et de le présenter, comme un parti « populaire, ouvert, fraternel » (Le Monde daté 30 et 31 janvier).

Madelin, chargé de la communication, a créé une « agence d'information républicaine » fournissant régulièrement aux fédérations des dossiers argumentés propres à alimenter leur presse militante.

Le parti républicain multiplie les publications. Il a notamment édité un « Manifeste pour les communes républicaines » et un « guide du candidat ». Il sort régulièrement, depuis le début de l'année, une lettre d'information, le Point républicain, et s'apprête à diffuser le livret d'accueil du P.R., qui présentera la parti et expliquera ses objectifs.

Une telle organisation, si elle n'a pu être mise en place suffisamment rapidement pour les élections municipales et servir les ambitions du P.R., devrait, selon M. Léotard, lui permettre d'aborder dans de meilleures conditions les élections législatives et de parer « aux modalités du scrutin proportionnel ». Très vite, M. Léotard veut sélectionner ses candidats et leur donner sur le terrain tous les atouts pour une future victoire. La création d'une association des élus républicains, dont le siège sera à Paris, procède de cette même démarche.

La soupe populaire

Dans la mise en place d'hommes et de moyens nouveaux, M. Léotard a fait preuve d'une grande détermination. Il a semblé plus hésitant ou plus maladroit dans la définition de l'image qu'il voulait donner au parti républicain, « force de progrès et de rassemblement ». La violence de certains de ses propos, les déclarations tonitruantes de M. Michel Poniatowski, président d'honneur du

P.R., et récemment de M. Alain Grotteray, à Charenton, n'ont pas précisément donné l'image d'un parti ouvert et fraternel. Le secrétaire général s'est efforcé de rectifier cette impression dans ses interventions de vendredi et samedi. Il y est parvenu, mais il lui reste à réaliser cette difficile synthèse entre les nécessités d'un combat politique qui ne favorise pas les prises de position nuancées et son désir d'adopter un langage nouveau, attractif, propre à élargir l'audience du P.R. sans concurrencer le R.P.R. sur sa droite.

Comme a pu le faire dans le passé M. Giscard d'Estaing, en chargeant M. Poniatowski de tenir le langage qu'il ne voulait pas lui-même adopter, M. Léotard pourrait choisir de répartir les rôles au sein du parti républicain, se réservant le soin de donner les impulsions, laissant à d'autres attaques à l'arme lourde.

Ce fut le cas samedi. Tandis que M. Léotard conseillait aux militants d'éviter la « surexcitation » qui « n'est pas la meilleure des armes politiques », M. Poniatowski leur livrait quelques morceaux choisis dans le droit fil de ses « super-charlots ». « Jamais depuis le régime de Vichy, déclara-t-il, nous n'avons eu un gouvernement qui ait porté atteinte aussi dangereusement aux libertés individuelles. (...) Nous ne sommes pas en présence d'un échec mais d'une catastrophe. C'est toute la France que le pouvoir socialiste conduit à la soupe populaire. » Il est vrai que cela se passait samedi matin, lors de la séance du conseil national à huis clos.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

LE QUATRE-VINGT-DEUXIÈME CONGRÈS DU PARTI RADICAL

M. BARIANI : l'opposition ne devra pas poser le problème de la légitimité après les municipales

Le théâtre municipal d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) affichait « complet » pour les représentations de « Pauvre France ». Dans cette même enceinte, le parti radical, qui n'a rassemblé que quelques trois cents militants, les 28, 29 et 30 janvier pour son quatre-vingt-deuxième congrès, ne pouvait en dire autant. Les radicaux valaisiens avaient peut-être, comme le faisaient valoir les présents, jugé le « travail sur le terrain », plus efficace, à cinq semaines des élections municipales, que la discussion sur le thème de la « révolution républicaine ».

Cette « révolution républicaine » n'est pas « séduisante » mais « intéressante, scrupuleusement, viscéralement démocratique », a tenu à affirmer le président du parti, M. Didier Bariani, dans son discours de clôture. Cette révolution, qui s'appuie sur le constat que tout oppose, le radicalisme au « socialisme à la française, s'oriente autour de trois priorités. La première tend à l'« équilibre des contre-pouvoirs au pouvoir socialiste ». M. Bariani indique que « dans la chaîne des contre-pouvoirs », les élus municipaux constituent « un maillon puissant ». Revenant sur les scénarios imaginés par M. Giscard d'Estaing, le président du parti radical a estimé que « l'opposition ne devra pas poser le problème institutionnel de la

légitimité après les élections municipales, quel que soit le résultat, car ce n'est pas l'objet de la consultation ». Selon lui, « il faut respecter le calendrier républicain des échéances à venir ».

Au cours des débats, M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, avait développé une analyse quelque peu différente. Dans l'hypothèse d'un « doublet » de la gauche aux municipales, les ministres communistes, avait-il expliqué, quitteront le gouvernement, dans la mesure où le P.C.F. « se rendra compte qu'il y a un électoral à ramener ». Et le sénateur de la Seine-et-Marne de s'interroger : « Croyez-vous que le président de la République pourra gouverner seul ? ». Décrivant la suite du « scénario », M. Dailly avait assuré qu'il faudrait refuser les avances qui seraient faites en direction du centre gauche - « tant il est vrai qu'il n'y a pas de place aux franges du socialisme à la française » - et « attendre la dissolution » de l'Assemblée nationale. Selon lui, la perspective de législatives anticipées doit donc permettre aux radicaux, d'une part, de ne plus être « à la traîne de l'U.D.F. », et, d'autre part, à ceux d'entre eux qui siègent au conseil national de l'union de faire entendre leur voix.

Deuxième priorité de la « révolution républicaine » : « La lutte contre la falsification de l'idée de laïcité ». Pour M. Bariani, la laïcité « est devenue une arme socialiste utilisée à des fins partisans, pire à des fins

millitaires. Elle est l'objet d'un usage dévoyé (...) et perverti ». Le socialisme, dit-il, est un « véritable laïcisme à formuler une alternative au monopole », à savoir « occuper son priorité de régénération l'enseignement public et accepter de cohabiter avec un enseignement privé délégué par la collectivité nationale pour répondre au besoin exprimé par une partie des familles ».

Troisième priorité : « Sauver l'esprit d'entreprise ». Pour cette tâche « de salut public », M. Bariani souhaite des « mesures d'urgence fiscales, financières et de limitation des charges sociales ».

L'adoption à mains levées, du texte « la révolution républicaine », la « nouvelle loi du parti », contenait ces priorités, ne peut pour autant cacher les divergences qui se sont exprimées au cours de la discussion générale, notamment. Ainsi pour M. Olivier Stirn, vice-président du parti, il est indispensable que le scrutin de mars traduise « un rejet global » de la politique gouvernementale.

La réponse à ce discours, applaudi par une grande partie de l'assistance, a été apportée par M. André Rossi. « Nous ne sommes plus en face de la S.F.I.O., mais en face d'un P.S. qui brille dans l'art du double langage », observe-t-il avant d'affirmer que son parti se situe « clairement dans l'opposition ».

ANNE CHAUSSEBOURG.

AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

M. Jacques Chirac précise le contenu de son « plan de redressement »

M. Jacques Chirac peut estimer qu'il a atteint un des premiers objectifs qu'il s'était fixés en présentant, le 23 janvier, devant le congrès du R.P.R., à la porte de Versailles, un « projet politique » et un « plan de redressement ». Ces documents sont, en effet, devenus en une semaine le cible des attaques et des critiques convergentes des membres du gouvernement et des orateurs de la majorité.

Le président du R.P.R. souhaitait faire passer dans l'opinion l'idée que l'opposition était porteur d'un programme de renouveau par rapport à celui de la gauche, et qu'elle ne se contenterait pas de contester les mesures prises par le gouvernement.

M. Jacques Chirac déclare : « Il faut que la gauche se soit sentie touchée à la fois par la critique et la mise en valeur de ses échecs actuels, par la force de nos propositions pour qu'elle se soit décalquée d'une façon aussi manifestement polémique ».

Evocant l'instauration de la retraite à soixante ans, le président du R.P.R. précise : « Le gouvernement, sans réfléchir naturellement, décide d'accorder la retraite de la sécurité sociale à chacun à cet âge. Immédiatement après, ils s'aperçoivent que les intéressés, au lieu de toucher 80 % de leur salaire, comme c'était le cas jusque là en prenant leur retraite à soixante ans, ne toucheront plus que 50 %. Encore faudra-t-il pour cela qu'ils aient cotisé pendant trente-sept ans et demi. Inacceptable. Alors, le gouvernement se repense et décide de revenir à un meilleur équilibre. C'est d'ailleurs l'intérêt des fonctionnaires, car, à force de les multiplier, on ne pourra pas - on ne peut déjà plus - leur assurer des moyens d'existence et des moyens de travail qui soient conformes à l'intérêt général et à leurs légitimes préoccupations ».

Il faut distinguer entre les missions traditionnelles de l'Etat et la multiplication des services administratifs, souvent parasites, inutiles, et qui, en réalité, paralysent la vie de la nation au lieu de la faciliter. Un récent rapport du président de la commission du rapport du Conseil d'Etat arrive d'ailleurs exactement à la même conclusion. En tant que président de l'Assistance publique, je n'ai vu arriver aucune infirmière, en tant que maire de Paris, je n'ai vu arriver aucun policier.

En voyant les prélèvements de l'Etat sur le produit intérieur brut, M. Chirac indique « que les Français travaillent un jour sur deux pour l'Etat ». Il parle d'« une véritable exploitation de la dépense publique, une exploitation sans précédent. Tout le monde se démolit. D'où une chute de l'investissement », ajoute-t-il.

Il précise ensuite : « Des élections municipales dans nos institutions ne peuvent, en aucun cas, remettre en cause ni de près ni de loin la légitimité du Parlement, du Gouvernement et du Chef de l'Etat. Bien sûr, elles permettent à l'opinion publi-

prendre une retraite un peu au choix. Je ne vois pas pourquoi on imposerait à tous les travailleurs de prendre leur retraite impérativement à un âge donné. Je suis beaucoup plus favorable à une retraite qui puisse être prise entre cinquante et soixante-cinq ans avec des possibilités de choix ».

Enfin le problème des fonctionnaires sur lequel j'ai entendu, avec un peu d'émotion, le ministre chargé de la fonction publique commenter avec une mauvaise foi totale les propos que j'avais tenus.

Naturellement, il n'est pas question, contrairement à ce qu'a dit le ministre responsable, de licencier qui que ce soit. C'est absurde et d'ailleurs impossible en raison du statut. Il faut simplement limiter les recrutements de façon à revenir à un meilleur équilibre. C'est d'ailleurs l'intérêt des fonctionnaires, car, à force de les multiplier, on ne pourra pas - on ne peut déjà plus - leur assurer des moyens d'existence et des moyens de travail qui soient conformes à l'intérêt général et à leurs légitimes préoccupations ».

Il faut distinguer entre les missions traditionnelles de l'Etat et la multiplication des services administratifs, souvent parasites, inutiles, et qui, en réalité, paralysent la vie de la nation au lieu de la faciliter. Un récent rapport du président de la commission du rapport du Conseil d'Etat arrive d'ailleurs exactement à la même conclusion. En tant que président de l'Assistance publique, je n'ai vu arriver aucune infirmière, en tant que maire de Paris, je n'ai vu arriver aucun policier.

En voyant les prélèvements de l'Etat sur le produit intérieur brut, M. Chirac indique « que les Français travaillent un jour sur deux pour l'Etat ». Il parle d'« une véritable exploitation de la dépense publique, une exploitation sans précédent. Tout le monde se démolit. D'où une chute de l'investissement », ajoute-t-il.

Il précise ensuite : « Des élections municipales dans nos institutions ne peuvent, en aucun cas, remettre en cause ni de près ni de loin la légitimité du Parlement, du Gouvernement et du Chef de l'Etat. Bien sûr, elles permettent à l'opinion publi-

Au cours du « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche 30 janvier, M. Chirac a davantage expliqué et précisé ses propositions qu'il ne l'avait fait une semaine auparavant. C'est ainsi, notamment, qu'il a indiqué que, en cas d'alternance, il ne reviendrait pas sur les « acquis sociaux » obtenus par la gauche. Cependant, l'action économique du gouvernement fera, selon lui, de 1983 la première année de régression sociale en France.

Se refusant à entrer dans le jeu des scénarios, contrairement à ce qu'avait fait M. Giscard d'Estaing, M. Chirac a rappelé que les élections municipales n'avaient aucun lien avec le problème de la légitimité du pouvoir national. - A. P.

de l'exprimer son sentiment, un avertissement comme on le dit aujourd'hui, se décomposent en deux éléments : le premier est la révélation que dans la rue - mais ceci, je le répète, n'autorise personne à faire une pression quelconque sur le gouvernement et à forcer sur le chef de l'Etat pour en tirer des conclusions qui ne seraient pas celles prévues par les institutions et qui indiquent que la légitimité du Gouvernement, du Parlement et du chef de l'Etat est indiscutable jusqu'à l'échéance qui la remet en cause ».

Il rappelle que rien dans les institutions ne s'oppose « à la cohabitation d'un président socialiste avec une majorité parlementaire qui serait R.P.R. et U.D.F. ». Il ajoute, citant une phrase de Georges Pompidou à la veille des élections législatives de 1973 : « Ne comptez pas sur moi pour me lier les mains à l'avance ».

Enfin M. Chirac précise à propos des « dénationalisations » que « toutes les activités qui sont normalement rentables doivent rentrer dans le secteur privé ».

[En déclarant, à propos de l'abandon de l'âge de la retraite, que « les intéressés, au lieu de toucher 80 % de leur salaire, comme c'était le cas jusque-là en prenant leur retraite à soixante ans, ne toucheront plus que 50 % », M. Jacques Chirac fait, pour le moins, une confusion. La retraite à soixante-cinq ans n'a jamais permis de toucher une pension représentant 80 % de son salaire (mais un minimum de 65 % à 70 %), ce 80 % ne pouvant concerner que les préretraités bénéficiant à soixante ans de la garantie de ressources. En outre, il est inexact de dire que les futures retraites toucheront 50 % ce qui est la pension du régime général - puisque les régimes complémentaires leur verseront, comme à soixante-cinq ans au minimum, un complément de 20 %.

Il est préjudiciable de parler de l'exception des femmes puisque les négociations concernent « les carrières courtes » dont les régimes complémentaires leur verseront, comme à soixante-cinq ans au minimum, un complément de 20 %.

Il est aussi inexact de dire que « l'UNEDIC va être taxé d'une somme de l'ordre de 16 milliards de francs sur cinq ans ». M. Chirac a sans doute fait allusion au rapport Picot (le Monde du 27 janvier) dans l'hypothèse - peu probable - où les retraités seraient pas rattrapés par de nouveaux salariés, les besoins de trésorerie du Fonds transitoire (et non de l'UNEDIC) seraient de 16,1 milliards de francs, de 1983 à 1987 inclus. - M. N.]

Dans une interview au « Point »

M. BARRE SE PRONONCE EN FAVEUR DU MAINTIEN DU MANDAT PRÉSIDENTIEL A SEPT ANS.

Dans l'interview qu'il a accordée à l'hebdomadaire Le Point (daté 31 janvier-6 février), M. Raymond Barre estime que le problème économique majeur de la France est « celui de l'équilibre extérieur ». Il se prononce contre la mise à contribution du stock d'or de la France : « Il ne faut pas [y] toucher, dit-il. Ni directement ni indirectement en le gageant. Gager l'or est une solution de facilité car cela encourage le recours à l'endettement ». L'ancien premier ministre pense qu'« il est nécessaire de procéder à un transfert des charges des entreprises vers les particuliers, si nous voulons faire face à la concurrence internationale. Il est urgent de [les] stabiliser, après quoi il faudra s'attaquer à les réduire », ajoute-t-il.

Il propose toute une série d'actions pour réduire le déficit du budget de l'Etat, notamment « une politique rigoureuse de création d'emplois publics », et la réduction ou « tout le moins » le plafonnement des concours aux entreprises publiques.

Interrogé sur une réduction du mandat présidentiel qui éviterait, en faisant coïncider les élections législatives et présidentielles, le risque éventuel d'une divergence des majorités, M. Barre a répondu qu'il « est partisan du septennat, sinon c'est la présidence de l'Assemblée qui n'est pas bon pour la France ».

CETTE FEMME A 4 ANS.

Une épidémie de puberté précoce déforme plus d'un millier de fillettes à Porto Rico. D'où vient cette mutation monstrueuse ? Et ce mois-ci dans Actuel, un supplément : 80 pages sur tous les circuits de la nuit à Paris...

ACTUEL



Je suis 150

POLITIQUE

L'ÉVOLUTION DES INDÉPENDANTISTES CORSES

La C.C.N. s'engage dans l'arène électorale

(De notre correspondant.)

Bastia. — Pour la Consultation des Comités Nationalistes (C.C.N.), le chemin est étroit. Comment « coller » au Front de libération nationale de la Corse, reprendre points à points ses thèses et ne pas en être la « vitrine » ? Comment éviter l'amalgame entre l'expression clandestine (l'ex-F.L.N.C.) du Mouvement nationaliste révolutionnaire Corse ?

L'assemblée générale de la C.C.N. qui s'est réunie le samedi 29 janvier à Bastia en présence de quelques trois cents militants a été l'occasion de s'entretenir de ce difficile exercice. M. Léo Battisti, l'un des leaders de la C.C.N., s'est voulu tranchant : son mouvement a-t-il expliqué, n'est « la vitrine d'un mouvement et aucun mouvement n'est son bras armé. La lutte de libération nationale est assez riche. Il y a assez de volonté dans ce pays pour que l'on puisse comprendre qu'une lutte soit faite de plusieurs expressions ». Une nouvelle fois le mouvement a voulu prendre ses distances, au moins verbales, avec le « Front ».

Des listes homogènes

Lors de son assemblée générale, la C.C.N. a précisé sa stratégie électorale. Elle présentera des listes ho-

mogènes dans plusieurs communes : Ajaccio, Bastia, Corte, l'Île Rousse, Propriano, Cargèse. Adhérer elle favorisera les listes d'union avec d'autres mouvements nationalistes tels que le parti populaire corse de M. Dominique Alfonsi. Enfin, là où elle ne sera pas présente, elle appellera à voter pour les listes nationalistes, hors de sa mouvance ou prônera l'abstention.

A la C.C.N. les élections municipales sont qualifiées de « étape tactique » et les « candidats militants » ont reçu comme consigne de « ne pas privilégier le résultat au détriment du discours ». En fait, ce premier engagement des indépendantistes légaux dans l'arène électorale est une révision importante par rapport à la ligne défendue jusqu'alors notamment en août dernier, lors des élections régionales pour lesquelles le mot d'ordre d'abstention avait prévalu.

Le mouvement ne rejette pas totalement la représentation politique mise en place par le statut particu-

lier qu'il dénonce pourtant comme étant un « statu quo colonial ». Ainsi, la C.C.N. n'échappe-t-elle pas à certaines contradictions. Elle demande par exemple à l'État, qu'elle accuse de « colonialisme », de « briser le système claniste par l'envoi de commissions d'enquête administratives et financières dans un certain nombre de municipalités ». Elle sollicite l'arbitrage de fonctionnaires continentaux que, par ailleurs, elle abhorre. Concernant le slogan l.F.F. (l'Francesei fora - Les Français dehors), l'organisation nationaliste ne veut pas seulement lui donner un contenu culturel, démographique et politique. Il a aussi, dit-elle, une dimension économique.

Pour la C.C.N. il faut « rompre les liens de dépendance de la France sur la Corse » et s'orienter vers une « stratégie de développement autogérée ». Mais cette stratégie n'est pas précisément définie. Beaucoup de questions restent sans réponse chez les théoriciens de l'indépendantisme corse.

DOMINIQUE ANTONI.

Révision de stratégie

(Suite de la première page.)

Ces derniers mois, des plasticages par centaines avaient pourtant montré que la campagne d'hostilité aux « continentaux » installés dans l'île battait son plein. La triste aventure du docteur Lafay, qui avait été blessé de trois balles de 9 millimètres pour avoir refusé de payer l'impôt révolutionnaire, laissait présager une escalade de la violence.

Le F.L.N.C. semble oublier ses propres revendications. Non seulement il revient sur son intention de rançonner « les Corses fortunés », mais, plus encore, il mène dans ses derniers écrits les continentaux raisonnables. Ne seraient donc plus désignés à la vengeance du plastic que ceux qui se comportent comme des « colonialistes ». Le Front paraît aussi vouloir éviter l'affrontement avec le nouveau dispositif policier mis en place au début de l'année. Il admet, au risque de paraître en contradiction avec ses actions, qu'il n'y a pas de solution militaire au problème corse, mais uniquement politique, et se déclare hostile à une « militarisation » de la situation.

Rectifications

Étrange réaction de la part d'un mouvement que les Corses eux-mêmes dissolvent : condamner à « jusqu'au-boutisme ». Pour certains observateurs locaux, ces rectifications et cette apparente temporisation sont les signes d'un affaiblissement et d'une dérive politique. L'organisation se trouverait d'abord traversée par des courants rivaux et de plus en plus influencée par des militants d'origine d'extrême droite qui pourraient bien avoir pour seul objectif que la déstabilisation en Corse du gouvernement socialiste. C'est à eux qu'on imputerait la rupture précipitée de la trêve, l'été dernier, et la relance indisciplinée des attentats.

En second lieu, le Front aurait été

contraint de faire appel à de jeunes recrues après la lassitude ou les désaccords des générations de militants qui avaient connu la prison. Par ce phénomène, la hiérarchie du F.L.N.C. aurait perdu une bonne partie de sa « gauche », les activistes d'origine révolutionnaire s'étant trouvés les premiers en désaccord par exemple avec la campagne contre les continentaux. Cette même hiérarchie se retrouverait donc souvent débordée par les impétueux de ses troupes fraîches et par le zèle de son aile droite. Autre fait observé et non des moindres : la lente - mais réelle - criminalisation du F.L.N.C., qui paraît découvrir des inconvénients qu'on connaît avant lui l'IRA irlandais et l'ETA basque. Pour survivre au plus fort de la répression policière, sous le septennat précédent, ou plus simplement pour s'organiser dans la clandestinité, le Front a dû parfois s'associer avec des délinquants, membres du milieu qui ont pris leur part de l'action politique. Plus généralement, il est admis que le F.L.N.C. ait pu se laisser inconsciemment infiltrer par des « truands » qui trouvent dans ses rangs une couverture.

L'organisation, aujourd'hui, risque à chaque enquête policière de se trouver trahie plus ou moins directement à de sordides combines. Sa modération actuelle s'explique aussi par le dérèglement des attentats. Sur plus de huit cents explosions, le F.L.N.C. lui-même n'en revendique que près de la moitié. Les autres sont mis sur le compte des vandales, familles ou économiques ou des racketteurs de droit commun. Mais cette part peut aussi lui être imputée, car elle n'existerait pas sans la violence politique. Cette concurrence non maîtrisée ne fait visiblement pas partie des plans d'une organisation qui ambitionne de purifier la vie politique et économique de l'île. Le F.L.N.C. reconnaît donc sur ce point son échec.

Porte de sortie

Mais il y a plus grave : les policiers, derrière M. Broussard, les Corses l'ont vite compris, vont peser de tout leur poids sur les marges du F.L.N.C., sur ce milieu criminel affaibli qui s'abrite encore derrière les militants. Ces derniers, très vite, peuvent ainsi se voir démasqués. Pis : dénoncés par des compagnons occasionnels et, eux, sans idéal politique. Les policiers savent donc qu'en agitant la délinquance corse, afin de diminuer le désordre actuel de l'île, ils mettront davantage à nu l'organisation clandestine.

Toutefois les consignes de M. Broussard ne vont pas toutes dans le même sens. De nombreuses enquêtes sont en cours mais le dispositif policier paraît se mettre en place à un rythme encore plus élevé. Volontairement, à en croire certains observateurs. Le gouvernement paraît toujours souhaiter maintenant ouverte une porte de sortie au F.L.N.C. lui permettant de revenir à une action légale. Et c'est implicitement un rôle de pole d'attirance qu'on souhaite voir jouer à la Consultation de comités nationalistes (C.C.N.). Comme si, connaissant le trouble interne du Front, on attendait de militants « légaux » qu'ils servent de relais de persuasion, de correctif à une stratégie de plus en plus fluctuante.

Le pari n'est peut-être pas perdu d'avance : relayant celles de l'opinion, de nombreuses critiques s'étaient fait entendre, ces dernières semaines, au sein de la C.C.N., contre la sévérité de la campagne contre les continentaux. Les nationalistes eux-mêmes avaient peu apprécié l'agression commise contre le docteur Lafay. Quinze jours plus tard, la position du F.L.N.C. sur ce point semble très atténuée.

Le Front se sent-il corré ? Pressé de toutes parts, à la fois par la relance des enquêtes policières et par une influence politique, celle du mouvement légal qui s'est épanoui et renforcé à ses côtés avec l'assentiment à peine dissimulé des autorités ? La réponse du F.L.N.C. aux événements du mois paraît tout d'attente, voire de lassitude. M. Robert Broussard, en tout cas, ne ménage pas sa peine pour éviter une trop grande démonstration de force. « Comme d'habitude », nous expliquait récemment un élu corse, il croit peut-être que le Front de libération est plus affaibli qu'il n'y paraît. Et il ne veut rien tenter qui lui redonne du courage. »

PHILIPPE BOGGIO.

M. Mauroy dénonce les « contre-vérités » de M. Chirac

(Suite de la première page.)

La gauche peut difficilement résister à la « compétence » de M. Jacques Chirac en matière de « régression sociale ». M. Mauroy ne s'est pas privé de rappeler que le chômage a doublé sous la gestion de M. Chirac. Or c'est justement sur ce terrain, celui de la régression, que le président du R.P.R. situe l'essentiel de sa critique, au risque de tenir des propos contradictoires.

M. Chirac demeure convaincu que l'expérience socialiste sera de

courte durée. Mais le moment est passé pour lui de dire que la gauche est vouée à n'effectuer qu'un petit tour au pouvoir, qu'elle a sauté par avance les quelques conquêtes sociales qu'elle aura, comme en 1936, permises. La gauche de 1983, ce n'est pas du tout cela, estime le maire de Paris, qui lui conteste même le bénéfice de la générosité.

La gauche de 1983, c'est, dit-il, la « régression sociale », puisque, selon lui, elle porte atteinte au système de retraites, diminue le pouvoir d'achat des Français, ne maîtrise pas la montée du chômage et n'assure même pas la « paix sociale ». Comme M. Chirac affirme, dans le même mouvement, qu'il n'a aucunement l'intention, contrairement à ce que ses auditeurs avaient cru comprendre, de remettre en cause les « acquis » sociaux de la gauche, il faut croire qu'il prêche pour la poursuite, sans défaillance, de ladite « régression sociale ».

Sans doute le maire de Paris a-t-il pris conscience que ses « déclarations outrancières », comme le dit M. Mauroy, peuvent contribuer au réveil de l'électorat de la majorité, d'autant que les dirigeants socialistes ne manquent pas une occasion de le amplifier. Il s'efforce donc de montrer qu'il ne cherche pas un retour systématique en arrière. Ainsi, M. Chirac ne veut pas qu'on déstabilise, il garderait l'E.D.F., la S.N.C.F. et, malgré tout, la sidérurgie dont aucun financier sérieux ne voudrait. Reste... tout le reste, c'est-à-dire l'essentiel. Les participations de l'État, selon le « plan de redressement » publié par le R.P.R., seraient, entre autres méthodes, « diffusées sur le marché financier ». Elles seraient donc, si l'on a bien compris, offertes aux capitaux français ou étrangers.

Mais il est vrai que l'on a certainement mal compris, M. Jacques Chirac est « familier », depuis qu'il a rompu avec M. Valéry Giscard d'Estaing en 1976, de la technique qui consiste à crier très fort, puis à baisser d'un ton, afin de flatter les oreilles trop sensibles. Etant entendu que l'on retiendra le cri et que les chuchotements qui suivent ne sont destinés qu'à nourrir d'éventuelles argumentations de repli.

JEAN-YVES LHOMEAU.

L'« Appel des cent » M. Séguin se prononce pour une « initiative pacifique européenne » en France

Les intellectuels réunis, samedi 29 janvier, autour des signataires de l'« Appel des cent », au parc floral de Vincennes, ont adopté un document annonçant qu'un « grand rassemblement » marquera, le 19 juin prochain, l'anniversaire de la « marche pour la paix » du 20 juin 1982 à Paris. M. Georges Séguin, ancien secrétaire général de la C.C.T., membre du comité central du P.C.F., a lancé l'idée d'une « grande initiative pacifique européenne », qui aurait lieu cette année en France.

Des mouvements pacifistes de Grèce, des Pays-Bas, d'Italie, du Japon, d'Allemagne, de l'Est et de l'Ouest, des États-Unis et d'Union soviétique, étaient représentés au colloque, dont la séance plénière était présidée par le professeur Léon Schwartzberg. Plusieurs intervenants ont critiqué la position du gouvernement français sur l'installation des missiles Pershing-2 et Cruise en Europe.

Les débats, qui avaient réuni, le matin, les différentes catégories d'intellectuels présents, ont abouti à plusieurs décisions. Les juristes se réuniront de nouveau en février et des écrivains et artistes vont organiser une manifestation commune. Un colloque sur le thème « Enseignement, éducation et désarmement » est prévu pour le printemps.

LE PREMIER LIVRE CONSTRUCTIF DEPUIS LE 10 MAI

Yves Cannac
LE JUSTE POUVOIR
Essai sur les deux chemins de la démocratie



éditions jean-claude lottès

LE JUSTE POUVOIR — Yves Cannac —

«Rarement une volée de vérités désagréables sur les excès du pouvoir, quelle qu'en soit la couleur, aura été assenée avec autant de style... Un flegme d'une féroce efficacité». Pierre Drouin. Le Monde.

«Ce qu'il y a de passionnant dans ce livre, c'est qu'il appelle à une révolution des esprits». Jean d'Ormesson de l'Académie française. Le Figaro Magazine.

«Yves Cannac est l'un des rares intellectuels de la société politique française à être aussi praticien de la chose publique». Georges Suffert. Le Point.

«Le véritable malaise français... Une voie déjà connue que ce livre explore et prolonge d'une façon réellement neuve». Gérard Moatti. L'Expansion.

«Magistral ajustement, à la lumière des expériences contemporaines, des thèses libérales». J.C. Verots. Nice Matin.

«Yves Cannac propose des solutions concrètes dans une langue claire». Frédéric Ferrey. Le Nouvel Observateur.

«Un livre où la volonté de sortir avec clarté et brio des sentiers battus de la réflexion actuelle se traduit par une réussite». Le Républicain Lorrain.

«Ce n'est pas un livre, c'est un événement». Jacques Mouriquand. Le Dauphiné Libéré.

DÉCÈS DE M. LE MONTAGNER SÉNATEUR DU MORBIHAN

M. Louis Le Montagner, sénateur (Union centriste) du Morbihan, est décédé, dimanche 30 janvier, des suites d'une longue maladie.

Son suppléant au Sénat, M. Paul Lavole, qui était maire de Pziazac et conseiller général du Faouët au moment de son élection en 1974, avait été contraint d'abandonner son mandat en 1977 à la suite de difficultés survenues dans la gestion de son entreprise. Il se trouve actuellement dans l'incapacité d'exercer un mandat électif. La loi prévoit que si, au moment de la défection de son titulaire, le siège est soumis à renouvellement dans un délai inférieur à un an, il n'est pas procédé à une élection partielle. Le siège restera donc vacant jusqu'au prochain renouvellement sénatorial prévu pour septembre 1983.

[Né le 5 octobre 1907 à Guidel (Morbihan), Louis Le Montagner, diplômé de l'École supérieure de commerce et d'industrie d'Angers, avait été élu en 1958 député indépendant de la cinquième circonscription du Morbihan (Lorient). Député au premier tour des élections législatives de 1962 par le candidat U.N.R., M. Bardelet, il ne s'était pas maintenu au second tour. Maire de Guidel depuis 1944, président de l'Association des maires du Morbihan depuis 1971, conseiller général du canton de Pont-Scorff de 1955 à 1967, date à laquelle il avait été battu par le candidat du P.C.F., Louis Le Montagner avait été élu sénateur le 22 septembre 1974. Membre de la commission sénatoriale des affaires étrangères et de la défense, il était inscrit au groupe de l'Union centriste. Louis Le Montagner était président d'honneur de la fédération départementale du C.N.S.]

TENNIS A PARIS

STAGES LONGUE DURÉE
1. 10 à 15 jours, 2. 3 à 4 mois
Tous niveaux, d'adultes à enfants
Portes d'Orléans, d'Ivry de la Chapelle
Pont de Neuilly, 16^e Meudon, Fontenay

TENNIS
734-36-36 ACTION
Equipe par DUNLOP

février!

un mois exceptionnel pour l'achat de votre PEUGEOT ou TALBOT

Le meilleur prix — le meilleur service

NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

LE DÉBAT SUR L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Journée d'action dans toute la France
à l'appel de trois syndicats d'enseignants

Les personnels de l'enseignement privé étaient appelés, le samedi 29 janvier, à une journée nationale d'action pour la défense de la liberté d'enseignement par trois syndicats, le Syndicat national de l'enseignement catholique (SNEC-C.F.T.C.), le Syndicat professionnel de l'enseignement libre catholique (SPELC, indépendant), et le syndicat national de l'enseignement privé (SYNEP, C.G.C.).

Il s'agissait pour ces syndicats de rappeler « le refus des personnels de négocier sur les bases proposées par le gouvernement », et leur volonté de « maintenir la législation actuelle, facteur de paix scolaire ».

A l'occasion de cette journée, des défilés ont été organisés. Les plus importants ont réuni 4 000 personnes à Arras, 3 000 à Lille, moins de 2 000 à Lyon. Dans d'autres villes, des pétitions ont été déposées dans les préfectures. A Tours, la veille, une réunion organisée par l'association Liberté et enseignement a rassemblé environ 4 000 personnes en présence de M^{me} Nicole Fontaine, déléguée au secrétariat général de l'enseignement catholique, de M. Pierre Magnin, ancien recteur de Strasbourg, qui fut candidat U.D.F. aux élections municipales en 1977 à Besançon, et de Mgr Honoré, archevêque de Tours et président de la Commission épiscopale du monde scolaire et universitaire.

L'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL), qui soutenait l'action des personnels, n'appela pas ses adhérents à s'y joindre, sauf à Arras. Les syndicats représentant les personnels de direction ont fait de même.

L'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL), qui soutenait l'action des personnels, n'appela pas ses adhérents à s'y joindre, sauf à Arras. Les syndicats représentant les personnels de direction ont fait de même.

Trois mille manifestants à Lille
et quatre mille à Arras

Lille. — Trois mille manifestants dans les rues de Lille, quatre mille dans les rues d'Arras : le mot d'ordre national d'action lancé pour samedi par trois syndicats de personnels et d'enseignants de l'enseignement privé — C.F.T.C., SPELC et SYNEP — a été largement entendu dans le Nord-Pas-de-Calais.

A Lille, les manifestants ont défilé, par un vent glacial, derrière des banderoles, lançant des slogans pour clamer « leur » volonté de travailler dans l'école qu'ils ont choisie, reprenant tous ensemble ce qui est devenu l'hymne de l'enseignement catholique : « Quand tu chantes, je chante avec toi, liberté... »

Les comités diocésains de Lille et de Cambrai et les fédérations des APEL (Associations de parents d'élèves de l'enseignement libre) ne s'étaient pas associés au mot d'ordre syndical, mais avaient tout de même appelé les parents à soutenir la manifestation, éventuellement par leur présence sur le parcours. « Les APEL, expliquait un responsable illinois, n'ont pas voulu dénaturer cette journée d'action qui est celle des syndicats. Malgré l'impudence des parents, nous ne voulons pas faire de manifestations avant les élections, car celles-ci pourraient être présentées comme antipolitiques. En outre, Lille est actuellement regardée comme un symbole ; y déclen-

Correspondance

cher une manifestation serait mettre le feu aux poudres. »

Dans le Pas-de-Calais, en revanche, les APEL s'étaient voulues partie prenante de l'organisation de cette journée. Leurs représentants défilaient, à Arras, aux côtés des responsables syndicaux et des directeurs diocésains de l'enseignement catholique, en tête d'une manifestation de quatre mille personnes. « Nous n'avons pas appelé à la mobilisation générale des familles, assuraient les organisateurs. Nous ne visons pas la manifestation globale. Dans le cas d'un appel plus motivé qui ne menacerait pas de se produire le jour où ce serait le dernier recours, nous serions dans la rue à l'échelle de la région pour défendre notre école... »

Cette attitude plus dure des parents du Pas-de-Calais a sans doute sa part d'explication dans le refus du conseil général d'accorder des bourses aux élèves du privé. M. Arthur Potel, secrétaire général adjoint du SNEC-C.F.T.C., n'avait pas manqué, avant le défilé, de dénoncer cette attitude : « Nous ne réclamons pas de privilège, mais la simple équité ».

Le syndicat C.F.D.T. de l'enseignement privé, qui représente près du quart des enseignants dans le ré-

gion, avait estimé pour sa part la manifestation de samedi tout à fait injustifiée, et avait dénoncé les « propos alarmistes » des autres organisations. De son côté, l'APPEEC-Ecole ouverte, Association de parents pour l'évolution de l'enseignement catholique, avait protesté contre l'attitude de certains établissements qui ne relaient qu'une seule source d'information auprès des parents. Considérant comme positives les propositions du ministre, cette association refuse que le Comité national de l'enseignement catholique s'érige le droit de parler au nom de tous les parents, maîtres et élèves des établissements catholiques.

La consultation nationale
dans les écoles primairesDEUX SAMEDIS MATIN
SERONT « BANALISÉS »
POUR FACILITER LES DÉBATS

Une consultation sur l'école primaire aura lieu au cours des deux prochains mois (le Monde des 2 et 5-6 décembre 1982). Le ministre de l'Éducation nationale en précise les modalités et les échéances dans une lettre aux recteurs et aux inspecteurs d'académie.

Il s'agit de rassembler des propositions émanant de toutes les parties concernées : enseignants, parents, usagers, collectivités locales, d'une manière décentralisée.

Deux samedis matin seront « banalisés » au cours du trimestre pour faciliter le débat. Le premier, en février, à des dates choisies par les instances départementales, le second le samedi 19 mars. D'autres réunions pourront être décidées au gré des responsables locaux.

Pour faciliter la consultation, un questionnaire définissant de grandes lignes de réflexion est fourni par le ministère. Il traite du bilan à établir, des objectifs fixés à l'école maternelle et élémentaire, de la recherche pédagogique, de l'ouverture de l'école sur la commune ou le quartier. Les premières conclusions de cette consultation devront être communiquées au ministre avant les vacances d'été.

AUGMENTATION
DU MONTANT DES BOURSES
POUR LES ÉLÈVES
DE 2^e ET 3^e ANNÉE DES LEP

Le montant des bourses accordées à certains boursiers scolarisés dans le second cycle court, c'est-à-dire dans les lycées d'enseignement professionnel, a été augmenté à compter du 1^{er} janvier 1983. Une note de service publiée au Bulletin officiel de l'éducation nationale du 27 janvier précise que cette aide supplémentaire doit permettre d'éviter « que ces élèves, qui deviendraient premiers demandeurs d'emploi alors qu'ils appartiennent à la tranche d'âge touchée par le chômage, n'abandonnent leurs études ».

Le montant moyen mensuel des bourses sera porté de 440 F à 500 F pour les élèves boursiers de deuxième et troisième années des C.A.P. en trois ans, de la deuxième année des B.E.P. et C.A.P. en deux ans, des classes de troisième préparatoire. Cette augmentation concerne aussi les boursiers qui s'engagent dans la préparation d'une mention complémentaire aux C.A.P. et B.E.P.

Trois parts supplémentaires (la part de bourse, pour les élèves fréquentant le second cycle, est fixée à 188,40 F pour l'année 1982-1983) seront attribuées aux élèves concernés. Elles s'ajouteront aux cinq parts supplémentaires qui leur avaient déjà été attribuées pour l'année 1982-1983 (le Monde du 1^{er} juillet 1982).

POLICE

Les fausses manœuvres
des gendarmes du président

(Suite de la première page.)

La perquisition ne confirme-t-elle pas, a posteriori, la justesse du renseignement obtenu par les « supergendarmes » recommandant de s'emparer d'« activistes irlandais » projetant un attentat à Paris « durant le week-end » ? Ne prouve-t-elle pas que l'appartement de Vincennes était, à tout le moins, un repaire terroriste ? Or, c'est cette argumentation qui, aujourd'hui, soulève doutes et questions au fil de l'instruction conduite par M. Alain Verleene, juge d'instruction à Paris. Dans les allées du pouvoir comme dans les milieux policiers, les confidences vont bon train, recoupées à des sources sûres : la perquisition est, au mieux, bâclée, confuse ; au pire, suspecte. Quatre faits, notamment, font problème :

Quatre mystères

■ Un responsable introuvable : un officier de police judiciaire (O.P.J.) doit contrôler tous les actes de procédure — perquisition, interrogatoire, fouilles... — liés à une opération de flagrant délit. Judiciairement, il en est responsable. Or, ici, chacun se renvoie la balle. Ce ne sera pas le capitaine Barril, bien qu'il déclenche l'opération, puisque les hommes du G.I.G.N., spécialistes des interventions tous azimuts, en France comme à l'étranger, ne sont pas habilités O.P.J. auprès d'une cour d'appel. Ce ne sera pas non plus le commandant Michel Beau, pourtant chargé de coordonner les effectifs mobilisés à Vincennes, mêlant membres du G.I.G.N. et gendarmes départementaux : bien qu'ayant la qualité d'O.P.J., il n'est pas encore habilité par le procureur général de Paris ! Ainsi, l'O.P.J. le plus gradé s'avère être un sous-officier de la section de recherches, de la gendarmerie de Paris-Minimes, le major Windels, qui ne connaît pas les tenants et aboutissants de l'action en cours, et ne sait guère ce qui justifie l'opération de flagrant délit dont il est juridiquement responsable !

■ Pas de témoins : les trois inculpés n'ont jamais varié : aucun d'entre eux n'aurait assisté à la perquisition. Armes, explosif et détonateurs n'auraient été présentés.

pour la première fois, à Plunkett que le lendemain, dimanche 29 août, dans les locaux de la gendarmerie, au Fort de Vincennes. Mensonges ? Non, si l'on en croit certains gendarmes qui décrivent King et Plunkett immobilisés et aveuglés selon la méthode du G.I.G.N., veste renversée sur la tête, menottes aux poignets, une arme braquée sur la nuque, alors même que la perquisition est censée avoir commencé. Non, si l'on en croit d'autres qui disent avoir vu les deux premiers inculpés au Fort de Vincennes avant l'arrestation de Mary Reid (20 heures) et alors qu'officiellement la perquisition ne se termine qu'à 21 h 30.

■ Ni photos ni empreintes : le b.a. ba d'une enquête exige un travail d'identité judiciaire : recherche d'empreintes, photos des pièces à conviction sur les lieux mêmes. Ici rien de tel. Aucun relevé d'empreintes sur place. Et quand la brigade criminelle de la police judiciaire reprend l'affaire, après vingt-quatre heures de garde à vue chez les gendarmes, elles constatent que les armes ont été « trop manipulées ». Quant au lot de photos de l'appartement, versé tardivement par la gendarmerie au dossier d'instruction, il ne comporte aucun cliché des armes ni de l'explosif !

■ Un explosif mystérieux : aucun gendarme O.P.J. ne reconnaît l'avoir découvert là où il est censé avoir été caché : sur une planchette du cabinet de toilette, face au W.C. Un membre du G.I.G.N. affirme cependant l'avoir désamorcé. Mais sa description — les deux détonateurs déjà enfoncés dans la pâte, méthode risquée qui surprend chez des terroristes supposés d'un haut niveau — contredit celle d'autres gendarmes qui ont vu des détonateurs apparents. De plus, bien qu'un des responsables de l'opération affirme avoir aperçu l'explosif dès une première visite de sécurité, la perquisition se termine officiellement par le cabinet de toilette, s'attardant longuement d'abord dans les deux pièces, le couloir et deux débarras...

Un renseignement irlandais

Tels sont les éléments qui nourrissent la rumeur : beaucoup de contradictions et d'oubli pour une opération de gendarmerie, arme

disciplinée, d'ordinaire précise et précautionneuse. Beaucoup trop, à tel point que certains en tirent argument pour poser la question : n'a-t-on pas voulu forcer le destin ? En rajoutant, dans la mesure où la prise n'était pas à la hauteur des ambitions proclamées ? La liste de chiffres est, au bout du compte, incalculable : les documents saisis sont des revues politiques en vente publique, des photos de famille, d'amis, de « manifs » ou de meeting, et des écrits littéraires de Mary Reid ; enfin, les inculpés justifient les faux papiers ainsi que la présence d'une des armes, revendiquée par Plunkett pour sa protection personnelle, par leur crainte des services spéciaux britanniques. Ainsi, seuls l'explosif et les détonateurs permettent de transformer ce qui n'aurait été qu'une affaire d'extrême politique clandestine en complot relevant du terrorisme international, dans le climat tendu d'août dernier, après les attentats de la rue des Rosiers, de l'ambassade d'Irak et de l'avenue de La Bourdonnais...

Autant de questions qui amènent à s'interroger sur la valeur du renseignement qui mit en action le G.I.G.N. Regu la veille, vendredi 27 août, par le capitaine Barril, il est d'origine irlandaise. Cette filière peu orthodoxe — ni la D.S.T. ni la D.G.S.E. ne sont « dans le coup » — s'explique par les contacts directs du G.I.G.N. avec les autorités de République d'Irlande, après qu'il eut formé, durant six mois en 1981-1982, des « spécialistes irlandais de l'intervention antiterroriste ». Le capitaine prendra sur lui de lancer l'opération, son chef direct, M. Christian Proteau, étant absent, en repos pour le week-end. Il ne sera d'ailleurs prévenu — ainsi que le parait — qu'une fois King et Plunkett arrêtés. Court-circuitant la hiérarchie classique, la méthode surprend et éclipse les prérogatives nouvelles conquises, dans la pratique, par le G.I.G.N., grâce au soutien élyséen.

L'Elysée a d'ailleurs approuvé, selon un procédé inhabituel, l'action de Vincennes. Sa précipitation surprend : diffusé après 20 heures le 28 août, probablement rédigé avant l'arrestation de Mary Reid, le communiqué de la présidence affirme qu'il est saisi et mentionne « deux arrestations jugées importantes (...) dans les milieux du terrorisme international ». En fait, confie-t-on dans l'entourage du G.I.G.N., c'est la crainte que l'opération soit écartée dans la confusion, en raison d'un appel inquiet à police-recours de l'habitant ayant croisé le capitaine Barril dans l'escalier, qui provoque la demande pressante d'un communiqué de l'Elysée, adressée au permanent du week-end, M. Jean-Louis Blanco, secrétaire général de la présidence. De mauvaises langues suscitent, elles, que l'on a simplement fait en sorte d'être couvert au plus haut niveau et vite.

Toutefois, à la présidence comme au G.I.G.N., on se dit toujours convaincu de l'importance de la prise. Des rapports confidentiels sont évoqués. Ils auraient promis, dès le printemps 1982, des attentats irlandais « sur le continent ». Ils certifieraient que les fréquentations de Michael Plunkett rejoindraient des amis de « Carlos » ou des réseaux palestiniens. Ils feraient un lien entre les inculpés et des attentats commis en novembre 1981 contre des objectifs britanniques en Allemagne. D'ailleurs, trois synthèses sur les mouvements irlandais provenant du B.K.A. allemand n'ont-elles pas été saisies à Vincennes ? Et puis, King, qui résidait aux Pays-Bas et venait d'y acheter une voiture, n'a-t-il pas débarqué brusquement à Paris, le samedi 28 août au matin, pratiquement sans bagages ? L'explosif saisi, mélange de pentrite et de tolite, n'est-il pas d'une recette spécifique aux républicains irlandais ? Enfin, dans tous les cas, un coup de pied aurait été donné « dans la fourmière », avec cette chute d'une « base logistique », liée, peu ou prou, au milieu terroriste.

Certes. Mais un faisceau de bruits et de soupçons policiers ne suffit pas à faire une preuve judiciaire. C'est tout le problème posé par cet énigmatique dossier : peut-on faire la police comme l'on fait la guerre ?

EDWY PLENEL

SCIENCES PO.
Préparations
Documentation sur demande

• Stage parallèle (février à juin)
• Stage intensif d'été

IPEC Enseignement supérieur privé
46, bd Saint-Michel, Paris 6^e
Téléphone : 633.81.23/29.03.71/36.45.55

(Publicité)
ÉCOLE DE NAVIGATION DE PLAISANCE
23, bd Vival-Bouhot, 10 de la Jette, 92, Neuilly
Téléphone : 747-61-35

Alain GOUTHIER
Centre officiel d'examen - Marine marchande
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIERE

EVALUATION INSTITUTIONNELLE
Une nouvelle méthode : l'auto-évaluation assistée
Animateur : Michel DEBEAUVAIS
30 heures (6 heures/5 jours) : du 20 au 24/6/83
Renseignements et inscriptions :
université paris 8 formation permanente
2, rue de la Liberté 93265 SAINT-DENIS CEDEX 02
Tél. 829.23.00

JP P100 1550

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES TOTOS-LOGIQUES - Centre Pompidou (277-12-35), 18 h 30.
VOYAGE VERS LES OMBRES VERTES - Déchargeurs (234-00-02), 22 h.

Les salles subventionnées et municipales

COMÉDIE-FRANÇAISE (277-12-35) : 20 h 30 : La Mésalliance.
BEAUBOURG (277-12-35) : 20 h 30 : Les Femmes de l'ombre.
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE (277-12-35) : 20 h 30 : Les Femmes de l'ombre.
CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34) : 20 h 30 : Les Femmes de l'ombre.
MONTPARNASSE (239-50-00) : 20 h 30 : Les Femmes de l'ombre.
NOUVEAUTES (277-12-35) : 20 h 30 : Les Femmes de l'ombre.

Les autres salles

ARTS-HERBERTOT (387-23-23), 21 h : Les Femmes de l'ombre.
ASTELLE - THÉÂTRE (239-50-00) : 20 h 30 : Les Femmes de l'ombre.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : Les Femmes de l'ombre.
LUCERNAIRE (544-57-34), 19 h : Les Femmes de l'ombre.
MARIGNY (225-20-74), 21 h : Les Femmes de l'ombre.
MONTPARNASSE (239-50-00), 20 h 30 : Les Femmes de l'ombre.
NOUVEAUTES (277-12-35), 20 h 30 : Les Femmes de l'ombre.
PENICHE-THÉÂTRE (245-18-20), 21 h : Les Femmes de l'ombre.
POCHÉ (548-92-97), 21 h : Les Femmes de l'ombre.
POTINIERE (261-44-16), 20 h 45 : Les Femmes de l'ombre.
TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79), 20 h 30 : Les Femmes de l'ombre.
THÉÂTRE DES DÉCHARGEURS (234-00-02), 22 h : Les Femmes de l'ombre.
THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 21 h : Les Femmes de l'ombre.
THÉÂTRE DE L'ÉPIQUE (272-23-41), 18 h 30 : Les Femmes de l'ombre.
THÉÂTRE DU MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : Les Femmes de l'ombre.
THÉÂTRE DU TOURNOUR (387-23-23), 21 h : Les Femmes de l'ombre.

Les cafés-théâtres

AU BEE FIN (296-20-35), 20 h 30 : Les Femmes de l'ombre.
BEAUBOURG (277-12-35), 20 h 30 : Les Femmes de l'ombre.
BLANCS-MANTEAUX (387-15-44), 20 h 30 : Les Femmes de l'ombre.
LE FANAL (233-01-17), 20 h : Les Femmes de l'ombre.
LA GAGEURE (367-62-45), 22 h : Les Femmes de l'ombre.
PORT-VIRGULE (278-67-43), 20 h : Les Femmes de l'ombre.
SENTIER DES HALLES (236-37-27), 20 h 15 : Les Femmes de l'ombre.

Le music-hall

CENTRE MANDAPA (389-01-00), 20 h 30 : Les Femmes de l'ombre.

Les chansonniers

CAVAYE DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : Les Femmes de l'ombre.

Les concerts

RANELAGH, 18 h 30 : M. El Ayachi (musique de fête et musique religieuse d'Algérie).
RADIO-FRANCE, grand auditorium, Cycle symphonique : 18 h 30 : (Kost, Boris) ; 20 h 30 : (Lejeune, Parmigiani).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes des salles
LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES
704.70.20 (lignes groupées)
(de 11 à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 31 janvier

SALLE GAVEAU, 20 h 30 : D. Livey (Mendelssohn, Brahms, Ravel).
LUCERNAIRE, 21 h : Abelson, D. Grol, Joly.
FIAT, 20 h 30 : Trio (Brahms, Chopin, Liszt).
ATHÉNÉE, 21 h : M. Arroyo, P. Molinari (Händel, Scarlatti, Schubert...).

cinéma

La Cinéma-thèque
CHAILLOT (784-24-24)
Régence.
BEAUBOURG (278-38-57)
15 h : La Volonté du mort, de P. Laci ; 17 h : Chien 17, le maître, de R. Zedler et L. Yvel ; 19 h 15 : La Volonté du mort, de P. Laci.

Les exclusivités
AMÉRIQUE INTERDITE (A. v.) : 15 h : Rio-Opéra, 2 (742-82-54) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
AMITYVILLE II (LE POSSEDO) (A. v.) : 15 h : Éclairage, 2 (359-15-71) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).

LA BALANCE (Fr.) : Marbeuf, 8 (225-18-45) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
LA BARBARA (Fr.) : Paramount Montparnasse, 14 (322-19-23) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).

LA BOUM 2 (Fr.) : Marbeuf, 8 (225-18-45) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
LA BALANCE (Fr.) : Marbeuf, 8 (225-18-45) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).

LA BALANCE (Fr.) : Marbeuf, 8 (225-18-45) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
LA BARBARA (Fr.) : Paramount Montparnasse, 14 (322-19-23) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).

LA BALANCE (Fr.) : Marbeuf, 8 (225-18-45) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
LA BARBARA (Fr.) : Paramount Montparnasse, 14 (322-19-23) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).

LA BALANCE (Fr.) : Marbeuf, 8 (225-18-45) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
LA BARBARA (Fr.) : Paramount Montparnasse, 14 (322-19-23) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).

LA BALANCE (Fr.) : Marbeuf, 8 (225-18-45) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
LA BARBARA (Fr.) : Paramount Montparnasse, 14 (322-19-23) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).

LA BALANCE (Fr.) : Marbeuf, 8 (225-18-45) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
LA BARBARA (Fr.) : Paramount Montparnasse, 14 (322-19-23) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).

LA BALANCE (Fr.) : Marbeuf, 8 (225-18-45) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
LA BARBARA (Fr.) : Paramount Montparnasse, 14 (322-19-23) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).

LA BALANCE (Fr.) : Marbeuf, 8 (225-18-45) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
LA BARBARA (Fr.) : Paramount Montparnasse, 14 (322-19-23) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).

LA BALANCE (Fr.) : Marbeuf, 8 (225-18-45) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
LA BARBARA (Fr.) : Paramount Montparnasse, 14 (322-19-23) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).

LA BALANCE (Fr.) : Marbeuf, 8 (225-18-45) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
LA BARBARA (Fr.) : Paramount Montparnasse, 14 (322-19-23) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).

LA BALANCE (Fr.) : Marbeuf, 8 (225-18-45) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
LA BARBARA (Fr.) : Paramount Montparnasse, 14 (322-19-23) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).

LA BALANCE (Fr.) : Marbeuf, 8 (225-18-45) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
LA BARBARA (Fr.) : Paramount Montparnasse, 14 (322-19-23) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).

DINER (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
DRIVA (Fr.) : Capit. 2 (508-11-99) ; Paramount, 14 (322-19-23).

DOCTEURS EN LOVE (A. v.) : Éclairage, 2 (359-15-71) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).

ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).

ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).

ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).

ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).

ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).

ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).

ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).

ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).

ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).

ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).

ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).

ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).

ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).

ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).

ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).

ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).

ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).

ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).

ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-00) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).



27 JAN 1983

Le Monde

ESCRIME

Victoire de l'italien Cerioni au Challenge Martini

En dépit du forfait traditionnel des fleuretistes soviétiques et des absences non moins regrettables de plusieurs spécialistes de grand talent, tels l'Allemand de l'Ouest Behr, le Roumain Kuki, le Polonais Zych ou l'italien Borella, près de trois cents tireurs, représentant dix-neuf nations, ont participé à la trentième édition du Challenge Martini, gagné, dimanche 30 janvier, au stade Pierre-de-Coubertin, à Paris, par l'instable Transalpin Stefano Cerioni.

Vainqueur, dans l'assaut décisif, du Français Pascal Jolyot, sur le score sans appel de dix touches à cinq, ce Romain, âgé seulement de dix-neuf ans depuis le 24 janvier, a un gabarit impressionnant (1,90 m, 88 kilos), est, après Andrea Borella en 1978, le deuxième Italien à inscrire son nom au palmarès de cette classique de début de saison, dont la phase finale a, une nouvelle fois, été suivie par plus de quatre mille spectateurs enthousiastes. Les Français Philippe Omès et Frédéric Pietruszka, se sont classés respectivement aux troisième et quatrième places.

Le fleuret italien continue d'avoir le vent en poupe. Après Fabio Dal Zotto, champion olympique à Montréal en 1976, après Mauro Numa, champion d'Europe au vice-champion du monde, après la Borella, Servi, Scuri, Cipressa, voici Stefano Cerioni, le dernier-né d'une brillante génération spontanée. Il a effectué une entrée d'adulte plus remarquée dans la carrière que le Martini qui a été la victime de l'escrime. Depuis 1953, la venue du plus important tournoi du monde, au regard de son impact populaire, ne s'est en effet jamais démentie. A ce point de vue de nos jours le Tour-Pari est la plus grande manifestation internationale de France de l'escrime.

Parallèlement à son audience après le grand public et au développement de l'escrime en France (trente-trois mille licenciés), le nombre de fleuretistes désireux d'obtenir leur chance dans cette épreuve-phare n'a cessé de croître. Ce Challenge, dont la vocation a été de réunir l'élite et la masse, devenait difficile à organiser sur deux journées. D'où les éliminatoires régionales qui se déroulent désormais dans chaque ligue et auxquelles ont pris part plus de huit cents tireurs. En définitive, c'est un budget de près de 150 millions qui est consacré chaque année par Martini-France à cette compétition. Merveilleux outil de propagande, elle favorise grandement la tâche de la Fédération française d'escrime (F.F.E.) qui, pour l'exercice 1983, se voit néanmoins confrontée à d'insurmontables problèmes financiers. Principaux secteurs touchés par la politique de rigueur imposée par le gouvernement : la détention (100 000 francs de subventions au lieu de 400 000 francs en 1982) et le haut niveau.

Le bureau fédéral et le directeur technique national, M. Jean-Michel Oprendeck, ont donc été obligés de procéder à des coupes claires dans le calendrier des compétitions. Ainsi le déplacement épistémologique à Tallin (U.R.S.S.) est d'ores et déjà annulé, genre de leur sauce, au point que cette activité de glisse se transforme très fréquemment en marche à ski. Une évolution rendue inévitable des lors qu'en accédant au domaine des luges, la participation des Français au tournoi de Kiev (fleuret masculin) et New-York (sabre) n'est que hypothétique.

Contradictions

Devant cette situation, M. Roland Botelle, président de la Fédération française d'escrime, également secrétaire général adjoint du Comité national olympique et sportif français, a au moins deux contradictions ministérielles : « Dans le meilleur des cas, explique-t-il, la subvention pour l'escrime sera augmentée de 3 millions de francs par l'Etat. Or, la Fédération française d'escrime a besoin de 10 millions de francs pour l'exercice 1983. Avec l'attachement aux résultats de l'élite à Los Angeles, ce même, nous demandons de préparer déjà nos jeunes pour les Jeux olympiques de Séoul en 1988. Pourquoi pas à Paris en 1992 ? Et pourquoi pas à Los Angeles en 1996 ? »

Au-delà de l'escrime française, encore une compétition à travers du Challenge Martini, ces Jeux olympiques sont ressenties. Le malaise risque d'aller grandissant. Car, au niveau fédéral, les fleuretistes ont l'impression de ne plus être à leur juste valeur. Leur entraîneur, M. Jacky Courtillet, qui il a été reproché de ne pas avoir suffisamment préparé les juniors et les réserves, a maintenant beau jeu de rétorquer : « Nous avons déjà un vice-champion du monde par équipes. En outre, au Challenge Martini, mes garçons ont prouvé qu'ils n'avaient rien à envier à leurs compatriotes épistémologiques ou sauteurs. »

De fait, si le fleuret français ne domine plus comme naguère, l'équipe nationale peut encore remporter l'importance quelle épreuve d'envergure, malgré la retraite internationale de Didier Flamant, cham-

Champion du monde en 1978. Aux côtés des techniciens, le léger italien a subi par les juniors - aucun d'eux n'a pris place parmi les trente-deux premiers de l'épreuve - devrait être rapidement compensé par les progrès réalisés par de jeunes cadets.

En tout cas, la seule issue que Jacky Courtillet et Bernard Talvard, son nouvel adjoint, n'auront jamais le goût de communiquer à leurs juniors est la volonté de vaincre par n'importe quels moyens, à l'image du fougereux Cerioni. C'est pourtant la raison essentielle de l'échec de Pascal Jolyot à la reconquête du Challenge Martini, qui échappe régulièrement à la France depuis 1976. Mais peut-on, en tant qu'objectif, reprocher à un exceptionnel lyonnais, à l'esprit chevaleresque, de ne pas consentir à se mêler à des combats de rue ?

JEAN-MARIE SAFRA.

sports

AUTOMOBILISME

LE 51^e RALLYE DE MONTE-CARLO

La réponse de Lancia au « turbo »

Monaco. - Avec sept des dix dernières années au Rallye de Monte-Carlo, le groupe Fiat, qui a racheté Lancia en 1980, est le constructeur d'automobiles qui a remporté le plus grand nombre de victoires prestigieuses.

Après d'huile supplémentaire admise par la réglementation ou après avoir constaté que les Lancia de l'Allemand de l'Ouest Walter Rohrl, du Finlandais Markku Alen et du Français Jean-Claude Andruet, étaient dotées d'un nouveau système de lubrification, le jury des commissaires a préféré, semble-t-il, valider la question en suspens et confirmer, dans le doute, la victoire de la firme italienne dans le cinquantième Rallye de Monte-Carlo.

Remis en cause, le double succès italien aurait probablement provoqué un beau scandale dans le monde du rallye. Car si Opel, si Audi Quattro, si Renault, si les grands constructeurs n'avaient contesté la supériorité des Lancia. Quelques heures plus tard, M. Vittorio Ghidella, directeur général du groupe Fiat, se félicitait du succès de la victoire et déclarait : « La fiabilité du moteur turbo est prouvée. »

Réponse au moteur turbo-compressé, le « Volumex » d'une puissance et d'une reprise immédiates, correspond aux exigences d'une clientèle soucieuse de la fois du confort d'une berline de luxe et de la performance sportive. (Le Monde du 1^{er} octobre 1982).

SKI DE FOND

SOIXANTE MILLE PARTICIPANTS A LA JOURNÉE NATIONALE

L'intérêt des moniteurs

La Journée nationale du ski de fond s'est déroulée le dimanche 30 janvier sur les différents massifs montagneux français. Elle a attiré soixante mille participants, dont un tiers de moniteurs. Les participants ont été répartis en trois catégories : débutants, intermédiaires et experts. Les moniteurs ont été répartis en trois catégories : débutants, intermédiaires et experts. Les participants ont été répartis en trois catégories : débutants, intermédiaires et experts.

On ne gère pas impunément un million et demi d'adeptes en dix ans. Le ski de fond est une activité d'août espagnole où de très nombreux pratiquants accommodent le genre de leur sauce, au point que cette activité de glisse se transforme très fréquemment en marche à ski. Une évolution rendue inévitable des lors qu'en accédant au domaine des luges, la participation des Français au tournoi de Kiev (fleuret masculin) et New-York (sabre) n'est que hypothétique.

Un slalomeur français sur le podium

Il y a dix ans, depuis la dernière victoire de Jean-Noël Augert, en 1973, qu'un slalomeur français n'était pas sur le podium. C'est fait depuis le dimanche 30 janvier : Jean-Claude Killy, le plus doué pour cette discipline, a fini troisième au slalom spécial de Kranjska-Gora, disputé en Slovénie sur les pentes des futurs Jeux olympiques. L'épreuve, courue par temps couvert et neige humide, a été remportée par l'Autrichien Franz Gruber.

M. Robert Bobin chargé de mission pour la préparation des Jeux de 1984. M. Edouard Avice, délégué à la jeunesse et aux sports, a annoncé le 27 janvier que, dans le cadre de la préparation des Jeux olympiques de 1984, elle avait confié à M. Robert Bobin, chargé de mission, la tâche de préparer la participation de la France à ces compétitions. Cette mission sera réalisée en tenant compte des attributions dévolues à la direction des sports, en liaison avec le Comité national olympique et sportif français (C.N.O.S.F.) et les fédérations sportives.

épreuve. L'apparition de la Lancia-037, dotée d'un moteur suralimenté volumétrique, est le fruit d'une technologie avancée comparable à celle du moteur turbo-compressé.

De notre envoyé spécial

M. Lorenzo Cesari, directeur des exportations de Fiat-Europe s'entretient pour sa part à la vocation européenne de la firme de Turin. « Nous sommes, dit-il, un constructeur italien qui a des pilotes de nationalités différentes : Walter Rohrl, un Allemand ; Markku Alen, un Finlandais ; Jean-Claude Andruet, un Français. Notre objectif est de faire comprendre à notre clientèle que la Lancia-037 est la pointe de la technologie - une victoire est une rampe de lancement fantastique pour le modèle. »

M. Cesari a succédé à la Fulvia, à la Lancia et à la Fiat Abarth-131, sept fois vainqueur à Monte-Carlo dans les dix dernières années, la Lancia-037 a été construite en 1980. Présente à deux cents exemplaires pour satisfaire aux exigences d'homologation de la Fédération internationale du sport automobile (FISA), elle est un prototype de 930 kilos, doté d'un moteur Lancia de 1600 cm³ développant 200 chevaux, suralimenté par une compression volumétrique Abarth. Cette voiture n'est pas une voiture de série.

Cinquante exemplaires ont été destinés à la compétition, qui est le meilleur moyen d'illustrer l'image

de l'importateur de Lancia, M. Chardonnet, qui en France a été l'importateur de Lancia. Il a son optimisme sur l'image de marque dans le public de la voiture de luxe italienne et sur l'exemple de la Lancia-037 par le succès de Sandro Munari au volant d'une Fulvia : « L'usine, dit-il, a été arrêtée à l'arrêt de la fabrication du modèle, pour cinquante exemplaires seulement. Après le succès de Munari, Lancia a décidé de poursuivre la fabrication pendant dix-huit mois. Sept exemplaires au total ont été vendus en France. »

L'importateur français estime, pour sa part, que cette victoire devrait accroître de 20 à 30 % les ventes des modèles Lancia. Mais, dans la réalité, les ventes de Lancia en France, en 1982, ont été de 10 000 unités, contre 12 000 en 1981.

Le 51^e Rallye de Monte-Carlo, qui reste pour les constructeurs l'épreuve la plus prestigieuse, M. Sergio Donat, président-directeur général, dit de ce propos : « Nous devons de plus en plus nous adapter à la baisse du marché. (1). Un paradoxe ? Peut-être, mais le P. de Fiat Auto-France explique que « le coût de la saison pour une écurie - deux voitures seulement - représentait déjà, en 1979, 3 millions de francs ». Faire une campagne publicitaire aurait alors été à double ce chiffre. Un des responsables italiens ne sont pas, semble-t-il, prêts à franchir.

Et pourtant Lancia dépensera cette année 5 milliards de francs, soit environ 25 millions de francs pour participer au championnat du monde de rallye et d'endurance. Programme complet dans les rallyes où Lancia a l'ambition de gagner le championnat des constructeurs.

Cesari Fiorio, directeur du service compétition du groupe Fiat dit : « Nous ne participerons pas au rallye de Côte d'Ivoire, ni à celui de l'Arabie Saoudite, ni à celui du Kenya. Les autres épreuves, nous y participerons. » Lancia travaille, en outre, sur une « quinzaine de modèles », histoire de porter le fleuron du terrain désormais célèbre des Audi Quattro. Mais la Lancia n'est pas la seule à se préoccuper de la mise au point de cette voiture : Opel et Peugeot-Talbot sport y songent. La firme française présentera la sienne dans les semaines à venir.

GILLES MARTINEAU.

LIBERT TARAGO.

ENTREPRISES!

LE RUGBY EST AU SERVICE DE VOS RELATIONS PUBLIQUES!

ASSOCIEZ-VOUS A L'EFFORT DE L'ÉQUIPE DE FRANCE POUR LA VICTOIRE FINALE

Soyez présents à Dublin le 19 février pour le match Irlande/France dans le cadre du Tournoi des Cinq Nations

Vol spécial pour assister au match

AIRCOM-SETI 25, rue Le... 75008 PARIS Tél. 268-15-70

LES RÉSULTATS

Athlétisme

COUPE D'EUROPE DE CROSS-COUNTRY
Le Football-Club de Sochaux a terminé premier de la Coupe d'Europe de cross-country, gagnée par le Sporting du Portugal, devant Milan. Le Portugais Mamede a remporté cette course de 11,8 kilomètres.

Basket

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
*Limoges b. Villeneuve... 97-83
*Orléans b. Le Mans... 86-73
*Stade français b. Amiens... 103-70
*Tours b. Reims... 95-88
*Cen b. Avignon... 102-89
*Nice b. Monaco... 77-73
*Vichy b. Mulhouse... 86-66
Classement. - 1. Limoges, 48 pts; 2. Orléans, 45; 3. Le Mans, 44.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
*Nantes b. Paris-Saint-Germain... 2-0
*Mulhouse b. Bordeaux... 4-4
*Lens b. Lille... 2-0
*Tours b. Laval... 4-1
*Monaco b. Brest... 5-0
*Auxerre b. Strasbourg... 0-0
*Sochaux b. Metz... 4-3
*Nancy b. Bastia... 2-2
*Rouen b. Toulouse... 3-0
*Saint-Etienne b. Lyon... 1-0
Classement. - 1. Nantes, 36 pts; 2. Bordeaux, 31 pts; 3. Lens, 29; 4. Monaco, Paris-S.G., Laval, 26; 7. Brest, 24; 8. Auxerre, 23; 9. Sochaux, Strasbourg, 22; 11. Metz, Lille, 21; 13. Nancy, Saint-Etienne, 20; 16. Bastia, Tours, Toulouse, 19; 19. Lyon, Mulhouse, 18.

DEUXIÈME DIVISION
Groupe A
*Viry et Reims... 1-1
*Nîmes et Nœux... 1-1
*Abbeville b. Racing-Paris... 1-0
*Valenciennes et Le Havre... 1-1
*Angoulême b. Châteaurenault... 3-0
*Béziers et Corbeil... 1-1
*Libourne et Albi... 0-0
*Angers et Limoges... 1-1
Classement. - 1. Reims, 34 pts; 2. Nîmes, 33; 3. Valenciennes, 31.

Groupe B
*Montceau b. Reims... 3-1
*Nîmes b. Béziers... 1-0
*Toulon b. Stade français... 3-0
*Marseille b. Caennais... 1-0
*Dunkerque b. Orléans... 3-2
*Thonon b. Marignol... 1-0
*Ried Star b. Grenoble... 1-0
*Caennais b. Béziers... 3-0
*Fontainebleau b. Gueugnon... 1-0
Classement. - 1. Reims, 32 pts; 2. Toulon, 32.

Handball

QUATRE DÉFAITES POUR LES FRANÇAIS EN ESPAGNE
A trois semaines des championnats du monde de handball, qui doivent avoir lieu aux Pays-Bas, l'équipe de France a été battue par l'Espagne A (25-16), la Pologne (28-24), par la Yougoslavie (30-32) et par la République démocratique allemande (28-19), au cours du Tournoi d'Espagne. Les Français ont gagné leur match contre l'équipe d'Espagne B, 20-18.

Judo

CHAMPIONNATS DE FRANCE FÉMININES
Trois championnes du monde, Brigitte Deydier (66 kg), Natalina Lapina (73 kg) et Martine Rouzier (61 kg), sont devenues championnes de France, samedi 29 janvier, au gymnase Georges-Pompidou à Vincennes (Val-de-Marne). Pascale Doper a conservé son titre dans la catégorie des moins de 52 kg. Véronique Vigneron, déjà championne de France toutes catégories, s'est imposée chez les moins de 72 kg, tandis que Fabienne Toffin a gagné le titre des moins de 48 kg.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(Trente-troisième journée)
GROUPE A
*Agen b. Tulle... 62-4
*Carcassonne b. Le Bouscat... 24-12
*Narbonne b. Nîmes... 46-6
*Racing et Angoulême... 3-3
*Nice b. Oloron... 30-6
Classement. - 1. Narbonne, 31 pts; 2. Agen, 33; 3. Nice, 32.

GROUPE B
*Montauban b. Béziers... 19-11
*Mont-de-Marsan b. La Voulte... 51-10
*Auch b. Biarritz... 16-14
*Toulon b. Bayonne... 17-11
*Toulouse b. Béziers... 25-11
Classement. - 1. Béziers, 28 pts; 2. Auch, 28.

GROUPE C
*Aurillac b. Albi... 40-9
*La Rochelle b. Bègles... 10-4
*Tyrone b. Grenoble... 10-10
*Tarbes b. Montferrand... 22-13
*Bourgnon b. Castres... 18-3
Classement. - 1. Tarbes, 33 pts; 2. Grenoble, 31; 3. Aurillac, 28.

GROUPE D
*Aix-sur-Adour b. Valence... 9-6
*Graulhet b. Romans... 30-0
*Pau b. Perpignan... 18-12
*Bourg b. Bagnères... 9-8
*Brive b. Dax... 14-6
Classement. - 1. Graulhet, 31 pts; 2. Pau, 30; 3. Dax, 29.

Tennis

TOURNOI DE GUARAJA (250 000 dollars)
FINALE
Clerc (Arg.) b. Williams (Suède), 3-6, 7-5, 11.

Le Monde ECONOMIE

Les conséquences de la crise de l'OPEP

Quelles seraient les conséquences d'une nouvelle baisse du prix du pétrole, rendue possible par l'échec de la récente conférence de l'OPEP à Genève ?

Le pire pour la qualité du débat public sur les causes profondes de la crise et les remèdes à administrer afin de recréer progressivement de saines conditions à un retour durable à l'expansion économique (sauf façon de réduire le chômage), ce serait qu'on assiste dans les prochaines semaines et dans les prochains mois à une baisse importante du prix du pétrole, bientôt suivie d'une forte reprise de l'activité aux États-Unis puis dans les autres pays industrialisés. Ainsi aurait-on sous la main une explication facile du retournement de la conjoncture, symétrique des effets attribués aux deux « chocs pétroliers » successifs (celui de fin 1973 et celui de 1979-1980), presque unanimement désignés comme les principaux responsables des récessions qui s'en suivirent et des nouvelles poussées inflationnistes qui les accompagnèrent au début.

Disons tout de suite que la probabilité pour que les choses se passent de façon apparemment aussi claire est faible. Raison de plus pour essayer de pénétrer les conséquences de l'affaiblissement de l'OPEP, à la fois sur l'économie mondiale et sur le système financier international, en laissant de côté les arguments d'ordre mythologique qui encourent presque inévitablement toute discussion sur le prix du pétrole (c'est là peut-être le seul point véritablement commun entre l'or et l'or noir : la fascination qu'ils exercent semble inhiber à leur propos l'esprit d'analyse).

Le premier de ces arguments est qu'un prix plus bas du pétrole diminuerait automatiquement l'inflation (la hausse antérieure ayant été considérée au contraire comme une cause d'inflation). On ne dira jamais assez que l'inflation, qui se manifeste par une montée continue du niveau général des prix dû à une baisse de la valeur de la monnaie, a peu de chose à voir avec l'élévation du prix de telle ou telle marchandise en particulier. S'il n'y avait pas d'in-

flation, cette élévation se répercuterait une fois pour toutes dans les coûts de revient et donc dans les prix de vente d'un certain nombre de produits.

Les hausses ainsi provoquées pourraient provoquer des effets de substitution (déplacement de la consommation vers d'autres produits moins chers). Personne n'est aujourd'hui sérieusement en mesure de prévoir quels sont les effets sur le prix du pétrole de l'échec de la conférence de Genève, ni même de dire si cet échec est définitif. Il est des experts pour annoncer une baisse modérée des prix, du reste déjà en grande partie réalisée sur le marché libre où les transactions s'effectuent sur la base d'un cours voisin de 30 dollars le baril (contre un prix officiel de 34 dollars le baril pour l'Arabian Light saoudien) ; d'autres pour considérer comme très possible une guerre des prix conduisant, dans un grand désordre, à un effondrement du marché (jusqu'à un niveau de 25, voire de 20 dollars).

Deux choses certaines

Deux choses sont certaines. La première est que le recul des cours du pétrole a eu des conséquences à la fois de la récession et de la difficulté bien connue de tout cartel de maintenir sa cohésion en cas de renversement de la tendance au détriment des producteurs. Ce n'est pas seulement sur le marché de l'or noir que la récession a fait sentir ses effets dépressifs : la quasi-totalité des autres matières premières sont dans ce cas, et leur baisse, en diminuant les recettes en devises des pays fournisseurs, est à son tour facteur d'aggravation de la conjoncture.

Les phénomènes économiques de ce type sont toujours analysés dans une perspective dynamique, toute décision prise à la longue les conditions prévisibles à une reprise. La faiblesse des cours du pétrole, d'abord, a un effet négatif, permet un abaissement des coûts d'approvisionnement propre à favoriser, une fois à l'œuvre d'autres phénomènes d'assainisse-

(dans le secteur financier notamment), l'essor d'un nouveau cycle d'expansion et, par conséquent, de la production. C'est ainsi que l'on s'attend à ce que, comme favorable, le terme plus on motive l'argument, l'impact attendu de l'argument soit pour les autres produits de base, selon bien sûr l'importance qu'ils jouent dans le vie économique.

La seconde chose certaine est que l'OPEP est devenue une organisation sur la défensive. Elle figure actuellement à 11 millions de barils par jour un marché mondial évalué à 40 millions de barils ; en 1979, la contribution à l'approvisionnement mondial des treize pays membres du cartel était de 31 millions de barils par jour. Cette évolution est due à la fois à la diminution de la demande et au progrès de l'extraction dans les pays non membres, tels le Mexique et la Grande-Bretagne. En réduisant fortement sa propre production, l'OPEP est parvenue à tenir les prix - ou à empêcher qu'ils ne se laissent dévaler - obstinément jusqu'à maintenant. Il voit le volume de sa production fléchir d'avance par un quota, a dû accepter qu'il diminue de moitié en l'espace de deux ans, et d'un pourcentage supplémentaire plus tard que prévu. C'est le sacrifice que le cartel a dû consentir pour continuer à maintenir dans une large mesure la politique de l'OPEP.

Dans la situation actuelle de l'économie et du système financier international, la question n'est pas tellement de savoir si les producteurs du pétrole doivent l'emporter ou non sur les aspects négatifs. Les aspects positifs ne pourraient faire sentir leur influence bénéfique que très progressivement. Sous forme d'une diminution de la « ponction » opérée par les pays producteurs sur les importateurs, et sous forme d'un abaissement des coûts de production permettant, dans certains cas, de remettre en état de marche des équipements de-

venus non rentables avec la hausse du prix de l'énergie.

Les aspects négatifs peuvent au contraire avoir des répercussions quasi immédiates. Une des faiblesses engendrées par le concept mal défini de « recyclage » était que le système bancaire international organisait à travers le marché une redistribution des fonds disponibles, les dépôts effectués par les pays producteurs de pétrole jouissant d'un statut privilégié permettant de financer des prêts aux pays importateurs de pétrole. La faiblesse ne ressemble guère à un schéma simpliste. Parmi les pays les plus touchés par la crise figurent des pays pétroliers, membres ou non de l'OPEP : le Mexique, la Venezuela, l'Indonésie, la Nigeria. Le cas du Mexique, qui doit plus de 64 milliards de dollars aux banques, est particulièrement significatif. L'échec du plan de sauvetage élaboré en 1981 avec le F.M.I. monétaire signifierait la rupture du fragile échafaudage qui a permis depuis l'été dernier pour empêcher le Mexique de cartes de crédits internationaux de s'effondrer, avec toutes les conséquences que cela aurait sur le niveau général de l'activité.

Les idées reçues

Le programme de redressement mondial serait fondé sur l'hypothèse d'un prix du pétrole exporté (la moitié des recettes en devises du pays) de l'ordre de 28 dollars. Si les recettes en question devaient encore diminuer, il serait probablement impossible de convaincre les banques, comme on l'a fait, de continuer à prêter au Mexique pour qu'il puisse satisfaire à ses besoins les plus courants, étant entendu que ce pays est passé en l'espace d'une année du « boom » au déclin. Or, la récession génératrice de difficultés supplémentaires. On serait tenté de faire remarquer que ce qui est défavorable au Mexique est défavorable au Brésil, l'autre pays le plus touché du monde : le Brésil n'est-il pas obligé d'importer la quasi-totalité de l'or noir qu'il consomme ? Cependant, les choses

ne sont pas aussi simples : parmi les pays exportateurs de pétrole, dont le Mexique, ainsi que le Venezuela, qui sera sans doute accablé de demandes à son tour l'aide du F.M.I.

Dans tous les pays, développés ou non, les programmes d'investissements en matière d'énergie étaient fondés, jusqu'à une époque récente, sur l'idée que le prix du pétrole était susceptible de continuer son ascension. La baisse des cours depuis 1981 a déjà eu pour conséquence d'annuler plusieurs de ces programmes. Cela n'a pas peu contribué à précipiter dans une profonde récession des pays comme le Canada, par ailleurs victime d'une gestion démagogique et peu compétente. La simple incertitude que fait régner la crise de l'OPEP sur l'évolution des prix du pétrole risque de bouleverser un peu plus les plans d'équipement et de retarder les investissements dans des mal à repartir, du fait que la récession ne leur permet pas d'être accompagnée d'une baisse suffisante des taux d'intérêt, la cause principale de l'énorme pression exercée sur les marchés financiers par les déficits budgétaires.

Il reste qu'aux États-Unis, en Allemagne, en Japon, les stratégies d'assainissement mises en œuvre depuis quelques années par les gouvernements entreprises ont permis de porter leurs fruits, même si à peu dans certains secteurs les conditions d'une reprise. La véritable question que posent les sombres perspectives du cartel pétrolier par une éventuelle guerre des prix sur le marché du pétrole est la suivante : la reprise américaine sera-t-elle d'une ampleur suffisante pour permettre aux pays latino-américains de sortir de leur situation de crise et pour stopper la baisse non seulement du prix du pétrole mais aussi celle des autres matières premières. Si tel est le cas, les « victimes » seront alors les pays qui, sous prétexte d'atténuer les effets de la récession, n'auront pu renforcer leur appareil de production et se sont par la même incapables de soutenir la concurrence. La France, dans une certaine mesure, répond à cette description.

PAUL FABRA.

Projets américains de réformes fiscales

DÉCIDÉMENT (voir aussi notre bulletin publié dans le Monde du 13 juillet 1983 sous le titre « L'impôt sur le revenu à taux unique »), les systèmes fiscaux américains aujourd'hui sont les plus industrialisés du monde, le plus en plus inadaptés, à la fois à la cause de leur caractère compliqué et à leurs conséquences négatives qu'ils entraînent sur l'activité économique. C'est actuellement aux États-Unis, dans les républiques du monde qui par les dépenses de la construction d'un nouveau programme, les sont entrainés à la baisse des revenus les plus élevés.

Prenant récemment la parole devant un certain nombre de dirigeants d'entreprises fabriquant des machines à la main, le président Reagan a fait une remarque qui a été beaucoup commentée : « L'impôt sur les sociétés, a-t-il dit, est un impôt injuste. Les entreprises se sont investies énormément dans la recherche et le développement, et l'impôt sur les sociétés est un impôt qui ne tient pas compte de ces investissements. L'idée même de l'impôt sur les sociétés est une erreur. La question que nous devons nous poser est : comment pouvons-nous encourager les entreprises à investir dans la recherche et le développement ? »

Ajoutons que, au point de vue économique, il serait rationnel de recréer les conditions d'un vaste marché de capital, l'essor de l'économie par une telle réforme.

Traditionnellement, les démocrates sont plus préoccupés de l'aspect social du système fiscal. Cependant, il y a eu parmi eux un grand nombre de jeunes parlementaires, qualifiés de « néo-libéraux » (aux États-Unis, ce terme signifie « une prise social-démocrate »), qui, en une décennie, ont pris le pouvoir. En 1984, dans le train d'élaboration d'un programme de politique économique, ils ont eu une inspiration.

Il s'agit, comme on l'a vu, de la conséquence de l'échec de la « Reaganomics », mais aussi de la réapparition de thèmes du New Deal rooseveltien, qui font la part trop large à l'interventionnisme de l'État (on se souvient que de Reagan qu'on se souvient de son objectif principal, aujourd'hui, comme bien théorique. Mais avouons le choc ? En tout cas, il vaudrait sérieusement la peine de calculer les implications d'une telle option. Il vaudrait alors qu'un taux de change n'est pas l'ennemi, au contraire l'ingrédient d'une stratégie économique de sécurité.

Cette proposition apparaît acceptable, mais elle est en avant par les membres du plus haut conseil de l'administration républicaine d'instituer un impôt sur le revenu à taux unique, la plupart des échappatoires, les exonérations d'un impôt unique (qui, leur esprit, pourrait être de 15 %).

D'autres républicains, parfois même, proposent, à la place de l'impôt sur le revenu (ou en complément d'un impôt rénové), un impôt sur la consommation, qui réintroduit la progressivité tout en incitant à l'épargne, puisqu'on pourrait déduire du montant des dépenses taxées.

P. F.

UN FRANC FAIBLE FAVORISE UNE MAUVAISE STRUCTURE INDUSTRIELLE

Vendre mieux plutôt que vendre plus

Devant les difficultés présentes de la balance commerciale française, on raisonne souvent, trop souvent, en termes purement quantitatifs. Moins d'importations et davantage d'exportations, tel est le leitmotiv, tel est le « déclic » attendu chez le Français, où l'on pense volontiers à vendre plus, plus rarement à vendre mieux. Atténuer ? Héritage d'une planification longtemps dominée par une inspiration principalement quantitative ? C'est un fait que, en dehors des « périodes chaudes », les débats sur les termes de l'échange ou les parités ne passionnent guère les foules, ni même les spécialistes. Dernier exemple significatif : la publication des scénarios de l'INSEE, n'a pas fait planter le décor d'un débat sur l'appareil comme une question.

Il est vrai qu'une analyse froide demande quelque effort, vu les sous-entendus parfois déconcertants des marchés des changes depuis deux ans. Pourtant, au-delà de ces agitations, le taux de change apparaît bien, sur moyenne période, comme la variable-clé qui commande toute l'articulation de nos structures productives avec le monde extérieur. Comme telle, cette variable doit être au cœur de la réflexion, ou du moins constituer l'une des pièces maîtresses d'une politique industrielle dynamique. Car, sans nier la nécessité d'une croissance en volume, il est bien clair que le but d'une stratégie économique à moyen terme n'est pas de maximiser la production nationale mesurée en tonnes ou en mètres cubes.

La théorie du « portefeuille »

L'objectif à moyen terme pour que la France prenne part au « banquet de la Terre », c'est d'augmenter notablement son pouvoir d'achat international, remède durable à déséquilibre des comptes extérieurs, c'est-à-dire à vendre l'heure de travail des Français aussi cher que possible.

Se vendre cher, cela signifie non pas relever les prix de vente (nous

ne sommes pas maîtres des marchés internationaux) mais en sorte que les secteurs qui obtiennent une rémunération élevée sur le plan international puissent à leur tour offrir une place large que possible dans la production nationale, pour en obtenir un « effet d'entraînement ».

Facile à dire, moins facile à faire. Mais, même en se limitant au plan théorique, est-on sûr que cette logique est la plus adaptée ? C'est une question que l'on se pose. Sous la pression de la concurrence extérieure, la réaction spontanée est tout autre. Elle va dans le sens autarcique, c'est-à-dire à l'isolement des déficits extérieurs et tentons de combler le maximum d'entre eux. Tous azimuts. Compréhensible au stade du réflexe, cette attitude est pourtant difficilement défendable à la longue, car elle risque de conduire à des solutions éloignées du optimum.

La solution la plus réaliste à nos maux ne consiste pas à fabriquer le maximum de choses en France à tout prix ; la vraie solution est de parvenir à une structure industrielle permettant la meilleure utilisation possible de l'heure de travail des Français, c'est-à-dire de vendre l'heure de travail des Français aussi cher que possible. Si ce but est atteint, alors nous pourrions acheter tout ce que nous voulons, et nous aurions tout ce que nous voulons.

per ALBERT MERLIN (*)

supérieur. Les statistiques de commerce extérieur nous indiquent que les valeurs unitaires à la tonne sont deux fois plus élevées pour la R.F.A. que pour la France. L'outlet allemand vient certes d'une productivité plus élevée dans certains secteurs (effet des économies d'échelle), mais aussi et surtout d'une structure productive plus avancée.

Cela apparaît à l'analyse de la répartition des effectifs dans l'industrie manufacturière, où l'on prend notamment la mesure du rôle joué par les industries mécaniques et électriques outre-Rhin.

(1) Alimentation, textiles, habillement, chaussures, cuir.
(2) Principalement biens intermédiaires.

(Source : C.E.E.)

La « structure productive » allemande, on le voit, n'est pas encore à la hauteur d'actualité. La place qu'occupent, en ce pays, les industries de haut de gamme, bien rémunérées sur le plan international (l'écart entre l'heure de travail du textile et celle de la construction électrique est de 1 à 1,7), relève d'un « mécanisme » à moyen terme, ainsi l'heure de l'Allemand moyen, toutes choses égales par ailleurs, vaut plus que l'heure du Français moyen. Ce dont rend compte le taux de change F/DM, expression synthétique de ces rapports de prix.

C'est cela, tendanciellement, un taux de change. Ce n'est pas le reflet de vagues facteurs psychologiques, ou l'émanation de l'âme des peuples : c'est affaire de productivité et de structures industrielles, le plus banallement du monde. C'est bien

(*) Président de la Fédération européenne des industries d'outillage.

pourquoi les problèmes d'équilibre extérieur sont « vécus », et réaménagés. On le sait plus ou moins, on l'admet ; pour autant, n'est-on jamais approfondi ces mécanismes structurels et leurs effets ? Beau sujet pour le Plan.

Viser plus haut

Mais ne sommes-nous pas, en fait, en train de perdre une bataille qui ressemble fort à celle de l'œuf et de la poule ? Si le taux de change est fonction, sur longue période, de l'état des structures industrielles, n'est-il pas évident que la politique de change, à son tour, peut influer sur les structures ? Il est manifeste qu'une politique de change, où le taux de change est assez bas pour permettre la survie d'entreprises se trouvant à la limite de la rentabilité ne pousse pas au changement. C'est tout le contraire lorsqu'on maintient un taux de change relativement élevé, qui défavorise les secteurs marginaux et encourage la mutation vers les branches à forte valeur ajoutée.

Ne rêvons pas. Pratiquer un taux de change « incitatif » n'est pas à la portée de tout le monde. Pour le moment, les contraintes qui pèsent sur la balance commerciale française imposent la modération. Et la bonne gestion, tout simplement. Mais le moyen terme n'est pas interdit de viser plus haut. Si l'objectif final est bien de mieux vendre l'heure de travail des Français, la simple logique suggère de viser un taux de change cohérent avec cette ambition, c'est-à-dire un taux relativement fort par rapport à la stricte parité des pouvoirs d'achat.

N'en déplaise à ceux qui, au nom d'un objectif plus apparent, aujourd'hui, comme bien théorique. Mais avouons le choc ? En tout cas, il vaudrait sérieusement la peine de calculer les implications d'une telle option. Il vaudrait alors qu'un taux de change n'est pas l'ennemi, au contraire l'ingrédient d'une stratégie économique de sécurité.

(Publicité)

BUSINESS ENGLISH 3 CYCLES

21 février : 90 heures - 15 semaines
5 mai : 117 heures - 13 semaines
11 avril : 20 heures - 10 semaines

pour entraîner les participants à l'utilisation de l'anglais des affaires.

ISSEC

Institut Supérieur des Sciences Economiques et Commerciales

Etablissement de Formation Continue Privé

233-21-88

35, boulevard Sébastopol, 75001 PARIS
(Centres à Paris et à Cergy-Pontoise)



UNE BOURSE OU IL SE PASSE QUELQUE CHOSE

CRÉÉE par décret le 1^{er} août 1921, la Bourse de Nancy n'a acquis son véritable statut de place régionale que quarante ans plus tard, lors de la mise en vigueur du principe de l'unicité de cotation (une seule société doit dorénavant être cotée sur une seule Bourse de valeurs), une mesure qui s'est naturellement étendue aux cinq autres provinces (Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille et Nantes).

Dès sa création, en 1967, la Compagnie des opérations de Bourse (C.O.B.) a voulu également renforcer son rôle financier des régions en opérant le transfert en province de plusieurs valeurs négociées jusque-là sur le marché parisien, mais ce n'est qu'à la fin de l'année 1978 que deux importantes banques locales du groupe C.I.C., le Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine (CIAL) et la Société d'investissement et de crédit industriel Varin-Bernier (S.N.V.B.), ont pris le chemin de la Bourse de Nancy.

A l'heure actuelle, celle-ci cote une cinquantaine de valeurs régionales, une capitalisation boursière (1,59 milliard de francs) à la fin décembre 1982 pour les seules actions inscrites à la Bourse officielle de 6,9 milliards de francs pour l'ensemble des actions et obligations siégeant à Nancy au deuxième rang des places de province, derrière la Bourse de Lyon.

La nationalisation du quasi-totalité du secteur bancaire en France en février 1981 a porté un rude coup à la cote, car elle a entraîné automatiquement la radiation des actions du CIAL et de la S.N.V.B. (soit une capitalisation boursière de 650 millions de francs) sans aucune contrepartie, les obligations indemnisées aux actionnaires de ces établissements n'étant pas en mesure de négocier sur le marché parisien.

L'année 1982 aura tout de même été un « bon cru » à la Bourse de Nancy, si l'on en juge par les derniers statistiques relatives au volume des transactions et aux principaux cours enregistrés en douze mois.

Au total, les transactions ont atteint 773,5 millions de francs, une progression de 77 % sur l'année précédente, l'augmentation s'expliquant par le seul secteur officiel (90,5 %, 696 millions de francs) encore supérieur. On remarquera au passage que le volume des transactions réalisées sur les actions (256,5 millions de francs, soit un accroissement de 82,4 % par rapport à l'année 1981) est encore sensiblement inférieur au total des opérations en obligations (438,5 millions de francs, une progression de 95,5 %). Il s'agit, toutefois, d'un déséquilibre croissant qui ne saurait s'accentuer sur le marché parisien, où les transactions en valeurs à court terme représentent les trois quarts de l'activité du palais boursier.

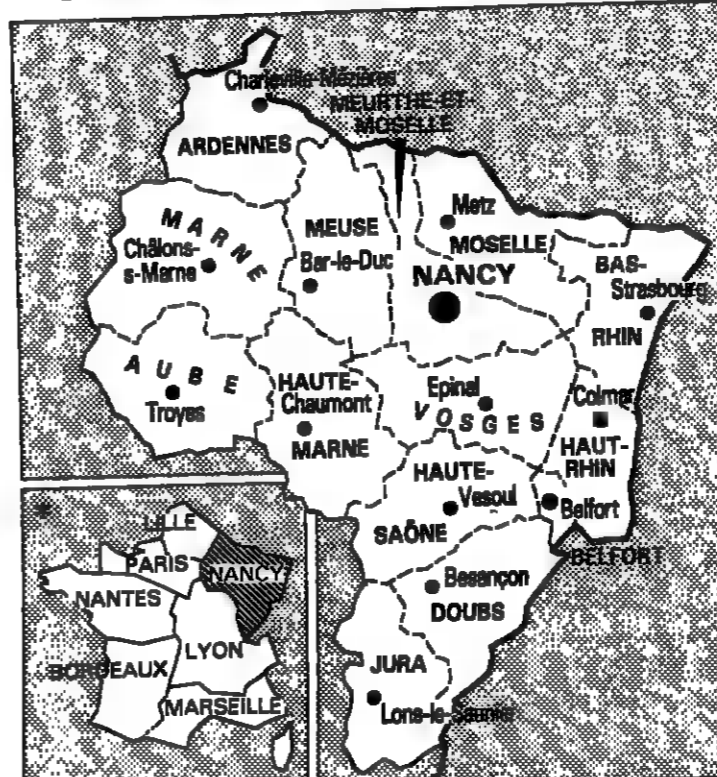
Dans l'ordre, les valeurs les plus actives l'année dernière ont été le Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine et la Société d'investissement et de crédit industriel Varin-Bernier (sous la forme d'actions jusqu'à la publication de la loi de nationalisation, puis de droits à titres indemnisés (D.T.I.) en attendant la radiation des obligations indemnisées, cotées à Paris) toutes deux cotées à Magmod, Alsacienne des supermarchés, Marguerite, Rhin et Moselle, Nordon, Saïmag, Rhin et Moselle-Vie et SADE. Toutefois, le chiffre d'affaires réalisé sur ces valeurs de cote est resté inférieur au volume de transactions

enregistrées sur CIAL dépassant les 100 millions de francs pour atteindre 123,2 millions en 1982.

D'une année à l'autre, les variations de cours ont été parfois très importantes, les mouvements à la hausse et à la baisse ont été exagérément amplifiés par le nombre réduit de titres en circulation. Ainsi, Magmod a progressé de 316 % en douze mois, Saïmag de 148 % et Pol Roger de 67 %, tandis que Nordon, récemment admis sur le marché à terme gagnait 47 %. A l'inverse, les titres de Laminor de Thionville et de la Société Zuber-

A vrai dire, l'affaire n'est pas nouvelle, puisque les premières mouches remontent à 1973, lorsque Grands Moulins de France décida de céder à la Grande Chaudronnerie lorraine sa participation qui suscite de convoitises depuis. L'origine, la transmission a fait l'objet de multiples spéculations, au sein du conseil d'administration de l'Est Républicain qu'au tour de table de la Grande Chaudronnerie lorraine, avec Chaudronnerie lorraine, le nouveau président de la Grande Chaudronnerie lorraine, et les actions des deux entreprises.

LA BOURSE DE NANCY COUVRE QUATRE RÉGIONS (ALSACE, CHAMPAGNE-ARDENNE, FRANCHE-COMTÉ ET LORRAINE) COMPRENANT QUATORZE DÉPARTEMENTS



* Les Bourses de valeurs françaises et leurs circonscriptions

Nancy et de l'imprimerie strasbourgeoise ont perdu 40 % à 60 % de leur valeur.

L'affaire de l'Est Républicain

Les bruits de la capitale parviennent fréquemment assourdis en province, la Bourse de Nancy a eu l'occasion de créer l'événement à plusieurs reprises au cours des derniers mois.

Dans le secteur de la distribution, un certain nombre d'opérations financières se sont déroulées, les plus importantes étant le changement de majorité intervenu au sein de la société Magmod (Magasins modernes de Strasbourg) et le rachat, par les Nouveaux Galeries, de la participation que détenait Magmod dans Paris-France et dans le réseau des Magasins réunis.

Mais, de toute évidence, le fait marquant aura été la transmission de la participation de l'Est Républicain, le savoir la lutte menée par la Grande Chaudronnerie lorraine, une entreprise industrielle qui a l'avantage de posséder en portefeuille une participation de 21 % dans l'un des deux grands quotidiens de la région : l'Est Républicain.

15 % environ du capital de l'Est Républicain, s'oppose fermement à la « clause » Lignac-Pinchard. Celui-ci réunit les familles Lignac, Krug et Miller, qui ont suivi depuis plusieurs années le développement du quotidien lorrain. M. Bernard Pichard, devenu entre-temps, le nouveau président de la Grande Chaudronnerie lorraine.

A eux quatre, ils possèdent les parts de l'Est Républicain, soit la majorité du capital. A une condition, toutefois, que les tribunaux reconnaissent la légalité de l'opération qui a permis à M. Pichard de prendre le contrôle de la Grande Chaudronnerie lorraine et, par voie de conséquence, de détenir ces 21 % qui peuvent faire pencher la balance dans un sens ou dans l'autre.

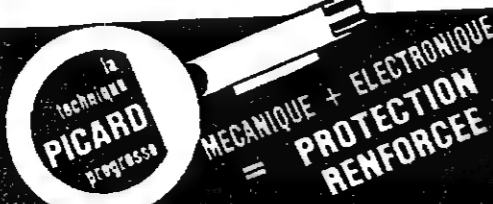
Pour conforter leurs positions, les deux antagonistes se sont livrés à une « chasse aux titres » en France, contraignant les autorités à suspendre les transactions pendant quelque temps puis à émettre un sévère contrôle sur la régularité des ordres d'achat et de vente.

Déjà fort compliquée, la situation s'est devenue encore plus confuse avec l'arrivée de nouveaux candidats, mais vivement intéressés par la presse régionale. Le rival direct de l'Est Républicain, le Républicain lorrain, a lui-même tenté pour l'instant sans succès - de mettre la main sur un paquet d'actions, et, dans d'autres nouvelles, le président du groupe Cora, M. Philippe Buisson, est entré à son tour dans l'arène.

Il faut que de s'attaquer directement à la Grande Chaudronnerie lorraine, M. Bouriez préférerait diriger son tir sur la Fonderie de Treverrey, une société qui appartient à M. Pichard, du fait qu'il obtient, avec l'accord de ce dernier, un « titre d'entrée » dans l'Est Républicain. Cette opération s'effectue en deux étapes, étant donné que la Fonderie de Treverrey possède un peu plus de la Grande Chaudronnerie lorraine, laquelle détiendrait à son tour 21 % de l'Est Républicain.

Le 8 février 1983, le tribunal de grande instance de Nancy doit se prononcer sur le fond, afin de déterminer qui est véritablement propriétaire de la Grande Chaudronnerie lorraine, mais il y a fort à parier qu'en raison du délai actuel - et de la perspective des élections municipales - le jugement sera à cette occasion ne pas cesser les hostilités pour l'instant.

SERGE MARTI.



(Publicité)
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE LA RÉGLEMENTATION

AVIS

La PRÉFECTURE COMMUNIQUE :

Une instruction administrative est ouverte sur la demande présentée par ELECTRICITE DE FRANCE, en vue de la déclaration d'utilité publique de la ligne électrique à deux circuits 400.000 volts NANCY-SUD-VIGY et son prolongement au poste de BEAUMONT.

Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret 70-492 du 11 juin 1970 modifié par le décret n° 77-114 du 12 octobre 1977, le dossier présenté par ELECTRICITE DE FRANCE comporte une étude d'impact.

Pendant deux mois, à dater du 7 février 1983, le public pourra en prendre connaissance aux lieux, jours et heures ci-après :

- A la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, 6, rue Sainte-Catherine - Bureau 106 - 1^{er} étage, tous les jours, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures sauf samedis, dimanches et jours fériés.
- A la Direction interdépartementale de l'Industrie - Division Electricité-Gaz, 4, rue du Cépéral-Drouot à NANCY, tous les jours de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures sauf samedis, dimanches et jours fériés.
- A la Mairie de NEMENY, du lundi au vendredi et les samedis 26 février et 5 avril de 10 heures à 12 heures.
- A la Mairie de PONT-A-MOISSON, du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Les samedis 26 février et 5 avril de 9 heures à 12 heures.
- A la Mairie de NANCY (Secrétariat) du lundi au vendredi de 9 heures à 17 heures. Les samedis 26 février et 5 avril de 9 heures à 11 heures.
- A la Mairie de SAINT-NICOLAS-DE-PORT du lundi au vendredi de 9 heures à 11 heures et de 15 heures à 18 heures. Les samedis 26 février et 5 avril de 9 heures à 12 heures.
- A la Mairie de SAINT-MAX, Avenue - 32, avenue Carnot du lundi au vendredi de 9 heures à 17 heures et de 14 heures à 18 heures (17 heures le vendredi). Les samedis 26 février et 5 avril de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.
- A la Mairie de VEZELISE du mardi au vendredi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Le lundi de 10 heures à 17 heures. Les samedis 26 février et 5 avril de 10 heures à 12 heures.

Le public pourra faire part de ses observations éventuelles sur un registre prévu à cet effet.

NANCY, le 27 janvier 1983.

Pour le Préfet, Commissaire de la République et par délégation,
Le Secrétaire Général : Kamel KHEDIRATE

Pour une vraie formation économique

COLLECTION UNIVERSITÉ ET TECHNIQUE dirigée par A. Cotta

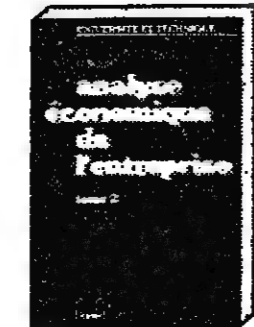


P. CONSO
La gestion financière de l'entreprise
Tome 1 : 300 pages, 15,5 x 24, 70 F
Tome 2 : 428 pages, 15,5 x 24, 70 F

Conforme au nouveau plan comptable général



P. SALLES
Problèmes économiques généraux
Tome 1 : 448 pages, 15,5 x 24, 88 F
Tome 2 : 480 pages, 15,5 x 24, 72 F



D. ROUX
Analyse économique de l'entreprise
Tome 1 : 300 pages, 16 x 25, 67 F
Nouveauté
Tome 2 : 300 pages, 15,5 x 24, 75 F

A paraître :
J.-J. JUSTEAU et F. GRABY
Le marketing, objectifs et méthodes
320 pages, 15,5 x 24, 70 F

Dunod

COLLOQUE «ENTREPRISES PETITES et MOYENNES et PRATIQUE de l'INNOVATION»

sous le patronage et avec la participation de :

M. J.-P. CHEVÈNEMENT

Ministre de l'Économie et de l'Industrie

M. J. DELORS

Ministre de l'Économie et des Finances

PARIS, le JEUDI 17 FÉVRIER 1983

Socialisme et Entreprise

qui réunit des ingénieurs, des dirigeants d'entreprises et des universitaires en commun leurs expériences et leur savoir-faire au service du développement économique de la France.

Renseignements et inscriptions :

Entreprise

25, rue de la Harpe - PARIS - Tél. (1) 46 11 11



isa INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

18 mois de formation intensive
«management» des entreprises

- En France, dans le cadre d'un programme du même type que ceux des meilleurs M.B.A.,
- offrant de larges possibilités d'échanges avec d'autres «business schools» réparties en Europe, en Asie et en Amérique,
- avec le concours d'un corps professoral à la notoriété internationale,
- pour une promotion composée de jeunes cadres et de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, de toutes disciplines et origines professionnelles, rigoureusement sélectionnés sur leurs qualités personnelles et leur potentiel.

Date limite de dépôt des candidatures en vue de la rentrée de septembre 1983 : lundi 14 mars

Réunions d'information avec d'anciens ISA à :
PARIS - mardi 22 février - 18 h 30 - Maison de l'Amérique Latine 217, boulevard St-Germain 17^e - Métro BAC

MARSEILLE - mardi 1^{er} févr. - 18 h 30 - Frontal - r. Neuve St-Martin
STRASBOURG - mardi 8 févr. - 18h30-Holiday/In-20, pl. de Bordeaux
TOULOUSE - mardi 1^{er} mars - 18 h 30 - Frontal - place Wilson

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES
78350 SAINT-GERMAIN - Tél. (1) 39 00 00 00
CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES (HEC-ISA-CFO)
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Pour recevoir, sans engagement, une documentation retournez-nous ce coupon-réponse à l'adresse ci-dessus.

Nom
Rue N°
Code postal Ville
Diplôme
Expérience professionnelle

PLACE FINANCIÈRE DE PROVINCE

A L'ÉCOUTE DU SECOND MARCHÉ

C'EST le mardi 1^{er} février prochain que doit être inauguré le **second marché** boursier. Créé par les professionnels de la Chambre syndicale des agents de change sous les auspices de la Commission des opérations de Bourse, avec l'appui des pouvoirs publics, cette nouvelle structure doit permettre aux petites et moyennes sociétés, encore inhibées à l'idée d'accéder directement à la cote officielle, de disposer d'un lieu d'accueil spécifique dont les règles d'organisation et de fonctionnement ont été considérablement assouplies par rapport à la réglementation actuelle.

L'important était de savoir si ces entreprises, de taille généralement réduite, allaient effectivement trouver dans ce second marché une solution à leurs problèmes d'élargissement du capital - souvent exclusivement familial - et de fonds propres. Le club Presse Finance a donc entrepris une tournée des Bourses de province pour établir directement sur le terrain le bilan des craintes et des espoirs qu'éprouvent les chefs d'entreprise à l'idée de solliciter un jour l'épargne publique.

Grave récession

Après avoir visité la Bourse de Lyon et la région Rhône-Alpes (le Monde du 9 novembre dernier), les journalistes de ce club se sont rendus à la corbeille de Nancy, qui figure au deuxième rang des places de province, pour y rencontrer quelques représentants de cette région de Lorraine, gravement frappée par la récession depuis que trois de ses principaux piliers d'acti-

vité ne font plus recette (le charbon, les mines de fer et la sidérurgie) et que le textile n'est toujours pas tiré d'embarras.

Au total, **chefs d'entreprise**, souvent les premiers, d'ailleurs, à reconnaître leurs lacunes, ont accepté d'exposer à la fois leur expérience professionnelle et de préciser leur attitude à l'égard d'une éventuelle introduction à la cote. Ces sept sociétés étaient l'entreprise Réalmeca, spécialisée dans la fabrication de machines-outils et de robinetterie industrielle; les établissements Bér, qui assurent à eux seuls les deux tiers de la production française de ficelles agricoles; le groupe Ortiz-Miko, bien connu du grand public pour ses crèmes glacées; l'une des plus anciennes entreprises vosgiennes, les établissements Emile Houot, qui se sont spécialisés dans la fabrication de **boîtes à chaussures**; la construction de chalets en bois; Gesco, un holding industriel et financier; l'entreprise **tricotage** tricoterie de Lorraine Lévy frères et une autre société de **boîtes à chaussures**, la firme Hu.

Que retiennent ces entretiens? D'abord l'importance que la récession est encore grande parmi les chefs d'entreprise à la pensée d'ouvrir leur capital social à des partenaires étrangers, fussent-ils publics. Visiblement, le **journalisme** de la machine et la crainte d'une inquisition dans leurs livres de comptes rebutent encore nombre d'industriels, et il faut que les banquiers - et les intermédiaires financiers locaux dans leur ensemble - déploient tout leur talent de

persuasion pour éliminer cet obstacle d'ordre psychologique.

Pourtant, un nombre croissant de **petits patrons** se font progressivement à l'idée que la Bourse, sous sa version simplifiée du second marché, peut apporter de nombreux avantages: une notoriété rapidement reconnue et qui constitue souvent un argument publicitaire auprès des fournisseurs, la possibilité de régler rapidement un problème crucial de succession, source de paralysie pour de nombreuses entreprises familiales, et, surtout, l'occasion offerte à l'entreprise de solliciter les épargnants sous la forme d'une augmentation de capital aux fins d'assurer sagement son développement, à l'issue d'une période probatoire de quelques mois sur le **second marché**.

Une Bourse « assise »

Pour valables qu'ils soient, ces arguments ont encore du mal à emporter l'adhésion. Si l'on écoute avec attention l'avis des professionnels de cette Bourse « assise » (1), on se rend compte que Nancy, où officient quatre agents de change, l'heure est encore à la réflexion. Seule ou presque, la société Ortiz-Miko ne cache pas que l'introduction en Bourse (y compris par un bref passage au second marché avant d'accéder directement à la cote officielle) figure depuis longtemps dans ses plans, la récente restructuration du groupe, à présent coté par un holding, constituant la première étape du schéma d'ensemble.

« Le second marché peut proposer à des sociétés qui souhaitent s'élargir - elles sont trois ou quatre dans la région de Nancy - une acclimatation au système et au milieu boursier qui s'effectue dans de bonnes conditions », estime pour sa part M. Jacques Schor, président de la Société nancienne de crédit industriel et Varin-Berrier. « Les entreprises qui ont actuellement des problèmes de trésorerie sont les mêmes que les sociétés qui éprouvaient des difficultés de haut de bilan (propres) quatre ou cinq ans auparavant », explique-t-il.

« Toutefois, tient-il à ajouter, les instruments techniques ne suffisent pas, et il faut instaurer un climat favorable pour que le discours de la finance soit crédible auprès des P.M.I. »

Pour marquer son soutien au marché financier lorrain et, au-delà, les entreprises de la région, la S.N.V.B., qui va créer quatre fonds communs de placement, a promis de faire coter à la Bourse de Nancy son prochain emprunt. Parallèlement, elle s'est dotée d'une direction industrielle de **volonté** et d'une banque **proximité au service des petites moyennes entreprises** industrielles ».

S. M.

(1) Au contraire des autres places de province (et du marché parisien), les **professionnels** à la corbeille se font « debout ». Nancy est une Bourse « assise ». Depuis sa modernisation, en 1979, les représentants des quatre charges d'agents de change sont en effet installés à des pupitres d'où ils effectuent les cotations « à la criée ».

Mort de Leif Johansen un des pionniers de « l'économie publique »

L'UN des plus grands économistes de **siècle**, un homme d'une intelligence supérieure, être parfaitement bon, vient de mourir, chez lui, Oslo. Leif Johansen fut l'un des quelques fondateurs du champ de savoir **l'économie publique**. S'agit-il de comprendre, avec profondeur, cette partie de l'économie qui ne passe pas par les marchés et, en particulier, qui ne peut être réglée par eux. Cela inclut l'activité économique de l'Etat.

Une puissante école d'économistes, on le sait, historique et toujours fort influente, affirme que le système des marchés peut se charger au mieux de tout ou presque. Pourquoi, donc, l'Etat mène-t-il de **de quoi** ? De quoi doit-il ne pas s'occuper ? La réponse de **de quoi** ? de considérer les **biens publics**, tels que « chacun en sa part et tout l'ont en entier » au contraire de ce qui se **pour** le pain par exemple. Les marchés ne peuvent s'occuper d'eux correctement ; une institution le faire ; **combien** de chacun d'eux elle **produit** ?

Quand ces questions viennent devant de **la recherche** économique, notre demi-siècle, deux traditions, travaux économiques particulièrement bien armés pour les **Scandinavie**, foyer des découvertes pionnières de Knut Wicksell et Eric Lindahl. Et la française, où, dans le milieu du siècle dernier, Jean Dupuit apercevait **la science moderne**. Et Richard Musgrave introduit cette

pensée nordique aux Etats-Unis, où elle trouve un terrain fertile.

Cette question économique débouche droit sur les plus profondes de la philosophie sociale : relation entre individualisme et **collectivité**, sens et viabilité **collectivité**, coopération et égoïsme, nécessité non de la coercition. Leif Johansen sut voir que les impasses des **économistes** trouvaient leur **niveau** à ce niveau, auquel ils apportent en revanche la rigueur de la science.

Plus généralement, Leif Johansen apporta des contributions fondamentales aux théories de la **politique économique** (l'Etat doit-il maintenir le cap ou ajuster en permanence ?), de la planification, du **capital** (est-il adaptable ou rigide ?), de la croissance, de la synthèse entre le **marxisme** et le **capitalisme**.

Jusqu'à la fin de sa vie, il suivait ces questions **un mélange** d'imagination et d'exigence scientifiques, **l'approprié**, de **combinaison** rare tant chez les **économistes** que chez les militants d'extrême gauche auxquels il appartenait aussi.

Ceux qui voient son rôle historique **un pionnier** d'orienteur pensent certainement qu'il devait dépasser soixante-dix ans. Il en avait cinquante-deux (1).

SERGE-CHRISTOPHE KOLM, Directeur du Centre d'enseignement et de recherche en analyse socio-économique (CERAS).

(1) Les travaux de Leif Johansen dans les ouvrages de **Study of Economic Growth** (1960), **Public Economics** (1965), **Lectures on Macroeconomic Planning** (1978), dans les **économiques**.

(Publicité)

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES
OFFICE NATIONAL DE RECHERCHES
ET D'EXPLOITATIONS PÉTROLIÈRES ONAREP

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Dans le cadre d'un dossier pris en cours de négociation avec la Banque Mondiale pour l'exploration pétrolière au Maroc, et suite à l'annonce générale faite dans le développement Forum Business Edition, l'Office national de recherches et d'exploitations pétrolières ONAREP, lance un appel d'offres international pour la fourniture de Castrol et Total.

Les données d'appel d'offres pourront être retirées jusqu'au 15 février 1983 inclus à la Division Equipement de l'ONAREP - Casablanca Pétro - quartier Industriel - Rabat (MAROC), sous la référence A.O./ICB/83/022.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
**UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE**
spécialement conçue à nos lecteurs
résident à l'étranger
Exemplaires spécimen sur demande

**EXPRESSION
ORALE**
**MAÎTRISE
DE SOI**
sans engagement
COURS LE FEAL
367 25 00
220 rue des Dames Paris 17^{ème}

LES OFFICES PAR PRODUIT

la lumière des décrets d'application :
quels espoirs pour les filiales ?

22 et 23 février à Paris

Session organisée par les étudiants
de l'Institut de droit rural
d'économie agricole avec le concours
du journal **Le Monde**

tous renseignements à LEMER, 11, rue E.-Lacoste, 75012 PARIS. Tél. : (1) 674-76-81



L'ORDINATEUR PERSONNEL ?
ELEMENTAIRE...

Ça y est. IBM lance un ordinateur personnel.

Avec lui, un petit écran va entrer chez les commerçants, artisans, professions libérales, entreprises petites, moyennes et grandes.

Grâce à lui, chacun peut accéder à l'efficacité informatique IBM, améliorer sa gestion et faciliter son travail quotidien.

L'ordinateur personnel IBM, c'est la solution informatique à l'échelle personnelle.

Un vrai professionnel vous conseillera dans l'un des nombreux points de vente spécialisés agréés par IBM.

IBM
IBM DIFFUSION



**IBM lance
l'autre petit écran :
l'ordinateur personnel IBM**

Liste des points de vente
7 jours sur 7, de 7 h à 22 h :
722.22.22

LES CLES DE LA CONJONCTURE

Une volte-face non encore suivie d'effet

LA « déflation », illustrée par l'effondrement des prix du pétrole, d'autant plus dangereuse qu'elle risque de faire basculer la conjoncture dans la dépression par une baisse des prix d'intérêt.

Les succès de la volte-face sont malheureusement encore guère apparus. Aux États-Unis, qui en ont été les initiateurs, la production industrielle continue inexorablement de fléchir à un rythme de 6 % par an. Le P.N.B., dont le président Reagan annonçait le renforcement il n'y a si longtemps, a, au contraire, reculé de 2,5 % au quatrième trimestre 1982. Le taux d'utilisation des capacités productives est tombé, en novembre, à son niveau le plus bas depuis la deuxième guerre mondiale (67,3 %, dont 52,3 % seulement pour l'automobile). À partir d'un étiage aussi bas, tout progrès n'est que relatif, et encore faut-il qu'il se maintienne.

Or, jusqu'ici, les anticipations optimistes des indicateurs dits avancés, qui ont augmenté huit mois de suite, s'ils ont entretenu le moral, n'ont guère été suivies de signes concrets. Sauf dans le bâtiment, où la hausse des prix d'intérêt a entraîné en novembre une augmentation de 34,7 % des chantiers de logements, suivi d'un recul de 13 % en décembre. Cependant, subsiste un gain appréciable, un rythme annuel de 1,2 million de logements.

En Allemagne, la production industrielle trouve elle-même sur une pente descendante de quelque 6 %. Le P.N.B. a diminué de 1 % au troisième trimestre. Les exportations plafonnent à 11 milliards de deutschemarks par mois et permettent plus de rattraper le recul de la consommation. Pourtant, avec la récente hausse des taux d'intérêt, l'espoir renaît. M. Rolf Rodenstock, président du B.D.I. (le patronat industriel), a fait valoir que l'Allemagne ne doit plus tellement compter sur l'activité étrangère, mais sur ses propres biens d'équipement, la construction, l'investissement, le désaccélération monétaire. Effectivement le bâtiment connaît ici aussi un mieux : pour la première fois depuis un an, le nombre

permis de construire a augmenté d'une année sur l'autre en novembre (+ 11 %). Simultanément, les entrées de commandes de l'industrie ont progressé de 5,3 % au même mois par rapport à octobre, mais elles restent encore de 6 % en dessous de novembre 1981. Ces progrès sont bien fragiles, le plus part des pronostics n'envisagent au mieux de « reprise » qu'au second semestre 1983. C'est notamment le cas pour le H.W.W.A., l'institut international de Hambourg, dont les prévisions ne sont guère optimistes pour le passé.

Le Japon, lui, a réussi à maintenir un meilleur rythme d'activité, qui ne plonge pas comme aux États-Unis et en Allemagne. La production indus-

trielle y a légèrement augmenté sur les derniers mois (- 1 % en rythme annuel). Elle est un peu revenue en novembre, mais elle reste en dessous du niveau de l'année dernière. La consommation s'est affaiblie, et, en 1982, les ventes des grands magasins ont connu leur taux de progression le plus faible depuis 1955. Les exportations, après avoir reculé au milieu de l'année, ont un peu repris en valeur courante, mais elles n'ont plus d'entraînement : au total, sur 1982, elles ont diminué de 1 % pour la première fois depuis trente ans par rapport à l'année précédente. Mais l'économie japonaise, comme l'a reconnu l'Agence de planification, a perdu son tonus.

En Grande-Bretagne, la production manufacturière est la plus faible depuis quinze ans. Cependant, grâce au pétrole, le P.N.B. a augmenté de 0,2 % au troisième trimestre. Les dépenses de consommation ont même atteint en novembre un volume record, progressant de 0,5 % sur le mois et de 3,9 % sur l'année, reprise confirmée par les chiffres de décembre (1,8 % et 6,1 % respectivement). Autre signe positif : grâce à la baisse des taux d'intérêt, les mises en chantier de logements ont à nouveau augmenté, le total sur dix mois 1982 se situant à 20 % au-dessus de 1981. Mais les finances restent fragiles, car hypothéquées par les menaces qui pèsent sur le pétrole et la remontée des taux décidée pour soutenir le livre.

MAURICE BONNEMATH

RÉSULTATS DE GESTION COMPARÉS

	Taux de croissance	Prix	Emploi	Échanges	Capacité production
FRANCE	---	---	---	---	---
ALLEMAGNE	---	++	---	++	---
GRANDE-BRETAGNE	---	+	---	+	---
ITALIE	---	---	---	---	---
ÉTATS-UNIS	---	++	---	---	---
JAPON	---	++	---	+	---

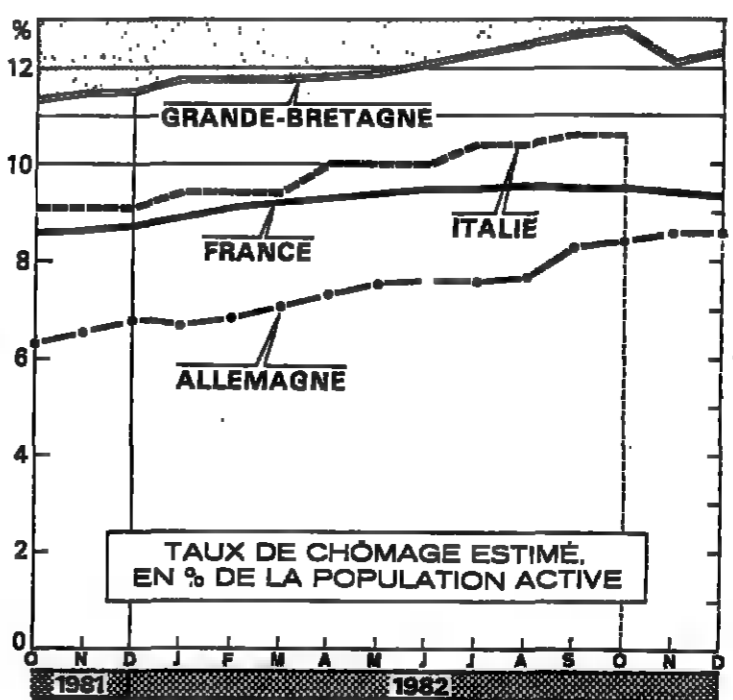
+++ excellent ++ bon + assez bien - médiocre --- mauvais ---- très mauvais + tendance précédente

Le panorama des résultats de gestion comparés des six principaux pays industriels de l'O.C.D.E. est réalisé par une équipe de conjoncturistes européens, avec la participation de Cégos-Economia.

Ont été sélectionnés cinq indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, points de production et investissement).

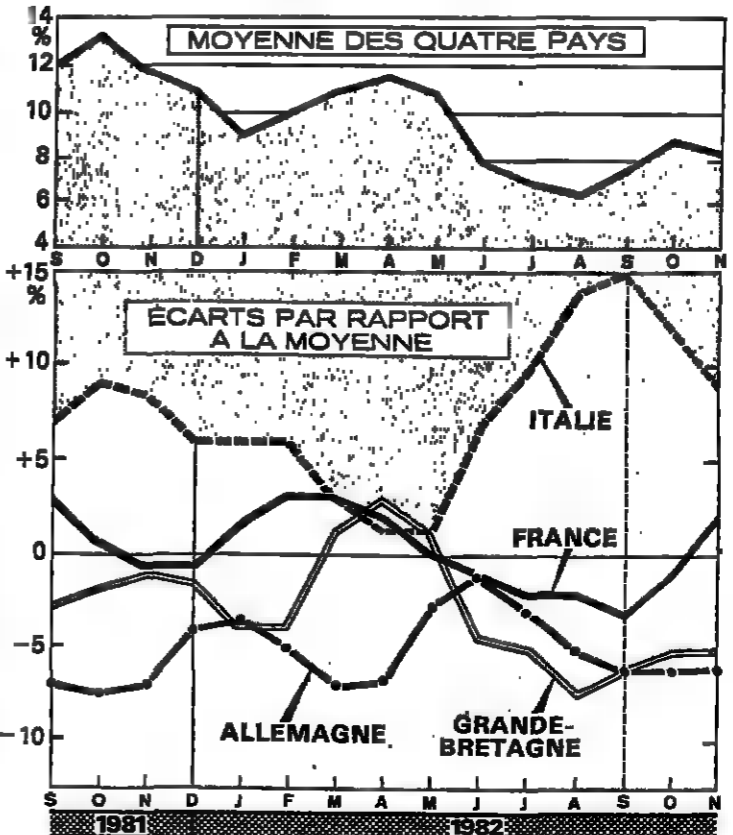
CHOMAGE : reculs en France et Grande-Bretagne

Entre octobre et décembre, le taux de chômage par rapport à la population active (après ajustement des variations saisonnières) est passé de 8,40 % à 8,55 % en France, de 7,9 % à 8 %, il a en revanche diminué sensiblement en Italie de 20,5 % à 17,2 %, et même encore en Allemagne de 3,2 % à 2,8 % et en Grande-Bretagne de 3,7 % à 3,2 %. Calculés sur l'année 1982, l'inflation a finalement été de 4,3 % en Allemagne, 3,4 % en Grande-Bretagne, 9,7 % en France, et 16,3 % en Italie.



PRIX : l'inflation s'accroît à nouveau en France

L'inflation moyenne des quatre grands pays européens, calculée sur octobre-décembre, est passée de 8,3 % à 8,5 %. Si son rythme s'est accru nettement en France, de 7,9 % à 8 %, il a en revanche diminué sensiblement en Italie de 20,5 % à 17,2 %, et même encore en Allemagne de 3,2 % à 2,8 % et en Grande-Bretagne de 3,7 % à 3,2 %. Calculés sur l'année 1982, l'inflation a finalement été de 4,3 % en Allemagne, 3,4 % en Grande-Bretagne, 9,7 % en France, et 16,3 % en Italie.



PRODUCTION INDUSTRIELLE : l'activité maintient en France

Calculée sur septembre, octobre et novembre, comparée aux trois mois précédents, la production industrielle recule toujours fortement en Allemagne (- 6 %) et en Italie (- 10 %). En revanche, elle paraît se stabiliser en France (+ 1 %) et en Grande-Bretagne (0 %).

LE TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

A la fin janvier 1983

	Notes	Indicateurs	Rythme des 3 derniers mois annuels (%)	Évolution sur 12 mois	Dernier chiffre	Date
ACTIVITÉ :	-	Production industrielle	+ 1 %	- 2 %	128	nov. 82
	(-)	Importations en volume	+ 1 %	0 %		nov. 82
		Consommation (1)	+ 5 %	+ 4 %	20,5 MF	déc. 82
INVESTIS. :	-	Exportations en volume	+ 17 %	0 %		nov. 82
	(-)	Investissements entrep. (2)	-	- 7 %		Éq. déc. 82
		Taux util. capab.	-	-		3 ^{er} tr. 82
EMPLOI :	-	Demandes d'emploi	- 6 %	- 7 %	2 009 M	déc. 82
	(-)	Offres d'emploi	68 %	69 %	109 M	déc. 82
		Taux de chômage	-	-	9,35 %	
		Durée de chômage	+ 0,6 mois	+ 1 mois	9,3 mois	
		Effectif	+ 0,1 %	+ 0,4 %		oct. 82
		Durée du travail hebdomadaire	- 0,1 h	- 1,2 h	39,3 h	oct. 82
PRIX ET SAL. :	-	Prix de détail	10 %	9,7 %	0,9 %	déc. 82
	(-)	Prix production importations (3)	- 3 %	- 14,1 %	- 3,0 %	déc. 82
		Salaires horaires	0,8 %	12,4 %	0,2 %	3 ^{er} tr. 82
		Revenus disp. mén.	- 4,7 %	2,7 %	- 1,2 %	3 ^{er} tr. 82
		SMIC horaire	13,9 %	11,8 %	20,29 F	déc. 82
BALANCE :	-	Résultat bal. com.	- 98 MF	- 97,7 MF	- 6 MF	déc. 82
	(-)	Taux de couv.	-	-	90,3 %	déc. 82
		Résultat balance	- 96 MF	- 75 MF	- 24 MF	3 ^{er} tr. 82
		Paie mensuelle cour.	+ 37 %	+ 11 %	382 MF	déc. 82
		Réserves off.	+ 3,8 %	+ 2,6 %	+ 0,6 %	déc. 82
		Différ. prix (4)	-	-		déc. 82
FRANC :	-	Dollar/franc	- 3,4 %	+ 18,3 %	6,9 F	
	(-)	DM/franc	+ 0,2 %	+ 11,6 %	2,835 F	
		Taux int. ff.	- 1,3 %	- 2,6 %	12,6 %	
		Taux base base	- 1 %	- 1,75 %	12,25 %	
		Taux oblig. priv.	- 0,5 %	- 1,6 %	15,7 %	janvier 1983

QUELQUES CHIFFRES-CLÉS : PIB 1981 3 100 MF
BUDGET 1982 788 MF
SMIC décembre 1982 3 517 F (pour 173 h 33)

(1) produits industriels ménages.
(2) Estimation d'après l'enquête INSEE.
(3) Prix produits importés en France.
(4) L'écart des prix français calculé par rapport à la des prix des six pays : États-Unis, République fédérale d'Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Japon et France.

(*) Les des trois derniers mois marqués de ce signe annualisés pour permettre la comparaison avec les chiffres douze mois les chiffres sont corrigés des saisonnières.
M = Milliards ; MF = Millions.

Notes : +++ excellent ; ++ bon ; + assez bien ; - médiocre ; -- mauvais ; --- très mauvais. Entre parenthèses, notes du mois précédent.

PROGRÈS EXTÉRIEUR INSUFFISANT

L'évolution récente fait apparaître quelques bonnes orientations, mais aussi de nouvelles menaces. L'amélioration de l'emploi se confirme, avec un recul de 1 % des demandes sur les trois derniers mois, une forte augmentation des offres. Elle reste toujours aussi étonnante, comparativement à ce que l'on constate dans les autres pays. L'atténuation de la dégradation de la balance commerciale est confirmée par les derniers chiffres tant en volume (les exportations augmentent au rythme de 17 % par an sur les trois derniers mois, les importations plafonnant) qu'en valeur. Le déficit, bien qu'en diminution, reste cependant encore de 6,4 milliards de francs en moyenne sur octobre-décembre : c'est loin d'être suffisant pour que l'on puisse parler d'un retournement, indispensable pour conforter le franc.

La production industrielle reste plutôt ferme en novembre et la consommation augmente encore légèrement, malgré le net recul de 1,2 % au troisième trimestre du revenu disponible des ménages, sous l'effet du blocage des salaires. Une menace se dessine à nouveau du côté des prix : ils retrouvent un rythme qui sur octobre-décembre est déjà voisin des fatidiques 10 %. Simultanément, le différentiel avec les cinq autres grands pays industriels recommence à évoluer dans le mauvais sens : calculé sur les trois derniers mois, qui annoncent bien la tendance, il est passé de - 2,8 % (favorable) en octobre à + 0,9 % en novembre et + 3,8 % en décembre. Alors que l'inflation continue à diminuer ailleurs, elle menace malheureusement d'augmenter à nouveau en France.

M. B.

VIENT DE PARAÎTRE 5, rue Jacques Bingen
FRANCIS LEFEBVRE 17^e

LES IMPÔTS EN FRANCE 82/83
traité pratique illustré par 564
106 F - Franco 119 F

FAITES VOTRE GÉNÉALOGIE PAR CORRESPONDANCE
MÊME EN RÉSIDANT OUTRE-MER AVEC LA REVUE
NOS ANCÊTRES ET NOUS

C'est le lien avec un cercle de France, entraide, méthode, conseils, échanges. Joindre coupon ou timbres pour toute demande de renseignements.

Abonnement avion 1 an et participation au cercle généalogique 110 F par chèque à l'ordre de C.O.S.L., 36, Cours de la Liberté - 69003 LYON FRANCE

L'IMPOT SUR LES GRANDES FORTUNES
Analyse commentée taxes - Applications
par
JEAN DROIN DANIEL BIDAULT
YVES RAYMOND YVETTE GRAMOND
JACQUES PETIT LUCIEN LINET

Plusieurs experts comptables, un avocat, un conseil fiscal, présentent dans cet ouvrage, à jour de l'instruction générale du 11 mai 1982, les solutions à connaître et les précautions à prendre. Tout au long de la seconde partie, ils mettent leur expérience de fiscalistes au service des en développant une série d'exemples concrets et chiffrés.

Prix de l'ouvrage : 120 F franco T.T.C.
Bon de commande à adresser avec votre règlement à :
S.P.S., S.P., 101, 77160 PROVINS.

24/11/83

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne TTC
PREMIERE D'EMPLOI	77,00	91,32
PREMIERE D'EMPLOI	22,80	27,04
AUTOMOBILES	52,00	61,67
ALIMENTAIRE	52,00	61,67
COMM. MULTIMEDIA	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	La ligne TTC
PREMIERE D'EMPLOI	43,40	51,47
PREMIERE D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	
AUTOMOBILES	33,60	
ALIMENTAIRE	33,60	

* Dégressifs selon surface ou nombre de personnes



DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions : recrutement et développement

PRENDRE LA RESPONSABILITE DE LA DIRECTION TECHNIQUE 300.000 F +

Il s'agit d'une opportunité importante pour vous d'une fonction clef pour nous :

Nous sommes un Centre d'Etudes Techniques Industrielles, responsable d'importants programmes d'études et de la promotion de l'innovation technologique.

La mission de l'homme recherché est de définir, d'organiser, contrôler les programmes d'études afin d'aboutir à des résultats transférables à la profession.

Rattaché à la Direction Générale, le Directeur Technique encadre des équipes pluridisciplinaires (environ 40 personnes) et bénéficie d'importants moyens techniques, financiers et humains. Au carrefour des problèmes d'innovation de notre profession, il est en relation permanente avec les industriels et les laboratoires privés ou publics.

Ce poste s'adresse à un "scientifique" diplômé d'une grande école d'ingénieurs (X, Centrale, Mines, ENSAM...) mais doublé d'un généraliste d'un homme terrain. Ses compétences doivent être assorties de qualités relationnelles et personnelles qui ont permis de reconnaître comme un homme de communication et d'animation d'équipes.

Notre conseil, INFRAPLAN, traitera avec la plus grande confidentialité votre dossier que vous voudrez lui adresser sous réf. DT/1.



INFRAPLAN Conseil en Recrutement 83, bd Raspail - 75006 PARIS

MEMBRE DE SYNTec

Directeur commercial équipements T.P./BAT 180 000 +

Filiale d'un groupe multinational, nous fabriquons des pompes spéciales pour chantiers, industries et exportation.

Notre Directeur recherche son bras droit commercial. Part de son expérience, il prendra la responsabilité de la diffusion et de la vente en France de la politique commerciale de notre entreprise.

Une formation d'ingénieur est appréciée. Une pratique de l'anglais est indispensable. Un dynamisme, joint à une grande diplomatie, devrait lui permettre de réussir à son poste pour évoluer ensuite dans notre groupe.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude et réponse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous réf. 3729M, 1 rue Berri - 75001 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Tél. 01 47 00 00 00

Membre de Syntec

Directeur lycée technique privé sous contrat - Lyon

Cet organisme a une forte réputation de qualité pédagogique, ce qui lui a permis un recrutement de débouchés très satisfaisants. Il a aujourd'hui 450 élèves. Vous aurez la responsabilité de l'animation pédagogique, de la gestion, de l'administration et des relations extérieures (les administrations, les professions...). Avec une équipe solide, vous assurerez le présent et préparerez l'avenir.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur, une pratique d'enseignement de 5 ans minimum (une expérience d'intervenant en formation permanente peut convenir), des compétences complémentaires sont nécessaires en gestion, administration et informatique.



Merci d'écrire personnellement à Gérard SCHNEIDER qui vous fournira toute discrétion (réf. DO).

55 montée Choulans 69323 Lyon Cedex 5.

GROUPE PUBLIC recherche pour REGION RHONE-ALPES

un cadre supérieur DIRECTEUR DE L'ORGANISATION ET DE L'INFORMATIQUE

Conseil organisation méthodes : développement de logiciels : centre de traitement.

Budget de 5 à 10 millions de Frs annuel

Service de 20 à 30 personnes.

Formation grande école.

du dialogue et des échanges à un niveau élevé.

Expérience confirmée dans la fonction.

Salaires 250.000 Francs à débattre selon expérience et profil.

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo référence 1685 à AXIAL Publicité, 27, rue Taibout 75009 Paris, qui transmettra.

Réponse et discrétion assurées.

Filiale d'un groupe industriel multinational un DIRECTEUR FINANCIER

Collaborateur direct du Directeur Général, le candidat sera responsable de la comptabilité générale et analytique, de la trésorerie, de la gestion du crédit clientèle, de la gestion du transport, des relations avec les banques et l'informatique. Il supervisera une équipe de quatre personnes, aura pour mission de contrôler les systèmes d'informations comptables et financières, et la responsabilité des problèmes juridiques, fiscaux et sociaux.

Le candidat, âgé d'environ 30 ans, sera diplômé d'une grande école commerciale ou titulaire du D.E.C.S. Il est probable qu'il aura acquis plusieurs années d'expérience dans la fonction financière au sein d'une société multinationale.

Une très bonne connaissance des systèmes comptables français et anglais est nécessaire, ainsi qu'une expérience préalable dans un cabinet d'audit ou un service supplémentaire. Le candidat doit être parfaitement bilingue.

Le poste est basé dans le Nord-Ouest de Paris.

Rémunération : 250.000 F. + avantages de fonction.

Adresser C.V. et lettre manuscrite réf. 4736 à PIERRE LICHOU S.A. BP 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Adresser C.V. et lettre manuscrite réf. 4736 à PIERRE LICHOU S.A. BP 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Adresser C.V. et lettre manuscrite réf. 4736 à PIERRE LICHOU S.A. BP 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Adresser C.V. et lettre manuscrite réf. 4736 à PIERRE LICHOU S.A. BP 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.



TOWNSEND THORESEN European Ferries

RECHERCHE UN DIRECTEUR

Base à Calais, responsable vis-à-vis de la Direction en Angleterre, il sera en charge de la gestion de notre très actif bureau de Calais.

Anglais courant indispensable.

Après plus de 20 ans, il devra avoir une expérience et une connaissance approfondie de la gestion administrative et commerciale.

Rémunération intéressante, de fonction et avantages en nature.

Adresser lettre manuscrite, photo et C.V. si possible en anglais, à :

M. J. J. Briggs, Managing Director Townsend Car Ferry Ltd c/o Terminal Car Ferries 62226 Calais Cedex.

M. J. J. Briggs, Managing Director Townsend Car Ferry Ltd c/o Terminal Car Ferries 62226 Calais Cedex.

M. J. J. Briggs, Managing Director Townsend Car Ferry Ltd c/o Terminal Car Ferries 62226 Calais Cedex.

M. J. J. Briggs, Managing Director Townsend Car Ferry Ltd c/o Terminal Car Ferries 62226 Calais Cedex.

M. J. J. Briggs, Managing Director Townsend Car Ferry Ltd c/o Terminal Car Ferries 62226 Calais Cedex.

M. J. J. Briggs, Managing Director Townsend Car Ferry Ltd c/o Terminal Car Ferries 62226 Calais Cedex.

M. J. J. Briggs, Managing Director Townsend Car Ferry Ltd c/o Terminal Car Ferries 62226 Calais Cedex.

M. J. J. Briggs, Managing Director Townsend Car Ferry Ltd c/o Terminal Car Ferries 62226 Calais Cedex.

M. J. J. Briggs, Managing Director Townsend Car Ferry Ltd c/o Terminal Car Ferries 62226 Calais Cedex.

M. J. J. Briggs, Managing Director Townsend Car Ferry Ltd c/o Terminal Car Ferries 62226 Calais Cedex.

M. J. J. Briggs, Managing Director Townsend Car Ferry Ltd c/o Terminal Car Ferries 62226 Calais Cedex.

M. J. J. Briggs, Managing Director Townsend Car Ferry Ltd c/o Terminal Car Ferries 62226 Calais Cedex.

M. J. J. Briggs, Managing Director Townsend Car Ferry Ltd c/o Terminal Car Ferries 62226 Calais Cedex.

M. J. J. Briggs, Managing Director Townsend Car Ferry Ltd c/o Terminal Car Ferries 62226 Calais Cedex.

M. J. J. Briggs, Managing Director Townsend Car Ferry Ltd c/o Terminal Car Ferries 62226 Calais Cedex.

M. J. J. Briggs, Managing Director Townsend Car Ferry Ltd c/o Terminal Car Ferries 62226 Calais Cedex.

M. J. J. Briggs, Managing Director Townsend Car Ferry Ltd c/o Terminal Car Ferries 62226 Calais Cedex.

M. J. J. Briggs, Managing Director Townsend Car Ferry Ltd c/o Terminal Car Ferries 62226 Calais Cedex.

M. J. J. Briggs, Managing Director Townsend Car Ferry Ltd c/o Terminal Car Ferries 62226 Calais Cedex.

M. J. J. Briggs, Managing Director Townsend Car Ferry Ltd c/o Terminal Car Ferries 62226 Calais Cedex.

M. J. J. Briggs, Managing Director Townsend Car Ferry Ltd c/o Terminal Car Ferries 62226 Calais Cedex.

M. J. J. Briggs, Managing Director Townsend Car Ferry Ltd c/o Terminal Car Ferries 62226 Calais Cedex.

M. J. J. Briggs, Managing Director Townsend Car Ferry Ltd c/o Terminal Car Ferries 62226 Calais Cedex.

M. J. J. Briggs, Managing Director Townsend Car Ferry Ltd c/o Terminal Car Ferries 62226 Calais Cedex.

M. J. J. Briggs, Managing Director Townsend Car Ferry Ltd c/o Terminal Car Ferries 62226 Calais Cedex.

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

La Cour des Comptes des Communautés européennes

organise le concours CC/LA/16/82 pour la constitution d'une réserve de recrutement de

REVISEURS/ TRADUCTEURS PRINCIPAUX de langue française

LE FORMULAIRE DE CANDIDATURE OBLIGATOIRE peut être obtenu, en rappelant la référence CC/LA/16/82, à l'adresse suivante :

Cour des Comptes des Communautés Européennes, Service du Personnel (Concours), rue Aldringen 29, L-1118 LUXEMBOURG.

DATE LIMITE POUR LA RÉCEPTION DES CANDIDATURES : 15 février 1983

AFRIQUE DE L'OUEST

La filiale française recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATIF-INFORMATIQUE-FINANCIER

Agé de 28 ans minimum.

Il aura une formation école commerciale + DECS ou équivalent et justifiera d'une expérience d'au moins 10 à 15 ans qui lui aura permis d'acquérir une connaissance concrète du travail en Afrique de l'Ouest.

Ses responsabilités seront les suivantes : finances, informatique, comptabilité, douanes, etc.

Il faut à cette société de taille moyenne (CA + 50 millions de F.F.) un homme ouvert, disponible et très opérationnel.

La rémunération est assortie des avantages habituels liés à l'expatriation.

Envoyer C.V. et photo à :

VALENS CONSEIL - BP 359 - 75064 PARIS Cedex 02.

ABIDJAN COTE D'IVOIRE

Société de recherche

Pour le S.A.V. de son département Équipement de bureau.

UN TECHNICIEN DE MAINTENANCE

Capable d'analyser une équipe de techniciens et d'organiser le travail.

Il devra être capable de gérer des équipes d'ouvriers et de techniciens.

Il devra être capable de gérer des équipes d'ouvriers et de techniciens.

Il devra être capable de gérer des équipes d'ouvriers et de techniciens.

Il devra être capable de gérer des équipes d'ouvriers et de techniciens.

Il devra être capable de gérer des équipes d'ouvriers et de techniciens.

Il devra être capable de gérer des équipes d'ouvriers et de techniciens.

Il devra être capable de gérer des équipes d'ouvriers et de techniciens.

Il devra être capable de gérer des équipes d'ouvriers et de techniciens.

Il devra être capable de gérer des équipes d'ouvriers et de techniciens.

Il devra être capable de gérer des équipes d'ouvriers et de techniciens.

Il devra être capable de gérer des équipes d'ouvriers et de techniciens.

Il devra être capable de gérer des équipes d'ouvriers et de techniciens.

Il devra être capable de gérer des équipes d'ouvriers et de techniciens.

Il devra être capable de gérer des équipes d'ouvriers et de techniciens.

Il devra être capable de gérer des équipes d'ouvriers et de techniciens.

Il devra être capable de gérer des équipes d'ouvriers et de techniciens.

Il devra être capable de gérer des équipes d'ouvriers et de techniciens.

Il devra être capable de gérer des équipes d'ouvriers et de techniciens.

Il devra être capable de gérer des équipes d'ouvriers et de techniciens.

Il devra être capable de gérer des équipes d'ouvriers et de techniciens.

Il devra être capable de gérer des équipes d'ouvriers et de techniciens.

Il devra être capable de gérer des équipes d'ouvriers et de techniciens.

Il devra être capable de gérer des équipes d'ouvriers et de techniciens.

Il devra être capable de gérer des équipes d'ouvriers et de techniciens.

PROFESSEURS

Français, Philosophie, Mathématiques, Histoire-Géographie, Sciences naturelles, Physique-Chimie et : ...

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Organisation Internationale

recherche pour postes suivants :

PHARMACIEN

AGRONOME

GESTIONNAIRE

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

GABON

recherche

PROFESSEURS DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET TECHNOLOGIQUE

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE DE LA REPUBLIQUE GABONAISE recherche pour la rentrée 1983-1984

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

Enseignement technique et technologique

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Message à des jeunes Ingénieurs X - MINES - PONTS-CENTRALE

Les succès de votre première expérience professionnelle vous en ont convaincu :

Vous souhaitez faire une

carrière plus dynamique

au sein d'un grand groupe privé.

Vous aimez animer une équipe, sur le terrain pour commencer.

Vous aimez vivre en province.

Alors, prenez des responsabilités dans l'une de nos 15 unités établies dans des

métropoles régionales

Vous y développerez votre goût d'entreprendre dans le cadre d'une gestion très décentralisée.

Envoyez votre lettre d'expression de vos motivations sous référence M/116/M à M. J. FOURNIAT qui vous enverra plus d'informations sur les postes vacants et vous recevra.



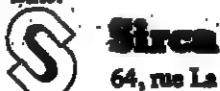
CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

Export européen

Nos produits, obtenus en grande série par moulage ou usinage mécanique, intéressent un vaste secteur industriel. Sur ce créneau, nous avons une image de marque de grande qualité. 25 % de notre CA sont déjà réalisés à l'export, mais nous visons sensiblement plus haut pour les cinq ans à venir. Car nous sommes sûrs que le marché existe, et tout particulièrement en Europe. Nous voulons vous confier cet effort de pénétration, et avec l'Europe comme objectif prioritaire. Nous avons déjà une représentation dans cette zone, mais nous voulons créer une impulsion nouvelle à partir de la métropole. Vous aurez à défricher de nouvelles pistes, dynamiser et peut-être réorganiser notre réseau d'agents.

Votre formation de base - de niveau supérieur - pourra être technique ou commerciale. L'important, c'est que vous ayez acquis aujourd'hui, avec cinq ans d'expérience, une sensibilité suffisante à la technique pour bien comprendre les problèmes de votre client. Quelques notions de chimie vous aideront, mais il n'est pas nécessaire d'être un spécialiste du caoutchouc et des plastiques. L'important, c'est aussi que vous ayez déjà une première expérience opérationnelle positive de l'export.

Ce poste d'ingénieur technico-commercial que nous créons sera basé à Saint-Denis où est notre production. Il comportera, bien sûr, des déplacements fréquents et régulier que vous serez seul à gérer ; tout dépendra de vous et de votre sensibilité. Les consultants de SIRCA qui nous aident dans ce recrutement vous parleront des autres secteurs d'activité de notre société (CA 300 MF). Faites leur connaître vos références 282.56.5M que ce challenge européen vous tente.



64, rue La Boétie - 75008 PARIS

SPECIALISTE DE RANG INTERNATIONAL DANS LES ETUDES ET REALISATION D'INSTALLATIONS ELECTRIQUES

disponible pour son action
dans la région de THIONVILLE

en recrutant des

INGENIEURS CHARGES D'AFFAIRES

DE FORMATION ELECTROTECHNIQUE

ayant acquis une bonne maîtrise de la conception et réalisation d'installations électriques dans le secteur industriel (sidérurgie, industrie de transformation...).

Ces postes conviennent à des hommes de terrain capables d'autonomie et capables de valoriser leur expérience au sein d'une implantation régionale très dynamique.

Adresser C.V. + présentations de lettres à M. J. FOURNIAT
Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex
01, qui transmettra.

RESPONSABLE DE LA LOGISTIQUE

REGION-CENTRE

130 000 +

Le plus important groupement national de supermarchés, CA 14 milliards, recherche son nouveau collaborateur pour sa base située dans la Centre de la France. Sous l'autorité du Directeur de la logistique, membre du conseil d'administration de la région, ses responsabilités porteront sur l'approvisionnement et la distribution de produits de grande consommation, la gestion des stocks (entrées et sorties des marchandises), l'animation du service Transports, les relations avec les adhérents du groupe (dirigeants des supermarchés de son secteur), relations avec la direction des Achats de la région et avec les administrations, les recrutements et les affectations aux postes de travail, la discipline et la sécurité. Agé de 35 ans, il sera de formation supérieure (ESG ou IUT spécialisation marketing ou commercial) + une formation professionnelle de plusieurs années acquise au sein de la grande distribution, au cours de laquelle il aura été formé aux méthodes modernes de gestion. Nous recherchons un homme d'envergure qui devra mener son action comme un véritable professionnel de la distribution. Un candidat ayant réussi dans cette fonction pourra compter sur une évolution de carrière au sein du groupe, véritable communauté d'intérêts.

Adresser C.V. + photo sous réf. 71098 A
Jean WEGBECHER
11, allée de la Robertsa
67000 STRASBOURG
DUSSELDORF - LONDRES - MADRID - PARIS.



Marchés des non-ferreux Stratégie commerciale internationale AFRIQUE FRANCOPHONE

Une importante minière amenée à définir une nouvelle stratégie commerciale de commercialisation de produits non-ferreux. Elle cherche un ingénieur civil Mines doté d'une formation commerciale, ayant acquis une expérience confirmée au sein d'une Direction Marketing d'une entreprise minière, d'une Direction de Trading ou d'un organisme boursier de courtage. Il sera placé sous l'autorité directe du Président Directeur Général. Le candidat, âgé d'au moins 35 ans, démontrera sa connaissance approfondie du milieu minier, des marchés des non-ferreux (bourses de Londres et de Chicago), ainsi que des mécanismes économiques et financiers du commerce international des matières premières. La pratique du français, de l'anglais et de l'espagnol est impérative. Le poste basé en Afrique comporte des déplacements dans le monde entier. Le contrat est à durée indéterminée. La rémunération est nette d'impôts ; il s'y ajoute les avantages consentis à un cadre supérieur en expatriation. Ces informations sont fournies par M. J. FOURNIAT chargé de la mission d'un interview qui aura lieu à Paris. Adressez lettre manuscrite, CV détaillé et photo 5004/M à Jean-Paul MENASSIER, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Boulevard de la République - 92110 BOULOGNE CEDEX - Tél. 01.47.50.00.00.



Directeur

Paris

240 000 F

Organisme social régi par le code de la Mutualité, nous cherchons le Directeur Général, qui part en retraite anticipée. Notre activité principale est la gestion de la mutualité, approchant 300 personnes dont une vingtaine de salariés. Nos activités sont variées : gestion des régimes obligatoires et complémentaires, assurances sociales, nous avons l'ambition de développer nos produits et d'étendre notre clientèle. Nous cherchons un Directeur du plus haut niveau diplômé HEC, ESSEC, IEP, ayant de solides connaissances juridiques, l'expérience et la responsabilité de gestion du même niveau, ouvert aux questions de marketing, motivé par un rôle dynamique dans le développement social. Lieu de travail : Paris. Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé sous réf. M.J. FOURNIAT, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres, 92110 BOULOGNE.



Chef de zone export

Trilingue : français, anglais, allemand. Nationalité indifférente

Groupe international, leader européen sur le marché de la menuiserie pour le bâtiment - doté d'une importante capacité de production - recherche, pour consolider sa croissance rapide à l'exportation et atteindre des objectifs ambitieux, un Chef de Zone Export. Ce poste convient à un homme expérimenté (5 ans mini dans un poste analogue), 32 ans mini, dynamique, concret, ambitieux, capable de travailler en négociation, mais aussi sachant préparer et planifier son action. Formation supérieure de commerce international ou ingénieur.

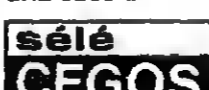
Directement rattaché au Gérant de la société, il disposera des moyens nécessaires à son action et devra :
- poursuivre le développement à l'exportation, et notamment au Canada où il effectuera une première mission de 6 semaines avec un objectif de doublement rapide du C.A. déjà réalisé.
- contrôler, animer, dynamiser les réseaux d'agents existants pour optimiser leur action,
- rechercher et mettre en place personnellement de nouvelles implantations pour les nouveaux marchés,
- analyser et synthétiser les informations relatives à l'action et à son développement.
La rémunération comprend un fixe important + un variable. Lieu de travail : SARREBOURG. Déplacements à prévoir 30 % du temps.
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous réf. 73656/M à M. J. CLERE, Sélé-CEGOS, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres, 92110 BOULOGNE.



Futur Directeur de carrière

Jeune ingénieur A & M, ICAM, ECAM, ou MINES D'ALES ou de DOUAI

L'un des plus importants groupes d'exploitation de carrières, très performant, en forte expansion, cherche un jeune ingénieur diplômé de s'intégrer à une PME dynamique, gérée par un homme de profits. Rattaché à la Direction, il sera chargé de missions techniques concrètes, devant être le Directeur d'Exploitation d'une carrière dont le C.A. dépasse 20 millions de francs annuels et la responsabilité technique. Résidence : ville de 12 000 habitants, Poitou-Charente. Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé sous réf. M.J. FOURNIAT, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Boulevard de la République - 92110 BOULOGNE CEDEX.



SEE SCHAEFFER ENGINEERING ENTREPRISES

Société d'Engineering et d'Immersion Générale à l'Exportation
recherche pour son Siège Social situé en Alsace à Mulhouse.

LE CHEF DU SERVICE DES RELATIONS HUMAINES

Ce responsable devra gérer un effectif de 110 personnes dont 50 % de femmes.
Il aura comme objectif principal le développement de l'entreprise et devra maîtriser les différentes méthodes et techniques correspondantes.
Par ailleurs, il sera chargé :
- de l'administration et la gestion du personnel y compris des expatriés
- des relations avec les organismes sociaux
- des relations avec les organismes représentatifs du personnel
- de la dynamique des relations humaines : analyse de postes, recrutements, gestion de carrières, formation, informations internes.
Ce poste peut convenir à un(e) candidat(e) (35 - 45 ans) ayant acquis l'expérience nécessaire pour remplir ces missions. La connaissance de l'anglais sera prise en considération, pour le choix du candidat.

Rémunération 200.000 +

Adresser sous référence SEE lettre manuscrite + photo + CV à
SCHAEFFER ENGINEERING ENTREPRISES
B.P. 2136 - 68000 MULHOUSE CEDEX
ou à SCHAEFFER ENGINEERING ENTREPRISES
178, rue de Courcelles - 75017 PARIS

Laboratoire Pharmaceutique Leader sur son marché Recherche pour son usine de province

UN RESPONSABLE MAINTENANCE ET TRAVAUX NEUFS

Rendant compte au Directeur de l'usine en liaison avec les services de Production et le Contrôle, il sera responsable de la bonne marche d'un outil industriel sophistiqué.

Ce poste s'adresse à un Ingénieur Mécanicien ou à un Ingénieur Chimiste, diplômé, âgé de 33 ans environ. Le candidat justifiera d'une expérience de 5 à 7 ans dans l'industrie alimentaire ou pharmaceutique.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Adresser CV, photo et présentations sous Réf. R 087 à ICAR, 1, rue Rabelais - 75009 Paris, qui transmettra. Les candidatures seront traitées confidentiellement.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IBM IBM IBM IBM IBM

USINE DE BORDEAUX Recherche
pour les activités d'homologation de son
CENTRE EUROPEEN D'APPROVISIONNEMENT DE COMPOSANTS

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Grandes Ecoles ou Universitaire pour conception
et tests sur réseaux pré-diffusés (Gate Arrays).

INGÉNIEUR PHYSICO-CHIMISTE

Grandes Ecoles ou Universitaire physique des solides et des matériaux.

Débutants ou expérience pour :
- Mesures électriques et caractérisation des composants.
- Technologies et fiabilité des composants passifs et intégrés.

Anglais courant. Aptitude à la communication et contacts. Nombreux voyages en Europe.
Écrire C.V. détaillé à : IBM France
Service Emploi B.P. 17 - 33170 Gradignan.

IBM IBM IBM IBM IBM

Cappelle

unités d'exploitation,
l'une à MENIN (Belgique),
l'autre à HALLUIN (France) et cherche

Responsable du département recherche

260 000 +

titulaire directement à la Direction générale, il est titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou d'un doctorat et une expérience équivalente. Il apportera la preuve de sa capacité à sa compétence dans l'organisation de la recherche. La connaissance de l'anglais et la volonté d'appréhender d'autres langues sont des atouts indispensables dans la fonction.

Le responsable sera l'animateur d'une équipe dynamique et importante de chercheurs et il sera au point des pigments de grande qualité grâce à la maîtrise des méthodes modernes de recherche, notamment statistiques.

Physico-chimiste

titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou docteur en chimie, spécialisé dans les domaines de la physico-chimie et ayant, si possible, une expérience dans le domaine des poudres (coke, charbon, silice, charges minérales).

Cette fonction requiert un esprit d'analyse et de synthèse, la capacité de travailler efficacement en équipe et de maîtriser les résultats obtenus scientifiquement en termes industriels.

Les postes sont basés à MENIN, ville frontalière à 20 km de Lille.

Les candidats adresser leur C.V. à : CAPPELLE Frères - B.P. 122/92 - Rue de Lys - 59111 HALLUIN. Toute lettre de candidature recevra une réponse.

ALSTHOM ATLANTIQUE

1^{er} Constructeur en matériel ferroviaire
recherche pour son
Etablissement de TARDES
(fabrifications électromécaniques et électroniques - 1800 personnes)

MATÉRIELS FERROVIAIRES

UN INGENIEUR

spécialisation
INFORMATIQUE ou
DIPLOME UNIVERSITAIRE
(option Informatique)
débutant ou 2 à 3 ans d'expérience en informatique
la gestion pour poste d'Analyste dans une équipe
jeune travaillant sur matériel IBM (4341)
DOS/VSE utilisation PL1 - CICS - DL1.

Merci d'adresser votre candidature
à Mr BLANC ALSTHOM ATLANTIQUE
BP no 4 - 65500 SEMEAC

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE SITUÉE EN BOURGOGNE
recherche

RESPONSABLE CONTRÔLE BUDGÉTAIRE

Cet ingénieur diplômé a acquis une expérience en gestion, en tant que responsable d'une activité Chantier, Projet ou Approvisionnement.

Dans le cadre de ce poste, il aura pour mission :

- l'élaboration d'un budget annuel,
- la constitution des tableaux de bord, en relation avec les responsables techniques,
- l'analyse et l'exploitation des écarts, en relation avec les responsables de la production,
- la mise en place des méthodes de calculs de prévision à moyen et long terme,
- le suivi de la comptabilité analytique d'exploitation.

La fonction implique un travail en coordination étroite avec les différents responsables des départements techniques et fabrication. Le poste est évolutif.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions) ss réf. 50059 à HAVAS CONTACT 1, place du Palais-Royal 75001-PARIS, qui transmettra.

Créant le poste d'Organisateur pour REPENSER LES CIRCUITS ADMINISTRATIFS METTRE EN PLACE DES PROCEDURES NOUVELLES

Siège et dans les filiales françaises et étrangères sur des problèmes ponctuels des projets à long terme concernant des activités diversifiées et des structures décentralisées.

Important Groupe Français

35 filiales

C.A. consolidé 2 milliards 1/2 - effectif : 5000 personnes

Distribution de biens d'équipement et de consommation durable recherche

HOMME DE TERRAIN

ayant exercé des responsabilités effectives de gestion complétées par une expérience en Cabinet d'Organisation. Formation grandes écoles ou diplôme universitaire supérieur.

Age minimum 35 ans

Nombreux déplacements Etranger nécessaires.



Adresser lettre manuscrite avec C.V. - 4, rue Amiral Courbet 75116 Paris, sous référence 33760

Contrôle de gestion en milieu industriel

200 000+

Filiale d'un groupe international d'engineering, 300 MF, 1000 personnes : nous sommes l'un des spécialistes mondiaux dans notre activité, réalisant une large part de nos projets à l'étranger.

Contrôleur de Gestion (et à ce titre responsable du Contrôle Financier), vous allez mettre en place un système informatisé de gestion qui, après diagnostic complet des problèmes existants et des besoins, vous permettra de maîtriser les paramètres financiers des devis, sortir les statistiques de production, suivre l'évolution du contrat par contrôle, présenter à la Direction Générale un tableau de bord synthétique et précis de l'activité et les points de vue de l'exploitation de la société avec tous les aspects de gestion et de contrôle.

Compte-tenu de notre structure internationale, nous souhaitons recruter un candidat qui soit un homme d'une trentaine d'années, ingénieur ou formation de type ICG ou à un gestionnaire ayant une bonne expérience dans le domaine de la gestion industrielle ou de l'engineering, qui ait eu en entreprise un ou plusieurs postes de contrôleur de gestion ou de responsable d'exploitation, et qui ait une expérience de gestion de projet.

En tant qu'état de cause nous recherchons d'urgence, un candidat spontané et à l'initiative souple. Sa rémunération sera négociée sur une base de 200 000 Francs.

Nous remercions d'avance les candidats de nous adresser leur candidature sous référence F 15 à l'agence INITIATIVES - 69, rue de Valenciennes - 75001 PARIS.

Jeune Contrôleur de Gestion

NORMANDIE

(création de poste)

Nous sommes une P.M.E. fabricant et distributeur de produits industriels dont le siège est situé en Normandie parisienne et l'unité de production (120 personnes) à (27) GISORS, 14 Kms de Paris.

Vous hiérarchiquement sous l'autorité du Directeur d'Usine, ce cadre aura pour mission principale, en liaison fonctionnelle avec la Direction Financière du Siège, d'établir et contrôler les budgets et les procédures, d'établir les prix de revient.

Une formation supérieure (ES, ESSEC ou DECS) ainsi qu'une expérience similaire de 2 ans minimum sont nécessaires.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé et photo sous référence 2909 LM à : Pierre PUBLICITÉ - 39 rue de l'Arcade 75008 PARIS qui transmettra.

Faire carrière dans la fonction personnel

À l'issue d'études supérieures, dégagé des obligations militaires, vous êtes à la recherche de votre premier emploi. Vos goûts et votre personnalité vous orientent vers la Fonction Personnel, et vous souhaitez y faire carrière. Venez rejoindre notre équipe. Vous serez formé progressivement aux différents aspects de la fonction (recrutement, formation, relations sociales, etc.).

Et vous pourrez à terme envisager de prendre la responsabilité du Personnel et des relations humaines d'une entreprise du groupe dont nous faisons partie.

Importante entreprise de Bâtiment et T.P., nous sommes implantés dans le

SUD-OUEST DE LA FRANCE.

Notre politique, largement orientée vers la satisfaction de nos salariés, nous amène à construire un Service du Personnel solide, dynamique et efficace.

Vous êtes passionné par les problèmes de Personnel, vous avez un tempérament de gagnant, écrivez-nous sous réf. 4321

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

INITIATIVES RECRUTEMENT

DIRECTEUR DU PERSONNEL ET DES RELATIONS HUMAINES

200.000 +
BORDEAUX

Un service de soins hospitaliers et de recherche médicale (500 personnes) très avancé techniquement et de forte notoriété, souhaite intégrer ce nouveau responsable au sein de son équipe collégiale de Direction pour assurer les missions suivantes :

- mettre en œuvre une politique active de personnel (Formation - Enrichissement des tâches - Communisme - Information - Prévisionnelle) - collaboration avec le Service Médical et les 50 responsables Fonctionnelles.

- prendre en charge, avec son équipe propre (7 personnes) l'administration courante (paye - gestion juridique - législation sociale) et les relations avec les partenaires sociaux.

Ce poste s'adresse à un candidat pouvant prouver une expérience de la fonction d'au moins 5 ans, ne connaissant pas nécessairement le monde médical, mais dont les capacités personnelles de créativité, de souplesse d'adaptation et d'aisance dans les contacts à tous les niveaux devront être particulièrement fortes.

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo récente sous référence S.010 à : INITIATIVES RECRUTEMENT, 60, avenue de la Grande Armée - 75017 Paris.

2011150

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

Recherche

CONTROLEUR DE GESTION SENIOR

MISSION :

- Participation à la mise en place de procédures de contrôle de gestion avec la direction générale ;
- Assistance des directeurs d'établissements dans l'élaboration des prévisions ;
- Reporting ;

FORMATION :

- Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent.

Déplacements courts durée à prévoir.

Poste à pourvoir à LILLE.

Envoyer curriculum vitae + photo + prétention sous n° 838.040 M, RÉGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Le Bureau de Recherches Géologiques et Minières, établissement public à vocation internationale, recherche pour son Centre scientifique et technique d'ORLÉANS-LA-SOURCE :

UN INGÉNIEUR

Il s'agit d'assurer la conception, la mise au point et l'exploitation de matériels et d'équipements de forage, ainsi que la conduite en matière de forage. Les candidats doivent présenter une formation de type Arts et Métiers avec de bonnes connaissances en mécanique hydraulique et automatisée. Une expérience d'au moins 2 ou 3 ans est requise en matière de forage ou de matériels de sondage. Anglais indispensable.

Adresser lettre de candidature avec C.V., référence et préc. à l'adresse : 165, bd de Châteauneuf, 45042 ORLÉANS Cedex, s/réf. CS/83-3/3288, à l'attention de M. FORCÉAU qui transmettra.

THERMIQUE

BATIMENT

Jeune ingénieur ou technicien spécialisé en chauffage et climatisation pour mission : INFORMATION ET FORMATION TOULOUSE et LORRAINE.

URGENT

(01) 038-63-82.

ORGANISME LOGEMENT SOCIAL

recherche

Pour le FINISTÈRE

un SOUS-DIRECTEUR

Chargé de la représentation et d'animer les agences locales. 5 ans minimum d'expérience dans la maîtrise d'ouvrages.

Pour RENNES

un SOUS-DIRECTEUR

Chargé du département gestion du PATRIMOINE. 5 ans minimum d'expérience de la gestion immobilière.

Adresser C.V. photo et prétention à : ANGUILLON CONSTRUCTIONS, R.P. 2244, 35022 RENNES CEDEX.

HAUTE-SAVOIE

Filiale d'un groupe français important
Unité de 4.000 personnes
Mécanisme de Précision
recherche

CHEF DE PERSONNEL

Ses fonctions seront centrées sur les domaines suivants :
- Paye, rémunération, prévoyance.
- Gestion informatique du Personnel.
- Application des dispositions légales ou conventionnelles et de règlements intérieurs.

Ces fonctions impliquent des relations fréquentes avec l'encadrement et les représentants du personnel, elles s'exerceront en relation étroite avec les autres services de la Direction du Personnel.

FORMATION GRANDES ÉCOLES OU ÉQUIVALENT.

au moins 5 ans d'expérience d'opérationnel
fonctions précitées.

avec C.V., prétention et photo s/réf. 3.314 à Pierre LICHIAU S.A.

12, rue Préfète-Carnot, 69002 LYON, qui transmettra.

Centre d'études techniques de l'équipement NORMANDIE CENTRE
L'habitat - L'équipement - L'urbanisme - L'environnement

Organisme public à vocation internationale.

CHEF DE PROJET

pour le développement de logiciels de gestion transactionnelle sur mini et micro-ordinateur. Il devra justifier d'une formation supérieure et sera la responsabilité du développement de produits à large diffusion.

C.V. détaillé sous réf. DGTI au C.E.T.E. Normandie-Centre Service Recrutement - B.P. 247 76120 GRAND-QUEVILLY

LA VILLE D'AMIENS

recherche

1 INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

POUR SON FUTUR SERVICE BUREAUTIQUE

Il devra avoir une connaissance approfondie de l'électronique des circuits intégrés, en particulier des microprocesseurs et de leurs protocoles de communication, de bonnes connaissances en informatique et en langues anglaise et allemande souhaitées.

Sans avoir obligatoirement une première expérience professionnelle, il aura cependant déjà montré sa motivation et son goût pour l'innovation par des travaux personnels (recherche, développement, ou autres) ou lors de stages en entreprise.

Adresser candidature, C.V., préc. et n° de téléphone à LA VILLE D'AMIENS, B.P. 2728-80027-AMIENS Cedex avant le 20 FÉVRIER 1983.

LA VILLE D'AMIENS

recherche

2 ANALYSTES

(minimum maîtrise + expérience professionnelle)

ET

2 ANALYSTES PROGRAMMEURS

(minimum DUT + expérience professionnelle)

Adresser candidature, C.V., préc. et n° de téléphone à Mairie d'Amiens, Bureau du Personnel, B.P. 2720, 80027 AMIENS Cedex, avant le 15 FÉVRIER 1983.

Les analystes seront responsables d'une petite équipe d'Analystes Programmeurs (il y aura environ 3 équipes), l'ensemble étant placé sous l'autorité d'un responsable des études.

La ville est équipée d'un matériel D.P.S. 7/65 de CE HB avec base de données I.D.S. II et télé-traitement.

LA VILLE D'AMIENS

recherche

1 INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

POUR SON FUTUR SERVICE BUREAUTIQUE

Il devra avoir une connaissance approfondie de l'électronique des circuits intégrés, en particulier des microprocesseurs et de leurs protocoles de communication, de bonnes connaissances en informatique et en langues anglaise et allemande souhaitées.

Sans avoir obligatoirement une première expérience professionnelle, il aura cependant déjà montré sa motivation et son goût pour l'innovation par des travaux personnels (recherche, développement, ou autres) ou lors de stages en entreprise.

Adresser candidature, C.V., préc. et n° de téléphone à LA VILLE D'AMIENS, B.P. 2728-80027-AMIENS Cedex avant le 20 FÉVRIER 1983.

LA VILLE D'AMIENS

TOTAL

Compagnie Française des Pétroles

pour le Département Personnel
TOTAL EXPLORATION PRODUCTION

CADRE-REMUNERATION

De formation supérieure supposant un bon niveau mathématiques/statistiques, il aura quelques années d'expérience dans la Fonction Personnel, possible en matière de rémunération, et une aptitude à la pratique des outils informatiques.

Il sera chargé d'actualiser et d'adapter les différents systèmes de rémunération du personnel de Total Exploration Production au Siège, d'animer les opérations d'augmentation salariale et de répondre aux demandes de conseil ou d'information en matière de rémunération.

Il devra entreprendre toute enquête ou étude jugée nécessaire, en liaison avec la Direction du Personnel et le Compagnie.

Les perspectives vous sont offertes, adressez une lettre manuscrite avec C.V. et photo au Service RECRUTEMENT - 5, rue Michel Ange, 75781 Paris cedex 11 sous référence 3 MO 88.

Ingénieur Agronome et Jeune Diplômé Ecole de Commerce

NOUS SOMMES : un organisme spécialisé, basé à Paris, intervenant dans le financement et la gestion d'entreprises diverses des filières agro-alimentaires. Aujourd'hui notre développement nous amène à rechercher pour deux de nos services :

UN INGÉNIEUR AGRONOME

L'OFFRE

La conception et la mise en place de projets de développement et de développement des productions agricoles, sous la direction d'un responsable opérationnel.

Vous avez une expérience de 1 à 3 ans dans le domaine des productions animales vous avez une sensibilité aux problèmes de développement de ce secteur.

Diplômé, dynamique et qualités relationnelles sont des atouts nécessaires à votre réussite.

UN JEUNE DIPLOMÉ ÉCOLE DE COMMERCE

L'OFFRE

La réalisation de diagnostics technico-économiques et financiers puis la définition d'interventions concrètes et leur suivi auprès des entreprises concernées.

Grâce à votre potentiel vous serez ? un futur responsable reconnu des entreprises.

Vous nous permettrez de devenir le bras droit du responsable de ce service.

Merci de nous adresser votre C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 30106 N° (à mentionner sur l'enveloppe).

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

115, rue du Bac 75007 PARIS - Tel. 544.38.29.

BKC

ASSURANCES

JEUNES INGÉNIEURS

L'un des premiers groupes français d'assurances propose des ingénieurs débutants ou ayant quelques années d'expérience des postes

INGÉNIEURS CONSEILS, VERIFICATEURS DE RISQUES

Après formation, leur rôle consistera à :

- analyser les risques présentés par l'entreprise lors d'une visite (incendie, autres dommages) ;
- convaincre la Direction de l'Entreprise d'adopter le plan de prévention qu'ils auront élaboré ;
- proposer une tarification compétitive et réaliste ;
- suivre la politique de prévention de l'entreprise.

Les perspectives d'évolution peuvent être très intéressantes pour un candidat de valeur motivé par une carrière dans un grand Groupe d'Assurance.

Les postes sont à Paris, fréquents déplacements en Province sont à prévoir, une affectation en Province peut être envisagée à moyen terme.

Merci d'adresser votre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée à 58.830, à Publicité 20, Avenue de l'Industrie, Paris 11, qui transmettra.

Responsable ordonnancement-lancement

Région Nord 180 000 F

Un français du matériel de transport de l'international recherche responsable ordonnancement-lancement de son unité de production implantée dans le Nord.

Le chef du département logistique en charge du flux « matières », il aura à :

- définir le moyen terme la programmation de fabrication la fonction de la politique de développement de l'entreprise et la capacité de production ;
- maîtriser le flux général des matières concernées à la réalisation du produit final ;
- mettre en place un outil performant capable de gérer les charges dans tous les domaines de l'implantation.

Agé d'au moins 30 ans, diplômé d'une école d'ingénieur ou de formation universitaire équivalente, il a acquis une première expérience la fonction dans l'industrie « biens d'équipement ». Une bonne maîtrise de la gestion de production informatisée un supplément de réussite.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement sous la référence 5055/LM.

argos

Département Conseil en Recrutement

135, rue de Wagram - 75017 PARIS

Tél. : (1) 227.96.49

OFFRES D'EMPLOI	Le 1 ^{er} 77.00	Le 1 ^{er} TTC 91.32
DEMANDES D'EMPLOI	52.00	27.04
IMMOBILIER	52.00	61.67
AUTOMOBILES	52.00	61.67
PROP. COMM. CAPITAUX	151.80	177.11

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	Le 1 ^{er} 43.60	Le 1 ^{er} TTC 51.47
DEMANDES D'EMPLOI	13.00	15.42
IMMOBILIER	33.60	39.85
AUTOMOBILES	33.60	39.85
AGENDA	33.60	39.85

* Dégressifs selon surface ou nombre de personnes.

OFFRES D'EMPLOIS

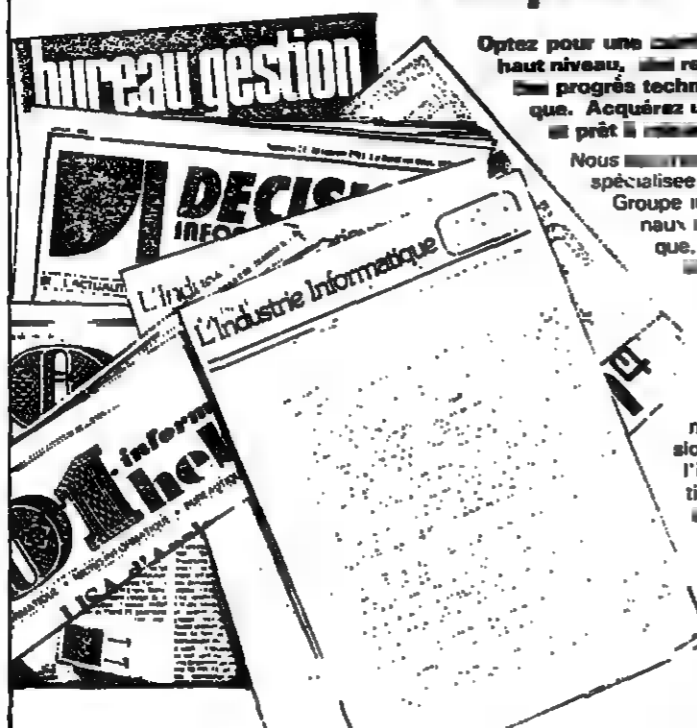
OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Jeunes diplômés grandes écoles ou équivalent

Laissez s'exprimer votre personnalité, n'empruntez pas les sentiers battus !



Optez pour une formation inhabituelle et passionnante impliquant des responsabilités et un haut niveau. Soyez le témoin privilégié des progrès technologiques de demain. Evolvez dans un milieu professionnel dynamique et prêt à relever les challenges.

Nous sommes le GROUPE TESTS, le leader français de la presse professionnelle spécialisée en informatique, bureautique, télématique et automatique. Ce Groupe indépendant, à plein essor, publie actuellement plus de 20 journaux, magazines : La Lettre, L'Industrie Informatique, 01 Informatique, Minis, Micros, Bureau Gestion, Décision Informatique, Le Nouvel Automatique, L'Ordinateur Individuel, Médiasoft, etc. Réunissant 180 personnes, il a franchi en 1982 le cap des 100 MFF. CA, enregistrant ainsi une nouvelle croissance de près de 50 %.

Vous rejoignez, à Paris, une de nos équipes de rédaction et participez à la réalisation d'un journal : recherche et choix d'informations, relation permanente avec le milieu concerné (constructeurs, utilisateurs, organismes professionnels, etc.), entretiens avec les personnalités du monde de l'informatique, synthèses, reportages... Nous savons ce que la délégation signifie et nous comptons sur vous pour relever rapidement des responsabilités plus larges.

Nous remercions d'écouter la référence M/3860, à Nicole qui étudiera la candidature.

SERTI SELECTION 49, av. de l'Opéra 75002 Paris

Banque et internationale de premier plan recherche pour son Service d'Etudes au siège à Paris

UN ÉCONOMISTE confirmé

(Réf. 35)

Pour l'analyse de la situation économique et la solvabilité de divers pays étrangers. La connaissance de l'anglais est indispensable.

UN ÉCONOMISTE (E.N.S.A.E. ou équivalent)

(Réf. 36)

Appelé à travailler dans le secteur d'intérêt et de changes. La connaissance des techniques quantitatives est indispensable.

UN ÉCONOMISTE ayant si possible une première expérience

(Réf. 37)

Chargé de suivre les principaux secteurs industriels et participer à l'analyse de la situation économique des différentes régions françaises.

Écrire, sous la référence correspondante, à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

Charles of the Ritz Parfums YVES SAINT LAURENT

UN CONTROLEUR DE GESTION

Entreprise à forte croissance, nous pratiquons une gestion dynamique s'appuyant sur des outils de prévision et de contrôle rigoureux. Le poste à pourvoir est un environnement exigeant un candidat à fort potentiel de formation supérieure type HEC, ESSEC, Sup. de Co, Ecole de Gestion...

Rattaché au Responsable du Service Contrôle de Gestion, il encadre 2 personnes. Il suit les tableaux de bord d'activité, marchés France, Export, signale écarts, réalise la demande, assure la rentabilité, assiste et conseille au mieux chacun des responsables du département.

La pratique courante de l'anglais, une première expérience, même courte, systèmes de gestion anglo-saxons et des traitements financiers comptables par l'informatique sont des préalables utiles pour lui garantir une évolution de carrière prometteuse. Son intégration à sa réussite au sein de notre équipe sont aussi étroitement liés à l'ouverture d'esprit et aux qualités relationnelles hors pair qu'il apporte.

Merci d'adresser votre C.V. + photo + rémunération actuelle, réf. 903 M au Service Recrutement 28-34 Bd du Parc NEUILLY SEINE.

chef de projet

De l'informatique à l'organisation

Le Crédit Commercial de France, importante banque nationalisée regroupant un effectif de 500 personnes, recherche un Chef de projet.

Vous avez une formation informatique renforcée et une expérience de 5 à 8 ans. Vous aimez travailler au sein d'équipes pluridisciplinaires. Vous disposez des deux qualités essentielles : rigueur et curiosité, qui vous permettent de mener à bien une mission.

Nous vous proposons de rejoindre l'équipe attachée à la conception et la réalisation d'une de nos principales applications.

Merci d'écouter avec C.V., photo et prétentions à



Crédit Commercial de France
Direction Carrières - 103, Champs-Élysées
75008 PARIS.
Une réponse vous sera adressée rapidement.

SPECIALISTE MONDIAL DE MANÈGE DE RECLAME

Masonneil

recherche pour son siège social à NEUILLY SUR SEINE

ingénieur technico-commercial export

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur diplômé débutant et pratiquant l'anglais d'une façon courante (écrite et orale).

Après une période de formation aux produits, il se verra attribuer la responsabilité d'un secteur commercial à l'exportation.

Envoyer Curriculum Vitae, lettre de motivation et prétentions à M. J.-L. MASONNEIL, 107, avenue Charles de Gaulle, 92081 NEUILLY Cedex.

CABINET DE SELECTION DE CADRES ET DE PERSONNEL

PARIS 8ème, recherche

Psychologue vacataire

pour assurer le recrutement de cadres haut niveau. Une expérience d'au moins 5 ans en Entreprise ou Cabinet est indispensable.

Les missions seront confiées à un(e) diplômé(e) d'Etudes Supérieures, de formation PSYCHO-PEDAGOGIQUE ou DESS de PSYCHOLOGIE INDUSTRIELLE, maîtrisant parfaitement les techniques d'évaluation (entretien, tests).

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous réf. 4019 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

SERTI

RESEAUX - GENIE LOGICIEL

Pour élargir nos activités de développement de logiciels "réseau", nous recherchons :

ingénieurs consultants ingénieurs logiciel

Nous demandons des Ingénieurs Consultants confirmés pour les travaux : normalisation internationale (AFNOR, CCITT...), de conseil en réseaux (TELECOM 1, privé X.25, SNA, SNA...).

Nous demandons des Ingénieurs débutants ou confirmés motivés pour le développement de logiciels de qualité dans les domaines suivants :

logiciel : X.25, VIDEOTEX, TELETEX...

notre candidature accompagnée d'un C.V. sous référence P2 11 à

SERTI

11 - Bailly - Neuilly



COGEMA société de 9.000 personnes Leader du secteur nucléaire en France

recherche pour sa Direction des Relations Sociales implantée à VELIZY

jeune cadre de personnel

Il est chargé dans le Service Administration du Personnel : de la coordination des actions de gestion informatique, de leurs applications et de l'exploitation centralisée des renseignements fournis, de la conception et l'exploitation de toutes les statistiques nécessaires dans notre domaine, de l'administration du personnel du Siège, et du suivi des effectifs.

Il lui est demandé des études ponctuelles en fonction de l'actualité sociale. Une formation de type ESC, CELSA, EPF ou Sciences Economiques alliée à une ou deux années d'expérience dans le même domaine vivement souhaitée. Nous proposons un salaire de 95.000 à 110.000 Francs par an en fonction de l'expérience.

Adresser lettre manuscrite, C.V. + photo sous référence 301 M à : COGEMA - Recrutement 2, rue Paul Doumer - B.P. 4 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY

Compagnie Générale des Matières Nucléaires

Important Groupe BTP niveau international recherche

Cadres administratifs débutants

de commerce, Maintenance ECO + DECS...

Disponibles géographiquement pour des affectations de quelques années en France ou à l'étranger, ils ont un tempérament d'opérateur et sont attirés par un poste polyvalent : fonctions comptable, juridique, finances et personnel. Dans le cadre de notre très large décentralisation et après une solide formation aux divers niveaux de notre organisation, nous leur offrons la responsabilité totale des services administratifs d'une agence ou d'une filiale en France ou à l'étranger.

Un cadre financier débutant

Sous sollicitation de notre Direction Financière (siège social à Paris) en y intégrant un cadre débutant de formation supérieure (HESR, ESCP, ESC...).

Après formation et quelques années de carrière au sein de cette Direction, il évoluera vers des fonctions d'encadrement en prenant la responsabilité des services administratifs d'une de nos agences ou filiales. Prière d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions précisant le poste qui a votre préférence sous réf. 3424 à RSCG CARRIERS - 48, St Ferdinand - 75017 PARIS.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE SERVICE TECHNIQUE DES PROGRAMMES AÉRONAUTIQUES

recherche

INGÉNIEUR

25-35 ans, pour animation, coordination et préparation dans le domaine hélicoptères. Formation aéronautique nécessaire (grandes écoles ENSAE, ECP, ENSICA, AM, ESTA ou Université disciplines aéronautiques). Expérience recherche appliquée souhaitée. Anglais nécessaire.

INGÉNIEUR

spécialiste ensembles mécaniques de bord pour aéronefs, diplôme exigé, expérience et formation aéronautique souhaitées, libéré service national.

Écrire avec C.V. et Technique des Programmes Aérospatiaux, Bureau du Personnel, 4, avenue de la Porte d'Issy, 75996 PARIS-ARMEES.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

EXCELLENTE OPPORTUNITÉ
POUR FISCALISTES

Paris
Un cabinet international de Conseils juridiques et fiscaux en pleine croissance recherche des Fiscalistes.
Les candidats de formation Grandes Ecoles ou Universitaires doivent justifier d'une solide expérience fiscale et avoir plusieurs années de pratique professionnelle (5 à 10 ans) au sein d'un Cabinet et/ou en entreprise. Ils auront à effectuer des missions variées d'assistance et de conseil auprès de groupes français et internationaux. Anglais souhaité. Postes à responsabilité avec excellentes possibilités de promotion.
Nous vous invitons à prendre vite contact avec
Rudolph Von Raschke, en envoyant lettre de candidature manuscrite, CV détaillé, photo et salaire actuel à TEG,
18, Place Henri Bergson - 75008 PARIS
en précisant la référence M 233
Discretion assurée.



Une division de SYSTEMA

Publicité et relations publiques

HOMME DE CHIFFRES ET DE GESTION

Paris 8ème 180 000 F
Groupe international de publicité et de relations publiques, les structures de notre agence parisienne sont souples, son effectif loin d'être pléthorique : mais la motivation et la performance de nos 40 collaborateurs nous apportent un succès reconnu.
Pour être avec nous, vous devez être investi dans la publicité et la gestion.
Notre homme de chiffres est l'un des « piliers » de l'entreprise. Votre mission : participer activement à la gestion, assurer la préparation des comptes et du reporting, établir les budgets, veiller à la trésorerie, revoir et améliorer nos systèmes de contrôle interne. En termes, anticiper, contrôler et assurer le suivi.
Si vous n'êtes pas encore rôdé aux pratiques anglo-saxonnes, vous éprouvez un réel intérêt pour ces méthodes.
De formation supérieure, vous êtes un bon praticien de la comptabilité et avez l'avantage de parler un peu l'anglais. Vous êtes l'homme de rigueur, la personnalité affirmée qui attend notre Directeur.
Nous vous invitons à prendre vite contact avec
Rudolph von Raschke en lui adressant
lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel sous réf. M 232 à TEG
18, Place Henri Bergson - 75008 PARIS.
Discretion assurée.



Une division de SYSTEMA



TRANSPORTS
FRIGORIFIQUES
EUROPÉENS

TFE est distributeur européen de produits agro-alimentaires sous température dirigée (CA 1 milliard, 200 personnes, 1500 véhicules, 40 agences) s'est fixé un programme ambitieux de développement en France qu'il a l'intention de réaliser. Pour le réaliser TFE veut recruter des équipes expérimentées et s'adresser à :

D'EXCELLENTS PROFESSIONNELS

Des hommes du transport, de la distribution de produits agro-alimentaires à tous niveaux et dans tous les secteurs de l'entreprise en France et à l'étranger :
• exploitation
• gestion du personnel
• commercial
• gestion, finances, comptabilité informatique.

TFE recherche les meilleurs. Si vous en faites partie prenez contact avec notre conseil :
Dachné Samson - 32, rue de Sablonville - 92200 NEUILLY / SEINE.
(Tél. 745 42 111) qui vous recevra avec la meilleure attention et la plus parfaite discrétion.

1 cadre commercial
(ESC, EDHEC, débutant ou 1^{er} exp.)

Rattaché au Directeur des Ventes, sa mission consistera à assurer la commercialisation d'une ligne de produits alimentaires auprès d'une clientèle spécialisée à Paris et Région Parisienne. Jeune diplômé de l'enseignement supérieur, si possible doté d'une première expérience commerciale, il sera également en charge d'un secteur de province où il assurera la commercialisation de la totalité de la gamme de produits traditionnels.
La rémunération proposée varie en fonction de l'expérience. Enfin, nous offrons à nos cadres un réel potentiel susceptible d'évoluer au sein du Groupe.
Le poste est situé à Paris.
Nous vous remercions de faire parvenir votre lettre de candidature (lettre manuscrite + C.V. + prétentions) en précisant la référence M 234 à Jean-Louis MUTTE.



Mutte Kernevez & Ass. scs
27, rue du Général Foy 75008 PARIS
Francfort Londres Paris Zurich



CHARBONNAGES DE FRANCE

9 avenue Percier 75008 Paris - Tél. 563.11.20
recherchent

POUR LEUR CENTRE D'ÉTUDES ET RECHERCHES (CERCHAR)
situé à Verneuil-en-Halatte (Oise)

INGÉNIEUR AUTOMATICIEN

Ingénieur automaticien, ayant de bonnes connaissances en microprocesseurs et électronique, qui sera chargé de promouvoir l'automatisation des essais et des procédés de fabrication du charbon. Pour cela, il devra :
• participer à l'élaboration des programmes à entreprendre.
• mettre en place les moyens nécessaires.
• étudier et développer les matériels spécifiques à ces utilisations.
Le poste conviendrait à un ingénieur ayant quelques années d'expérience, capable de s'intégrer facilement dans une équipe pluridisciplinaire.
Lieu de travail : Verneuil-en-Halatte - 50 km nord de Paris - dans un cadre de verdure particulièrement agréable.
référence Cerchar M2

2 INGÉNIEURS MECANICIENS
débutants ou avec expérience

Compétence technique en mécanique, électricité, régulation.
• connaissances scientifiques générales solides,
• maîtrise de gestion.
Diplôme type Arts et Métiers.
• responsabilité d'un service d'études, des travaux neufs, de l'entretien des installations et laboratoires.
Qualités :
• esprit ouvert et curieux,
• goût de l'organisation,
• sens de l'intérêt général,
• contact humain, aptitude au commandement.
Lieu de travail : Verneuil-en-Halatte.
référence Cerchar SC1

INGÉNIEUR TECHNICO-ECONOMIQUE
évaluation procédés

Il sera chargé : soit de l'évaluation de l'intérêt économique d'une technique nécessitant notamment de compléter les données économiques, d'examiner le contact économique local, d'évaluer les investissements en fonction des caractéristiques techniques ; soit de l'analyse et de la définition des conditions de mise en œuvre d'une technique ou d'un procédé.
Expérience : ingénierie ou construction d'ensembles industriels ou évaluation économique.
Aptitudes et qualités requises : école d'ingénieurs, esprit de réel, analyse, méthodique, clair et précis.
Lieu de travail : Verneuil-en-Halatte.
référence Cerchar T13

INGÉNIEUR D'ESSAIS
feux et incendies

Ingénieur chargé des essais en galerie incendie, il aura la responsabilité :
• de définir le cadre du programme professionnel, d'analyser les problèmes posés vis-à-vis de la sécurité incendie, de l'incendie de matières, matériaux et matériels dans les chantiers souterrains.
• de développer l'activité commerciale du groupe en recherchant les clients qui, en raison de la profession, pourraient être intéressés par la possibilité de réaliser des essais d'incendie en grandeur réelle ou en simulation dans les galeries.
Il aura en conséquence à maintenir des relations étroites avec les Services Techniques des Charbonnages de France, les services des bassins et à nouer des relations avec les organismes publics ou privés susceptibles d'être intéressés par nos nouveaux moyens.
Il recherchera : ingénieur ou éventuellement universitaire avec une spécialisation en thermique, ayant de l'expérience en aérodynamisme et en thermodynamique et familiarisé avec le calcul sur ordinateur.
Lieu de travail : Verneuil-en-Halatte.
référence Cerchar T14

DEUX INGÉNIEURS D'ESSAIS
foyers expérimentaux ou prototypes

Un chef du groupe pulvérisé grille
Un ingénieur d'essais

référence Cerchar T8

référence Cerchar T9

Responsabilité : la conduite des essais sur foyers expérimentaux ou prototypes.
Les candidats doivent conduire à la définition et à l'optimisation technico-économique d'un matériel commercialisable.

Le poste comprend :
• une participation à la définition des programmes d'essais ;
• la responsabilité de l'exécution des programmes : adaptation de l'instrumentation de mesure, contrôle du déroulement des essais, présentation et interprétation des résultats ;
• une participation à l'étude des modifications à apporter au matériel pour tenir compte des enseignements des essais et pour suivre la mise au point ;
• la responsabilité de l'exécution de ces modifications : consultation des fournisseurs, liaison avec les bureaux d'études et entreprises extérieures, suivi du chantier, contrôle de l'exécution des travaux.
L'intéressé sera aidé pour la conduite des essais par une équipe de techniciens dont il aura à organiser le travail, et devra pour les autres tâches savoir trouver l'appui de diverses équipes du Centre et du Groupe Charbonnages (équipe de maintenance des procédés, bureaux d'études d'ingénierie, spécialistes techniques, services commerciaux).

Le profil recherché :
Un ingénieur thermicien, ou à défaut un mécanicien, ayant plusieurs années d'expérience dans l'industrie ou la mise au point de matériels divers, ou minimum ayant reçu une formation de base en mécanique, électrotechnique thermique et thermodynamique, rapidement capable de prendre sa part de responsabilités pratiques dans un travail d'équipe.
Bonne condition physique, aptitude pour la recherche appliquée, aptitude à une démarche intellectuelle à la fois rigoureuse et pragmatique.

Les lieux de travail :
- Verneuil-en-Halatte (Oise, 50 km au nord de Paris) au Centre des Recherches des Charbonnages.
- Mazingarbe (Pas-de-Calais, 25 km au nord-ouest d'Arras) où les futurs prototypes seront réalisés.

Adresser lettre manuscrite et photo, en précisant la référence à M. THOMAS - Service de Gestion des Cadres Supérieurs - CHARBONNAGES DE FRANCE - 9 avenue Percier 75008 Paris.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

très performante dans les secteurs d'activité (grande distribution et distribution industrielle) filiale d'un Groupe important, nous recherchons :

Pour renforcer notre équipe à l'ARIS :

Rattaché au
DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES

Il sera chargé d'assurer l'administration et la gestion du personnel, d'apporter aux responsables commerciaux toute l'aide nécessaire à la gestion dynamique de leur force de vente (recrutement, formation, motivation, etc.), d'animer et mettre en œuvre l'information au niveau du siège (création de supports audio-visuels, journal d'entreprise, etc.). Homme de terrain, analyste et concepteur, intéressé par les problèmes d'organisation, il attache beaucoup d'importance au développement du potentiel humain.

réf. 8811 M

Pour compléter le Directeur d'une de nos unités situées dans la région d'Amiens :

Qui prendra en charge l'ensemble de la fonction sur le plan local où il pourra bénéficier de toute aide opérationnelle.

En relation étroite avec le siège, il sera associé à l'élaboration des politiques générales.

réf. 8812 M

Pour ces postes, nous privilégions les qualités humaines (écoute, sens du contact, esprit d'équipe, autorité de compétence).

Nous offrons un salaire motivant et des perspectives d'évolution au niveau Groupe pour des hommes de valeur, de formation supérieure souhaitée (ou autodidacte confirmé) entre 35 et 45 ans.

Nous vous remercions d'adresser votre lettre de motivation, CV, photo et prétentions à notre Conseil (en précisant la référence) :

ASSE: 59, avenue Marceau - 75016 PARIS



Quatre produits en développement sur un marché de grande consommation alimentaire. Voilà déjà une belle responsabilité que la complexité rend plus intéressante. Ces produits sont à des stades différents de leur cycle de vie.

Vous aurez à concevoir et mener l'animation d'un leader, le relancement d'un nouveau, le positionnement d'un nouveau difficile pour le marché, (mais le produit est n°2 de la société dans le monde) et le succès d'un inconnu.

Pour ces postes, nous recherchons des hommes de valeur, de formation supérieure souhaitée (ou autodidacte confirmé) entre 35 et 45 ans.

Les fonctions sont les pratiques de la même façon que nous puissions depuis la fin de votre formation supérieure commerciale, vous avez acquis au minimum trois ans d'expérience au sein d'une structure marketing de grande consommation. Mais nous mettons aussi l'accent sur votre capacité de contact avec la clientèle : pour nous il est capital.

Si vous habitez à Paris, votre anglais est néanmoins courant et vous travaillez beaucoup plus que la moyenne.

C'est parce que nous avons peut-être la plus belle image de marque du monde et que nous savons que cela ne vous suffira pas que nous vous demandons d'expliquer précisément votre expérience professionnelle et votre motivation pour ce poste en écrivant à Brigitte GARDON (vous référence CS 195) qui vous garantira la totale confidentialité de votre démarche.

SEFOP

11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE L'UNION

BOUYGUES

de l'ambition,
un tempérament de patron...
et une compétence comptable

C'est le profil des hommes que nous recherchons pour renforcer les services Comptabilité de plusieurs de nos filiales françaises. Leur fonctionnement décentralisé appelle de solides personnalités aux postes de responsables et d'adjoints que nous avons à pourvoir.

Vous avez un DECS ou une formation de type GRANDE ECOLE DE COMMERCE. Peut-être avez-vous l'expérience du BTP... Ouvert aux techniques nouvelles de gestion, vous êtes volontaire et fougueux. Votre ambition et votre mobilité géographique vous donnent la possibilité d'accéder à une promotion rapide. Nous vous proposons de devenir :

DANS L'UNE DE NOS SOCIÉTÉS FRANÇAISES

Vos 7 ans d'expérience acquise au moins pour partie dans notre activité vous permettant d'assumer la totalité de la fonction : paie, comptabilité, simulation de bilans, gestion de la trésorerie en valeur.

Animateur de votre équipe, responsable de votre informatique, vous serez la "conscience" de votre Directeur Général. (Réf. RC)

Vous avez 2 à 3 ans d'expérience au contact des opérationnels. Une formation accélérée à nos méthodes vous préparera à votre rôle d'adjoint d'un responsable comptable. Ensuite votre personnalité et les possibilités d'évolution qu'offre le groupe - en France et à l'étranger - feront de vous le patron d'une équipe comptable. (Réf. CC)

Merci d'adresser votre candidature sous la référence du poste choisi à Danièle PETIT qui vous garantira une discrétion absolue.

BOUYGUES - Service Ressources Humaines - B.P. 204 - 92100 CLAMART CEDEX

Les premiers entretiens pourront avoir lieu dans votre région.

Grande entreprise d'ingénierie, intervenant dans le domaine électronucléaire, nous recherchons un jeune

environ 10 ans d'expérience de chantiers de montages industriels (pétrochimie, papeterie, sidérurgie...) et possédant des compétences CAO, FAO, CN et/ou automates programmables.

Responsable d'interventions techniques sur chantiers industriels de très grandes dimensions, les fonctions entraîneront de fréquents déplacements en France et à l'étranger. Elles prépareront à de plus larges responsabilités d'encadrement d'équipes au sein de l'entreprise ou de groupe. Elle sera payée en conséquence.

Un dossier de candidature à adresser sous réf. 75506/LML à notre Conseil

MILO M.R.H.

45 bis, bd Victor-Hugo
92200 Neuilly-sur-Seine.

Dans une PMI performante - filiale d'un très grand groupe multi secteurs - qui gagne de l'argent, en banlieue Sud de Paris (RER). Evidemment dans un créneau très spécialisé mais avec des débouchés quasiment assurés. Une de ces petites affaires auxquelles personne ne pense (20 personnes). Des ateliers encombrés puisque le CA a doublé en 2 ans. Beaucoup de travail et... un salaire motivant.

Vous animerez le labo à tout faire (contrôle des matières premières, analyse, essais). Vous aiderez le responsable de la production. Vous participerez aux achats de matières premières (38 millions par an) aux grands fournisseurs de pigments et de résines. Vous assisterez l'ingénieur technico-commercial pour le plus de service que les produits. Vous seconderez le Directeur, puisque l'expansion lui permet d'installer un micro-ordinateur et d'engager un adjoint comme vous ! Vous découvrirez la satisfaction de sentir vivre une petite affaire dont la réussite dépendra de la vôtre.

Que pareil poste tente beaucoup d'ingénieurs chimistes cela se comprend, mais celui qui sera recruté aura une expérience de 3 à 4 ans de développement et/ou de fabrication. De par ses études ou par son expérience, il connaîtra un des domaines suivants : les encres, les peintures, les pigments ou les résines. Et il aura aussi les qualités d'un futur directeur capable de travailler et de motiver avec le même enthousiasme que son patron. Ecrire à SIRCA sous référence 374.864M.



64, rue La Boétie - 75008 PARIS

LCT

Laboratoire Central de Télécommunications
recherche

ESE - ENST - ENSEEIHT - ECP - ENSERG

pour participer à ses études dans le domaine de la télématique et des réseaux locaux pour téléphonie et données.

débutants ou quelques années d'expérience en étude de circuits analogiques ou logiques, utilisation des technologies LSI et des microprocesseurs.

débutants ou quelques années d'expérience dans la programmation de systèmes à microprocesseurs.

Pour ces postes, la nationalité française est exigée. Bonne connaissance de l'anglais. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) à LCT BP 40 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY cedex.

europHone

L'un des principaux laboratoires français de recherche et développement en électronique.

Il sera chargé de l'étude et du développement de systèmes de traitement de l'information et de gestion au sein de la clientèle.

Le candidat aura une formation supérieure (Grande Ecole d'ingénieurs ou Commerce) et une expérience de quelques années dans le domaine du traitement de l'information acquise soit dans un organisme de Conseil, soit dans les services techniques d'une entreprise industrielle.

Le poste est basé à Paris avec des déplacements fréquents, mais des séjours en Province.

La rémunération et les possibilités d'évolution de ce poste seront motivantes.

Merci d'adresser votre candidature, CV et prétentions à Mlle HERMANN, EUROPHONE, 156, rue Hausmann 75001 PARIS.



BOSSARD CONSULTANTS

- Vous avez une formation supérieure (X, MINES, CENTRALE).
- Vous avez quatre à cinq années d'expérience dans un cabinet de conseils.
- SSCI ou autre organisme d'organisation et d'informatique d'une grande entreprise.
- Vous avez du goût pour la conception et la mise en place de systèmes de gestion, pour l'organisation et la mise au point de l'informatique.

Nous sommes en mesure d'intéresser les meilleurs d'entre vous.

Notre cabinet, un des leaders de la profession, regroupe plus de 200 consultants et dans nos bureaux étrangers : Espagne, Italie, U.S.A.

Parallèlement à nos activités traditionnelles (organisation, stratégie, marketing, relations sociales), nous recherchons des consultants à fort potentiel pour renforcer l'équipe actuelle et développer notre activité :

- informatique dans les domaines suivants :
 - politique, stratégie et conseil.
 - conception et mise au point de projets.
 - techniques (bureautique, micro-informatique, base de données, CAO...).

Nous vous demandons d'envoyer votre dossier de candidature avec photo et rémunération souhaitée, sous référence CHU à : OPES 4, rue Baugher - 75008 PARIS



Je m'inscris

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	la semaine	la semaine
DEMANDES D'EMPLOI	77,00	91,32
IMMOBILIER	22,80	27,04
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ENCADRÉES	la semaine	la semaine
DEMANDES D'EMPLOI	43,40	51,47
IMMOBILIER	13,00	15,42
AUTOMOBILES	33,80	39,85
AGENDA	33,80	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de personnes.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

NIXDORF COMPUTER

recrute

Pour commercialiser la nouvelle gamme de terminaux pour de vente.

INGENIEURS COMMERCIAUX

ayant une expérience approfondie des matériels informatiques destinés plus particulièrement à la

DISTRIBUTION

- Activité professionnelle étendue en région Parisienne
- Véhicule personnel indispensable

Adresser C.V. et photo à l'attention de la Direction du Personnel

7-13, Bd de Courbevoie
92200 NEUILLY-SUR-SEINE

Mécanique, Electromécanique

JEUNE INGENIEUR DE PRODUCTION

La France est la première mondiale de produits thermotransformables, qu'il développe, fabrique et distribue dans le monde entier. Plus particulièrement dans le domaine de la connectique, un département de cette société conçoit et réalise les appareils spéciaux qui permettent la mise en oeuvre de ses produits en multiplicité des applications.

Le nombre de ces appareils devant tripler dans l'année, le Directeur de division recherche le Responsable de production. A la tête d'une petite équipe, il assure la production et son suivi (délais, qualité, contrôle la sous-traitance et travaille en collaboration étroite avec les services techniques de la division (R. et D., Marketing, I.).

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste évolutif, un jeune ingénieur diplômé A.M. ECAM ou équivalent, justifiant d'un réel intérêt pour la production que celui-ci ait été confirmé par une première expérience ou non.

Etant donné le caractère international dans lequel il travaille, il doit parler couramment l'anglais. A court terme, il sera de nouvelles possibilités de carrière au sein de cette société.

Lieu de travail : banlieue Nord-Ouest de Paris.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 7288 T, à :

EGOR INDUSTRIE

PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL MADRID

Gérer 11 milliards de francs...

TRESORIER

L'importance et la rapidité de la fonction trésorier dans une entreprise de distribution font de la fonction trésorier une primordiale. Ce poste de trésorier recherche un trésorier, titulaire actuel devant être appelé à d'autres fonctions du groupe.

Après une période de formation de 12 à 18 mois environ, il prendra la responsabilité complète du travail : animation du personnel (personnel et organisation) du travail, relations bancaires dans le cadre des négociations du contrôle des règlements fournisseurs et des encaissements. Sur un plan général, il mènera toute action susceptible d'améliorer les procédures et d'optimiser la gestion de la trésorerie.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur, possédant une expérience de trois ans minimum de la fonction ou bien d'une fonction similaire dans un secteur financier. C'est un homme sérieux possédant la volonté et la capacité de mener à bien le travail du groupe, son dynamisme, sa politique humaine et d'offrir à ceux qui réussissent de multiples évolutions de carrière.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 2611 à :

EGOR PROMOTION

PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL MADRID

Contrôle Bailey

recrute

DEVELOPPEMENT

réf. 3RD14

INGENIEURS ELECTRONICIENS

pour développement des systèmes de contrôle industriels pour les domaines suivants :

- automates industriels (matériel, logiciel, redondance)
- communication à très rapide haute sécurité
- conception L.S.I. pour transmission haute vitesse.

Parfaite connaissance micro-processeurs exigée.

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

réf. 31A23

INGENIEURS INFORMATIENS

Temps réel pour système appliqué au Process Control. Connaissance SOLAR souhaitée.

DOCUMENTATION TECHNIQUE

réf. 3DC43

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Très expérimenté en rédaction de manuels techniques électroniques. Langue anglaise indispensable.

Adresser C.V. détaillé à CONTRÔLE BAILEY - Direction du Personnel en précisant la référence et le poste choisi. B.P. 210 - 92142 CLAMART Cedex.

Paris

JEUNE DIRECTEUR TECHNIQUE

Cette Société internationale (80 millions de francs de C.A.) est le premier spécialiste européen d'activités. Associée à la technologie de pointe dans le développement, elle conduit à la fois le poste de Directeur Technique.

Le Directeur de la Société Française est en charge d'une large délégation. Il prend en charge l'ensemble de la fonction technique opérationnelle (suivi et développement des projets, animation des équipes, gestion des budgets, qualité, etc.). Il est le plus responsable de l'Assurance-Qualité pour les divisions internationales du Groupe.

Pour ce poste complet et très évolutif, nous souhaitons un ingénieur généraliste de formation supérieure (Centrale, Mines, etc.). Il possède déjà une expérience significative qui s'est déroulée par exemple au Bureau d'Etudes ou dans l'engineering. Ses responsabilités l'ont conduit à diriger d'importantes équipes techniques. Il a assuré dans le cadre d'une Assurance-Qualité le développement d'une bonne pratique de l'anglais, indispensable. Les déplacements à l'étranger sont prévus.

Les conditions offertes, les perspectives d'évolution, le statut technique du poste, la variété des missions, en font un candidat de grande valeur.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire à :

EGOR SA

8 rue de Berni 75008 Paris.

PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL MADRID

CGEE ALSTHOM

EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

recherche pour le

Département Exploitation et Conduite de Réseaux

Siège Banlieue OUEST DE PARIS

INGENIEUR CHEF DE PROJET LOGICIEL

réf. 59216 A

Il devra mener à bien un projet d'informatique/ temps réel pour la conduite et l'automatisation des Réseaux électriques.

Le projet est réalisé par une équipe d'informaticiens à l'aide de mini-calculateurs.

Ingénieur de formation informatique, minimum 5 ans d'expérience exigée, anglais indispensable.

INGENIEUR LOGICIEL

Référence 59216 B

Il réalisera des projets informatiques/temps réel sur mini-calculateurs, au sein d'une équipe coordonnée par un Chef de Projet.

Ingénieur formation informatique, 3 à 5 ans d'expérience, anglais.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions en précisant la référence à la Direction Publique 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

UN LEADER MONDIAL DE L'INGENIERIE INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATION.

Membre d'œuvre de :

- TRANSPAC
- RESEAUX PUBLICS : AUSTRALIE, BREIL, LUXEMBOURG, CHASE MANHATTAN BANK, AGENCE EUROPEENNE
- GRANDS SYSTEMES : EDF, PTT, SNCF.

recherche dans le cadre de son expansion

INGENIEURS LOGICIEL

FORMATION GRANDES ECOLES

débutants, 2 à 5 ans d'expérience.

Plusieurs postes vous sont proposés en fonction de vos affinités et de votre expérience dans les domaines suivants :

- Commutation de messages.
- transmission de données par paquet.
- Gestion transactionnelle.
- de données et logiciels de base.

Envoyez C.V. et prétentions à :

30, quai de Dion Bouton.

PUTEAUX (préciser l'enveloppe réf. : LM).

ASSUREZ VOTRE AVENIR

Importante entreprise du secteur tertiaire, nous avons su garder une taille humaine. Notre développement s'appuie sur notre dynamisme et un outil informatique moderne (3031, 150 terminaux, DB/DC, traitement de texte). Pour lui confier la responsabilité d'importantes réalisations, nous sommes à la recherche de :

UN CHEF DE PROJET CONFIRME.

La préférence sera donnée à un candidat de formation scientifique, ayant la pratique des systèmes IBM (CICS/OLI) ainsi que de bonnes connaissances en gestion. Il devra, en outre, avoir une expérience de quelques années dans la conduite de projets moyens et être capable de s'imposer grâce à ses compétences et à sa personnalité.

Large possibilités d'évolution dans une entreprise en expansion privilégiant l'emploi de l'informatique.

Ecrire sous référence 287/M à A.L. CONSEIL, 102, Bd Malesherbes - 75017 - Paris qui garantira discrétion et réponse.

AL conseil

analyste CONFIRME

Nous sommes une Banque Parisienne dont l'équipement informatique est constitué de 5 ordinateurs IBM (3031 et 4341) : nos projets sont conçus dans l'optique Temps Réel - Base de Données. Nous recherchons un ANALYSTE CONFIRME capable de réaliser des analyses fonctionnelles organiques et bancaires et télématiques que nous développons.

La formation Ingénieur ou Universitaire supérieure, le candidat doit avoir l'expérience de la même fonction, si possible dans le secteur bancaire.

La maîtrise du COBOL de l'environnement et du concept "Temps Réel - Base de Données" est nécessaire.

offrant de nombreux avantages liés au secteur bancaire et de sérieuses possibilités d'évolution.

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous réf. 61 38/1516 à ADEQUATION 62/64 av. Emile Zola - Paris.

Adequation

Cii Honeywell Bull

Dans le cadre de son Réseau Commercial France recherche

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Diplômés de l'enseignement supérieur, vous avez une expérience réussie d'ingénieur technico-commercial ou d'ingénieur informaticien, et vous désirez l'étendre chez un grand constructeur.

Nous vous offrons cette opportunité, à Paris ou en Province, en vous confiant les responsabilités du support technique à la vente : élaboration de propositions techniques, démonstrations en avant-vente, réalisations de projets lors de démarrages en clientèle.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la référence 205 M à Cii Honeywell Bull PC 06021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

	Le Monde	Le Monde
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
IMMOBILIER	27,04	27,04
AUTOMOBILES	61,67	61,67
PROF.	52,00	61,67
CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	Le Monde	Le Monde
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,85
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de personnes.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



LE CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE
cherche
Pour accompagner l'expansion de son réseau INTERNATIONAL.

UN ORGANISATEUR-INFORMATICIEN A SA MESURE

Vous avez une formation supérieure, une expérience à l'organisation bancaire, nous vous remercions de votre candidature, référence 75514/LM.

UNIOLOG-ETHNOS Conseil en Recrutement
9, rue Alfred-de-Vigny 75008 PARIS
Syntec Informatique.

INGENIEUR D'AFFAIRES

Vous avez une formation Ingénieur Mécanicien et une première expérience en produits industriels.

Nous vous offrons de prendre la responsabilité du développement de l'activité « off shore » de l'un de nos départements.

Votre mission s'étendra de la prospection des clients France et export, à la conception des pièces et au suivi des ventes.

Le passage dans une société engineering comme Ingénieur d'études ou d'affaires serait apprécié. Langue anglaise indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 8407 M à RSCG CARRIERES - 48, rue Ferdinand 75017 PARIS qui transmettra.

La Direction Générale attache une importance primordiale à notre mission dans l'entreprise.
Nous sommes donc un service du Personnel en pointe et important.

UNE COLLABORATRICE pour la fonction personnel

capable de prendre en charge et de faire progresser le secrétariat du Responsable du Personnel dans la multiplicité de ses aspects.

La disponibilité, la rapidité, la faculté d'adaptation à un rythme très soutenu et aux changements fréquents sont particulièrement appréciées en plus des qualités classiques d'une collaboratrice directe du Patron du Personnel.

Cette fonction est un véritable tremplin pour une personne jeune et ambitieuse.

Ce poste peut convenir soit à une secrétaire fonction Personnel, très bon niveau (BTS exigé), soit à une jeune diplômée de l'enseignement supérieur capable de faire ses premières armes dans la fonction Personnel par le secrétariat.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à
LUTRANA Service du Personnel
68, avenue Gambetta - 93170 NOGENT - réf. 545/144.

LE CRÉDIT LYONNAIS

DIRECTION DE L'INFORMATIQUE et DE L'ORGANISATION

Diplômé(e)s Grandes Écoles Scientifiques ou Commerciales

(débutant(e)s ou avec au maximum deux années d'expérience en informatique).

Les candidats qui nous seront proposés nous permettront d'acquiescer une formation informatique bancaire, débouchant sur des postes de responsabilité au sein de cette Direction. Ils pourront notamment participer aux tâches de développement d'applications et de systèmes, comme par exemple les programmes de données, les programmes de 10.000 équipements terminaux, vidéotex, messagerie et bureautique. Un profil de carrière très ouvert devrait leur permettre d'évoluer vers différents services de la Banque, en France ou à l'étranger.

Cette évolution exige non seulement des compétences techniques indiscutables, mais aussi des aptitudes à la gestion, à la négociation et à l'encadrement.

Candidatures, accompagnées d'un CV, et d'une photo, sont à adresser, sous référence 01/01, à :



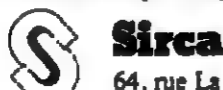
CRÉDIT LYONNAIS
RECRUTEMENT DES CADRES
25, RUE DE LA RÉPUBLIQUE - 69001 LYON

Banque et formation

Pour les professionnels de la formation, la banque a toujours été un secteur de prédilection. Le personnel s'y montre d'une remarquable stabilité, la promotion interne est un principe de base. On sait aussi se donner les moyens de la politique.

Pour vous, encore junior dans le métier (environ 3 ans d'expérience) mais plein d'enthousiasme et d'idées, c'est l'occasion d'intégrer ce groupe bancaire de tout premier plan, qui cherche à étoffer son département gestion des ressources humaines. Vous participerez à la conception, à la mise en place et à la gestion des actions de formation, puis vous aurez un champ d'activité s'ouvrant progressivement à d'autres aspects de la fonction personnel.

Un mot sur votre propre formation qui doit être supérieure, de type universitaire + option gestion de personnel. Écrivez sous référence 545 à nos consultants du cabinet SIRCA qui traiteront en toute confidentialité votre candidature et vous décriront l'environnement du poste. Merci de préciser le niveau actuel de votre rémunération. Petit détail qui compte : travailler à Paris vous arrange plutôt.



64, rue La Boétie - 75008 PARIS

IMPORTANT CABINET D'AUDIT

PSYCHOLOGUE DE RECRUTEMENT

Maîtrise ou DESS

- Cette personne, justifiant d'une expérience de 3 ans au minimum, de préférence en entreprise, travaillera en liaison avec la Direction.
- Outre le recrutement elle sera appelée à suivre l'évolution des carrières au sein du Cabinet et à participer aux relations avec les grandes écoles.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2.790 à notre Conseil :



94, rue Saint-Lazare,
75442 PARIS CEDEX 09.

Groupe d'assurances

CHEF COMPTABLE ADJOINT

Il devra pouvoir prendre en charge, progressivement, les divers systèmes comptables des sociétés du groupe.

Une expérience (maîtrise de D.E.C.S.) et une première expérience professionnelle sont nécessaires.

Ecrire sous n° T 038 032 à
RÉGIE PRESSE
85 bis, rue de Valenciennes - PARIS (2^e).

ORGANISME PROFESSIONNEL DE PREVENTION DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

recherche
Service Technique

INGÉNIEUR BÂTIMENT

ESTP - formation équivalente

Minimum 5 ans de pratique du bâtiment et des Travaux Publics et expérience des chantiers.
Spécialités : construction logements, travaux de réhabilitation.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé et prétentions à
M. L. Tour Amboise
204, rue de Paris au Pont de Sévres
92516 Boulogne Billancourt Cedex

MONTAGES FINANCIERS DE GRANDS PROJETS A L'EXPORT : L'AFFAIRE D'UN SPÉCIALISTE

Notre société, leader dans sa branche, recherche un

cadre confirmé

- Formation supérieure niveau Maîtrise ou école d'Ingénieur.
- 30 à 35 ans environ.
- 5 à 10 ans d'expérience dans :
 - les études de faisabilité économique et financière de projet,
 - les négociations avec les banques et institutions financières (expérience bancaire souhaitée).
- Ayant un goût tout particulier pour le travail d'équipe.
- Anglais courant.

L'équipe dans laquelle il devra s'intégrer est chargée du montage financier de grands projets, principalement à l'Exportation.

Lieu de travail : proche banlieue Sud Paris.

Merci d'adresser votre candidature détaillée, sous référence 50060 à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal 75001 PARIS, qui transmettra.

BANQUE DE DEPOTS PARIS 8e

recherche

EXPLOITANT

Cadre - Classe V ou VI - 30 ans environ - Etudes Supérieures ou CESB

- Pour gérer et principalement développer une clientèle d'entreprises industrielles et commerciales.

Expérience de 3 ans minimum en tant qu'exploitant absolument requise.

Adresser C.V., prétentions et photo à No 24687 COFAP
40, rue de Chabrol 75010 PARIS, qui transmettra.



laboratoire d'électronique
et de physique appliquée
3, rue Descartes (B.P. 15)
94450 LIMEIL-BREUVANES

recrute

JEUNE INGENIEUR

Formation électronique pour une activité de support utilisateurs : conception assistée par ordinateur, de circuits électroniques à haut degré d'intégration (LSI-VLSI) et des matériels IBM 4341 et VAX 11/780.

Cette fonction nécessite le goût des contacts humains et le service ; l'anglais parlé est indispensable.

Ecrire Service du Personnel - CV + photo

cadre de développement commercial

180.000 F +

PRODUITS INDUSTRIELS

Une PMI, parmi les plus premiers fabricants français d'outils composants, recherche un Responsable Commercial. Basé à Paris, il se verra confier le développement des ventes sur un territoire (Région Parisienne, Nord, Ouest) représentant plus de 50% du C.A. Il sera porteur de la politique commerciale auprès de l'ensemble de ses interlocuteurs, le réseau de négociants spécialisés, concessionnaires et avec les prescripteurs et développera fortement l'implantation chez les gros utilisateurs (aérospatiale, armement, automobile...). Il participera de l'analyse de son marché, il proposera les actions adaptées et déterminera l'opportunité d'une future assistance au niveau des clients. Son action pourra s'étendre à l'exportation vers les pays limitrophes.

Ce poste autonome s'adresse à un cadre confirmé, âgé de 35 ans minimum, professionnel de la vente de produits techniques aux industries de la grosse mécanique. Homme de terrain, habilité à gérer un secteur important, il aura confirmé ses qualités de réalisateur, de négociateur et d'organisateur. La maîtrise de la langue française ou anglaise constituera un atout pour son évolution. La responsabilité sera à la hauteur des responsabilités confiées.

Nous vous offrons un dossier détaillé de candidature (Description totale assurée) sous réf. 0211-M à I.C.A. - 8 rue d'Autenille 75010 Paris, qui transmettra.



International Classified Advertising
NEW YORK PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Gestion financière et sociale

240.000 F

Le directeur administratif et financier d'un groupe industriel performant, leader en France dans son activité, (chiffre d'affaires de l'ordre de 800 millions de francs - effectif d'environ 2500 personnes) recherche un adjoint de haut potentiel. Dans un contexte de structures souples et de relations directes, il devra élaborer et mettre en place une politique de coordination et d'information en matière de gestion sociale pour les différentes unités du groupe (7 usines, 7 filiales, nombreux dépôts) tout en développant les outils de gestion financière, notamment le contrôle de gestion. Cette fonction évolutive, qui requiert une forte capacité d'adaptation et des qualités certaines d'organisation et de communication, intéresse un candidat âgé d'au moins 32 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, de type école d'ingénieur ou école de gestion, possédant une expérience significative de gestion, acquise dans des entreprises performantes, qui lui a permis de maîtriser les problèmes comptables, de la rémunération et de la partie prenante à la gestion. La rémunération qui pourra être de l'ordre de 240.000 francs, sera de l'acquisition professionnelle et du potentiel du candidat retenu. Le poste est basé en proche banlieue Nord de Paris. Ecrire à J. HAXAIRE.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence :

PA Conseiller de Direction S.A.
1 rue des Gravières - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.84.

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

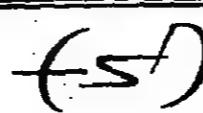
Grande Banque Nationalisée

Recherche pour son service « Formation aux Relations Humaines »

Deux jeunes diplômés d'études supérieures

Formation : Maîtrise ou D.E.S.S. Humaines, CELSA, CNAM, etc., ayant éventuellement acquis une expérience de la formation pour adultes. Intégrés à une équipe, ils auront à définir les objectifs pédagogiques, à concevoir et à animer des actions de formation auprès du personnel cadre ou non cadre. Déplacements en province et en proche banlieue parisienne.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions, sous réf 480 à
Tél. P.A. Jonction 34 Bd Haussmann 75009 Paris qui transmettra



ÉLECTRONIQUE SERGE DASSAULT

Recherche pour ses Services Qualité

INGÉNIEURS

- Génie mécanique
- Électroniciens
- Électrotechniciens

AGENTS TECHNIQUES

- Électroniciens
- Électromécaniciens
- Mécaniciens

(BT, BTS, DUT ou niveau)

ASSISTANTES D'INGÉNIEURS

(BTS ou Niveau) débutantes ou quelques années d'expérience

FONCTIONS : - Assurance Qualité. Méthodes Contrôle Qualité.

PROFIL : Sens des contacts humains - Goûts des responsabilités - Intérêt pour technologies avancées.

Lieu de travail : BANLIEUE OUEST.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions. Administration du Personnel
ÉLECTRONIQUE SERGE DASSAULT 55, quai Carnot - 92214 SAINT-CLOUD

LE CENTRE ÉLECTRONIQUE DE SARTROUVILLE,
situé en Banlieue Nord-Ouest de Paris,
recherche un

RESPONSABLE QUALITÉ

Ayant la charge la qualité d'un matériel, il assurera la rédaction des consignes qualité du plan de contrôle.

Il effectuera également des enquêtes et des rapports de synthèse.

Il participera aux commissions d'expertises et au suivi des interventions sur le matériel, consécutives aux incidents.

Ce poste conviendrait à un INGÉNIEUR ÉLECTRONICIE. (diplômé d'une grande école) ayant le goût du travail en équipe, de la négociation et disposant d'une aisance certaine tant dans l'expression écrite qu'orale.

Les candidats devront faire parvenir un C.V. + photo et prétentions au Service du Recrutement THOMSON CSF, 17, quai Pierre-Brunel, 91120 SARTROUVILLE CEDEX réf RM.

THOMSON-CSF

THOMSON CONTACT

BOURSE DE PARIS



Chef de projet « banque »

Nous vous offrons la possibilité d'accroître encore vos compétences en informatique financière en rejoignant notre Centre : 140 terminaux, deux IBM (un 3031 AP et prochainement un 3083), un réseau d'une trentaine de mini-ordinateurs et d'une dizaine de terminaux, des techniques avancées (TRANSPAC, ANTIOPE...).

Vous participerez aux développements très importants de nos systèmes de gestion, en prenant, d'abord, la direction d'un grand projet : mise en place d'une informatique distribuée dans un environnement DMS avec une équipe d'une dizaine de personnes. Des responsabilités plus étendues pourraient ensuite vous être confiées.

Agé de 32 ans minimum, ingénieur diplômé d'une grande École, de préférence, vous avez acquis, dans le secteur bancaire, une expérience de la conduite de projets. Des compétences en gestion des Titres sont également appréciées.

Envoyez vos remerciements d'écriture, sous référence LM 515 à M. REFREGIER qui vous adressera confidentiellement votre candidature.

SERTI
SELECTION

49, av. de l'Opéra
75002 Paris



La Société des supermarchés Doc
(30 supermarchés et hypermarchés en
RÉGION PARISIENNE)

jeunes diplômés débutants BAC G3, D.U.T. ou B.T.S. option commerce

Libérés obligations militaires, domiciliés Paris-Banlieue, désireux de faire carrière dans la distribution. Après quelques mois de formation ils assureront en tant que responsable de rayon l'acquisition d'une équipe. Réelles perspectives d'évolution et nombreux avantages sociaux. Mobilité géographique limitée région parisienne.

Adresser CV manuscrit, photo et prétentions à :
SMD 17 Avenue de la Résistance
92150 ANTONY



Banque Internationale

en bilan supérieur à 10 milliards de dollars
présente dans le monde entier
et plus particulièrement
en MOYEN-ORIENT, en ASIE, en AFRIQUE.

1 CADRE BANCAIRE

Parlant arabe et anglais.
SPÉCIALISTE DU MARKETING
dans les banques en MOYEN-ORIENT et
spécialement en ARABIE SAOUDITE.

Cette personne aura un minimum d'expériences bancaires et sera capable de gérer un volume d'affaires important. Rémunération et conditions seront en fonction de l'expérience.

Adresser lettre manuscrite curriculum vitae et photo à :
RÉGIE-PRESSE N° 11 M.
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

GROUPE BANCAIRE

ATTACHE DE CLIENTÈLES

- DUT techniques de commercialisation ou équivalent,
- attaché à la Direction de l'Agence, il est chargé d'un secteur dans lequel il aura la responsabilité du développement des activités du Groupe, auprès de clients "privés" et "entreprises".

Poste autonome et dynamique, initiatives, des contacts et de la négociation.

Lieu de travail :
MEUX - VERSAILLES - PARIS.
(Préciser votre préférence)
Adresser C.V. + photo s/rel. BP 220 -
75063 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

3 Chefs de rayon

Sup de Co, universitaires,
débutants ou 1^{re} expérience

Dans le cadre du développement de ses activités, un hypermarché situé au Sud de Paris recherche 3 JEUNES DIPLÔMÉS d'une Supérieure de Commerce, d'une Université ou équivalent, débutants ou 1^{re} expérience, à rejoindre une équipe d'encadrement dynamique dont la moyenne d'âge est de 28 ans.

Ils prendront en charge un chiffre d'affaires annuel de 20 millions et le feront progresser de 50 % en 2 ans.

Avoir un sens commercial aigü, posséder des qualités de gestionnaire, être disponible, de capacité d'organisation et de gestion d'hommes et de matériel nécessaires pour atteindre ces objectifs.

Il est offert une formation complète, une rémunération motivante (13^e mois + primes + intéressement) et de bonnes perspectives d'évolution compte tenu de la dynamique de la Société.

Merci d'adresser pour un premier contact candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant bien sur l'enveloppe la référence 2347/LM à



9, Bd des Ternes - 75008 Paris
qui transmettra
(réponse et discrétion assurées)

Cii Honeywell Bull

recherche pour renforcer
ses équipes d'études logiciel MINI 6 un

INGÉNIEUR SPECIALISTE UNIX

afin d'assurer l'installation d'UNIX sur le MINI 6.

Le candidat devra connaître le langage C, le FORTRAN et avoir des connaissances approfondies de ce système et de sa mise en œuvre. Lieu de travail : Louveciennes (78).

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 107 M à Cii Honeywell Bull - PCOG021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

Analyste de gestion

D.U.T. ou M.I.A.G.E.

Une importante société de produits chimiques recherche pour son siège à VELIZY (78) un Analyste de gestion.

Il sera chargé de l'étude et de la conception de diverses applications.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un candidat de formation D.U.T. ou M.I.A.G.E., renforcée, obligatoirement, par une expérience en analyse. La connaissance du matériel I.B.M. 38 serait appréciée. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à C.S.A. B.P. 66 - 78140 VELIZY.

PA 66

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	179,70

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	13,00	15,42
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,85
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de plumons.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Société Anonyme de Télécommunications
"GRAND PRIX DES OSCARS 1982
DE L'EXPORTATION",
un des tout premiers noms de l'ELECTRONIQUE FRANÇAISE
pour faire face au développement de ses activités, notamment :

INGENIEURS

POUR SES LABORATOIRES :

- Ingénieurs diplômés Ecoles, ESE, ENST, ou équivalent, débutants ou ayant quelques années d'expérience, intéressés par une activité de conception et de réalisation de systèmes de télécommunications organisés autour de systèmes de commutation temporelle numérique et d'intégration de circuits intégrés.

(Référence 11)

- Ingénieurs diplômés pour service d'étude et de développement de moyens de mesure (procédure de mesure de la mesure) de composants et de circuits dans tous les domaines de l'électronique, y compris la microinformatique.

(Référence 12)

POUR SON SERVICE DE COORDINATION TECHNIQUE :

- Ingénieurs chargés de l'établissement de propositions techniques d'étude et de mise au point d'étude, de leur suivi en collaboration avec des ingénieurs du laboratoire.

(Référence 13)

Adresser C.V. et références en indiquant le poste visé à :

SAT - Service Central du Personnel - 41, rue Cantagrel - 92000 PARIS CEDEX 13

responsable commercial

LES TISSAGES DE GRAVIGNY

Nous recherchons une division de S.A. DECROIX (S.T.B.) spécialisée dans la création, la fabrication et la distribution de tissu d'ameublement haut-de-gamme. Nous recherchons un Cadre Commercial, Directeur rattaché au Directeur Général, pour lui confier le développement des ventes auprès de nos clients, éditeurs - grossistes répartis dans le monde entier. Ce collaborateur participe en liaison avec l'atelier de création, la mise au point de nouveaux tissus, et conseille ses clients dans la sélection des produits. Ce poste requiert un homme de 35 ans minimum, ayant une expérience de vente de produits de luxe semi-finis (tissus d'ameublement, habillement, cuirs, etc.) auprès d'une clientèle internationale, parlant Anglais, capable d'évoluer à moyen terme vers une fonction commerciale internationale. Le poste est basé à Paris, mais il nécessite des déplacements nombreux et de courte durée.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 235.82 à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron s.a.

MEMBRE DE SYNTHE

INGENIEUR ELECTRONICIEN

150 - 160 000 F

Grande Administration
Paris Proche Banlieue Ouest

Une grande administration recherche un INGENIEUR ELECTRONICIEN pour la mise au point de produits électroniques de son atelier pilote, chargé de mettre au point et de tester les produits avant leur diffusion au public. Sous l'autorité du Directeur Technique, il sera chargé de définir les principes, de réaliser les schémas et de réaliser les maquettes de installations prototypes d'électronique et de traitement d'informations dans les processus de production. Il devra maîtriser les aspects techniques et économiques des réalisations et les aspects de gestion dans le domaine de l'électronique, des équipements et de la micro-informatique, en vue de leur utilisation possible par les ateliers de fabrication. Le candidat devra être âgé d'au moins 27 ans, de formation ingénieur ESME, ESIEE..., posséder une première expérience professionnelle acquise en BE ou dans les principales d'une entreprise de développement des produits avant appel à des technologies de pointe.

Ecrire sous référence 565/M :

GRH conseils
3, avenue de Ségur - 75007 PARIS

Nous sommes un groupe d'envergure nationale, réalisant un chiffre d'affaires annuel de 14 milliards de francs.

Responsables d'Exploitation d'Entrepôt

pouvant se prévaloir du profil suivant :

- âgés d'environ 30 ans
- naturellement dynamiques et entreprenants
- possédant une bonne connaissance technique générale
- capables de pratiquer efficacement la gestion prévisionnelle et le contrôle de gestion
- ayant une bonne connaissance des outils informatiques
- capables, par leur autorité, par leurs qualités de meneurs d'hommes et par leur connaissance de la législation du travail, d'être les patrons d'entreprises employant chacune 20 personnes environ
- résidents géographiquement.

Nous apprendrons nos techniques d'exploitation et de gestion prendre, rapidement, la direction d'un ou de nos centres régionaux.

Envoyer lettre manuscrite - CV - prétentions : photo sous 8776 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra



recrute

un Organisateur

chargé de missions au sein de la Direction de l'Administration. Dépendant du Chef du service méthodes, il participera dans la conception de l'organisation, la mise en place et le suivi de systèmes administratifs dans les domaines de la comptabilité et de la gestion analytique.

REF. 20 A

un Comptable Correspondant Informatique

Au sein de la Direction Financière, il sera chargé de :

- la préparation des cahiers des charges
- la rédaction des manuels d'utilisation
- la formation des utilisateurs
- la coordination de l'exploitation informatique.

REF. 20 B

- o Vous êtes de formation supérieure, diplômé par exemple d'une Supérieure de Commerce (option finance et comptabilité).
- o Vous avez acquis 2 ou 3 ans d'expérience dans un service comptable ou financier, au sein d'un Cabinet d'Audit.
- o Vous avez des connaissances en informatique et gestion.
- o Vous avez de bonnes aptitudes d'esprit de synthèse, de rigueur intellectuelle, de capacité d'adaptation et d'expression.
- o Vous souhaitez déboucher, après quelques années, sur la prise de responsabilités opérationnelles.

Merci de nous adresser votre candidature (lettre manuscrite - CV - photo) à Direction du Personnel 33, rue de la Vierge Paris 4^e, en précisant la référence. La rémunération sera fonction de l'expérience.

Recherche pour le Service Technique de sa Division Tuyauterie Industrielle Ingénieur Métallurgiste

Mission : Etablir ou coordonner l'établissement des instructions d'approvisionnement, de fabrication et de contrôle.

Assurer la liaison ou l'interface de production pour résoudre les problèmes techniques métallurgiques ou technologiques.

Profil : Ingénieur diplômé en métallurgie ou en technologie des matériaux destructifs et non destructifs, ayant une expérience industrielle de quelques années dans le domaine du contrôle ou des méthodes - Anglais souhaité.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à DELATTRE-LEVIVIER service recrutement

Tour Fiat - cedex 16
92014 Paris - La Défense

Les Laboratoires de Recherche d'un grand groupe industriel recrutent

INGENIEUR

débutant ou quelques années d'expérience conception de composants OPTO-ELECTRONIQUES pour applications TELECOMMUNICATIONS-OPTIQUES

Adresser lettre manuscrite et C.V. sous réf. T/14123/AC à Commerce Publicité 20, avenue de l'Opéra 75001 Paris Cedex 01 qui transmettra

ORGANISME PROFESSIONNEL DE PREVENTION DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

POUR SERVICE TECHNIQUE

INGENIEUR TRAVAUX PUBLICS

EST - ARTS - METIERS formation équivalente

Minimum 5 ans de pratique du bâtiment ou des travaux publics ou expérience des chantiers.

SPECIALITES : Travaux de terrassements, gestion de chantiers, etc.

Adresser lettre manuscrite avec CV détaillé et prétentions à OPPBP Tour Miroir 204 Rond Point du Pont de Sèvres 92516 Boulogne Billancourt

Fonction sociale en milieu industriel

Paris

C'est en milieu industriel que le P.E.C. que le jeune collaborateur que nous recherchons pour nous aider à :

METTRE EN PLACE UNE STRUCTURE SOCIALE TOURNÉE VERS L'AVENIR.

Il s'agit concrètement l'action des directeurs de nos 4 usines de production dans une perspective de développement du personnel dynamique. Il développera et coordonnera une politique cohérente de relations avec les partenaires.

Spécialisé dans la transformation des matières plastiques, nous réalisons 170 millions de francs CA avec 400 salariés. Un candidat devra pour envisager une évolution dans le sein du groupe auquel nous appartenons (plus d'un milliard de francs CA).

Les atouts pour réussir : une formation supérieure, une première expérience en la fonction personnelle en milieu industriel. Nous sommes à Roland MARCHET, Key Men, 11 rue Childebert 69002 Lyon, qui vous parlera plus précisément du poste (réf. 294).



Grande Banque française pour la DIRECTION DU CONTENTIEUX à PARIS

Juriste

30 ans environ, actif, possédant une bonne culture en Droit Privé (Doctorat en Droit ou diplômes étrangers équivalents).

Il est demandé quelques années d'expérience professionnelle dans un stage dans un cabinet d'avocats (Droit des Affaires) ou dans un service juridique d'une grande entreprise.

Il est indispensable d'avoir une maîtrise de l'Anglais et de l'Espagnol, et des aptitudes à la rédaction juridique.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 4381 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



SOCIÉTÉ D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE MATERIELS DE HAUTE TECHNIQUE NUCLEAIRE-ESPACE-AUTOMATISME

recherche

GESTIONNAIRE de CONTRATS

Son domaine de responsabilité couvrira la gestion des contrats de la Société, en métropole et à l'étranger, de leur élaboration à leur exécution complète. Il sera rattaché à la Direction Commerciale. La formation supérieure, le candidat a plusieurs années d'expérience dans l'entreprise au sein desquelles il a mis en pratique sa connaissance de la réglementation des marchés publics.

Nous vous remercions d'adresser vos candidatures à Jean-Marie Lambert SODERN, 1, rue Descartes 92000 Levallois-Perret

EUROSOFT SYSTEMES

Filiale du Groupe EUROSOFT aux activités très diversifiées dans les différents domaines d'application de l'informatique, poursuit son expansion et recherche

ingénieurs concepteurs

pour LILLE: compétences DEC.

pour STRASBOURG: expérience microprocesseurs 8 et 16 bits.

Ces ingénieurs participeront à la conception et à la réalisation de projets temps réel pour 2 applications d'informatique industrielle.

ingénieurs d'études ingénieurs concepteurs

pour PARIS: expérience mini-calculateurs (Mitra, Mini 6, PDP...) microprocesseurs, pour rejoindre des équipes chargées de concevoir et de développer des systèmes informatiques liés à l'industrie, à l'essais, systèmes d'armes, télématique, messagerie, processus et autres.

Pour ces postes, adresser lettre, CV, photo et prétentions à Ariane CHARTIER EUROSOFT - BP 145 - 92154 SURESNES Cedex

20150

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Grande Banque recherche pour sa
DIRECTION DU PERSONNEL
au siège social à Paris un

Adjoint au responsable

de l'administration et de la gestion du personnel

Ce poste évolut nécessaire une bonne connaissance du Droit du Travail. Les candidats devront avoir une expérience de 3 ans au moins dans une fonction similaire, et une formation supérieure de haut niveau (Grandes Ecoles de Commerce, Sciences PO, DEA, DESS de Droit).

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 4385 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

32 000 personnes

pratiquant une politique de gestion des carrières dynamique pour Province (2 h. de Paris) recherche

RESPONSABLE COMPTABILITE ANALYTIQUE ET CONTROLE BUDGETAIRE

Après une courte période de formation à Paris, il se verra confier la mise en place d'une procédure d'analyse et de contrôle interne, au sein d'un ensemble d'unités comptables plus de 1 500 personnes.

Ce poste permettant l'accès à des fonctions plus étendues au sein du groupe, convient à un candidat (H ou F) de formation ESC ou UNIVERSITAIRE SUPÉRIEURE, TITULAIRE du DECS, et possédant 3 à 5 ans d'expérience.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence 59520 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

Technologie de pointe
en électronique

TEKELEC AIRTRONICS

l'un des leaders français de la fabrication et de la distribution de composants et systèmes électroniques. Nous proposons à un

JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN

après une période de formation, la responsabilité au sein de la Direction du Service Après-Vente, du groupe maintenance, constitué d'une trentaine de techniciens, qui assurent la maintenance des produits diffusés par la société, notamment tous les produits d'instrumentation générale et d'informatique.

Si vous êtes jeune, dynamique avec une bonne formation supérieure, entré dans la vie active depuis 2 à 3 ans en électronique, passionné par la technique et apte à prendre rapidement des responsabilités d'encadrement de message, nous vous proposons un poste à responsabilité. Le poste est basé dans la banlieue Ouest de Paris. Il implique une certaine mobilité.

Merci de nous adresser votre C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 83478 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

115, rue du Bac 75007 PARIS - Tél. 644.38.29.

contrôleur de gestion

SONY

La division "Grand Public" de SONY FRANCE crée le poste de Contrôleur de Gestion. Rattaché au Directeur de la division, ce nouveau collaborateur aura les fonctions de : - bord - signale les écarts, réalise à la demande des études de rentabilité, assure l'interface avec l'informatique ; il est le correspondant du service de gestion central. Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'enseignement supérieur (de type HEC, ICP) parlant Anglais, ayant 5 ans minimum d'expérience en contrôle de gestion, et désireux d'élargir ses fonctions. De réelles possibilités de carrière existent pour un candidat à fort potentiel, en raison du rapide développement de SONY FRANCE.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence A 170.82 M à notre conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron S.A.

JEUNE (H ou F.)
vous souhaitez d'une
ÉCOLE D'INGÉNIEURS (ENI) ou de GESTION
et vous êtes attiré par le commercial

SOPAD NESTLE

vous offre de commencer votre carrière par la vente au sein du DÉPARTEMENT RESTAURATION, vous bénéficierez d'un stage de formation rémunéré puis encadré par une

activité de : - conseil auprès d'une clientèle d'hôtels et de restaurateurs ; - promotion et vente d'une gamme sélectionnée de produits alimentaires.

Rattaché au responsable national basé à PARIS votre activité s'exercera dans la société Nord de la France.

Rémunération fixe de 13 + prime + intéressement, frais de vie journaliers.

Véhicule Société la première année puis facilité pour achat d'un véhicule personnel.

Nombreux avantages sociaux : - payés 60/40/40.

Permis de conduire indispensable.

Écrivez avec C.V. détaillé à : SOPAD, service recrutement, 17, quai de Préfaut-Paul-Doumer, 92411 COURBEVOIS CED.

ERIN

recherche pour réalisation de logiciel en informatique industrielle (mini et micro-ordinateurs)

DES INGÉNIEURS
GRANDES ÉCOLES
UNIVERSITAIRES

- Option : informatique, automatique, électronique.

- Débutants à 3 ans d'expérience.

DES ANALYSTES
PROGRAMMEURS

- Niveau DUT informatique.

- 1 an d'expérience minimum souhaitée.

Les candidats retenus seront convoqués dans les 15 jours.

Écrivez avec C.V. à AGAL PUE s/réf. 1.889.27, rue Taitbout 75008 Paris, qui transmettra.



Jeunes ingénieurs construction

Le Groupe SOCOPEC (2.400 personnes en France et dans le monde - 100 Agences sur l'hexagone) s'est acquis, par la compétence de ses collaborateurs et le sérieux de ses prestations, une très grande autorité dans les milieux de la Construction et de l'Industrie.

Dans le cadre de notre développement mais aussi pour assurer le remplacement d'un certain nombre d'anciens bénéficiant des dispositions du contrat de solidarité, nous sommes amenés à proposer aujourd'hui, plusieurs opportunités de carrière dans nos différentes agences (tant à Paris qu'en Province) à de jeunes ingénieurs.

Débutant ou ayant une première expérience professionnelle en Bureau d'Études (1 à 5 ans), vous avez un diplôme d'INGÉNIEUR GENIE CIVIL, GENIE THERMIQUE ou GENIE ELECTRIQUE et éventuellement une formation complémentaire, type CHEBAP - ISBA - COSTIC. Vous aurez à prendre en charge, après une période de formation à nos méthodes, le suivi complet (technique et commercial) des affaires qui vous seront confiées. Vous bénéficierez d'une très large autonomie d'action - vous accepterez une mobilité professionnelle qui vous permettra d'enrichir votre expérience et favorisera votre développement de carrière.

Si vous désirez un métier passionnant dans un environnement humain propice à votre épanouissement professionnel et personnel, adressez votre candidature sous réf. 83.04 P. CANDES - SOCOPEC - Service Emploi et Formation - 3, Avenue du Centre - 78120 SAINT QUENTIN EN YVELINES.

BOSSARD CONSULTANTS FORMATION

Spécialisés dans le Conseil en Formation Professionnelle continue, avec une forte pénétration dans la Grande Distribution, notre mission est de mobiliser les hommes sur des objectifs, à travers des formations-actions dans l'entreprise. Nous intervenons sur des problèmes de gestion, sur l'organisation et la planification des tâches et dans l'animation des équipes de travail. Nous recherchons plusieurs jeunes diplômés d'études supérieures (économie, commerce, gestion et informatique) 28 ans minimum, très fortement attirés par l'apprentissage ou la continuation d'un métier exigeant. Nous souhaitons trouver en vous de l'enthousiasme, des capacités à s'investir, le goût du contact allié au sens de l'écoute, une grande rigueur intellectuelle, un esprit de synthèse et un pouvoir d'autonomie. Notre métier requiert également de fortes capacités d'adaptation et une grande disponibilité pour des déplacements courts mais fréquents. En contrepartie vous intégrerez, chez un des Leaders du Conseil, une équipe ouverte et ambitieuse, pour y prendre des responsabilités rapides et évolutives, dans un des secteurs économiques des plus dynamiques et des plus performants.

Envoyez votre candidature (C.V., lettre manuscrite, salaire actuel, téléphone) sous la référence 55 AM à : ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

LE 4^e CONSTRUCTEUR FRANÇAIS
DE MATERIEL INFORMATIQUE
CROISSANCE + 78% EN 1981,
IMPLANTE MONDIALEMENT
(CENTRES DE RECHERCHE ET
FILIALES EN EUROPE ET U.S.A.)
cherche des hommes qui
continueront cette réussite :

CHEF DE PROJET :

après un premier démarrage, il y a 4 ans, nous lançons notre nouveau plan d'information adapté à notre croissance : télétravail et temps réel.

Pour un secteur complet de l'entreprise - production ou commercial-finance, vous serez l'animateur et responsable des applications de leur définition jusqu'à leur mise en place. Un rôle complet à jouer surtout si vous avez une expérience d'analyse et de programmation sur mini-ordinateur (type DEC. HP).

benson

Écrivez au Service du Personnel
21, des Petites Haies
1, rue Jean-Lemoine
94015 CRÉTIL

Société de location longue durée de véhicules,
filiale d'un groupe financier international,

NEGOCIATEUR DE HAUT NIVEAU

Il agit en tant que conseil auprès des entreprises pour la gestion de leur parc automobile. Il sera donc une formation économique complétée par une expérience terrain dans le domaine de l'automobile ou du financement.

Rémunération : fixe + frais + commissions.

Envoyez C.V. et prétentions sous référence 11582 à JEAN REGNIER Publicité

39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

Important Etablissement Financier
recherche pour
DÉPARTEMENT FORMATION

Formateur

Animateur et Gestionnaire

Diplômé de l'Enseignement Supérieur,

expérience dans un département de Formation ou Personnel

d'une entreprise indispensable, ainsi qu'une parfaite maîtrise de l'ANGLAIS

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 4382 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Cit Honeywell Bull

recrute pour son Centre de Recherches

INGÉNIEURS ELECTRONICIENS
GRANDES ÉCOLES, DOCTORAT 3^{ème} CYCLE

Spécialistes en caractérisation des matériaux, connaissances en microscopie électronique. Théorie de recherche : matériaux magnétiques, semi-conducteurs.

Spécialistes en microprocesseurs, réseaux, opto-électronique.

Lieu de travail : Les Clayes-sous-Bois (78).

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions

précisant la réf. 406 M à Cit Honeywell Bull

PC OG021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS

CEDEX 20

ARNOLD Groupe Logrand

JEUNES AGENTS TECHNICO-COMMERCIAUX

Nous sommes l'un des principaux fabricants d'appareillage électrique. Nous avons une excellente image de marque auprès des professionnels.

Informez le public, promouvez nos produits chez les prescripteurs, négociez les ventes avec les revendeurs grossistes : seront vos missions.

Vous êtes motivé par la vente, vous avez une formation Bac + 2

(ESC, IUT, BTS...) vous débutez ou vous êtes déjà

courte expérience du métier, vous êtes ambitieux, venez rejoindre nos équipes commerciales. Nous vous formerons

produits à la vente.

Nous avons des postes à pourvoir à PARIS, LILLE, RENNES, LIMOGES, NANCY et d'autres villes universitaires.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V.) sous réf. 23 M005, à notre conseil CPA.

69 rue de Monceau 75008 Paris.



ANNONCES CLASSES

ANNONCES ENCADRÉES	Le journal*	Le mardi 7 T.T.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de publications.

OFFRES D'EMPLOIS

1990

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	La semaine	La semaine T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	77,00	91,32
IMMOBILIER	22,80	27,04
AUTOMOBILES	62,00	61,67
AGENDA	62,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La semaine	La semaine T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

chefs de secteur

REGION PARISIENNE & PROVINCE

Association loi 1901 pour le logement en Foyers de Travailleurs sociaux, recherche d'urgence des CHEFS DE SECTEUR pour Région Parisienne et province.

Le Chef de Secteur a la responsabilité globale de gestion de 6-8 Foyers, dirigés par des chefs de centre. Rigoureux, capable d'un management efficace, maîtrisant la comptabilité, la gestion administrative et technique et la relation humaine.

Age minimum 30 ans. Fourchette d'âge souhaitée 30 - 45 ans.

Permis de conduire nécessaire. Véhicule personnel.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. sous pli fermé à : I.C.A. 5 rue d'Hauteville 75009 Paris qui transmettra.

ICA International Council of Agencies

BANQUE MORGAN recherche pour son Département JURIDIQUE ET FISCAL

juriste de banque

Diplômes : maîtrise de Droit Privé plus Institut Universitaire de Gestion ou DESS de Fiscalité (ou diplôme équivalent).

Langue : Bonne connaissance de l'anglais exigée.

Expérience : 5 à 10 ans dans un service juridique, de préférence dans une Banque.

Ce poste spécialisé aura à conseiller en matière juridique et fiscale et à rédiger des actes de crédit de tous types, en qui simplifie des contacts directs à tous les échelons de la hiérarchie et avec la clientèle.

Ce poste exige un caractère dynamique, une grande adaptabilité au changement et un bon contact.

Discrétion assurée.

Adressez C.V. détaillé et prétentions à : Personnel Department Banque Morgan - B.P. 75021 Paris cedex 11.

SOCIETE D'INGENIERIE (1 000 personnes) recherche

POUR LE POSTE D'ADJOINT AU DIRECTEUR DU DEPARTEMENT JURIDIQUE ET FISCAL

Juriste d'entreprise

(environ 55 ans)

ayant acquis au moins 10 années d'expérience en DROIT DES AFFAIRES, notamment dans les domaines suivants :

- commercial, nationaux et internationaux,
- études de gestion des contrats d'assurance,
- propriété industrielle,
- droit social,
- contentieux.

Le poste exige une solide formation juridique (I.E.P., Maîtrise de Droit-DESS, DEA ou Doctorat), la pratique de l'anglais, le sens des responsabilités et une grande aisance dans les relations.

Envoyer CV, photo et prétentions à : 1435

SOURCES

16 rue Jean-Jacques Rousseau, 75001 Paris (qui transmettra)

DIRECTEUR GÉNÉRAL OUTILLAGE DE PRÉCISION

Pour succéder à son fondateur. Entreprises région centre. Équipements performants régulièrement renouvelés. 50 salariés, bon climat social, recherche.

INGÉNIEUR

35 ans minimum Arts et Métiers ou équivalent.

Le candidat devra avoir dirigé un atelier de fabrication d'outillage en assurant les fonctions techniques et commerciales et être fortement motivé par les responsabilités d'entrepreneur.

Antécédents possibles : lettres manuscrites, C.V., photo et prétentions à : 1435

10, rue Trudaine, 75008 Paris.

FOYER de jeunes 14/15 ans recherche prof. maths et français par réf. et sout. imméd. n° 4/3, app. prem. 1^{er}, 2^e, 3^e du CAP, rémunération à déb. n° 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000, 1001, 1002, 1003, 1004, 1005, 1006, 1007, 1008, 1009, 1010, 1011, 1012, 1013, 1014, 1015, 1016, 1017, 1018, 1019, 1020, 1021, 1022, 1023, 1024, 1025, 1026, 1027, 1028, 1029, 1030, 1031, 1032, 1033, 1034, 1035, 1036, 1037, 1038, 1039, 1040, 1041, 1042, 1043, 1044, 1045, 1046, 1047, 1048, 1049, 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059, 1060, 1061, 1062, 1063, 1064, 1065, 1066, 1067, 1068, 1069, 1070, 1071, 1072, 1073, 1074, 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080, 1081, 1082, 1083, 1084, 1085, 1086, 1087, 1088, 1089, 1090, 1091, 1092, 1093, 1094, 1095, 1096, 1097, 1098, 1099, 1100, 1101, 1102, 1103, 1104, 1105, 1106, 1107, 1108, 1109, 1110, 1111, 1112, 1113, 1114, 1115, 1116, 1117, 1118, 1119, 1120, 1121, 1122, 1123, 1124, 1125, 1126, 1127, 1128, 1129, 1130, 1131, 1132, 1133, 1134, 1135, 1136, 1137, 1138, 1139, 1140, 1141, 1142, 1143, 1144, 1145, 1146, 1147, 1148, 1149, 1150, 1151, 1152, 1153, 1154, 1155, 1156, 1157, 1158, 1159, 1160, 1161, 1162, 1163, 1164, 1165, 1166, 1167, 1168, 1169, 1170, 1171, 1172, 1173, 1174, 1175, 1176, 1177, 1178, 1179, 1180, 1181, 1182, 1183, 1184, 1185, 1186, 1187, 1188, 1189, 1190, 1191, 1192, 1193, 1194, 1195, 1196, 1197, 1198, 1199, 1200, 1201, 1202, 1203, 1204, 1205, 1206, 1207, 1208, 1209, 1210, 1211, 1212, 1213, 1214, 1215, 1216, 1217, 1218, 1219, 1220, 1221, 1222, 1223, 1224, 1225, 1226, 1227, 1228, 1229, 1230, 1231, 1232, 1233, 1234, 1235, 1236, 1237, 1238, 1239, 1240, 1241, 1242, 1243, 1244, 1245, 1246, 1247, 1248, 1249, 1250, 1251, 1252, 1253, 1254, 1255, 1256, 1257, 1258, 1259, 1260, 1261, 1262, 1263, 1264, 1265, 1266, 1267, 1268, 1269, 1270, 1271, 1272, 1273, 1274, 1275, 1276, 1277, 1278, 1279, 1280, 1281, 1282, 1283, 1284, 1285, 1286, 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292, 1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1305, 1306, 1307, 1308, 1309, 1310, 1311, 1312, 1313, 1314, 1315, 1316, 1317, 1318, 1319, 1320, 1321, 1322, 1323, 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1330, 1331, 1332, 1333, 1334, 1335, 1336, 1337, 1338, 1339, 1340, 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1349, 1350, 1351, 1352, 1353, 1354, 1355, 1356, 1357, 1358, 1359, 1360, 1361, 1362, 1363, 1364, 1365, 1366, 1367, 1368, 1369, 1370, 1371, 1372, 1373, 1374, 1375, 1376, 1377, 1378, 1379, 1380, 1381, 1382, 1383, 1384, 1385, 1386, 1387, 1388, 1389, 1390, 1391, 1392, 1393, 1394, 1395, 1396, 1397, 1398, 1399, 1400, 1401, 1402, 1403, 1404, 1405, 1406, 1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412, 1413, 1414, 1415, 1416, 1417, 1418, 1419, 1420, 1421, 1422, 1423, 1424, 1425, 1426, 1427, 1428, 1429, 1430, 1431, 1432, 1433, 1434, 1435, 1436, 1437, 1438, 1439, 1440, 1441, 1442, 1443, 1444, 1445, 1446, 1447, 1448, 1449, 1450, 1451, 1452, 1453, 1454, 1455, 1456, 1457, 1458, 1459, 1460, 1461, 1462, 1463, 1464, 1465, 1466, 1467, 1468, 1469, 1470, 1471, 1472, 1473, 1474, 1475, 1476, 1477, 1478, 1479, 1480, 1481, 1482, 1483, 1484, 1485, 1486, 1487, 1488, 1489, 1490, 1491, 1492, 1493, 1494, 1495, 1496, 1497, 1498, 1499, 1500, 1501, 1502, 1503, 1504, 1505, 1506, 1507, 1508, 1509, 1510, 1511, 1512, 1513, 1514, 1515, 1516, 1517, 1518, 1519, 1520, 1521, 1522, 1523, 1524, 1525, 1526, 1527, 1528, 1529, 1530, 1531, 1532, 1533, 1534, 1535, 1536, 1537, 1538, 1539, 1540, 1541, 1542, 1543, 1544, 1545, 1546, 1547, 1548, 1549, 1550, 1551, 1552, 1553, 1554, 1555, 1556, 1557, 1558, 1559, 1560, 1561, 1562, 1563, 1564, 1565, 1566, 1567, 1568, 1569, 1570, 1571, 1572, 1573, 1574, 1575, 1576, 1577, 1578, 1579, 1580, 1581, 1582, 1583, 1584, 1585, 1586, 1587, 1588, 1589, 1590, 1591, 1592, 1593, 1594, 1595, 1596, 1597, 1598, 1599, 1600, 1601, 1602, 1603, 1604, 1605, 1606, 1607, 1608, 1609, 1610, 1611, 1612, 1613, 1614, 1615, 1616, 1617, 1618, 1619, 1620, 1621, 1622, 1623, 1624, 1625, 1626, 1627, 1628, 1629, 1630, 1631, 1632, 1633, 1634, 1635, 1636, 1637, 1638, 1639, 1640, 1641, 1642, 1643, 1644, 1645, 1646, 1647, 1648, 1649, 1650, 1651, 1652, 1653, 1654, 1655, 1656, 1657, 1658, 1659, 1660, 1661, 1662, 1663, 1664, 1665, 1666, 1667, 1668, 1669, 1670, 1671, 1672, 1673, 1674, 1675, 1676, 1677, 1678, 1679, 1680, 1681, 1682, 1683, 1684, 1685, 1686, 1687, 1688, 1689, 1690, 1691, 1692, 1693, 1694, 1695, 1696, 1697, 1698, 1699, 1700, 1701, 1702, 1703, 1704, 1705, 1706, 1707, 1708, 1709, 1710, 1711, 1712, 1713, 1714, 1715, 1716, 1717, 1718, 1719, 1720, 1721, 1722, 1723, 1724, 1725, 1726, 1727, 1728, 1729, 1730, 1731, 1732, 1733, 1734, 1735, 1736, 1737, 1738, 1739, 1740, 174

ANNONCES CLASSEES

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

économie

DÉMOGRAPHIE

Le nombre des familles de trois enfants a augmenté en France

Le bilan démographique 1982, que vient de publier l'INSEE, confirme plusieurs évolutions remarquables des dernières années. La plus remarquable est la remontée sensible du nombre des familles de trois enfants. En 1976, le nombre des enfants de rang 3 (c'est-à-dire la troisième naissance dans une famille) était tombé à 71 000, soit 18,5 % des naissances légitimes. Il a remonté à 110 000 en 1981, soit 20,5 %.

Ce mouvement a-t-il continué en 1982 ? Ce n'est pas évident, la reprise de la natalité amorcée à la fin de 1978 s'étant interrompue, (800 000 naissances l'an dernier contre 805 500 en 1981). L'évolution du nombre mensuel des naissances indique même une tendance à la baisse depuis le printemps de l'an dernier. Mais il est possible que cette baisse soit due à une diminution des premières et deuxième naissances dans les familles, diminution déjà constatée en 1981 et que l'augmentation des naissances hors mariage ne compense que partiellement.

Seconde confirmation : les jeunes se marient moins. Le rythme de la baisse du nombre de mariages s'est certes ralenti l'an dernier (3 000 de moins qu'en 1981) mais, alors que la population en âge de se marier a augmenté, le nombre des unions légales a été inférieur de plus de 100 000 à ce qu'il était il y a dix ans (312 000 contre 417 000 en 1972). Si le comportement observé actuel-

lement se perpétuait, cela signifierait qu'un Français sur trois resterait célibataire. En fait, la cohabitation hors mariage continue à se diffuser dans la société et des familles se constituent mais sans passer à la mairie : le nombre des enfants dits naturels, supérieur à 100 000, représente 13 % des naissances contre 6 % au début des années 60 et surtout un sur deux est reconnu légalement par son père dès la naissance au lieu d'un sur cinq il y a dix ans.

Troisième confirmation : les Français vivent plus longtemps. L'espérance de vie à la naissance (70,8 ans pour les hommes, 78,9 pour les femmes) a augmenté d'un an depuis 1977. Le taux de mortalité baisse à tous les âges sauf entre vingt et trente-cinq ans (du fait surtout des accidents de la route) ; le phénomène le plus marquant est la baisse de la mortalité infantile : 30 décès pour 1 000 naissances vivantes au début des années 60, moins de 10 décès aujourd'hui. La France approche désormais les taux les plus bas du monde qui sont ceux des pays nordiques et devance largement le Royaume-Uni et l'Allemagne fédérale.

Au total, la population de la France s'est accrue de 1 133 000 personnes en 1982 du seul fait de l'excédent des naissances (800 000) sur les décès (545 000). On peut estimer sa population à 54,4 millions d'habitants au 1^{er} janvier 1983. Si la proportion des personnes âgées est la même qu'il y a cinq ans (17,8 % de la population à plus de cinquante ans), celle des jeunes de moins de vingt ans diminue régulièrement : ils représentent aujourd'hui 17,8 % de la population, un peu moins qu'en 1936. — J.-M. D.

AGRICULTURE

LA CRISE DE L'AVICULTURE BRETONNE La fermeture de plusieurs marchés étrangers gonfle considérablement les stocks d'œufs et de poulets congelés

De notre correspondant

La crise de l'aviculture bretonne s'aggrave. La fermeture de certains marchés étrangers a réduit d'environ 15 % la production des quatre exportateurs de poulets congelés (Abattoirs Doux à Châteaulin, UNACO à Brie-de-l'Orde, Tilly à Quillac et SAPBO à Plouisy). La capacité d'abattage journalière est ainsi passée de 1 500 000 poulets à 1 200 000. Cette mévente a pour conséquence, entre autres, de grossir considérablement le stock d'œufs à la fois pour la consommation et pour la production de poussins. Les œufs encombrant les marchés, leurs cours ont considérablement baissé.

Les aviculteurs sont contraints de nourrir un cheptel qui ne rapporte plus. Pour tenter d'enrayer le marasme, ils se déclarent prêts à sacrifier environ 5 millions de poulets. Cependant, ils souhaitent que le manque à gagner soit compensé par une aide de l'Etat. En attendant l'ouverture de négociations avec le ministère de l'Agriculture, les producteurs, en signe d'avertissement, ont tué quelque 30 000 poulets au cours de la nuit du 28 au 29 janvier dans les rues de Brest, Landivisiau et Morlaix.

La malaise de l'aviculture ne peut que s'amplifier si les exportateurs ne parviennent pas à trouver rapidement le stock de 60 000 tonnes de poulet congelé qui encombre leurs entrepôts frigorifiques. C'est la conséquence de leur production moyenne. La société Tilly a annoncé sa décision de fermer ses abattoirs de Quillac (700 salariés) à partir du 25 mars, pour une période indéterminée. Elle a demandé à ses éleveurs de pousser de ne plus mettre d'œufs à couver. UNACO demandera ses salariés à prendre leur cin-

quième semaine de congé début avril, camouflant ainsi un chômage technique de huit jours.

La crise du poulet d'exportation n'est pas seulement un mauvais coup pour l'aviculture bretonne. Elle risque d'alourdir un peu plus la balance des paiements. En 1982, le poulet breton a rapporté environ 2,5 milliards de francs. Il a fait de la France le deuxième exportateur de poulet congelé, mais surtout il a impacté local. Il fournit un emploi à quelque 13 000 personnes (producteurs d'œufs, de couvoirs, éleveurs de poulets, fabricants d'aliments et d'abattoirs). Il a maintenu sur place une population rurale dans les régions de Bretagne.

Selon les responsables des centres d'abattage, la crise a été provoquée par le Brésil, nouvel exportateur qui pratique une politique de dumping. Ils considèrent toutefois le problème local. Ils demandent un soutien financier de l'Etat pour franchir la phase difficile. Or une subvention à l'exportation est contraire au traité de Rome.

Obtiendront-ils, dans ces conditions, les financements souhaités ? En attendant une amélioration de la situation, les aviculteurs, éleveurs de poussins et de couvoirs, ont décidé de se constituer un comité d'abattage par département d'intégration, sous la corde raide. Dépôts de bilan et faillites se multiplient en cascade. Le climat est l'incertitude. Alarmés par la crise, une vingtaine de maires du sud de la Bretagne se sont réunis à Huelgoat (Finistère). Ils ont lancé un appel au président de la

République en ajoutant qu'ils ne resteraient pas les bras croisés.

JEAN DE ROSIÈRE.

(Au début de janvier, M^{me} Cresson avait exprimé sa position sur cette crise. « Il faut, disait-elle, que les quatre sociétés d'abattage réalisent une certaine aide de modifier leur production, cesser la création de nouveaux poulets, réaliser une planification souple afin de s'adapter à une situation de crise mondiale provoquée par le dumping des producteurs brésiliens. » Le gouvernement a tenté d'obtenir une augmentation des réserves (aide à l'exportation) de la part de Bruxelles, « ce qui n'est pas facile, car la France réalise à elle seule 65 % des exportations communautaires de poulet ». Le ministre avait indiqué qu'elle cherchait de nouveaux débouchés en U.R.S.S., en Égypte et au Japon, et faisait en sorte que les entreprises concernées bénéficient de facilités financières. « Mais le gouvernement n'est pas chargé d'acheter au nom des contribuables les excédents d'une production facilement prévisible, dont le taux de progression qui était de 26 % en 1978 a atteint 40 % en 1981 », avait précisé M^{me} Cresson.)

La Sanofi entre dans le capital d'Entremont

LA BIOTECHNOLOGIE DANS LA FILIÈRE DU LAIT

Les sociétés Sanofi, Eitbio-industries et Yves Rocher viennent de s'associer avec Entremont, premier producteur français d'emmental, dans un groupement d'intérêt économique, Monserbio, pour l'étude, le développement en commun et la valorisation des composants du lait par la voie des biotechnologies.

À cette occasion, la Sanofi et Yves Rocher ont pris une participation de 19 % dans le capital d'Entremont.

LA LIQUIDATION DE LA SICAVINS

Les salariés de M. Doumeng en appellent aux élus de Midi-Pyrénées

De notre correspondant

Toulouse. — « Je préfère me couper un doigt plutôt que de me couper un bras », avait déjà déclaré, en juillet 1982, lors du précédent conflit de la Sicavins, M. Jean-Baptiste Doumeng, P.D.G. d'Intégration et propriétaire majoritaire de cette société de transformation de vins. Alors que l'entreprise tout juste créée par la production de jus de raisin, se situait au moment où M. Louis Bot, liquidateur, s'apprêtait à déposer le bilan, M. Doumeng avait décidé de vendre plusieurs fois qu'il n'a pas rendu les pieds dans l'entreprise. Le bilan de la Sicavins ne s'est pas amélioré.

À la mi-juillet 1982, l'appel de la C.G.T., seul syndicat présent dans l'entreprise, déclare une grève avec occupation. Motif : le licenciement d'un salarié, M. Jean Nott, à la suite de la démission de M. Doumeng. Le conflit s'est durci, et l'appartenance de M. Doumeng au parti communiste n'a rien fait pour l'apaisement syndical. Après l'annulation des élus, dont ceux du P.C.F. de la Haute-Garonne, le conflit s'envenime sur un compromis en plan social : réduction des heures et paiement de jours de grève à 50 %. En trois ans, cette entreprise, qui transformait le raisin de l'Alsace, a perdu plus de la moitié de son effectif. Sicavins, qui avait quatre P.D.G. en quatre ans, n'était pourtant pas en faillite.

En juillet 1982, l'entreprise est scindée en deux. D'un côté, la Sicavins, mise en liquidation amiable le 14 octobre, employant une vingtaine de salariés, qui devaient, en principe, être placés dans l'autre, une société fermière en location-gérance, avec le gros des salariés, une quarantaine au total, sous la responsabilité de M. Jean Nott. Mais, si le découpage permet un sursis de quelques mois, il ne règle pas le problème de fond. Depuis longtemps, l'entreprise perd de l'argent, beaucoup d'argent. Le délégué C.G.T., M. Lafitte, ne refuse à aucun chiffre, il s'agit de plusieurs millions de francs, mais au-delà de 10 probablement.

Aujourd'hui, la Sicavins n'est plus qu'un nom. Dans une liquidation normale, dans un processus normal, le liquidateur, M. Louis Bot, aurait dû procéder rapidement à une liquidation judiciaire. C'est que le principal créancier de l'entreprise, le Crédit agricole de la Haute-Garonne, n'est plus

à faire de cadeaux. Et M. Doumeng, qui a pourtant ses entrées dans la banque verte, n'est plus aujourd'hui à l'abri. N'importe quel élu en son autre occasion : « Si la situation financière ne s'arrange pas, je mets la clé sous la porte ».

On s'en doute, les salariés de la Sicavins ne sont pas satisfaits et se laissent aller à des coups de langue. Ils ne s'agitent pas pour l'instant. « Ils ne songent nullement à une action Doumeng », ils ont décidé de jouer la carte des élus de la région. La C.G.T. persiste à dire que l'entreprise est viable, mais aussi qu'elle est victime d'erreurs de gestion et de la concurrence de plus en plus forte des sociétés voisines, la Société des vins de France (S.V.F.), M. Castelvin, qui ont su tailler une bonne part du marché régional.

Les dirigeants de la Sicavins seraient nés de la mise en place de la loi sur la production des vins. Sa production est tombée de 200 000 hectolitres en 1978 à 30 000 aujourd'hui, même qu'elle s'est effondrée, conséquence de l'exportation, en un déclinisme de la consommation intérieure, qui lui fait aujourd'hui défaut. La solution, pour le syndicat C.G.T., est un problème de commercialisation, pour résister dans une reprise de la société par un groupement régional. Les producteurs de ce département vont, en effet, chercher à commercialiser des excédents. Ils espèrent bénéficier de subventions dans le cadre de l'Institut des vins, qui pourrait permettre de lancer sur le marché régional des produits concurrentiels.

Lundi 31 janvier, les salariés se sont réunis en travail. Ce n'est pas encore l'occupation des bâtiments, ils attendent de savoir ce que va faire le syndicat et espèrent dans la réponse des élus. Mais l'ampleur Doumeng, comme ailleurs, quand le patron se dérobe, les salariés se sentent seuls la puissance publique.

Mais il nous est impossible de voir solution, nous pourrions créer une coopérative ouvrière de production, nous a dit M. Lafitte.

GÉRARD VALLÈS.

ERRATUM. — Dans le Monde du 15 janvier, nous avons écrit à Beaumont-les-Valence (Drôme), les agriculteurs ont la venue avait été promise par un groupe d'agriculteurs. C'est à Beaumont-en-Diois (Drôme) que ces terres ont été données.

LIVRET D'ÉPARGNE POPULAIRE

Avec l'Ecureuil, protégez mieux vos économies



Grâce à son NOUVEAU PLAFOND de 20.000 F

- à sa double rémunération totalement exonérée d'impôt :
- un intérêt de base de 8,50 %
- un complément de rémunération qui s'applique aux sommes que vous aurez conservées au moins 3 mois consécutifs

LE LIVRET D'ÉPARGNE POPULAIRE

assure votre épargne la conservation intégrale de sa valeur même au bout de plusieurs années.

Pour savoir si vous pouvez bénéficier, renseignez-vous auprès de votre Caisse d'Épargne Ecureuil.

CAISSE D'ÉPARGNE
Le bon conseil au bon moment.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ les	+ les	Rep.	+ ou Dép.	Rep.	+ ou Dép.	Rep.	+ ou Dép.
\$ E.-U.	6,9328	6,9358	+ 176	+ 285	+ 365	+ 425	+ 970	+ 1090
\$ Can.	5,5869	5,5920	+ 78	+ 185	+ 175	+ 230	+ 520	+ 635
Yen (100)	2,8895	2,8935	+ 176	+ 130	+ 275	+ 310	+ 845	+ 985
DM	2,8320	2,8350	+ 140	+ 160	+ 330	+ 350	+ 950	+ 1065
Flarin	2,5755	2,5790	+ 140	+ 160	+ 330	+ 345	+ 920	+ 975
F.R. (100)	14,7560	14,7690	+ 100	+ 30	+ 240	+ 18	+ 520	+ 530
S.S.	3,4655	3,4670	+ 265	+ 265	+ 575	+ 610	+ 1545	+ 1630
L. (1 000)	4,9165	4,9225	+ 380	+ 180	+ 650	+ 590	+ 2280	+ 1940
£	16,6000	16,6120	+ 88	+ 135	+ 170	+ 270	+ 615	+ 810

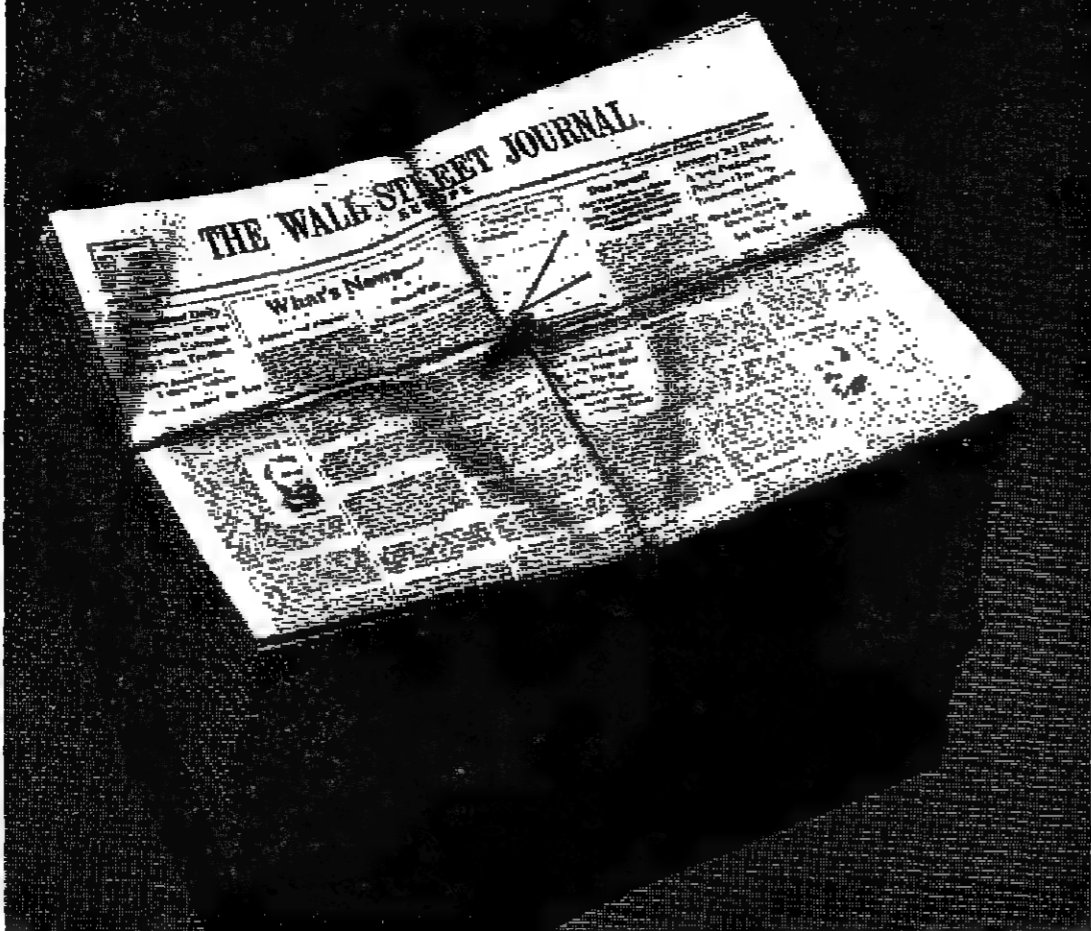
TAUX DES EURO-MONNAIES

	8 5/8		9 1/4		9 3/8		9 1/2		9 3/4	
	5 7/16	2 13/16	5 7/16	2 13/16	5 7/16	2 13/16	5 7/16	2 13/16	5 7/16	2 13/16
\$ E.-U.	4 3/4	5 5/8	4 3/4	5 5/8	4 3/4	5 5/8	4 3/4	5 5/8	4 3/4	5 5/8
Flarin	11	13	12 3/8	13 7/8	12 1/2	13 1/2	13	14 1/2	13	14 1/2
F.S.	1	1 3/4	2 3/16	2 9/16	2 7/16	2 13/16	3	3 1/2	3	3 1/2
L. (1 000)	16	19	20 1/2	22 1/4	21 5/8	23 1/8	21 7/8	23 1/4	21 7/8	23 1/4
£	11	11 5/8	11 1/4	11 7/8	11 1/4	11 7/8	11 1/8	11 3/4	11 1/8	11 3/4
F. franc	13	13 3/4	15 3/4	16 3/4	15 1/4	16 1/4	15 1/4	16 1/4	15 1/4	16 1/4

AGENCES PUB COPIES COULEURS
Qualité photographique professionnelle
ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL PARIS 12^e 347.21.32

la gentilhomme
Square Louvois
296-54.69. F. dim.
10, rue Chateaux 2^e
Spécialités raclette, Vaisseau
Froid, saumon, Foie gr. un croust.

A PARTIR DU 31 JANVIER, L'EUROPE DES AFFAIRES, C'EST NOTRE AFFAIRE.



Vous l'aurez certainement reconnu, voilà le nouveau journal d'affaires européen.

Il s'appelle The Wall Street Journal/Europe.

Il traite des mêmes sujets, du même type d'informations que son équivalent américain, mais il est imprimé et édité en Europe et spécialement destiné aux hommes d'affaires européens.

Chaque matin, vous y trouverez toutes les informations politiques et

financières européennes que vous devez connaître. Avec en plus, des nouvelles internationales et américaines que vous ne pouvez trouver dans d'autres publications.

Achetez-le, le 31 janvier, et jetez un coup d'œil au monde des affaires sous un angle nouveau!

THE WALL STREET JOURNAL.

The International Business Daily

Hilton Tower, Bte 7A, Blvd de Waterloo 38, 1000 Bruxelles. Tél: 02/513.90.80. Telex: 22743.

AGRICULTURE

Budget en hausse de 18 % pour la SOPEXA qui veut « faire pousser la France »

Le budget qui souffrait en poupe pour la SOPEXA en 1982 n'est pas en train de se relever. La loi pour l'expansion des produits agricoles et alimentaires, qui avait craint un moment pour son budget, voit celui-ci progresser de 18 %, soit une progression de 80 % en deux exercices. Le budget de l'Etat à l'agriculture s'élève à 19,1 milliards de francs. Il faudra y ajouter les concours particuliers des professionnels, comme ceux des offices qui assurent un minimum de doublement des crédits à la promotion des produits agro-alimentaires français.

Entre sollicitude de la part des pouvoirs publics s'explique par l'importance qu'a pris le commerce agro-alimentaire dans la balance commerciale de la France. Elle ne peut pas faire oublier cependant que les entreprises étrangères qui ont obtenu un objectif de 1982, la D.M.A. allemande, ont un budget triple de celui de la SOPEXA, tandis que Food from Britain dispose de 300 millions de francs pour la promotion sur son seul marché intérieur.

La SOPEXA, elle, travaille tant pour le marché national qu'à l'extérieur où opèrent sous des deux noms de la même entité. Bras armé de la politique de reconquête du marché intérieur, elle mène actuellement à la demande du gouvernement des opérations tests, avec le slogan : « Les produits de France, nous les faisons pousser la France ». La première opération s'est déroulée dans une ville, Périgueux, la seconde concerne une chaîne de distribution, la SAPAC.

Les opérations sont positives, c'est-à-dire qu'elles provoquent un accroissement des achats de produits made in France. Le gouvernement envisage d'étendre cette campagne. La SOPEXA envisage aussi de passer des conventions avec les établissements publics régionaux qui pourraient organiser un plus grand nombre de promotions sur le marché intérieur.

Globalement, le volume des actions sera supérieur de 20 % à celui de 1982, mais plus haut que l'augmentation du budget, du fait d'économies de gestion, a indiqué M. Herbaux, directeur général de la SOPEXA. L'accent sera mis à l'étranger sur la C.E.E. et surtout sur le marché allemand, troisième marché pour les produits agro-alimentaires que poursuit la SOPEXA et qui se manifeste un tassement - dû à la crise - plus rapide cependant pour la France que celui enregistré par les pays du Nord. Effort de la SOPEXA aux Pays-Bas où, comme

l'on dit, le marché des fromages « porte ».

Les crédits ne dépassent pas ceux des Etats-Unis (+ 50 % en 1982) et sont reconduits sur les marchés du Canada où le marché est dépressif. Pour ces deux pays, la SOPEXA a opéré des rectifications de crédits entre ses bureaux, les uns s'occupant de la vente est dans les deux pays, les autres de la vente à l'étranger, afin de suivre le rythme des affaires qui ne dépendent pas toujours aux découpages des Etats.

Par exemple, la SOPEXA travaille avec la chaîne de distribution Safeway, présente tant aux Etats-Unis qu'au Canada. Les produits concernés sont les vins et spiritueux sur la R.F.A. et les Etats-Unis, les produits laitiers (fromages surtout), les produits de la pêche et les produits de la volaille, les légumes et les fruits. M. Herbaux, qui a précisé que la SOPEXA a des difficultés à vendre sur les marchés libres (Arabie Saoudite), a encore indiqué le directeur général, sur la charcuterie française qui n'a pas une bonne image, les produits diététiques qui représentent une promesse, les fruits et légumes qui marchent très bien, mais avec un nombre de variétés trop limité : pommes, poires, fleurs, tomates et salades.

M. Herbaux, qui est satisfait du crédit apporté par les pouvoirs publics à l'action de la SOPEXA, se dit cependant de plus en plus irrité par les pesanteurs administratives qui s'accroissent autour de la SOPEXA. Le budget de la SOPEXA est arrêté par un comité technique administratif, présidé par le directeur d'administration de la SOPEXA, puis par le FORMA, puis par le Conseil supérieur des exportations. On y trouve à chaque fois des représentants de la profession et de l'administration, et, en plus, ils veulent créer une sous-commission.

JACQUES GRALL

DANS LA MAYENNE

Un fichier de recensement des départs est mis en place pour faire connaître aux jeunes les possibilités d'installation

De notre correspondant

Laval. - L'installation des jeunes en agriculture : un enjeu important, mais, avant même le problème financier auquel se heurtent les candidats, se pose une simple question d'information et de recensement des départs. Afin de permettre aux jeunes de connaître les possibilités d'installation, une telle idée simple qui a été mise en application en Mayenne.

Le fichier « Départ-Installation », outil créé par l'association départementale pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (ADASEA), connaît des débuts prometteurs, puisque, après un an de fonctionnement, onze installations ont été réalisées. Au cours de cette première année, la demande a été plus importante que l'offre : 108 candidats pour seulement 64 exploitations libres. Mais, à l'avenir, ce risque fort de saturation n'est pas à écarter, car l'agriculture mayennaise prend de l'âge : d'ici dix ans, 7 000 agriculteurs sur plus de cinquante-cinq ans vont libérer le quart de la surface agricole du département, soit 115 000 hectares.

Toutefois, l'ADASEA a constaté que cet encouragement à l'installation des jeunes passe par

une maîtrise de l'évolution des surfaces. Sur ce point, des études ont été menées par l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) de Rennes, qui a eu lieu à l'automne 1980. En 1990, ce chiffre chute à 180 et à 125 en l'an 2000. A l'heure actuelle, donc, entre 100 et 130 000 exploitations en Mayenne pour 20 000 aujourd'hui. La moyenne est actuellement de 22 hectares, et la concentration des terres est déjà bien avancée, car le département enregistre chaque année 600 départs pour 250 installations.

Pour suivre encore de plus près ces fluctuations, l'ADASEA a en projet trois autres fichiers complémentaires : le premier serait destiné à la recherche d'associés pour les Groupements agricoles d'exploitations en commun (GAE) père-fils lorsque le père cesse d'exploiter ; le second permettrait de garder le contact avec des stagiaires et des salariés ; le dernier serait une sorte d'outil plus raffiné correspondant aux petites régions naturelles où le risque de dépeuplement est le plus grand. - J.B.

ÉCONOMIE SOCIALE

AUX JOURNÉES DE TRAVAIL DE TOULOUSE

Quand un secteur tente de se constituer en mouvement...

De notre correspondant

Toulouse. - Deux journées de travail ont été organisées à l'économie sociale fin janvier au Palais des congrès à Toulouse. Elles constituaient une grande première dans la région et en France. C'est en effet la première fois que le genre visant à réunir en un même lieu plus de 100 participants pour une grande messe à la gloire d'un mouvement économique longtemps marginalisé par les pouvoirs publics. Les journées étaient organisées par la FONDSE, la Fédération de l'économie sociale créée en 1981 à l'initiative du Comité national de liaison des activités coopératives, mutualistes et associatives ; et du G.R.C.M., le Groupe régional de la coopération et de la mutualité et du mouvement régional du Midi-Pyrénées.

Il y a eu des débats, de questions, mais surtout de retrouvailles - s'il est vrai qu'ils se fussent un jour rompus - entre des acteurs de l'économie sociale et de la coopération agricole, avec ses CUMA (coopératives d'utilisation de matériel agricole), les SCOP (coopératives ouvrières de production), les mutuelles, presque aussi vieilles pour certaines que le mouvement ouvrier, ou encore les associations.

La première journée a été consacrée aux exposés de principe, la philosophie d'un secteur économique qui tente de se constituer en mouvement. Les différentes commissions ont traité des droits de l'homme et de l'économie sociale, des stratégies éducatives, de la communication. Les participants à ce colloque ont également évoqué la place de l'économie sociale dans la décentralisation.

La deuxième journée a permis plus précisément d'appréhender à travers différents exemples pris en Midi-Pyrénées, le degré d'implication de l'économie sociale dans l'action locale ou régionale.

Beaucoup d'autosatisfaction au regard de quelques petites victoires, mais aussi quelques inquiétudes. Un dirigeant de l'ADASEA a évoqué la situation de celle d'actionnaire. Un autre a évoqué les difficultés de l'après-10 mai, période au cours de laquelle d'importants clients, des entreprises nationales, ont été responsables de cantonnement dans un prudent attentisme.

Malgré ce paradoxe, pourtant, car, depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, nombre de documents officiels ont témoigné de la volonté des pouvoirs publics d'encourager un mouvement économique qui se situe entre les entreprises nationales et les entreprises privées. L'économie sociale, qui revendique son originalité, se veut collective dans son fonctionnement et solidaire dans ses préoccupations, espère pourtant trouver sa place. Les participants aux Journées de Toulouse l'ont dit, dans une région qui fut le berceau historique des coopératives ouvrières, la plus connue, la Verrerie d'Albi fondée par Jean Jaurès.

GÉRARD VALLÉS

PROCHE-ORIENT

Homme d'affaires Saoudien recherche pour association des sociétés françaises en vue de la construction d'HÔPITAUX et de BATIMENTS UNIVERSITAIRES

Contrat : 200 millions de dollars
Adresser références et propositions à :
M. MOSA ABDELAZIZ
P.O. BOX 10144 RIYAD
Arabie Saoudite

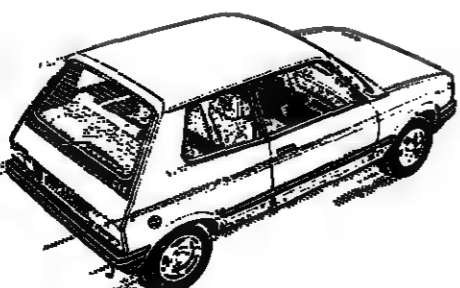
JUSQU'AU 10 FÉVRIER

TOUS À LA SAMBA



SAMBA CABRIOLET
6 CV, 1350 cm³, 5 vitesses, 157 km/h.
Sans apport initial, roulez plein ciel avec plaisir.

Consommations aux 100 km (normes UTAC) : 5,5 l à 90 km/h, 7,2 l à 120 km/h et 8,4 l en parcours urbain. (Jantes en alliage léger en option.)



SAMBA GLS
1360 cm³, 6 ou 7 CV, 159 ou 168 km/h.
Sans apport initial, roulez avec brio.

Consommations aux 100 km (normes UTAC) : Samba GLS 6 CV, 5,4 l à 90 km/h, 7,0 l à 120 km/h et 8,4 l en parcours urbain. Samba GLS 7 CV, 5,9 l à 90 km/h, 7,5 l à 120 km/h et 9,3 l en parcours urbain. (Jantes en alliage léger en option.)

* sur circuit



Crédit possible de 11 à 40 mois maximum

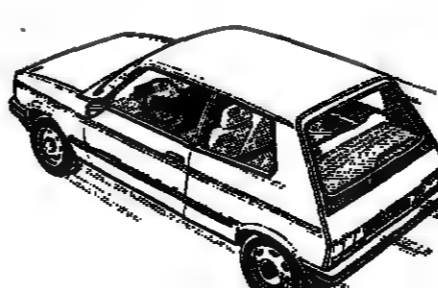
Valable jusqu'au 10 février - Sans réserve d'acceptation du dossier par DIN ou CRÉCIVIA.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire Peugeot-Talbot.



SAMBA RALLIE
2 carburateurs double corps, 176 km/h
compte-tours, 5 vitesses... Sans apport initial, roulez "à fond la SAMBA".

Consommations aux 100 km (normes UTAC) : 5,5 l à 90 km/h, 8,7 l à 120 km/h et 9,8 l en parcours urbain.



SAMBA LS et GL
4,6 litres aux 100 km à 90 km/h, 6,3 litres à 120 km/h, 5,8 litres en parcours urbain... Sans apport initial, roulez l'économie et dans le confort.

TALBOT SAMBA

Les constructeurs sont ses griffes

INFORMATIONS « SERVICES »

TROISIÈME AGE

La retraite à 60 ans des chômeurs

Les informations publiées sous le titre « Les pionniers de la retraite à soixante ans » ont suscité plusieurs lettres de lecteurs témoignant de leur désarroi, face aux réponses des organismes auxquels ils se sont adressés pour avoir des informations sur leur situation personnelle.

Il s'agit, rappelons-le, de la possibilité offerte aux chômeurs de longue durée, âgés de soixante ans, de pouvoir bénéficier d'une pension du régime général au taux de 50 % à condition de justifier de dix années d'assurance dans l'ensemble des régimes de retraite et d'en faire la demande avant le 1^{er} avril 1983. A cette date c'est de trente-sept ans et demi de cotisations qu'il faudra justifier pour bénéficier de ce taux. De plus, ces chômeurs doivent avoir été inscrits comme demandeurs d'emploi au 1^{er} février 1982 et à l'échéance de la demande, qu'il y ait ou non du travail interrompant le chômage.

En région parisienne, devant le besoin d'information, la CNAV (Caisse nationale d'assurance vieillesse) et l'A.N.P.E. (Agence nationale pour l'emploi) ont engagé dès le mois de novembre 1982, une campagne pour renseigner les chômeurs âgés et arrivés en fin de droit (1).

Environ deux cents réunions, regroupant une trentaine de personnes à chaque fois (les intéressés se faisant le plus souvent accompagner par leur conjoint) se sont ainsi échelonnées jusqu'au début du mois de janvier 1983. Sur les 4 000 chômeurs qui ont répondu présents, un sur six a déposé, immédiatement

ment une demande de pension. Certains, déjà démunis de ressources auraient pu le faire plus tôt, la mesure étant en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1982. Les autres ont réservé leur réponse, car il manquait à ces réunions, un partenaire d'importance, l'ASSE-DIC qui verse les allocations de chômage et qu'il importe, évidemment, de consulter avant de prendre toute décision. Opter ou non pour la pension dépend effectivement du maintien des indemnités de chômage et de la durée de cette indemnisation.

Un chômeur totalisant peu de trimestres d'assurance, à qui il faudrait encore une longue période pour avoir cent cinquante trimestres, aura certainement à profiter du taux de 50 % : la perte due au manque de trimestres étant plus ou moins neutralisée par le taux de 50 %. Car, s'il se décide, après le 1^{er} avril 1983, (une fois ses indemnités épuisées), on lui appliquera le taux en vigueur, plus faible. A l'inverse, un assuré ayant un nombre de trimestres voisin des cent cinquante peut avoir intérêt à attendre pour obtenir une pension « entière ».

Prenons l'exemple de M. A., qui dispose de 130 trimestres et d'un salaire moyen annuel de 50 000 F. Jusqu'au 1^{er} avril 1983, sa pension sera égale à :
(50 000 x 50 / 100) trimestres, soit 5 416 F par trimestre.
Si son indemnité se prolonge jusqu'en octobre, avec trois trimestres de plus, sa pension ne sera alors que de :
(50 000 x 28,75 / 100) trimestres, soit 3 186 F par trimestre.
Au contraire, M. B., qui totalise déjà 147 trimestres, a droit, avant le 1^{er} avril 1983, à une pension de :
(50 000 x 50 / 100) trimestres, soit 5 416 F par trimestre.
Si son indemnisation persiste, au mois d'octobre, il aura accumulé 150 trimestres et aura droit à une pension complète de :
(50 000 x 50 / 100) trimestres, soit 5 416 F par trimestre.
Si par malchance, l'indemnisation s'arrête au bout d'un trimestre, il n'aurait plus que :
(50 000 x 47,50 / 100) trimestres, soit 5 858 F par trimestre.

Chacun doit donc établir un diagnostic précis de sa propre situation en cherchant les renseignements auprès de l'ASSEDIC et de sa caisse régionale d'assurance-maladie pour la province ou de la Caisse nationale d'assurance vieillesse pour la région parisienne.

CHRISTIANE GROLIER.

(1) Caisse nationale d'assurance vieillesse, 110-112, rue de Flandre, 75019 Paris. Tél. : 203-96-37.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 2 FÉVRIER

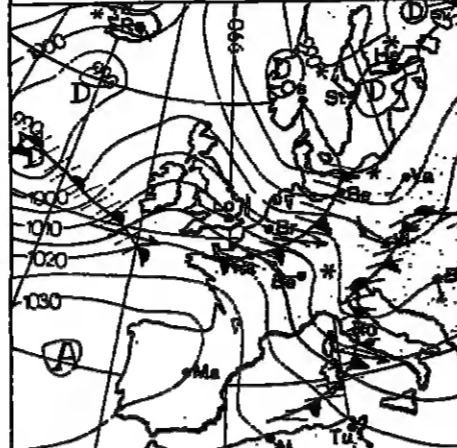
« La Renaissance présentée aux jeunes », 14 h 30, devant Saint-Etienne-du-Mont, M^{me} Colin.
« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M^{me} Dumesnil.
« Les Petites Sœurs des Pauvres », 15 heures, 45, rue Notre-Dame-des-Champs, M^{me} Penne.
« La peinture italienne de la Renaissance », 15 heures, Musée du Louvre, porte Denon, M^{me} Saint-Girons.
« L'art baroque en Allemagne du Sud », 16 h 30, 62, rue Saint-Antoine, M^{me} Meyniel (Caisse nationale des monuments historiques).
« Fantin-Latour », 15 h 30, Grand Palais (Approche de l'art).
« Fantin-Latour », 15 h 15, Grand Palais (Arts et curiosités de Paris).
« Palais de Soubise », 14 h 45, 60, rue des Francs-Bourgeois (L'art pour tous).
« De Carthage à Kairouan », 14 heures, Petit Palais (M. Bouchard).
« Primitifs allemands et Dürer », 11 heures, Musée du Louvre, près de la Cafétéria (M^{me} Caneri).
« La Conciergerie », 14 h 30, entrée (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Beauport », 15 heures, sous le porche du président Pompidou, rez-de-chaussée (M^{me} Hager).
« Le Palais de Justice », 15 heures, métro Cité (P.-Y. Jastel).
« Henri Fantin-Latour », 15 heures, Grand Palais (Paris et son histoire).
« L'Hôtel-Dieu », 14 h 30, entrée, parvis Notre-Dame (Paris autrefois).
« Maisons du cloître Notre-Dame », 14 h 30, porche central (Paris pittoresque et insolite).
« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).
« Hôtel de Lauzun », 14 h 30, 17, quai d'Anjou (M^{me} Romann).
« L'énergie solaire », 14 h 30, métro Saint-Paul (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES

« Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, 2, rue Mabillon (le Vieux Paris).
15 heures, Palais de Chaillot, salle du Musée des monuments français, M^{me} O. Boucher : « De Byzance à Constantinople ».
15 heures, Musée de l'homme, Palais de Chaillot, M^{me} S. Egler : « Magritte, Delvaux, Tanguy, Masson... ».

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 31.01.83 À 0 h G.M.T.



Évolution probable de temps en France entre le lundi 31 janvier à 0 heure et le mardi 1^{er} février à minuit.

Établissement d'un régime perturbé pour les prochains jours. Une dépression assez profonde centrée sur l'Irlande lundi se déplacera rapidement vers la Scandinavie. La perturbation qui lui est associée traversera la France dans les deux jours.

Mardi, une matinée douce et humide sur l'ensemble de la France. Le ciel sera nuageux. Il y aura des pluies intermittentes. Elles seront plus marquées sur les régions de l'Est, des Vosges aux Alpes. Il ne neigea en montagne qu'au-dessus de 1 500 mètres. Au lever du jour, environ 5° sur la moitié est et 7 à 9° sur la moitié ouest.

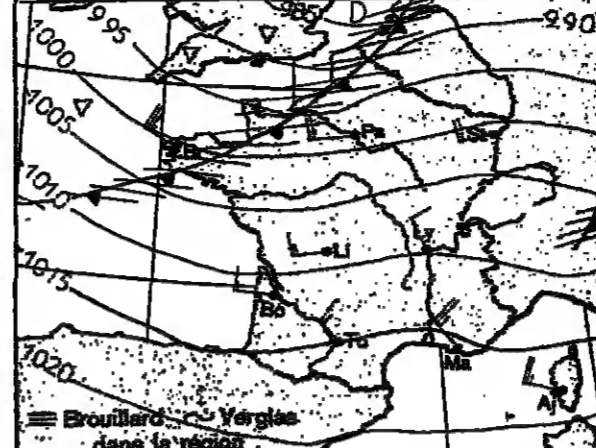
Au cours de la journée, le temps couvert s'atténue vers l'Est et le Sud-Est et sera progressivement remplacé, d'abord sur la moitié nord puis le soir sur tout le pays, par un ciel variable. De fréquentes averses se produiront et les températures seront à la baisse. Il neigera vers 500 mètres sur le Nord-Est et 1 200 mètres sur les Pyrénées, le Massif Central et les Alpes. En soirée, une ligne de grains un peu mieux organisée abordera les côtes de la Manche. Au cours de l'après-midi, encore, 10° environ sur toutes les régions.

Le vent de nord-ouest soufflera en rafales apportant pour les jours suivants de l'air de plus en plus froid en provenance d'Islande.

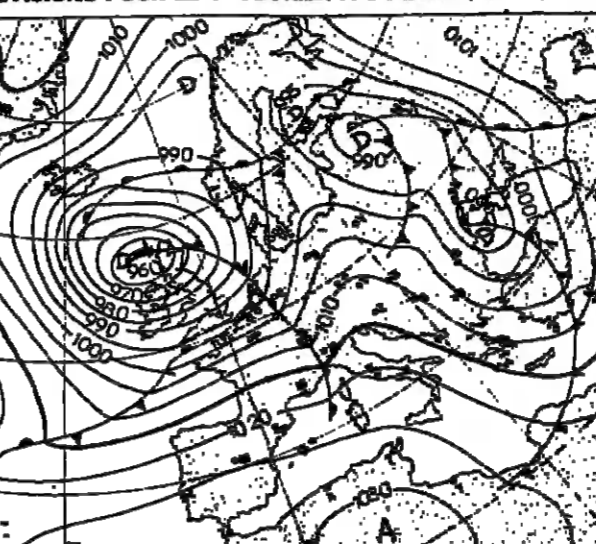
La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 31 janvier à 7 heures, de 1019,0 millibars, soit 764,3 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 30 janvier ; le second le minimum de la nuit du 30 au 31 janvier) :
Ajaccio, 15 et 10 degrés ; Biarritz, 12 et 8 ; Bordeaux, 13 et 6 ; Bourges, 10 et

PRÉVISIONS POUR LE 1.2.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 1^{er} FÉVRIER À 0 HEURE (G.M.T.)

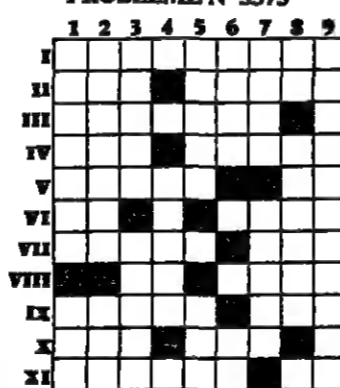


1 : Brest, 8 et 4 ; Caen, 8 et 3 ; Chambourg, 7 et 4 ; Clermont-Ferrand, 12 et 2 ; Dijon, 11 et 2 ; Grenoble, 11 et 0 ; Lille, 8 et 2 ; Lyon, 12 et 1 ; Marseille-Marganne, 15 et 6 ; Nancy, 10 et 1 ; Nantes, 11 et 4 ; Nice-Côte d'Azur, 18 et 10 ; Paris-La Bourgne, 10 et 2 ; Pau, 13 et 6 ; Perpignan, 18 et 10 ; Rennes, 9 et 2 ; Strasbourg, 11 et 1 ; Tours, 10 et 2 ; Toulouse, 14 et 7 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 20.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 5 degrés ; Amsterdam, 7 et 1 ; Athènes, 16 et 10 ; Berlin, 8 et 0 ; Bonn, 9 et 1 ; Bruxelles, 8 et 2 ; Le Caire, 18 et 7 ; Les Canaries, 19 et 16 ; Coppenhague, 5 et 2 ; Dakar, 25 et 18 ; Djibouti, 17 et 11 ; Genève, 9 et 3 ; Jérusalem, 11 et 0 ; Lisbonne, 17 et 8 ; Londres, 5 et 2 ; Luxembourg, 6 et 0 ;

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3375



HORIZONTALEMENT

1. Bien qu'il soit blanc, les Girondins ne l'ont jamais condamné. — 11. Il a des maîtres pour servir. — 12.

13. Celle des technocrates n'est pas évidente. — 14. D'écarter de classe. Il est si lourd, qu'une fois passé on se sent vraiment plus léger. — 15. C'est en Savoie qu'elle trouve d'abord sa voie. Plus il avance dans le temps, plus il est lourd. — 16. Copulative. Grand voyageur des mers dont le nom évoque une modeste embarcation. — 17. On le préfère momentanément qu'éternel. Peut provoquer la paralysie de certains bras. — 18. Annonceurs patentés. Pigeon plumé par un faisan. — 19. La grande muette est chargée de les faire parler. Nature morte de style rocaille. — 20. Une jeune fille le perd un jour de ses noces. Grecque. — 21. Son pas souvent hésitant ne l'empêche pas de tricoter. Note.

VERTICALEMENT

1. Les piquantes béarnaises n'ont pas de secret pour lui. Régale quand il est feuilleté. — 2. Esclave souvent famélique d'un maître exigeant. Emploi de plus en plus touché par le chômage. — 3. Quand le coiffeur se l'est plus, le paravert peut le devenir. Fruit de la déconfiture pour Eve et de la compote pour ses filles. — 4. On préfère généralement ses côtes à ses rives. — 5. Exprime des sentiments très distingués. Marin, il est invisible en mer. — 6. Une bonne face le fait grossir. Personnel. — 7. Politique de non-engagement. Le forum des Athéniens. — 8. Préposition. La où il s'installe, c'est généralement la foire. — 9. A pour mission de faire le jour sur l'astre de la nuit.

Solution du problème n° 3374

Horizontalement
I. Nationaliste. FI ! — II. Ocellation. Cald. — III. Rille. Ost. Bille. — IV. Me. En. Animal. — V. Aromates. Elèves. — VI. Nihiliste. Léa. — VII. De. Non. Rusa. Vin. — VIII. Seiche. Traîne. — IX. Four. Eus. Edita. — X. Air. Bifser. Dent. — XI. Ne. Boa. Tête. Jo. — XII. Dignité. Ami. — XIII. Alun. Trotteuses. — XIV. Passerelle. — XV. Emèse. St. Croit (Croft).

Verticalement

1. Normand. Fanfare. — 2. Acé. rie. Oie. — 3. Tel. Oh ! Sur. Dupe. — 4. Illuminer. Binas. — 5. Olé ! Aloï. Bog. Se. — 6. Na ! Etincelants. — 7. Alones. Hue. Ires. — 8. Lis. Sures. Tort. — 9. Iota. Eu. Eide. — 10. Su. Ne. Stère. Tac. — 11. Bil. lard. Tuer. — 12. Ecimée. Aide. — 13. A la va vite. Asti. — 14. Fille. Inanimé. — 15. Ide. Sana. Toise.

GUY BROUTY.

VENTES

Sucrez-vous au Nouveau Drouot !

Une vente de sucre comme on n'en a jamais vue devrait attirer mardi 1^{er} février au Nouveau Drouot tous les glycéphiles : il s'agit sous cette appellation des collectionneurs de sucres dans leur emballage d'origine.

Habitée à vivre dans les piteuses de monnaie anciennes, Sabine Bourgey, fille d'un numismate célèbre, s'est mise à la glycéphile depuis dix ans. Résultat : dix mille morceaux pris un peu partout. Les plus rares, comme le « Watergate » ou l'« ORTF » (disparue), sont estimés à plus de 400 francs ; les autres de 10 à 100 francs pour 5 grammes de sucre en provenance des hôtels, drugstores, asiles psychiatriques, etc.

Guettée par le diable, la collectionneuse ne veut pas tirer profit de ses petits larcins. Le produit de la vente, sous le marque de M^{me} Oger-Dumont, sera 3, tra à la Fondation pour la recherche médicale.

GERSAINT.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 30 janvier :

DES DÉCRETS

- Relatif à la fixation et à la révision du classement indiciaire de certains grades et emplois de personnels civils de l'Etat ;
- Modifiant le code des tribunaux administratifs ;
- Fixant le tarif des droits à percevoir à l'occasion de formalités pouvant être requises par des ressortissants étrangers ;
- Fixant les attributions et portant organisation du comité consultatif de santé des armées.

OFFICIERS MINISTÉRIELS et ventes par adjudication

Cabinet de M^{re} Roland MOLINA, avocat à ROUEN, 52, rue Thiers
SAISIE IMMOBILIÈRE S.C.I. du DOMAINE de VILLEQUIER (76)
A vendre au Palais de Justice de Rouen, place Foch,
le VENDREDI 25 FÉVRIER 1983, à 13 h 45

CHATEAU DE VILLEQUIER

CHATEAU DU XVIII^e SIECLE, construit en briques et P. de taille avec deux grandes ailes, convert en ardoises — Communes comprenant colomb. locaux d'hab. — CHAPELLE construite en pierres et conv. en ardoises — Gd JARDIN potager — Le tout édifié dans UN PARC comp. jardins à la Française, ess. vives et cascades.
(Cet ens. immob. fait l'objet d'un bail à construction consenti au profit de la S.A. HOTELIERE DU DOMAINE DE VILLEQUIER, selon la loi du 16 décembre 1964).

MISE A PRIX : 1 500 000 F

S'adr. pour vis. sur place et pr. res. : M^{re} MOLINA - T. : (35) 71-23-02

Cabinet de M^{re} Roland MOLINA, avocat à ROUEN, 52, rue Thiers
SAISIE IMMOB. S.A. HOTELIERE DU DOMAINE DE VILLEQUIER (76)
A vendre au Palais de Justice de Rouen, place Foch,
le VENDREDI 25 FÉVRIER 1983, à 13 h 45

1) BAIL

à CONSTRUCTION consenti par la S.C.I. DU DOMAINE DE VILLEQUIER dans les termes de la loi du 16 décembre 1964

au profit de la S.A. HOTELIERE DU DOMAINE DE VILLEQUIER.

Objet de ce bail :

UNE PROPRIÉTÉ A VILLEQUIER (76)

dite « CHATEAU DE VILLEQUIER »

de RESTAURATION HOTELIERE avec licence de

2) FONDS DE Cœ

Première Catégorie - RC ROUEN B 303 354 526

exploités à VILLEQUIER

MISE A PRIX : 800 000 F

S'appliquant à raison de 700 000 F au bail à construction

et 100 000 F au fonds de commerce

S'adr. pour vis. sur place et pr. res. : M^{re} MOLINA - T. : (35) 71-23-02

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de Nanterre
le MERCREDI 23 FÉVRIER 1983, à 14 h. — EN UN LOT
UN APPARTEMENT et un PARKING n° 431 au niveau 0, Tour EVE
21, rue Jules-Guesde - PUTEAUX (92)
LA DÉFENSE Quartier Villon
M. à P. : 200.000 F. - S'adr. à M^{re} Alain GASTINEAU
avocat à PARIS (1^{er}), 29, rue des Pyramides. Tél. : 260-46-79.
- Tous avocats pr. Trib. Gde Inst. de PARIS, BOBIGNY, NANTERRE, CRETEIL.
Sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Paris
le Jeudi 17 février 1983, à 14 heures
DIVERS LOCAUX A PARIS (20^e)
sis au rez-de-chaussée et au premier étage d'un immeuble
90, rue des Rigoles, et 2, rue du Jourdain
MISE A PRIX : 700 000 FRANCS
S'adresser à Maître Emmanuel INBONA, avocat,
3, rue Danton, 75006 Paris, téléphone : 325-55-12.

OSP Pour cette rubrique s'adresser :
7, rue Ste-Anne - 75008 Paris Cédex 01 - 261.51.52

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation
(en millions de francs)

ACTIF		Au 21-1-1963
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER		338 846
dont :		
Or		247 037
Disponibilités à vue à l'étranger		10 013
ECU		80 883
Avances au Fonds de stabilisation des changes		13 106
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR		5 794
dont :		
Comptes au Trésor public		1
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT		228 02
dont :		
Effets escomptés		85 57
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR DU FECON		89 43
5) DIVERS		8 34
	Total	<u>945 23</u>
PASSIF		
1) BILLETS EN CIRCULATION ..		175 86
2) COMPTES CRÉDITEURS ÉTRANGERS		10 28
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC		29 4
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS		64 5
dont :		
Comptes courants des établissements extérieurs à la constitution de réserves		28
ECU À LIVRER AU FECON		64
5) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR		288
6) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE		2
7) DIVERS		10
	Total	<u>945 23</u>

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

Indice général de base 100 en 1949

Valuers francs, à revenu variable	867,6	069,
Valuers étrangers	2012,2	2507,
Rau 100 : 23 décembre 1972		
Valuers francs, à revenu variable	126,2	129,
Valuers étrangers	330,9	335,
Rau 100 : 31 décembre 1981		
Indices des valeurs françaises		
à réviser, Rau 100 au 31-12-1981	100,1	100,
France-Europe	80,1	87,
Métallurgie	87,4	90,
Chimie	104,3	101,
Construction minière	97,2	96,
Matériel électrique	120,6	125,
Automobile et accessoires	98	98
Industrie de caoutchouc non altér.	128	124,
Agro-alimentaire	91,1	88,
Distribution	114,8	111,
Transport	118,3	121,
Services	99,9	100,
Assurances	139,2	139,
Banques	114,1	119,
Industrie et commerce		
Investissement et portefeuille	110	111,
Rau 100 : 28 décembre 1980		
Valuers françaises à revenu fixe (*)	100,2	100,
Esprants d'Etat (*)	100,4	100,
Esprants garantis et couverts (*)	100,3	100,
Soit-même	100,1	100,
Rau 100 : 31 décembre 1972		
Esprants garantis et couverts (*)	85,2	
Soit-même	85,2	
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE		
Rau 100 : 31 décembre 1981		
Indices généraux	104,1	
Prévision de la Rau	80,5	
Construction	101,5	
Etat de l'équipement	102,6	
Etat de l'industrie, énergie	107,5	
Etat de l'industrie, matériel électrique	111,5	
Etat de l'industrie, alimentaire	120,7	
Services	119,3	
Soit-même de la zone franc employant principalement de l'étranger	91,2	
Valuers internationaux	102,9	
BOURSES INTERNATIONALES		
Rau 100 : 31 décembre 1981		
Indices généraux	101,4	
(*) Indices non révisés.		

LA VIE DES SOCIÉTÉS

S.C.O.A. - La société s'est encore enfoncée dans le « rouge » en 1982, ainsi en attestent ses résultats financiers. De l'exercice 1981/1982 au 30 septembre dernier : perte (part du groupe) de 48,6 millions de francs, contre un déficit de 112,6 millions pour le précédent exercice, et perte de 197,9 millions de francs (contre un déficit de 107,1 millions) au cours de la société mère.

La S.C.O.A., qui a un nouveau président depuis le 22 décembre 1982 en la personne de M. François Zanotti, ancien patron de Renault-Véhicules industriels (R-V.I.), explique cette aggravation des ventes par la nécessité de constituer des

INDICES QUOTIDIENS
1957-1962

	27 janv.	28 janv.
Valeurs françaises	104,9	105,3
Valeurs étrangères	103,4	104,7

DES AGENTS DE CHANG
(N° 100 - 31 oct. 1992)

	27 janv.	28 janv.
Indice général	104	104,4

ÉTAT DU MARCHÉ MONÉTAIRE

privés du 31 janvier 12.

COURS DU DOLLAR A TOKYO		
	28 janv.	31 janv.
1 dollar (en yens)	237,70	238,40

... sau numai de la brevete de creații

Compte tenu de ces observations, nous avons décidé de ne pas modifier les données de nos dernières éditions, nous pourrions dans ce cas nous exposer à des critiques. Dans ce cas ceux-ci figureraient dans nos éditions.

provisions à hauteur de 95 millions francs (contre 70 millions pour le précédent exercice), après les mesures de restructuration intervenues au sein du groupe pour sortir des secteurs déficitaires. D'autre part, une somme de 149 millions francs a été affectée aux amortissements et à la charge fiscale imputable aux sociétés filiales.

ZODIAC. — Avec un budget de 360 millions de francs (répartis à égales entre le nautisme et l'espace) la société Zodiac sera introduite, le 7 février prochain comme prévu (*le Monde* du 23-24 janvier), sur le second marché de Paris, avec un cours de 550 F proposé par les introduceurs pour les 35 000 actions (10 % de capital) offerts au public.

B.N.P. — La Banque nationale de vient de recevoir du gouvernement de la licence nécessaire à la transformation en succursale de plein exercice du de représentation qu'elle exploite 1979 à Macao. Cette présence à (anciennement province portugaise puis 1976, territoire sous administration portugaise) permet à la B.N.P. d'élargir son implantation dans cette où elle est notamment présente à Hong Kong et en République populaire de Chine.

BOURSE DE PARIS Comptant[illegible]

28 JANVIER

[illegible]

Marché à terme

dans nos dernières éditions, nous pourrions être considérés comme les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

				Comp.	Chemin	RECHERCHES	Comp.	Prém.
--	--	--	--	-------	--------	------------	-------	-------

[illegible]

Marché à terme

[illegible]

En raison de l'exceptionnelle activité de transactions entre le 14 et le 15 et le 16 et le 17, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

[illegible]

COTE DES CHANG

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	CO 28
Alumine (5 t)	8 915	
Extractions (100 DM)	283 400	2
Belgique (100 F)	94 481	
Prays Beer (100 k.)	257 985	2
Danemark (100 kr.)	80 820	
Hongrie (100 H)	96 870	
Grande-Bretagne (1 t)	10 615	
Grande-Bretagne (100 k.)	8 210	
Italie (1 000 lire)	4 923	
Israël (1 000 fr.)	346 200	
Japan (100 yen)	92 870	
Australie (1000 aed)	40 336	
Canada (1000 pes.)	5 350	
Canada (1000 aed.)	7 980	
Pays-Bas (5 cent.)	5 692	
Japan (100 yens)	2 916	

ES	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS	M
----	-----------------------------------	---

CURS /1	RUB SUBTOTAL		MOM
	Achat	Vente	
6 905	6 720	7 070	Or fin
13 440	276	298	Or fin
43 480	13 500	14 600	Pièce
58 100	252	284	Pièce
80 550	77	83	Pièce
95 950	94	100	Pièce
10 623	300	11	Soufre
8 235	5 650	5 800	Pièce
4 918	4 750	2 000	Pièce
45 466	337	355	Pièce
33 040	90	96	Pièce
40 330	39 600	41 200	Pièce
5 348	5 150	5 800	
7 470	5 900	6 500	
5 588	5 430	6 800	
2 915	2 780	2 920	

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

COURSES MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 28/1
1000 francs en livres	110000	110100
100 francs en livres	11000	110350
100 francs en dollars	721	735
100 francs en marks	414	414
100 francs en pesetas	811	825
100 francs en roubles	948	948
100 francs en schillings	2815	3830
100 francs en florins	1850	1860
100 francs en francs suisses	1000	1000
100 francs en francs belges	4350	4400
100 francs en francs néerlandais	698	710

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. LA RÉFORME DES COLLÈGES : « Les raisons de la colère », par Catherine Arditi ; Pétitions, pétitions...

ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT

3-4. AFRIQUE
- L'EXODE AU NIGÉRIA : les difficultés d'accueil au Ghana.

4. EUROPE

- R.F.A. : le cinquantenaire de l'arrivée au pouvoir de Hitler.

6. AMÉRIQUES

- PÉROU : huit journalistes assassinés.
- CANADA : démission spectaculaire de M. Clark, chef du parti conservateur.

6. ASIE

POLITIQUE

7. La préparation des élections municipales.
8. Le conseil national du P.R. : la quatrième-douzième congrès du parti radical ; M. Chirac au Club de la presse.

SOCIÉTÉ

10. ÉDUCATION : le débat sur l'école privée.
- SCIENCES : le C.E.A. va servir de support technique aux recherches sur les énergies nouvelles.
12. MÉDECINE : les critiques des projets de M. Ruffin par Solidarité médicale.

RÉGIONS

11. ILE-DE-FRANCE : l'information par ordinateur.
12. ENVIRONNEMENT : l'assemblée générale des ingénieurs écologistes.
- TRANSPORTS : le métro de Lille roule sans conducteur.

CULTURE

13. EXPOSITIONS : Angoulême et le Salon de la bande dessinée.
- VARIÉTÉS : la fin du MUEM classique.
15. COMMUNICATION : le plan de développement de l'A.F.F.

SPORTS

16. ESCRIME : Caron remporte le challenge Martini.
- AUTOMOBILISME : la victoire de Lancia au Rallye de Monte-Carlo.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

17. Les conséquences de la crise de l'OEPE.
- « Vendre mieux plutôt que vendre plus », par Albert Merlin.
18-19. Nancy, deuxième place financière de province.
20. Les clés de la conjoncture.

ÉCONOMIE

38. DÉMOGRAPHIE.
39-40. AGRICULTURE : la crise de l'élevage breton.
41. SOCIAL.
- ÉTRANGER : nouveau pacte social en Espagne.

RADIO-TÉLÉVISION (15)
INFORMATIONS
« SERVICES » (42) :
Troisième âge : Journal officiel ; Loterie nationale ; Météorologie ; Mots croisés.
Annonces classées (21 à 38) ; Programmes des spectacles (14) ; Carnet (12) ; Marchés financiers (43).

Le numéro du « Monde » daté 30-31 janvier 1983 a été tiré à 486 297 exemplaires.

ski de fond en
LAPONIE
raid dans les Tunturi
9 jours Paris, Paris
5.690 F.
votre agent de voyages ou
ALANT'S TOURS
5, rue Danielle Casanova
75001 Paris.
296.59.78

A B C D E F G

RÉUNIS EN CONGRÈS A FRIBOURG

Les libéraux allemands entendent être une force d'équilibre
De notre correspondant

Bonn. — Après le congrès de Berlin-Ouest, début novembre, où régnait pagaille et déchirements, les libéraux allemands ont retrouvé à leurs assises de Fribourg, samedi 29 et dimanche 30 janvier, la sérénité et la cohésion qui sont la règle des congrès politiques allemands. Les derniers sondages encourageaient cette évolution. Ils dénotent une remontée de la cote du F.D.P. à 4 % des intentions de vote, voire au-dessus des 5 % qui leur sont nécessaires pour rester au Bundestag.

Le parti libéral lance aujourd'hui une grande campagne sur le thème : « Votez pour qui vous voulez avec votre première voix, mais donnez-nous la seconde. » Exhortation qui n'est pas sans rappeler la campagne des élections générales de 1980, laquelle avait rapporté plus de 10 % des « secondes voix » au F.D.P. (ce sont ces « secondes voix » qui déterminent le nombre de députés désignés à la proportionnelle, s'ajoutant à ceux qui sont élus directement).

A Fribourg, les libéraux ont décidé à une forte majorité de prolonger la coalition avec les chrétiens-démocrates et les chrétiens-sociaux, à condition que ceux-ci n'obtiennent pas la majorité absolue des suffrages. Hypothèse dans laquelle, il est vrai, les libéraux seraient très vraisemblablement exclus du Bundestag et n'auraient pas voix au chapitre. Les congressistes montraient ainsi la volonté d'être non seulement

une force d'appoint, mais également une force d'équilibre.

On a pu entendre à Fribourg des attaques contre M. Strauss, mais son retrait politique n'est plus posé comme condition de la participation des libéraux à la future coalition. La vedette du congrès aura été sans conteste le comte Lambsdorff, polémiste redoutable, qui s'en est pris violemment au S.P.D. et, en particulier, à son candidat à la chancellerie, M. Vogel.

Les libéraux ont donc choisi leur position, qui est celle du juste milieu : ils sont contre une coalition « rouge et vert » (qui comprendrait les socialistes, les écologistes et les « alternatifs »), notamment parce qu'ils y voient le danger d'un glissement vers le neutralisme, et s'opposent à la grande coalition S.P.D.-C.D.U. évoquée par M. Strauss comme ultime recours. La seconde voie préconisée doit être celle de la conscience, car « le droit de vote n'est pas un droit des partis, c'est le droit des citoyens ».

On notera sur le plan de la sécurité que M. Genscher recommande à parler des « résultats intermédiaires » de la conférence de Genève sur les euro-missiles. Bonn et Washington chercheront, selon lui, une percée qui ne serait plus le « tout ou rien » (sous-entendu : l'option zéro). M. Genscher avait fait allusion à cette possibilité il y a quelques semaines, mais il avait été alors rappelé à l'ordre par le cabinet. — A.C.

En Italie

Une gardienne de prison a été assassinée par un groupe terroriste

Correspondance

Rome. — Le « procès » puis l'exécution sommaire dont a été victime, le 28 janvier, à Rome, une gardienne de la prison de Rebibbia, Mme Germana Stefanini, cinquante-sept ans, de la part d'un commando du Mouvement pour le pouvoir prolétarien armé, semble une dérisoire caricature, tout aussi sanglante, de ce que furent certaines des plus fameuses actions des Brigades rouges : la photo de l'orange pendant sa parade de jugement prise par le commando terroriste avant d'être communiqué à la presse, puis l'assassinat de la victime dont le corps a été découvert dans le coffre d'une voiture, comme ce fut le cas pour Aldo Moro.

Moins de quarante-huit heures après la publication par la presse italienne de ce qui pouvait sembler être l'adieu aux armes d'une partie des fondateurs des B.R., ce qui reste du terrorisme dans la péninsule a voulu démontrer qu'il existait encore. Ce Mouvement pour le pouvoir prolétarien armé semble se situer en

effet dans la mouvance des Brigades rouges. Aussi bien le choix de la cible, une gardienne de prison simplement chargée de la surveillance des paquets, que la sinistre parodie de procès dans le propre appartement de la victime, semblaient destinés à susciter le maximum d'écho pour le minimum de risque.

Il aurait pu y avoir deux victimes, car le commando terroriste imposa à l'otage d'appeler par téléphone une de ses collègues et voisines afin de la faire venir sur les lieux. Mais cette dernière était bloquée au chevet de son fils malade.

Le président de la République, M. Pertini, a envoyé à l'occasion des obsèques de la victime un télégramme au ministre de la justice : « Le terrorisme, toujours plus isolé et repoussé par la conscience du pays, démontre qu'il est encore en mesure d'accomplir d'infâmes actions criminelles et de tuer les plus fidèles serviteurs de l'Etat. — M.S.

AU COURS DE DEUX TOURNÉES EN EUROPE ET EN ASIE

MM. Bush et Shultz expliquent la politique américaine aux alliés et aux partenaires des États-Unis

Deux importantes personnalités du gouvernement américain ont commencé simultanément dimanche 30 janvier une tournée auprès des gouvernements alliés des États-Unis pour expliquer la politique de Washington.

M. George Bush, vice-président, arrivé à Bonn dimanche soir, s'entretient ce lundi avec le chancelier Kohl avant de gagner Berlin-Ouest où il doit prononcer un discours qualifié d'« important ». Il gagnera La Haye mardi après-midi avant de se rendre à Bruxelles, Genève — où il rencontrera vendredi 4 février les négociateurs soviétiques aux entretiens sur les armements nucléaires en Europe — Rome, où il séjournera du 5 au 7 février, Paris, le 8, enfin Londres, d'où il repartira le 10 pour Washington. M. Bush a fait valoir avant son départ que ce voyage n'est pas une « mission de négociation », mais seulement de « consultation » avec ses alliés. M. Kohl avait indi-

Pour maintenir l'activité de ses ateliers en période de morte-saison

NICOLL
La tradition anglaise du vêtement

vous offre
jusqu'au 26 février

COSTUME mesure industrielle **1650 F**
avec gilet 1 890 F

NICOLL, à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820

VOULANT CRÉER UN FAIT ACCOMPLI

L'épiscopat polonais appelle les fidèles à se préparer à la visite du pape

Varsovie (A.F.P.). — Les évêques polonais, dans une lettre pastorale lue dimanche 30 janvier, dans toutes les églises, ont appelé les fidèles à se préparer à la visite du pape, prévue pour le 18 juin prochain. Prise alors même qu'aucun accord définitif n'existe officiellement entre les autorités et l'épiscopat sur l'organisation de ce voyage, cette initiative semble surtout relever d'une volonté de forcer la main au pouvoir par la création d'un fait accompli.

Ammonçant « avec une grande joie », le début de la « période de préparatifs du deuxième pèlerinage du Saint-Père », l'épiscopat déclare se réjouir « de l'accomplissement des vœux du pape qui estime de son droit et de son devoir de rendre hommage à la mère de Dieu qui depuis six siècles a donné son royaume à la Pologne ». La réalisation de « ce droit et de ce devoir » apparaît cependant encore assez aléatoire pour que l'épiscopat ait décidé de faire du 2 février (jour de la présentation du Seigneur) une « journée de prière de l'Eglise polonaise tout entière pour que cette visite soit possible ». Précisant qu'« un seul jour » (de prière) ne suffit pas, les évêques indiquent en outre que des veillées seront ensuite organisées dans le même but au monastère de Jasna Gora et en appelant parallèlement aux autorités et à la population pour que soient créées les conditions nécessaires à la visite pontificale.

Au pouvoir, l'épiscopat demande « une amnistie et d'autres actions ayant pour but de rétablir une pleine justice sociale ». A la population, il demande de « faire preuve d'amour évangélique », en « surmontant (...) la haine » suscitée par « le grand malheur du peuple et le drame de la violation des droits élémentaires de l'homme qui pèse sur la vie sociale ».

Parallèlement, M. Walesa, qui a été élu président de la République, a demandé à la population de « faire preuve d'amour évangélique », en « surmontant (...) la haine » suscitée par « le grand malheur du peuple et le drame de la violation des droits élémentaires de l'homme qui pèse sur la vie sociale ».

LES DEUX INGÉNIEURS FRANÇAIS ENLEVÉS AU MOZAMBIQUE AURAIENT ÉTÉ LIBÉRÉS

Les deux ingénieurs français, MM. Robert Soumille et Georges Ferret, enlevés le 26 décembre dernier au Mozambique, auraient été libérés, sans avertissement préalable de la R.N.M. (Résistance nationale du Mozambique), opposés à une gouvernance.

L'« agitation » politico-religieuse des immigrés
M. MITTERRAND ESTIME QUE M. MAUROY S'EST EXPRIMÉ EN CONNAISSANCE DE CAUSE

M. François Mitterrand, interrogé samedi 29 janvier à Marrakech, à l'issue de sa visite au Maroc, sur l'interview de M. Mauroy au journal Nord-Eclair, a déclaré que son premier ministre s'était « exprimé en connaissance de cause » en estimant, à propos des conflits sociaux de l'automobile que « les immigrés sont agités par des groupes religieux et politiques » (le Monde du 29 janvier).

Selon M. Mitterrand, « il faut prendre garde à ne pas confondre les problèmes. Il y a des revendications ouvrières et salariales. Ces revendications doivent être respectées car elles concourent au développement social. En revanche, a ajouté le chef de l'Etat, « il faut prendre garde à ce que l'ensemble des problèmes internationaux soient déchargés de ce qui est la norme dans les relations du travail en France ».

Pour sa part, M. Ahmed Ben Bella, ancien président de la République algérienne, interrogé dimanche à Genève par un journaliste de TF1, a démenti toute manipulation des prévises musulmans de l'usine Renault : « Je défie le gouvernement français de le prouver », a-t-il dit, démentant également avoir des contacts avec des mouvements intégristes en France : « J'ai des contacts avec des musulmans qui construisent des mosquées », a expliqué M. Ben Bella.

PEUGEOT SE RETIRE DU CAPITAL DE MATRA-AUTOMOBILE

Le comité central d'entreprise de Matra a été convoqué dans le matin du 31 janvier pour entendre une communication sur la restructuration du capital de Matra-Automobile (le Monde du 28 janvier). Peugeot se retire donc du capital de la filiale automobile de Matra en cédant à Matra les 45 % qu'il détenait.

Matra-Automobile, qui emploie 1 300 personnes à Romorantin, Théligny (Loir-et-Cher) et Velizy (Yvelines), souffre d'une chute de sa production de moitié en trois ans et doit donc chercher des productions non concurrentes pour maintenir l'activité, notamment à Romorantin. Renault pourrait donc fournir du travail à cette unité sans pour autant entrer dans le capital de Matra-Automobile.

KLAUS BARBIE AURAIT TUÉ JEAN MOULIN « DE SA PROPRE MAIN »

M. Cottébas Fuchs, un Suisse qui fut, dit-il, l'interprète de Klaus Barbie, le chef de la Gestapo à Lyon pendant la dernière guerre, a déclaré dimanche 30 janvier à l'Agence France-Presse que « Klaus Barbie a tué de sa propre main », en 1943, Jean Moulin, le chef de la résistance française. M. Fuchs, qui est âgé de quatre-vingts ans et ne se souvient pas de la date exacte de ces faits, ajoute : « Barbie l'a attaché et précipité dans la cave du haut d'une échelle avec l'intention déclarée qu'il en meure. Je n'oublierai jamais ce jour ».

Jusqu'à présent, il était plus souvent admis que Jean Moulin, président du Conseil national de la résistance (C.N.R.), était mort durant son transfert en Allemagne en juin 1943, après avoir été torturé par la Gestapo. M. Fuchs a indiqué qu'il a reçu mardi la visite d'un ancien résistant français lui demandant s'il accepterait de rapporter ces faits devant un tribunal français. « Bien sûr, j'ai », a répondu M. Fuchs.

Klaus Barbie, arrêté récemment en Bolivie pour escroquerie, avait déclaré vendredi à la télévision bolivienne qu'il avait remis Jean Moulin « en bonne santé aux autorités françaises ».

D'autre part, M. Gaston Velasco, ancien maître de La Poste, affirmait samedi que, selon lui, Klaus Barbie se serait rendu à plusieurs reprises à Paris depuis 1946. — (A.F.P.).

Une élection cantonale

HAUTE-LOIRE (canton de Craponne-sur-Arzon (2^e tour). Inscr., 3 961 ; Vol., 3 187 ; suff. expr., 3 090. MM. Jean-Michel Chapuis, modéré, 1 645. ELU Pierre Borne, modéré, 1 445.

[Cette élection faisait suite à l'invalidation du scrutin de mars 1982 prononcée par le tribunal administratif de Clermont-Ferrand et confirmée par le Conseil d'Etat. M. Borne avait différé un tract mettant en cause M. Chapuis auquel celui-ci n'avait pu répondre, faute de temps.

Après premier tour de cette élection partielle, M. Chapuis avait recueilli 1 993 voix, M. Borne, 1 387 et M. Anberger, P.C., 128 pour 2 908 suffrages exprimés. Il y avait 2 997 votants et 3 961 électeurs inscrits.

M. Borne qui venait de quelques voix M. Chapuis lors du scrutin de mars 1982 (57 voix au premier tour pour 3 024 suffrages exprimés, 13 054 votants et 4 033 électeurs inscrits et 3 voix au second pour 3 159 suffrages exprimés, 13 993 votants et 4 033 inscrits) perd son siège de conseiller général au profit de M. Chapuis.]

« L'actualité européenne du » Wall Street Journal » a fait paraître lundi 31 janvier son premier numéro. Réalisé à Bruxelles tiré à 20 000 exemplaires, il est conçu par une équipe de vingt-cinq journalistes.

(Publicité)

Micro-Informatique : DECISION

Le prix réel d'un micro-ordinateur utilisable pour des applications professionnelles est aujourd'hui compris entre 10 000 F et 60 000 F. Cadres d'entreprises, dirigeants de PME, professions libérales, enseignants, se posent légitimement la question : comment choisir ? comment s'en servir sans avoir nécessairement à programmer ?

DECISION Informatique, soutiré « L'actualité sur les micro-ordinateurs et leurs programmes » est la première publication plaçant le micro-ordinateur à la portée de tous ceux qui souhaitent exploiter l'outil sans en connaître la technique.

DECISION
les usages professionnels du micro-ordinateur.

Dernières nouveautés, expositions, basses de prix : DECISION est toujours au fait de l'actualité. Bases d'essai de programmes standards : DECISION porte chaque quinzaine un jugement en termes accessibles et concrets. Exemples d'applications réalisables par des non-spécialistes : DECISION livre des témoignages d'utilisations pratiques.

10 FF chez votre marchand de journaux.
Abonnement : 195 FF (22 numéros).
5, place du Colonel Fabien 75491 Paris Cedex 10.

INTEL
En vente dès aujourd'hui dans 3 points de vente ouverts uniquement aux professionnels

l'ordinateur personnel IBM

Un ordinateur personnel aussi professionnel que vous
Des logiciels aussi professionnels que vous.
Une équipe aussi professionnelle que vous.

3 points de vente distributeurs agréés

PARIS NEUILLY INTEL 181 rue Ch. de Gaulle 92200 NEUILLY Tél. : (1) 747-11-26	RENNES INTEL 61 rue du Petit Manoir 35000 RENNES Tél. : (09) 30-62-82	STRAZBOURG INTEL 7 rue du Marché Vert 67000 STRASBOURG Tél. : (88) 23-80-22
--	---	---

Je Pense 1550